

# France-Québec

N° 108 - PRINTEMPS 1998 - 30 F

Magazine

## Spécial 30 ans

Association  
Autochtones  
Chanson  
Cinéma  
Coopération  
Economie  
Enseignement  
Francophonie  
International  
Jumelages  
Langue  
Littérature  
Ofqj  
Politique  
Société  
Témoins  
Tourisme

Tempête de verglas

La solidarité  
franco-québécoise



Gaz  
de  
France



DoE / Médias/Gaz de France - Economiser l'énergie, c'est mieux en profiter. 2004

---

# “COMME VOUS POUVEZ LE CONSTATER, CE PAYSAGE EST REMPLI DE CANALISATION DE GAZ NATUREL.”

---

## Pourquoi les Français préfèrent le gaz naturel ?

Ami lecteur bonjour, j'ai concocté à votre intention un petit problème de logique que je sou mets à votre réflexion.

Problème : “sachant que le Français aime se laver à l'eau chaude, qu'il ne rechigne pas à rester des heures sous sa douche, qu'il aime la bonne chère, la gastronomie sous toutes ses formes, qu'il aime aussi vivre au chaud l'hiver et sachant que rien ne ressemble plus à une canalisation de gaz naturel qu'une autre

canalisation de gaz naturel, comment le Français a-t-il fait pour conserver à son territoire cette incomparable variété de paysages que le monde entier lui envie?”

Réponse : “les paysages français sont préservés parce que les canalisations de gaz naturel sont souterraines, et c'est tant mieux pour la nature et les touristes qui la fréquentent”.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS, APPELER LE PRIX APPEL LOCAL **N°Azur 0 801 16 3000**  
DU LUNDI AU VENDREDI, DE 9 H'A 18 H.

**GAZ DE FRANCE, LE CHOIX DE LA QUALITÉ.**

**Association**

**PRÉSIDENT-FONDATEUR**  
Xavier DENIAU

**FONDATEURS**  
Michel BRUGUIÈRE, Jean-Marie DOMENACH,  
Bernard DORIN, Martial de la FOURNIÈRE,  
François-Xavier de PÉRIER,  
Philippe ROSSILLON, Auguste VIATTE.

**COMITÉ DE PARRAINAGE**  
Raymond BARRÉ, Jean-Pierre CHEVÈNEMENT,  
Bernard CLAVEL, Yves DUTEIL,  
Maurice DUVERGER, Laurent FABIUS,  
Jean-Louis FOULQUIER, Jacques HABERT,  
Charles MÉRIEUX,  
Michel ROCARD, Philippe SÉGUIN,  
Yves TAVERNIER, Pierre-André WILTZER.

**PRÉSIDENTS D'HONNEUR**  
Alain PEYREFITTE, Christian PHILIP,  
Maurice VIAUD, Louis THEBAULT.

**BUREAU NATIONAL**  
Georges POIRIER, président  
Jean-Michel HERCOURT, vice-président  
Jean-Daniel SCHELL, vice-président  
Danielle LALLEMAND, secrétaire  
Philippe LIMOUZIN, secrétaire  
Maurice LEROY, trésorier  
Eric PETIOT, trésorier.

**SIÈGE NATIONAL**  
Pascale ALBARET, directrice générale  
Aline BERNARDAUD, Tamara VRHOVAC,  
Sylvie HAMEL, Nathalie HOULE,  
Eric THEBERGE.

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
Janine ARSÈNE-LARUE (Le Grand-Quévilly),  
André BOULANT (Cambrésis),  
Liliane BRISSON (Gâtinais),  
Marie-Agnès CASTILLON (Saint-Malo),  
Jacques DELGUTTE (Versailles-Yvelines),  
Patrick DOMINICI (Midi-Toulousain),  
Jeanne DROUET (Bas-Poitou),  
Michel DUBAULT (Essonne),  
Jean-Michel HERCOURT (Alpes-Léman),  
Jean-Jacques JENNE (Seine-St-Denis),  
Danielle LALLEMAND (Calvados),  
Christian LAMANDÉ (Pays Nantais),  
Maurice LEROY (Artois-Ternois),  
Philippe LIMOUZIN (Touraine),  
Didier LORENZINI (Bugey),  
Yannick MALARD (Haut-Limousin),  
Eric PETIOT (Auvergne),  
Gilbert PILLEUL (Paris),  
Georges POIRIER (Laval),  
Monique PONTAULT (Essonne),  
Frantz RÉMY (Martinique),  
Henri RÉTHORÉ (Paris),  
Jean-Daniel SCHELL (Alsace),  
Gisèle TUAILLON (Franche-Comté),  
Catherine VEILLARD (Maine).



Au-delà de la magie commémorative des chiffres ronds, ce numéro-anniversaire témoigne de la maturité d'un pays, le Québec, et d'une association, France-Québec. Actualité et histoire s'y entrelacent volontairement tant la seconde éclaire bien souvent la première.

Trois décennies donnent le recul nécessaire pour appréhender l'évolution du Québec. Incontestablement, ces trente dernières années, la modernité tonique du Québec s'est accompagnée d'une montée en puissance de l'affirmation du peuple québécois. Une affirmation vigoureuse, sans frilosité mais ouverte sur le monde, de l'identité québécoise. Ceux qui appuient la souveraineté du Québec y trouveront sans doute un goût d'inachevé. Mais on connaît l'opiniâtreté séculaire des Québécois. Ils ont toujours voulu écrire leur histoire plutôt que la subir.

Quel que soit le chemin, la France sera aux côtés du Québec. Nous avons une communauté de destin au sein de la Francophonie et une complicité de valeurs véhiculée par une langue partagée. Le consensus français, sur ce point, facilite la pérennité d'une relation franco-québécoise privilégiée. Certes l'image des deux rameaux d'un même arbre s'est défraîchie. Les Québécois sont des nord-Américains francophones et non des Français d'Amérique. Comprendre cette part d'américanité qui irrigue la québécoité est essentiel pour développer une coopération dynamique entre nos deux pays.

Au cœur de cette relation, France-Québec apporte depuis trente ans un vrai savoir-faire fondé sur des valeurs de solidarité. Partout en France, désormais, le Québec peut compter sur des amis de tous milieux et de tous bords. Sans ces acteurs obstinés sur le terrain pas de réelle coopération directe. Des bénévoles, par milliers, défendent non leurs intérêts - l'association ne serait alors qu'une amicale - mais une volonté tracée par les fondateurs : faire connaître et aimer le Québec. L'héritage fructifie avec des échanges accrus, un réseau élargi, des actions diversifiées et toujours de proximité. Si la bonne volonté ne suffit plus, si l'exigence des compétences s'avère de plus en plus forte, demeure toujours la passion, moteur du bénévolat. Signe symbolique de cet attachement croissant envers le Québec : la belle courbe des adhérents engagés depuis trente ans au sein de France-Québec.



Georges POIRIER

**Revue**

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**  
Georges POIRIER

**RÉDACTRICE EN CHEF**  
Monique PONTAULT

**ASSISTANTE**  
Sophie FRANÇOIS

**RÉDACTION**  
Christiane CALONNE (culture, tourisme)  
Sylvain GAREL (cinéma)  
Francine GAUDARD (éducation)  
Christian JARY (société)  
Valérie LION (économie)  
Evelyne MILLEREAU (infographie)  
François MOUCHET (politique)  
Gilbert PILLEUL (histoire)  
Stéphanie TISSEROND (social)  
Yannick RESCH (littérature)  
Michel TROADEC (musique).

**MISE EN PAGE**  
Françoise GARDAN

**CORRESPONDANTS AU QUÉBEC**  
Grégoire ALLIX, André MAGNY,  
Chantal PÉRIÉ, Pascal QUITTEMELLE

**PUBLICITÉ**  
Montréal : Nathaly ISABELLE  
Paris : Jacques-Olivier MSIKA (FFE)  
Tél. : 01 53 36 20 40

**FABRICATION**  
SIB Imprimerie, 62200 Boulogne-sur-Mer

**ABONNEMENTS 1998**  
France 100 F - Etranger 130 F  
Adhérents des régionales 70 F

Commission paritaire : n° 51571  
Dépôt légal à parution ISSN n° 0994-8732

**SPÉCIAL 30 ANS**

**Politique 18, international 20,  
langue 22, économie 24,  
société 26, autochtones 28, lit-  
térature 38, chanson 40, ciné-  
ma 42, sites touristiques 46,  
coopération 68, témoins 70,  
ofqj 72, enseignement 74,  
échanges littéraires 76, jume-  
lages 78, francophonie 80,  
histoire de l'association 84,  
adhérents 86, initiatives 88.**

**Sommaire**

- 6 actualités**
- 30 culture**
- 44 tourisme**
- 58 coopération**
- 82 association**

**COUVERTURE**

- **Conception** : Pascal Leseure
- **Photos** : Pascal Quittemelle  
(la St-Jean-Baptiste)  
François Poche  
(Tempête)

**MERCI**

Pour leur contribution bénévole à ce numéro spécial, que soient vivement remerciés : les universitaires, français et québécois, membres pour la plupart de l'Association internationale des études québécoises, le directeur général de l'AIEQ Benoit-Jean Bernard, les journalistes, photographes, graphistes, maquettistes et tous ceux qui ont œuvré dans l'ombre.



# ECONOMISEZ DE 10 À 64 % <sup>(1)</sup> SUR VOS APPELS TÉLÉPHONIQUES AVEC LE 7 DE CEGETEL.

## SANS RIEN CHANGER CHEZ VOUS

- Un abonnement de 10 F seulement par mois.
- Sans rien changer à votre téléphone, ni à votre numéro.
- Vous faites simplement le 7 à la place du premier 0 pour tous vos appels.
- La possibilité de regrouper de 1 à 4 lignes pour le même prix.
- Une facture détaillée et gratuite.

## VOUS TÉLÉPHONEZ MOINS CHER

Avec le "7 de Cegetel", faites :

- de 10 à 57 % d'économies sur vos appels<sup>(1)</sup> en France Métropolitaine, hors de votre département.
- de 10 à 39 % sur vos appels internationaux et vers les DOM.

**Au total, avec le "7 de Cegetel", vous réalisez de 10 à 64 % d'économies sur vos communications<sup>(1)</sup>.**

## VOTRE FIDÉLITÉ EST RECOMPENSÉE

- Vous bénéficiez d'une remise supplémentaire<sup>(2)</sup> de 5 à 15% selon le montant de vos communications<sup>(1)</sup>.
- Vous gagnez des minutes gratuites ou des cadeaux avec le Programme Fidélité.

OFFRE DE LANCEMENT  
4 MOIS D'ABONNEMENT  
GRATUITS.

Pour plus de renseignements ou vous abonner, appelez vite le :



**N°Vert 0 800 777 777**

Appel gratuit. Précisez votre code : P364



Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 30/06/1998, soumise à conditions, non cumulable avec d'autres offres promotionnelles. Vous ne composez pas le 7 pour les numéros spéciaux. (1) Appels en dehors de votre département, hors arification locale, zones de proximité et numéros spéciaux. Les départements 75 + 92 + 93 + 94 sont considérés comme un seul département, de même pour la Corse (2A+2B). (2) Pour un minimum de facturation, hors abonnement, de 150 F. Remise limitée à 785 F par bimestre. Montants des réductions calculés, hors crédit temps et options tarifaires payantes, d'après tarifs pratiqués au 01/03/98 par des opérateurs globaux en France, hors tarifs frontaliers et à l'exception des appels vers les Etats-Unis et le Canada à certaines heures et appels entre DOM. Mise en service selon zones d'ouvertures à compter de février 1998.



## MESSAGES

*Je suis heureux de m'associer au 30<sup>ème</sup> anniversaire de l'Association France-Québec, artisan d'une relation directe et privilégiée entre la France et le Québec.*

*J'ai le plaisir de souligner tout particulièrement la participation de l'Association France-Québec au développement et au renforcement de cette relation qui prend appui, comme je l'ai rappelé lors de ma dernière visite en France, à l'automne 1997, sur quatre grands piliers : le pilier politique, le pilier économique, le pilier culturel et le pilier des relations personnelles.*

*Qu'il me soit ainsi permis d'insister sur le maillage des relations personnelles qui constitue, de loin, le fondement de la pérennité de l'amitié franco-québécoise.*

*Le rayonnement des associations régionales et leur crédibilité auprès des élus et des principaux acteurs locaux sont l'une des forces du réseau France-Québec. Les Québécoises et les Québécois sont conscients de l'importance que revêt ce réseau d'amis et de partenaires pour le développement de l'ensemble de nos relations, qu'elles soient politiques, économiques ou culturelles.*

*L'Association France-Québec perpétue ces rapports par son dynamisme et son ouverture à la modernité. En cette période, où nous devons associer toutes les régions de nos territoires respectifs au développement de nos sociétés, il m'apparaît que l'action que vous menez à travers France-Québec participe à cet effort de décentralisation et de dynamisation des sociétés.*

*Je sais que vous êtes attentifs au cheminement politique du Québec et je connais votre engagement à cet égard. Lorsque le Québec aura fait le choix d'être un pays, dans le respect de la démocratie et du droit de toutes les minorités, il pourra compter sur un capital de sympathie bâti au fil des ans.*

*Je souhaite vivement que vous puissiez être nos ambassadeurs, ceux qui peuvent le mieux, grâce à la solidité des liens personnels que vous avez façonnés, être les porte-parole d'un Québec démocrate, moderne et créateur.*

**Lucien BOUCHARD**  
Premier ministre du Québec

*A l'occasion du trentième anniversaire de l'association France-Québec, je suis particulièrement heureux de m'adresser à tous ses membres afin de leur exprimer toute ma reconnaissance pour leur éminente contribution au développement des relations franco-québécoises.*

*Les liens directs et privilégiés qui unissent la France et le Québec, ce sont d'abord les contacts sans équivalent par leur qualité et leur densité entre nos responsables politiques respectifs. Conformément à la tradition des rencontres annuelles alternées entre Premiers Ministres, j'ai ainsi reçu en France M. Lucien Bouchard, Premier Ministre du Québec, au mois de septembre dernier et j'aurai le plaisir de me rendre au Québec l'été prochain.*

*Mais, les relations franco-québécoises, c'est aussi et surtout l'amitié jamais démentie entre Français et Québécois, cette "belle complicité" qui était le thème de votre dernier Congrès commun avec votre association jumelle, Québec-France. Depuis trente ans en effet, les relations entre le Québec et la France se sont considérablement accrues dans tous les domaines, et France-Québec, dont la fondation coïncide précisément avec les "retrouvailles franco-québécoises", y a puissamment contribué.*

*Je suis heureux de saluer le dynamisme de votre association et la noble mission que vous vous êtes donnée, que ce soit en incitant les Français à se rendre au Québec par le biais de voyages thématiques ou de programmes d'échanges, ou en organisant en France des tournées d'artistes et de conférenciers.*

*Je sais que grâce à votre réseau unique en son genre de plus de 5 000 membres, France-Québec s'est enracinée dans le tissu des relations franco-québécoises que vous faites vivre au quotidien. Les aides croisées que les Gouvernements français et québécois accordent aux deux associations jumelles de même que la participation de France-Québec et de Québec-France à la Commission permanente bilatérale marquent notre reconnaissance pour votre action.*

*En cette occasion particulière, je tenais donc à rendre hommage à l'association France-Québec, pour l'avenir de laquelle je forme des vœux très chaleureux.*

**Lionel JOSPIN**  
Premier ministre de la République Française

## En revue

### Pas assez de femmes en politique

Lors d'une cérémonie commémorant le 25<sup>ème</sup> anniversaire du Conseil du statut de la femme, Lucien Bouchard, Premier ministre du Québec, a déploré "la trop faible présence des femmes" dans les sphères gouvernementales. 36 postes de sous-ministres sur 139, sont actuellement occupés par des femmes. Il faut dire qu'elles n'étaient encore que 18 sur 137 il y a deux ans.

### Des réserves sur l'AMI

Le Québec est à l'unisson de la France quant au projet d'Accord multilatéral sur l'investissement en matière culturelle. Louise Beaudouin, ministre de la Culture, estime qu'une liberté totale des investissements dans ce secteur conduirait à "l'homogénéisation et au nivellement".

### D'où viennent les immigrants ?

Selon Statistique Canada (recensement de 1996), les immigrants au Québec sont désormais 664 500 soit 9,4% de la population. Ils se répartissent ainsi : Europe 35% ; Antilles : 10% ; Afrique du Nord : 7% ; Asie du Sud-Est : 7% ; Moyen-Orient : 7%.

### Aide à la francisation des entreprises

Louise Beaudouin, ministre québécoise de la Culture et des Communications, voulant donner un "nouvel élan à la francisation" dans les entreprises, a lancé un programme de 272 000 dollars canadiens en direction des PME/PMI de 10 à 49 employés. Cette subvention permettra d'offrir des cours de français aux employés et de franciser les termes techniques.

### Importante fusion bancaire

La Banque Royale et la Banque de Montréal, 1<sup>ère</sup> et 3<sup>ème</sup> banques du Canada, projettent de fusionner avant la fin de l'année pour mieux lutter contre la concurrence internationale. Une opération de 130 milliards de francs qui fera de la nouvelle banque ainsi créée la 22<sup>ème</sup> au monde et la 10<sup>ème</sup> en Amérique du Nord.

### Exportations : le cap des 50 milliards

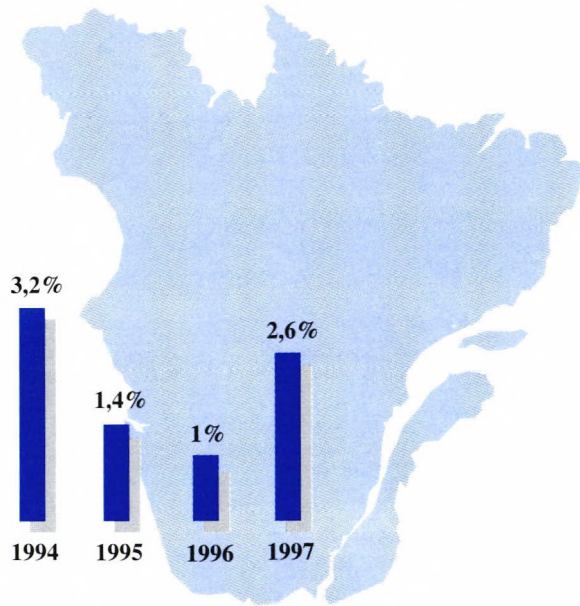
Les exportations québécoises de marchandises internationales se sont chiffrées à 52,1 milliards au début de l'année. Toutefois, les exportations vers les États-Unis représentent à elles seules 82% des exportations tandis que celles en direction des pays européens sont en baisse, exception faite au Royaume-Uni (22%). Cependant, les ventes vers le Japon, la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud sont en forte croissance.

### Une toile fixe pour le stade

Le feuilleton architectural du stade olympique de Montréal va-t-il prendre fin ? La toile amovible est retirée le 11 mai. Une toile fixe en téflon transparent doit être installée avant novembre. Il en coûtera 37 millions de dollars canadiens.

## Economie

### La croissance de retour



L'économie québécoise se redresse avec une croissance de 2,6%. Cela s'est traduit par 48 000 créations d'emplois en 1997 contre 9 000 en 1996. Principaux secteurs responsables de cette croissance retrouvée : le secteur manufacturier, le service aux entreprises, les communications, le commerce, la construction résidentielle.

## Gens du pays

**Robert LACROIX**, professeur au département des sciences-économiques depuis 1970, sera le nouveau recteur de l'Université de Montréal à compter du 1<sup>er</sup> juin.

**Louise FRECHETTE**, Montréalaise de 51 ans, a été nommée au nouveau poste de sous-secrétaire de l'ONU. Elle était depuis 1995 sous-ministre fédérale de la défense nationale.

**Jean DORÉ**, l'ancien maire de Montréal, envisage de se présenter en novembre à la tête d'un nouveau parti "Equipe Montréal". Celui qu'il dirigeait jadis, le RCM, a choisi à sa tête la conseillère municipale Thérèse Daviau.

**David LEVINE** a été nommé au poste de délégué général du Québec à New York. Il occupait précédemment les fonctions de délégué aux Affaires multilatérales dans cette délégation.

**Richard LE HIR**, qui avait effectué un bref passage comme ministre dans le gouvernement Parizeau, a décidé mi-mars de se rallier à l'option fédéraliste.

**Richard GUAY**, ancien Président de l'Assemblée nationale, a été renommé Délégué général du Québec à Londres.

**Le père HARVEY**, jésuite de 74 ans, est décédé fin mars. Journaliste et vulgarisateur qui s'exprimait dans la revue "Relation", il avait fondé en 1983 le centre "Justice et Foi" et militait pour les plus démunis.



**Nick AUF DER MAUR**, figure montréalaise appelée "le maire du centre-ville", est décédé mi-avril à 55 ans. Les obsèques de ce journaliste anglophone, ancien conseiller municipal non conformiste, ont été suivies par 3 000 personnes qui ont fait procession derrière un orchestre de jazz.

**Jean LAURAC THOMAS**, fondateur du mensuel francophone "Le Soleil de la Floride", est décédé le 6 avril. Le journal créé par ce Montréalais tire à 40 000 exemplaires et s'adresse aux 650 000 Québécois qui passent une partie de l'hiver en Floride. Presque un Québécois sur dix.

**Colloques**

## Deux rendez-vous

Le 14 mai, premier colloque scientifique de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ) dans le cadre du 66<sup>ème</sup> congrès de l'Acfas. Thème : "Citoyenneté, nations et supranationalité". Le colloque entend explorer les circonstances et les raisons qui bouleversent aujourd'hui les rapports entre citoyens,



leurs liens culturels et les médiations vers des supranationalités qui seraient autres que le résultat d'une logique mercantile qui masque ses limites et son impérialisme. La critique du nationalisme passe aussi par une critique de la mondialisation de manière à donner un sens aux petites comme aux grandes nations. Pour dégager de nouvelles pistes de réflexion, l'AIEQ a donné prioritairement la parole à ses membres de l'étranger.

La conférence d'ouverture sera donnée par Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*. Première table ronde sur la Citoyenneté présidée par Yvan Lamonde (Québec) avec Francis Terry McNamara (Etats-Unis), Nubia Hanciau (Brésil) et Sergio Zoppi (Italie). Seconde sur les Nations présidée par Louis Balthazar (Québec) avec Jean-Marie Klinkenberg (Wallonie-Belgique), Rémy Kak'wa Kurtness (Nation montagnaise, Québec) et Amadou Lamine Sall (Sénégal). Troisième sur la Supranationalité présidée par Yannick Resch (France) avec Rodrigue Tremblay (Québec), Arkadi Tcherkassov (Russie) et Maria-Térésia Gutierrez (Mexique). Conférence de clôture par Jean-Louis Roy, secrétaire général sortant de l'Agence de la Francophonie.

Le 26 juillet, à Montréal, quatorzième congrès de l'Association internationale de sociologie. Quelque 5 000 sociologues d'une cinquantaine de pays sont attendus jusqu'au 1<sup>er</sup> août. Pas moins de 3 000 "communications" sont prévues. Séance pour le grand public le 27 juillet, présidée par le Français Alain Touraine, sur le thème "Le savoir social face à la multiplicité des langues et des cultures". Six symposiums feront appel à des sommités autour des questions suivantes : identités en mutation et ordre social ; travail et technologie ; avantages et désavantages de la qualité de vie moderne ; causes et conséquences du développement inégal ; sciences sociales et pouvoir ; les paramètres naturelles de l'existence sociale.

**Internet**

## Un million de visiteurs mensuels



Créé voici trois ans, le site de recherche "La Toile du Québec" est devenu incontournable. La barre du

million de visiteurs par mois est franchie. Chaque jour, quelque 34 500 internautes tapent [www.toile.qc.ca](http://www.toile.qc.ca) et consultent quelque 100 000 pages. Le site propose pas moins de 24 000 inscriptions classées en mille sections.

**Enigme**

## 30 partout !

Saviez-vous que les copies des articles des journalistes québécois, ainsi que les communiqués de presse au Québec, se terminent par un 30 en bas de page ? Pourquoi ? Pour constamment commémorer les 30 ans de France-Québec ? Ou pour se rappeler les 30 deniers de Judas Iscariote ?

Bien malin, celui ou celle qui pourrait donner la véritable réponse à cette question hautement existentielle.

A la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, on propose deux pistes. Lors du premier conflit mondial, les



correspondants de guerre, régis par le fameux fil de presse, étaient limités à 30 mots. Le 30 indiquait donc la fin de leur article.

Autre suggestion, le 30 serait une façon de rendre hommage à une trentaine de typographes décédés à l'occasion de l'incendie de leur atelier. Etait-ce au Québec, en France ou quelque part en Europe ? L'histoire ne le dit pas. Mais le 30 est suffisamment ancré dans la routine journalistique pour que le journal de la Fédération s'appelle le...30.

A Radio-Canada, lorsqu'on interroge la mémoire de journalistes d'expérience, on avance que le 30 sert là encore de commémoration, mais cette fois-ci à la mémoire d'un journaliste retrouvé mort, au début du siècle, sur sa copie et dont les derniers caractères étaient 30. L'événement se passe aux États-Unis et fit finalement le tour des salles de rédaction à travers le monde qui adoptèrent, peu à peu, cette pratique. Quand on vous parle de l'angoisse de la page blanche, vous voyez comme le métier peut-être dramatique !

**André MAGNY**

**Aluminium**

## Le grand chantier d'Alcan

Une nouvelle aluminerie sera construite à Alma par Alcan. Ce projet de 2,2 milliards de dollars canadiens constitue "le plus grand investissement privé jamais réalisé au Québec", selon le Premier ministre Lucien Bouchard. Le financement de la construction proviendra des réserves et des fonds autogérés d'Alcan. Par ailleurs, un contrat de 22 ans a été signé avec Hydro-Québec qui fournira une partie de l'énergie nécessaire, les centrales d'Alcan devant fournir le reste. La production prévue est de l'ordre de 1,9 millions de tonnes par année.

**Patrimoine**

## Le Titanic québécois

Le 28 avril, le gouvernement québécois a classé monument historique l'épave du "Empress of Ireland" dont le naufrage, le 29 mai 1914, a eu pour conséquence la mort de plus de 1 000 personnes.

# "Un pays nor

**A** peine remis des tourtières et du ragoût de pattes de cochon du temps des Fêtes que ça nous est tombé dessus le 6 janvier. Beau cadeau des rois que cette fameuse tempête du verglas !

Les images de cette "petite" catastrophe naturelle ont été vues dans les téléjournaux de 20 heures en France. Mais au moment où le printemps pointe son nez que reste-t-il de tout cela ? Des chiffres ? Sans doute. Plus de 2 millions de foyers plongés dans le noir à un moment ou à un autre principalement à Montréal, en Montérégie, en Estrie, en Outaouais et en Beauce. Des centaines de pylônes et des milliers de poteaux d'Hydro-Québec rabattus au sol par les 10 cm de verglas qui sont tombés. Et des centaines de milliers d'arbres ravagés, brisés, étêtés. A Montréal, au Parc La Fontaine, un immense mur de 3 mètres de haut par 10 de long composé de branches d'arbres tombées dans la bataille ressemblait à un gigantesque barrage de castors !

C'est aussi plusieurs millions de dollars de pertes qu'auront subi les travailleurs et les entreprises. Même si les 46 000 emplois perdus durant la crise du verglas ont été récupérés

en majorité en février-mars. Et, au total, la tempête aura coûté 1,4 milliard de dollars au gouvernement du Québec.

Mais au-delà de toutes les statistiques, ce fut également l'occasion pour les Québécois de démontrer leur grand esprit de solidarité. Alors que parfois, pendant près de 6 semaines, certains résidents de la Montérégie ont dû opter pour les centres d'hébergement faute d'électricité et de froid dans leurs demeures, des travailleurs forestiers venus d'au-delà que le Saguenay ou l'Abitibi, voire des États-Unis, sont venus bûcher du bois afin que les poêles à bois puissent avoir quelque chose à se mettre sous la dent !

Des infirmières d'autres régions sont également venues donner un coup de pouce pour aider dans les centres d'hébergement.

Les artistes se sont également mobilisés en donnant des concerts pour les sinistrés. Le Wallon Julos Beaucarne nous a fait parvenir un poème en guise de solidarité. Bref, tout et chacun s'est senti quelque part interpellé par les problèmes de son voisin.

André MAGNY

Cela  
a commencé  
le  
6 janvier...



Photos  
Jean-Paul COULOMBE  
(St Jean-sur-Richelieu)

## Parce que...

Une mignonne petite pluie pendant que le mercure oscille autour de zéro, ça vous habille la nature de glace. Les arbres ont tous l'air de saules pleureurs givrés. Comme d'immenses lustres. Même sans soleil pour les faire scintiller, c'est un spectacle presque irréel. Immobilité, silence, blancheur...

Avec le temps, les branches, prévues pour porter feuilles et fruits, cèdent sous les kilos de glace. Les fils électriques cassent, les pylônes s'écroulent... On dirait qu'une débroussailluse sauvage a voulu étêter ou écraser tout ce qui pointait vers le ciel. Le Sud-Ouest du Québec a l'air d'un champ de bataille.

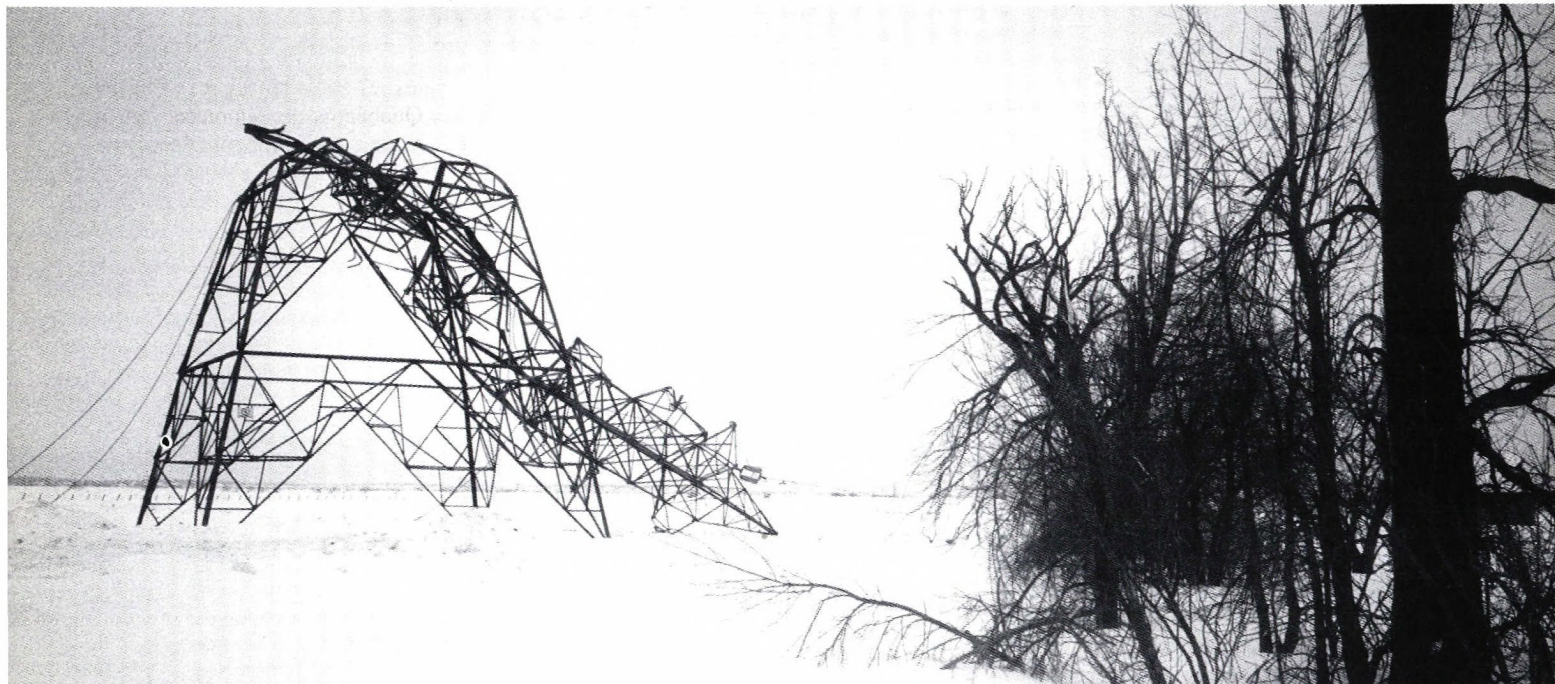
La féerie du début se serait-elle pervertie ? Ça tourne au désastre. Les gens grelottent ou sont chassés de leur foyer. C'est la course aux chandelles, aux piles, au bois de chauffage, aux génératrices. Le gel fait éclater la tuyauterie. La glace tombant des toits menace les piétons. Les ponts sont fermés : la chute de glace venant des structures pourrait être meurtrière. Les animaux meurent, les usines sont paralysées...

Pourquoi alors m'entêter à rester dans ce pays ? Parce que je ne suis pas millionnaire. Parce que j'ignore s'il existe, le pays parfait. Parce que le climat d'ici n'est jamais monotone, que les étés sont sensuels, que l'automne allume les forêts de pourpres et d'ors, que j'ai hâte de voir revenir l'hiver, son ouaté, ses sports, son soleil oblique sur la neige, son verglas qui habille les arbres de manchons de glace. Parce que, sous la glace, les bourgeons préparent leur éveil. Parce qu'à chaque printemps, la vie est neuve comme au début... Peut-être aussi parce que j'ai des racines...

Marc THIFFAULT  
(Longueuil)



# né verglas"



## Ce qu'a vécu Laurence

La tempête du verglas aura été l'occasion pour les plus jeunes de renouer avec l'esprit de famille. Voici la composition d'une élève du Plateau Mont-Royal, à Montréal, qui a vécu la tempête de verglas du haut de ses 8 ans :

*"Mercredi matin, quand je me suis levée, on avait de l'électricité et comme d'habitude, on a écouté la radio. On a entendu qu'il n'y aurait pas d'école parce qu'il y avait une tempête de verglas. On avait un problème parce que mes parents travaillent. Mes grands-parents habitent juste en bas de chez moi. Nous les avons appelés pour qu'ils viennent nous garder. Vers une heure de l'après-midi, on a manqué d'électricité parce qu'il y avait une branche qui était tombée sur les fils. Alors, on a allumé des chandelles. Au bout de deux ou trois jours, on a eu trop froid, alors on a décidé d'appeler un hôtel, mais il allait tout fermer. On ne savait pas comment faire. Alors ma grand-mère dit à mon grand-père d'appeler le plombier. Mon grand-père a demandé au plombier comment fermer les tuyaux avant de partir. Il a répondu : "Louez une génératrice !". Mes grands-parents se sont consultés et une minute plus tard, le plombier a rappelé et a confirmé qu'il avait trouvé une génératrice. C'est comme ça que nous avons pu rester à la maison.*

*C'était une aventure inoubliable".*

**Laurence PLOURDE-DINELLE**  
(Ecole Elan)

## TÉMOIGNAGES

### "Nos érablières massacrées"

A Notre-Dame-du-Bon-Conseil, village jumelé avec La Ferrière (Vendée), Cécile Lampron se lève "à toutes les heures" pour remettre du bois dans son poêle. "On s'éclaire avec des lampes à huile et des réchauds de camping. Nos congélateurs dégèlent. Alors on met toutes nos choses dans des sacs en plastique et on fait des trous dans le jardin, sous la neige, pour essayer de les conserver". Cécile Lampron n'a jamais vu ça. "C'est effrayant, dit-elle, nos belles érablières sont massacrées. J'ai vu des propriétaires pleurer".

**Recueilli par  
Gilles BÉLY**  
(Ouest-France)



## Un Français

### dans la tempête

Arrivé à Montréal le 6 janvier pour un stage dans le cadre de la Communauté des radios publiques de langue française, un journaliste de Radio-France a témoigné dans "Micro 4", le bulletin de la CRPLF. Extraits.

*"A première vue, c'est spectaculaire et beau. Les arbres sont pris dans la glace, les voitures fossilisées et les parcmètres moulés dans une épaisse couche de glace... Les chaînes radio et télé sont en première ligne, les éditions spéciales font office de programme unique. Depuis la guerre du Golfe, je n'avais pas assisté à un tel déploiement de moyens... Radio-Can est partout, jouant à fond son rôle de service public avec notamment une FM spéciale pour la Montérégie... Mes confrères sont à l'image de leurs compatriotes, calmes dans la tempête, pressés d'en sortir - chez eux comme tout le monde, ils sont souvent privés de courant - mais solidaires et sereins...".*

**Thierry FIORILE**  
(France Inter Marseille)

# La solidarité fran

## Plus de 273 000 F collectés

**\*Lettre adressée le 12 janvier au Premier ministre du Québec par le président de France-Québec.**

Monsieur le Premier Ministre,

Les images télévisées sur les graves intempéries qui frappent actuellement votre pays ont fortement et douloureusement surpris les amis du Québec en France.

Beaucoup de Français ont des amis proches, voire de la famille, dans les régions les plus touchées. Plusieurs d'entre eux ont contacté France-Québec pour savoir comment exprimer leur solidarité. L'Association est prête à relayer tout appel que vous jugeriez nécessaire.

Dès à présent, France-Québec et tous les amis du Québec en France tiennent à vous dire leur entière solidarité en ces moments difficiles et à assurer les Québécois les plus éprouvés de leur plus vive sympathie.

Notre pensée est près de vous.

**Georges POIRIER**

**\*La réponse du Premier ministre du Québec le 21 janvier.**

Monsieur le Président,

Je tiens à vous remercier d'avoir sollicité vos membres afin qu'ils viennent en aide aux Québécois privés d'électricité à la suite de la tempête de verglas.

Soyez assuré que votre soutien est fort apprécié. Je suis profondément touché par la spontanéité avec laquelle les pouvoirs publics de tous les niveaux, les entreprises, les gens d'affaires et les citoyens manifestent leur solidarité envers celles et ceux dont la vie quotidienne est sérieusement perturbée par ces pannes.

Je me fais le porte-parole de toutes les Québécoises et de tous les Québécois pour vous exprimer notre sincère reconnaissance.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à mes meilleurs sentiments.

**Lucien BOUCHARD**

Elle existe la solidarité franco-québécoise. Une heure après avoir été lancé, le 14 janvier, l'appel de France-Québec était diffusé par les grandes agences de presse et relayé le lendemain par plusieurs quotidiens de province. Il était aussi répercuté outre-Atlantique par les journaux québécois. Une lettre personnalisée fut également adressée à plusieurs centaines de personnalités impliquées dans les relations franco-québécoises. Le mouvement de solidarité a atteint de nombreux milieux. Le "Devoir" du 16 janvier titrait sur "des monteurs de lignes français proposant leurs services bénévoles".

France-Québec a ouvert un compte bancaire spécial : "Aide aux sinistrés du Québec". Beau symbole de solidarité : les deux premiers chèques parvenus furent ceux d'un Français d'origine maghrébine du Havre et d'une demandeuse d'emploi de Brest.

Au 3 mai, 264 980 F étaient enregistrés ou annoncés fermement. Cette somme se décompose ainsi :

- 153 000 F émanant de collectivités territoriales ou d'organismes. Principal donateur : le conseil régional de l'île de la Réunion dont la présidente (jusqu'en mars), l'ancien secrétaire d'État à la Francophonie, Margie Sudre, a signé le 17 mars un arrêté attribuant une aide exceptionnelle de 100 000 F. A ce geste chaleureux et généreux s'ajoutent ceux des municipalités de

Clamecy (Nièvre) récemment jumelée ; Chatel-Guyon (Puy-de-Dôme) jumelée à Montmagny ; La Flèche (Sarthe) qui participe aux échanges intermunicipalités, Pons (Charente-Maritime) jumelée avec l'Assomption. Merci également aux comités de jumelages de Saint-Rémy-sur-Avre (Eure-et-Loir) et Voureuil-sous-Biard (Vienne), au groupe d'amitié France-Québec du Sénat, à la section française de l'OFQJ, aux associations Avenir de la langue française et France-Louisiane, au personnel de la Délégation générale du Québec... De son côté, France-Québec a prélevé sur son budget national 5 000 F soit 1 F symbolique adhérent.

- 80 410 F, produit de la soirée-bénéfice organisée par Radio-Bleue (lire ci-contre).

- 21 170 F de dons de particuliers (adhérents, non-adhérents et plusieurs parlementaires français)

- 10 400 F émanant de quinze régionales du réseau de France-Québec, collectés lors d'assemblées générales ou prélevés sur leur budget propre.

S'y ajoute, pour parvenir au chiffre de 273 980 F (soit plus de 65 000 \$ canadiens) l'initiative de deux régionales, Midi-Toulousain et Albigeois qui, liées par des pactes d'amitié avec des régionales québécoises situées dans la région la plus touchée (Montréal et Chambly-Vallée du Richelieu) leur ont versé directement 9 000 F.

Un grand merci à tous ces donateurs.

## L'action de la Croix Rouge

Les sommes collectées sur le compte "Aide aux sinistrés du Québec" sont intégralement versées à la Croix Rouge du Québec. Cet organisme a en effet été chargé par le Premier ministre Lucien Bouchard de la centralisation des collectes de fonds. Courant février, France-Québec a d'ailleurs chargé l'un de ses vice-présidents Jean-Daniel Schell, en visite privée au Québec, de prendre contact. Il a eu des entretiens au siège de la Croix Rouge du Québec avec Louise Giroux, directrice de la campagne de financement, afin de régler les modalités de transfert des fonds collectés et l'établissement des reçus en faveur des donateurs.

A la mi-mars, la Croix Rouge canadienne avait recueilli plus de 11 millions de dollars de dons et engagé déjà plus de 9 millions de dépenses. Pour le seul Québec, la Croix Rouge a dépensé 1,1 million de dollars pendant la période d'urgence (essentiellement l'achat de denrées alimentaires) et 4,5 millions pour la période de retour des sinistrés dans leurs foyers. Ainsi sur les 250 centres

d'hébergement mis en place dans le fameux "triangle des glaces", près de 200 ont été directement gérés par la Croix Rouge. Plus de 1 800 bénévoles ont participé aux opérations. Fin janvier, il y eut aussi, en partenariat avec les CLSC (centres locaux de services communautaires) l'opération "Coup de pouce" avec des aides familiales engagées et formées spécialement.

En février, la Croix Rouge du Québec a mis en place un programme d'aide pour le rattrapage scolaire de 300 000 \$, à la suite des besoins exprimés par les Commissions scolaires de la Montréal et le ministère de l'Éducation. Concrètement une aide de 60 \$ par élève a été remise aux Commissions scolaires qui ont élaboré des programmes d'appoint pour les enfants privés de classe pendant douze jours ou plus.

Enfin, la Croix Rouge travaille aussi à la reconstitution des différentes banques alimentaires dont les réserves ont été épuisées suite au sinistre, en collaboration avec la Régie régionale de Montréal et la Table de concertation de la faim.

# o-québécoise

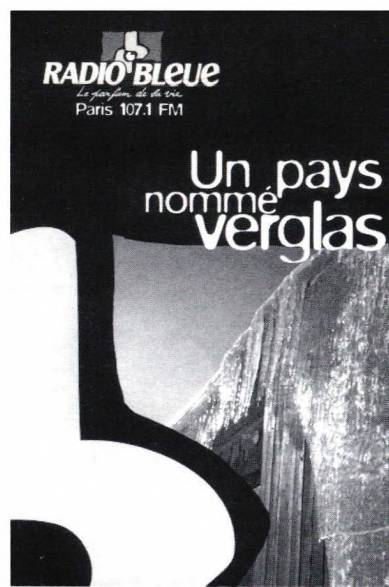
Sous un ciel étoilé, un beau soir de mars, un vieil homme aux cheveux blancs avance dans la pénombre. Une lampe au kérosène éclaire son chemin. Son pas est plus lourd que jamais. Il porte encore tout le poids de ce maudit verglas. L'hiver qui s'achève pèsera longtemps encore sur ses épaules...

Mais la magie du spectacle le redresse tout d'un coup. Une pluie de notes enlevées lui redonne joie et vigueur et la lune électrique de la salle Olivier Messiaen à la Maison de la Radio, fait plein feu sur le président d'honneur de la soirée. *Mon pays, ce n'est pas un pays c'est l'hiver, mon chemin ce n'est pas...* Gilles Vigneault vient de donner le ton. La salle chante à tue-tête. Convivialité, générosité sont de mise en ce samedi 7 mars.

Radio-Bleue ne s'est pas trompée en mettant sur pied cet élan de solidarité. Le duo Evelyne Adam-Christine Authier soude, à merveille et en pointillé, la farandole d'artistes venus gracieusement égayer le triste souvenir de cette catastrophe naturelle. Même Hubert Reeves a répondu présent. Loin de chanter une toune de Félix, ce (super)

québécois tente d'expliquer, bien qu'astrophysicien de son état comme il le souligne gentiment, ce phénomène météorologique. El Nino, le réchauffement de la planète, effet de serre, ce qui est sûr c'est... *"Comme la glace a glacé, la fée électricité s'est électrocutée..."*. Julos Beaucarne, Marcel Amont, Guy Béart avec sa fidèle guitare et son Eau (toujours aussi vive ?), Lucid Beausonge, Marie-Paule Belle, Louise Forestier, ils font tout fondre sur leur passage.

Un duplex avec Montréal et Claude Léveillé est avec nous, *Frédérique* aussi. Un message de Robert, Charlebois bien sûr, un autre de Juliette Gréco et l'on enchaîne avec Jim Corcoran. Cet anglophone chante désormais en français, jonglant, à en faire pâlir certains, avec notre vocabulaire. Chapeau bas Jim ! Michel Bühler, le pecnot, n'a rien à craindre, le mot juste, il le connaît aussi et l'utilise à fond ! Nicole Croisille. Georges Moustaki et voilà qu'Anne Sylvestre rend hommage à l'arbre qui a tant souffert, *"à l'arbre confiseur en terre d'Amérique"*, elle chante l'érable. *"Tout le monde veut qu'on l'aime"*, quelle chance il a ce



soir, Luc de La Rochelière, nous sommes 900 à lui prouver notre amour.

## La soirée de Radio-Bleue

Le voyage a été trop court, quelle envolée ! mais il n'y a pas à dire... *"Quand les hommes s'aimeront d'amour..."* la glace sera rompue !

Christiane CALONNE



Photo Jean-Bernard Porée

Evelyne Adam, Louise Forestier, Nicole Croisille, Anne Sylvestre, Gilles Vigneault, Guy Béart, Georges Moustaki, Christine Authier, Marcel Amont, Julos Beaucarne, Jim Corcoran, Lucid Beausonge, Michel Buhler, Luc de la Rochelière.

# Charest défie Bouchard



Un "bleu"  
va prendre la tête des "rouges".  
Objectif : battre les souverainistes.

semaines, le chef libéral est en difficulté au sein même de son parti entre l'aile nationaliste et l'aile fédéraliste. L'attitude des libéraux d'Ottawa, souvent méprisante à son égard, ne lui facilite pas la tâche et sape son autorité. De plus, face au charismatique Lucien Bouchard, tous les sondages, depuis des mois, montrent que le Parti libéral conduit par Daniel Johnson est voué à une sévère défaite.

Le Parti libéral doit donc se trouver un chef. Le mois de juin est choisi pour la réunion du Congrès (24 délégués pour chacun des 125 comtés). Pour la première fois depuis 15 ans, les aspirants-candidats vont pouvoir en découdre. Parmi les prétendants, on avance les noms de Pierre Paradis et Liza Frulla. Le premier, dans la course en 1983, fut écrasé par Robert Bourassa mais précédant, de peu (10% contre 9%), celui qui allait l'emporter dix ans plus tard par acclamation, Daniel Johnson. La seconde vient de renoncer à briguer la mairie de Montréal. Chez les ministres du gouvernement fédéral, Pierre Pettigrew annonce rapidement qu'il ne serait pas sur les rangs. Lucienne Robillard paraît moins catégorique.

## L'homme-miracle du Canada

Depuis des mois, dans les sondages, seul Jean Charest peut affronter Lucien Bouchard avec des chances de succès. Mais Jean Charest répondait négativement. Il a toujours envisagé sa carrière politique au niveau fédéral, sa femme ne souhaite pas habiter à Québec et puis, par tradition familiale et idées, il est un "bleu" (conservateur). Sur ce dernier point il pourrait transiger car les "rouges" (libéraux) de Québec forment un parti de coalition qui n'a rien à voir avec les libéraux d'Ottawa.

Une vague déferlante va tout balayer, y compris les réticences de Jean Charest. Brian Mulroney est un des premiers à demander à son ancien ministre de venir affronter les souverainistes. A Ottawa, le Premier ministre Jean Chrétien se dit prêt à aider Jean Charest. Un à un les éventuels candidats s'effacent. "Je vais continuer", dit Lucienne Robillard, à me battre pour le développement du Québec au sein du Canada". Pierre Paradis avoue :

*"L'environnement ne me paraît pas favorable".*

Le 18 mars, Jean Charest préside le caucus du Parti conservateur et disparaît, annulant toutes ses activités publiques. Quelques jours plus tôt il disait : "Un homme seul ne peut pas être le sauveur du Canada". Mais le doute n'est plus permis ; il ira à Québec. Le jeudi 26 mars, à Sherbrooke, il annonce sa décision de solliciter les suffrages des libéraux québécois. "Je choisis le Québec". Il est "proclamé" chef le 30 avril.

Lucien Bouchard voit dans l'arrivée de Jean Charest, à la tête des libéraux, une nouvelle motivation. Il compare la popularité du chef conservateur à celle, éphémère, de Kim Campbell à la veille des élections fédérales de 1993. Les péquistes veulent persuader l'électorat québécois que Jean Charest sera l'homme d'Ottawa. "Il va être là, insiste Lucien Bouchard, pour exécuter les ordres de Jean Chrétien et du Canada anglais". Ils rappelleront aussi que le nouveau chef a signé en 1996 une pétition sur l'affichage bilingue et souhaite que le Québec assouplisse grandement les dispositions de la Charte de la langue française.

Fin mars, les sondages ont basculé, accordant à un PLQ dirigé par Jean Charest entre 15 et 20 points d'avance sur le PQ. L'ex-chef conservateur entend mener bataille contre "un nouveau dérapage référendaire". D'autant que, selon les sondages, plus de 60% des Québécois, y compris dans l'électorat péquiste, ne souhaitent pas d'un troisième référendum rapidement. Si bien que, le 3 avril, Lucien Bouchard a expliqué qu'il ne fera pas de référendum "coûte que coûte" : "Il y aura un référendum si les conditions sont réunies pour qu'on le gagne et si les gens le veulent". La bagarre sera rude pour capter "l'électorat nationaliste modéré", selon les politologues québécois.

Lise Bissonnette, directrice du "Devoir", pense que vaincre Jean Charest serait, pour le Parti québécois, "beaucoup plus glorieux que de vaincre Daniel Johnson et frapperait durement le camp fédéraliste dont la lignée de héros assez crédibles touche, avec lui, à sa fin au Québec".

François MOUCHET

"J'espère qu'il n'y aura plus de référendum et qu'avec les prochaines élections tous les gens élus diront qu'ils ne veulent plus d'un référendum".

Jean Chrétien, Premier ministre canadien, à New York le 3 mars.

"Un de ces tournants bizarres dont la politique québécoise aura le secret tant que la question nationale n'aura pas trouvé sa réponse".

Lise Bissonnette, directrice du "Devoir" le 27 mars.

Jean Charest a succédé le 30 avril à Daniel Johnson. Ce n'était pas son ambition. Le chef du Parti conservateur quitte Ottawa à regret. Mais la pression était trop forte en faveur de son engagement sur la scène provinciale. L'homme-miracle du Canada anglais et des libéraux du Québec est arrivé ! Lucien Bouchard aura devant lui un redoutable adversaire. Quelques semaines ont retourné la situation.

Les 21 et 22 février, au lendemain des audiences devant la Cour suprême, l'optimisme règne au Conseil national du Parti québécois, réuni à Montréal. Deux sondages donnent une substantielle avance aux péquistes : 49,3% contre 41,7% aux libéraux selon "Léger et Léger" et 52% contre 38% pour "Crop". "Ne donnons pas l'impression de prendre les votes pour acquis !", tempère Lucien Bouchard.

Aurolé pour sa gestion de la crise du verglas, le chef souverainiste va-t-il déclencher les élections générales à la fin du printemps ou plutôt à l'automne ? La démission du chef de l'opposition, imprévue, lui retire la possibilité de choisir, l'usage voulant que l'on attende la désignation du nouveau chef pour convoquer les électeurs.

Le 2 mars, Daniel Johnson décide de quitter la vie politique "pour ses proches, mais aussi pour son parti et le bien du Québec". Depuis plusieurs

# Explorez

# un nouveau monde de haute technologie...



## • au Québec

### Des facteurs de localisation exceptionnels :

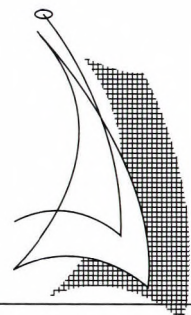
- Une main-d'œuvre stable, compétente et productive
- Un marché de 390 millions de personnes grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA)

### Un environnement technologique de premier plan :

- Un pôle technologique d'industries de haut savoir comme l'aérospatiale, les biotechnologies, les télécommunications et le multimédia
- Le meilleur traitement fiscal pour la R-D dans le monde industrialisé

« Nous vous aidons à explorer les nombreuses possibilités que le Québec vous propose comme prochain site d'investissement. »

Louis P. Granger  
Directeur, Clientèles étrangères



## Invest-Québec

Au cœur de l'Amérique  
technologique

Tél.: (514) 982-3011

Télec.: (514) 873-4503

[invest.quebec@micst.gouv.qc.ca](mailto:invest.quebec@micst.gouv.qc.ca)

<http://www.micst.gouv.qc.ca/invest-quebec>

# Québec

Une épée de Damoclès sur le Québec ? Le gouvernement canadien a demandé à la Cour suprême si les Québécois ont le droit de proclamer un jour leur souveraineté.

# La Cour suprême juge

## le droit à l'autodétermination

L'avocat Guy Bertrand, un ancien indépendantiste devenu fédéraliste inconditionnel, avait demandé que les tribunaux jugent illégale toute déclaration unilatérale de souveraineté du Québec. Le 30 août 1996, le juge Robert Pidgeon rejetait les arguments du gouvernement du Québec qui avait plaidé, devant la Cour supérieure de la Province, l'irrecevabilité d'une telle demande. La question de fond n'étant cependant pas tranchée, le gouvernement canadien, un mois plus tard, saisissait la Cour suprême du Canada en posant trois questions. (Voir par ailleurs).

### Les juges ou les urnes

Du 16 au 19 février, la Cour suprême a entendu les diverses parties au cours des séances publiques. Condamnant l'initiative fédérale, le gouvernement québécois avait refusé de défendre sa position. Pour pallier cette absence, la Cour a désigné un avocat québécois connu pour ses sympathies souverainistes, André Joli-Cœur, qui a bien précisé qu'il parlait seulement en son nom personnel. Yves Michaud, ancien Délégué général du Québec en France, était le seul souverainiste à avoir demandé à s'exprimer dans cette affaire. Son intention était d'inviter la Cour à ne pas entendre le renvoi du gouvernement fédéral. Convoqué comme l'avant-dernier intervenant, Yves Michaud a préféré se désister : "La Cour me dépossède de mon droit de plaider au préalable une requête en irrecevabilité et celui d'entendre les raisons pour lesquelles je demande aux juges de renvoyer le renvoi à son envoyer".

Représentant le gouvernement fédéral, l'avocat Yves Fortier, ancien ambassadeur du Canada auprès des Nations unies, a été catégorique : "Ni le droit constitutionnel canadien ni le droit international ne confèrent au gouvernement du Québec le droit de procéder unilatéralement à la sécession du Québec".

Guy Bertrand a fait un plaidoyer surtout émotif contre toute déclaration unilatérale

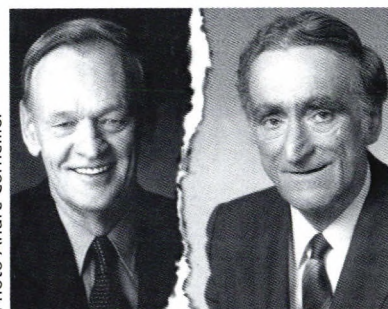
de souveraineté : "C'est un projet révolutionnaire qui ne vise qu'à détruire le Canada, ses institutions, à rompre avec l'unité nationale, à détruire l'intégrité du territoire national, à violer les droits des autochtones, à violer nos droits, à détruire les institutions judiciaires et l'autorité que vous êtes".

Les arguments d'André Joli-Cœur sont évidemment très différents : "Exiger que la décision démocratique du peuple québécois de fonder un État souverain soit soumise à l'assentiment du Parlement du Canada et des assemblées législatives des autres provinces serait susceptible de créer le chaos et le désordre au Canada, ce qui serait contre la primauté du droit". Selon lui, la Cour devrait refuser de se prononcer sur des questions politiques et théoriques et sur l'hypothèse d'une déclaration unilatérale alors que les souverainistes ont opté pour la négociation d'un partenariat avec le reste du Canada.

La Cour a aussi entendu les autochtones, les groupes minoritaires et de femmes, la Saskatchewan et le Yukon. Tous ces intervenants sont d'accord sur un point : le Québec n'a pas le droit de déclarer unilatéralement son indépendance. Ils souhaitent aussi que les juges ne s'en tiennent pas aux questions posées. La formule d'amendement constitutionnelle, les droits des autochtones, l'intégrité du territoire et le rôle de la Charte des droits et libertés devraient, selon eux, faire l'objet de réponses détaillées.

### Un long délibéré

La dernière journée des audiences a été entièrement consacrée aux questions des juges. Yves Fortier, l'avocat fédéral a dû désavouer la ministre de la Justice canadienne Anne McLellan qui, quelques jours plus tôt, avait déclaré qu'un vote favorable à la souveraineté représentait "un ensemble de circonstances extraordinaires qui ne sauraient être accommodées dans le cadre constitutionnel existant". Il a demandé à la Cour de ne pas tenir



Jean Chrétien (Ottawa) et Claude Ryan (Montréal) : deux fédéralistes en désaccord.

compte de ces propos ministériels qui contredisaient sa plaidoirie.

Dès le lendemain des audiences publiques, les membres de la Cour ont commencé leurs délibérations à huis clos. Quand rendront-ils leur jugement ? Beaucoup pensent qu'un délai de six mois sera nécessaire ce qui conduirait à la fin du mois d'août. Cependant, une réponse dès le mois de juin ou, au contraire, à l'automne n'est pas à exclure. Le Parti québécois espère qu'une décision de la Cour suprême favorable aux thèses fédérales provoquerait au Québec une mobilisation en sa faveur. D'autant qu'une grande majorité de Québécois récusent ce recours à la Cour suprême. Mais le légalisme de la société québécoise peut aussi provoquer des réactions différentes : un sondage (Radio-Canada et Angus Read) révèle que 57% des répondants contre 40% estiment que le gouvernement du Québec devrait respecter l'avis de la Cour suprême.

Autre inconnue : les juges vont-ils se contenter de répondre aux questions posées, selon les recommandations du gouvernement fédéral ? Jacques Frémont, recteur de la Faculté de droit de Montréal, a observé que "les juges ont montré par leurs questions pertinentes que la Cour voulait aller au fond des choses." Dans ce cas-là, Ottawa pourrait ne pas retirer de sa démarche tous les bénéfices attendus.

François MOUCHET

La Cour suprême du Canada, institution fédérale, existe en vertu d'une loi du Parlement d'Ottawa. Les neuf juges sont nommés par le gouvernement fédéral. Elle est le tribunal d'appel de dernier ressort pour tout le Canada. Elle peut aussi donner son avis sur la constitutionnalité d'une loi ou d'une initiative fédérale et se prononcer en dernière instance sur toute cause qui implique une interprétation des dispositions de la constitution fédérale.

Le renvoi du gouvernement fédéral devant la Cour suprême a mobilisé contre lui la société québécoise, bien au-delà des forces souverainistes. Événement rare, quelques appuis sont même venus du Canada anglais. En décembre, le **cardinal Jean-Claude Turcotte de Montréal** déclarait que ce ne sont pas aux tribunaux de décider du sort d'un peuple mais à ce peuple lui-même. Parallèlement, **18 personnalités, tant fédéralistes que souverainistes**, lançaient un appel. Parmi elles le comédien Serge Turgeon, la présidente du Mouvement national des Québécois, Monique Vézina, le politologue Gérard Bergeron, le sénateur Jean-Claude Rivest (ancien chef de cabinet de Robert Bourassa), le constitutionnaliste André Tremblay. *"Par delà ce qui peut nous diviser, déclareraient-ils, sur le choix d'un avenir pour le Québec, nous partageons la conviction que le débat constitutionnel est avant tout politique et qu'il doit être résolu par des moyens politiques"*. Cette coalition appelée "Pro Démocratie", à laquelle se sont raliés d'autres citoyens, notamment le **sénateur conservateur Pierre-Claude Nolin** avec le feu vert de Jean Charest, a mené une active campagne d'information.

**Cent trente-six artistes** québécois ont publié une lettre de protestation adressée à la Cour suprême. *"Puisque notre existence et notre liberté sont encore une fois contestées par le gouvernement canadien, nous réaffirmons aujourd'hui avec force, que les Québécois constituent un peuple libre qui dispose d'un droit légitime à l'autodétermination qu'aucun tribunal ne saurait lui arracher. Notre destin n'appartient qu'à nous-mêmes"*. Cette lettre est signée entre autres par les écrivains Gilles Archambault, Yves Beauchemin, Victor-Lévy-Beaulieu, Nicole Brossard et Louis Caron, les historiens Pierre Godin, Jacques Lacoursière et Denis Vaugeois, le cinéaste Pierre Falardeau, les chanteurs Dan Bigras et Claude Gauthier, etc.

Un événement en février : l'**ancien chef libéral Claude Ryan** sort de sa retraite. Appuyé par Daniel Johnson, il condamne avec vigueur la démarche du gouvernement Chrétien. Sans renier, bien sûr, son choix d'un fédéralisme renouvelé.

Quelques jours plus tard, le **chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont**, prenait position en faveur du droit à l'autodétermination du Québec et condamnait à son tour le geste d'Ottawa : *"Là-dessus, les partis politiques du Québec, sur*

*cette question-là, ont tous voté de la même façon à l'Assemblée nationale. Le gouvernement Chrétien est isolé dans cette affaire"*.

Le 10 février à la Chambre des Communes d'Ottawa lors d'un vote réitérant le droit à l'autodétermination des Québécois, le **Bloc québécois de Gilles Duceppe** recevait le renfort du N.P.D. (sociaux-démocrates) et, venant du Parti conservateur, celui des députés québécois avec en tête Jean Charest et de quelques élus de l'extérieur du Québec.

Le Congrès du Travail du Canada (C.T.C.) la grande centrale syndicale canadienne qui regroupe plus de 2,3 millions de membres s'est solidarisée avec le **Fédération des Travailleurs du Québec (F.T.Q.)** face au renvoi en Cour suprême. Le conseil exécutif de la C.T.C. a adopté une proposition par laquelle la centrale *"réaffirme son appui de longue date au droit du peuple québécois à l'autodétermination, selon un processus généralement accepté, équitable, ouvert et démocratique"*. Gordon Wilson, député de la Colombie-Britannique, conseiller du Premier ministre Glen Clark pour les questions constitutionnelles se défend d'appuyer la cause séparatiste mais reconnaît que *"le recours à la Cour suprême mène tout droit à l'échec. Il ne peut avoir pour effet que d'augmenter les tensions et l'animosité"*.

Les Québécois appuient très largement les adversaires du renvoi en Cour suprême. Sondagem pour Le Devoir et Le Soleil a posé entre les 6 et 11 février la question suivante : *"Est-ce la volonté des Québécois exprimée lors d'un référendum, ou le jugement de la Cour suprême, qui doit prévaloir pour décider de l'avenir du Québec ?"* **81,7% des personnes sont d'avis que les Québécois doivent décider** (90,7% chez les francophones et 73,7% chez les anglophones). 10,8% attribuent ce rôle à la Cour suprême et 7,5% n'ont pas répondu ou sont sans opinion sur la question.

Selon 59,9% contre 27,3%, la Cour suprême devrait refuser d'entendre la requête du fédéral, 12,8% ne répondant pas. Si l'on en croit les sondages, dans cette affaire, Lucien Bouchard, Daniel Johnson et Jean Charest représenteraient bien l'opinion québécoise, contrairement à Jean Chrétien et Stéphane Dion. Mais en sera-t-il de même quand la Cour suprême donnera ses réponses ?

**F.M.**

## Trois questions contestées

Voici le texte exact des trois questions posées à la Cour suprême par le gouvernement fédéral :

- "1 - L'Assemblée nationale, la législature ou le gouvernement du Québec peut-il, en vertu de la Constitution du Canada, procéder unilatéralement à la sécession du Québec du Canada?"

- "2 - L'Assemblée nationale, la législature ou le gouvernement du Québec possède-t-il, en vertu du droit international, le droit de procéder unilatéralement à la sécession du Québec du Canada ? A cet égard, en vertu du droit international, existe-t-il un droit à l'autodétermination qui procurerait à l'Assemblée nationale, la législature ou le gouvernement du Québec le droit de procéder unilatéralement à la sécession du Québec du Canada?"

- "3 - Lequel du droit interne ou du droit international aurait préséance au Canada dans l'éventualité d'un conflit entre eux quant au droit de l'Assemblée nationale, de la législature ou du gouvernement du

Québec de procéder unilatéralement à la sécession du Québec du Canada ?"

Ces questions ont été contestées. L'avocat québécois Alain Pellet, par ailleurs président de la Commission du droit international de l'ONU, se déclarait en décembre dernier *"profondément troublé et choqué par la façon partisane dont les questions sont posées"* et suggérait *"qu'il est du devoir d'une cour de justice de réagir à ce qui apparaît clairement comme une tentative trop voyante de manipulation politicienne"*.

L'appréciation de l'ancien vice-premier ministre Jacques-Yvan Morin est aussi sévère : *"Les trois questions sont en réalité autant de pièges qui entraînent la Cour suprême dans un entonnoir dont elle ne pourra s'extirper qu'avec peine, à supposer qu'elle le veuille ou puisse même le concevoir. Les rédacteurs ne sont pas des enfants d'école : la façon de poser les questions et leur ordre dictent pour ainsi dire le résultat et assurent la prépondérance du droit canadien par rapport au droit international"*.



**Lucien BOUCHARD, Premier ministre du Québec** : "Tout cela vise à intimider ceux des Québécois qui seraient indécis sur la question de la souveraineté. Selon le gouvernement fédéral, le dernier mot lui revient, en vertu d'une constitution qui n'a aucun fondement démocratique. Le dernier mot appartient au peuple québécois".



**Stéphane DION, ministre canadien des Affaires intergouvernementales** : "Le Canada ne veut pas retenir les Québécois contre leur gré mais il exige que la sécession se fasse dans le cadre du droit canadien. Le Canada négociera seulement si le résultat en faveur de la souveraineté est déterminant au moyen d'un processus mutuellement acceptable".

# Le fleurdelisé cinquantenaire

Photo B. Sylvain DGO



Le 21 janvier  
place du Québec  
à Paris.  
Henri Réthoré,  
président  
de  
Paris-Québec,  
lève  
les couleurs.

**L**e 21 janvier 1998, place du Québec à Paris, face à l'église Saint Germain des Prés, Michel Lucier, Délégué Général du Québec, en présence de nombreuses personnalités québécoises, françaises et parisiennes, procéda au lever des couleurs du drapeau québécois. Entourée de quelques badauds respectueux et attentifs, une foule nombreuse, en dépit du vent froid et du ciel gris de cette journée d'hiver, s'était déplacée pour célébrer le cinquantenaire de la naissance du drapeau québécois.

## "Traditions et convictions"

Comme tout drapeau, le drapeau québécois, encore appelé drapeau fleurdelisé, est tout à la fois par sa composition et par son histoire, l'expression la plus éminente et la plus significative de l'identité collective québécoise. Il se compose d'une croix blanche sur champ d'azur avec quatre fleurs de lis redressées. Dans sa déclaration, le 21 janvier 1948, jour qui vit pour la première fois le drapeau québécois flotter en haut de la tour centrale du parlement du Québec, le Premier ministre Duplessis précisa que les fleurs de lis ont été redressées "pour qu'elles se dirigent droit vers le ciel afin de bien indiquer la valeur de nos traditions et la force de nos convictions". En peu de mots, c'était affirmer que le drapeau québécois, drapeau d'un peuple fier, fidèle et conquérant, était dans sa définition et sa composition, l'expression la plus harmonieuse possible d'une

volonté d'unir les leçons de l'héritage aux audaces à venir.

C'est au XVIII<sup>ème</sup> siècle que la Nouvelle-France fit la connaissance des étendards des régiments du roi Louis XV venus défendre la vallée du Saint-Laurent. Se différenciant par la couleur de leurs cantons, ces étendards avaient en commun une croix blanche. De 1755 à 1759, ces régiments renforcés de milices canadiennes et indiennes tiendront en échec les forces anglaises au moins trois fois supérieures. On oublie trop à ce propos que la défaite des plaines d'Abraham eut sa revanche avec la victoire de Lévis à Sainte-Foy, l'année suivante. Succès qui ne fut pas exploité lors des négociations franco-anglaises qui aboutirent au traité de Paris de 1763, mais succès qui rappelle que la perte de la Nouvelle-France ne fut pas le résultat d'une capitulation militaire.

Le fond bleu était apparu sur les pavillons de la marine française au début du XVI<sup>ème</sup> siècle. Lors des fêtes du tricentenaire, en 1908, on a utilisé ce drapeau bleu à croix blanche pour

pavoiser la ville de Québec. Peu de temps auparavant, le curé de Saint-Hyacinthe, préoccupé par l'idée de proposer "un drapeau nouveau pour un peuple nouveau" avait proposé d'associer le fond bleu à la croix blanche et d'y ajouter quatre fleurs de lis empruntées à la bannière de Carillon.

## Le symbole du lys

Cette bannière sous laquelle les Canadiens français conduits par Montcalm avaient battu les forces anglaises commandées par Abercromby au fort Carillon en 1758 fut retrouvée un siècle plus tard, ayant été précieusement conservée par des religieux. On a beaucoup écrit sur les origines de la fleur de lis qui, comme chacun sait, devint très tôt l'emblème des rois de France. Dès le XII<sup>ème</sup> siècle, Philippe Auguste la plaçait sur son blason. Cette victoire au fort Carillon sous une bannière fleurdelysée rappela très vite celle que Clovis avait remportée sur les Alamans en 496. Cette victoire n'était pas due à l'intervention d'un ange qui avait échangé le bouclier de Clovis arborant trois crapauds contre un bouclier à trois feuilles de lis d'or ?

Dès lors et nonobstant des hésitations, diverses propositions concurrentes et quelques modifications, le drapeau québécois avait trouvé ses éléments spécifiques de composition. Plus qu'un souci évident de dire sa fidélité à ses origines françaises, on ne peut manquer de noter la volonté de se référer, à travers les symboles choisis, à des événements glorieux qui se sont produits sur un espace qui, en raison même de ces événements, a légitimement acquis le nom d'Amérique française.

Gilbert PILLEUL



# Revivez l'aventure basque

## UNE EXPOSITION INTERACTIVE

### *L'aventure basque en Amérique*

Une histoire de fleuve, de baleines,  
et surtout, de chasseurs courageux : les Basques

## UN CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE GÉNÉALOGIE ACCESSIBLE

En collaboration avec la Société Historique et  
Généalogique de Trois-Pistoles.

Partez à la recherche de vos ancêtres. Un important  
fonds documentaire, des banques de données et  
l'autoroute électronique sont à votre disposition.

## ANIMATION TOUT L'ÉTÉ

Atelier éducatif, aires de jeu et de démonstration, café-bistro.  
Un parc en bordure du fleuve avec place publique,  
fronton de pelote basque, spectacles, aire de pique-nique.



**Parc de l'aventure basque** en Amérique

66, avenue du Parc, Case Postale 627  
Trois-Pistoles (Québec) CANADA  
Téléphone : (418) 851-1556  
Télécopieur : (418) 851-2188  
C. élec. : paba@quebectel.com  
Site Web : www.icrdl.net/basques

**À Trois-Pistoles Pour toute la famille**

## IMMIGRATION

Avocats canadiens en immigration et citoyenneté

Plus de 15 ans d'expérience

Services confidentiels et garantis

Programmes d'immigration  
pour gens d'affaires

Bonne opportunité d'immigration  
pour travailleurs qualifiés.

**BENCHETRIT & BOHBOT  
AVOCATS EN IMMIGRATION**

### MONTREAL

2100 rue Guy  
bureau 208

Montréal, Québec  
H3H 2M8 Canada

Tél. : (514) 939-2100

Fax : (514) 939-1599

### PARIS

6, avenue  
de la Motte Picquet

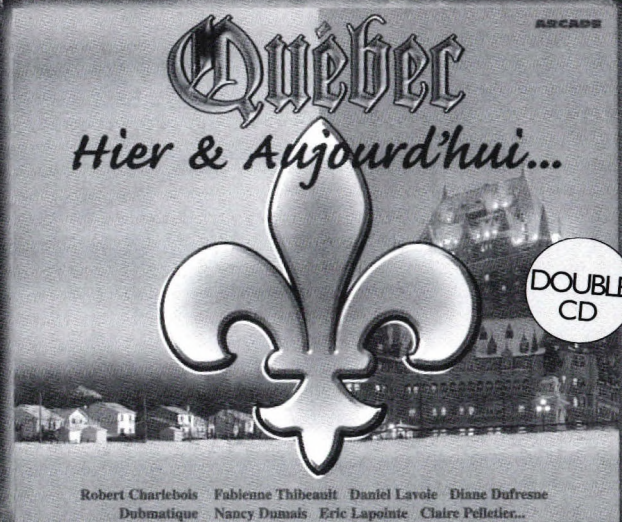
75007 Paris  
France

Tél. : (33-1-45) 56 02 17

Fax : (33-1-45) 56 93 34

NOSTALGIE PRÉSENTE

# SI LE QUÉBEC M'ÉTAIT CHANTÉ...



DOUBLE  
CD

**PARTEZ À  
LA DÉCOUVERTE  
DES PLUS BELLES  
VOIX DU QUÉBEC...**

**... CELLES D'HIER  
ET AUJOURD'HUI.**



NOSTALGIE

ARCADE



André BERNARD

professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal

donne cette année des conférences à l'IEP de Toulouse

auteur de nombreux ouvrages dont "La vie politique au Québec et au Canada" (PUQ, 1996), "Les institutions politiques au Québec et au Canada" (Boréal, 1995)

ancien président de Québec-France (1985-1988)

co-fondateur d'Alpes-Québec en 1969

L'histoire politique du Québec, depuis 1968, année de création de l'Association France-Québec, a été profondément marquée par la "longue marche" des personnes qui veulent faire du Québec un pays souverain, membre de l'Organisation des Nations unies. Quand on pense aux trente dernières années, ce sont les épisodes de cette "longue marche" qui reviennent d'abord à la mémoire.

C'est d'ailleurs en 1968 que cette "longue marche" a vraiment commencé, avec la création du Parti québécois, porteur d'un projet moins radical de celui des indépendantistes de la première heure, qui voulaient "l'indépendance à tout prix" et dont un slogan ("Vive le Québec libre !") avait inspiré le général de Gaulle à son arrivée à Montréal le 24 juillet 1967.

Le Parti québécois a proposé et propose encore aujourd'hui une "souveraineté-association". Il veut la souveraineté du Québec mais il veut aussi maintenir le Québec dans l'espace économique où il se trouve déjà, autrement dit, il veut un Québec souverain associé économiquement au reste du Canada.

Après son congrès de fondation, il a fallu huit années au Parti québécois pour obtenir, le 15 novembre 1976, la majorité des sièges à l'Assemblée nationale du Québec. Au cours de ces années, les affrontements ont été très vifs. Par exemple, la "crise de Saint-Léonard" de 1969 relative à la langue de l'enseignement public ou la "crise d'octobre 1970", entraînée par une prise d'otages effectuée par le Front de libération du Québec, une organisation clandestine. On se souvient aussi de la "crise du front commun" de 1972 qui a mené à l'emprisonnement des chefs des trois principales centrales syndicales du Québec et de nombreux autres affrontements, notamment ceux qu'a suscités la "loi linguistique" de 1974.

Ces affrontements, la politique d'atarmoiements du premier ministre Robert Bourassa et diverses autres circonstances ont favorisé les "souverainistes" (c'est ainsi que s'appellent les personnes qui préconisent la souveraineté). De 23% des voix aux élections provinciales québécoises d'avril 1970, l'appui aux candidats du Parti québécois a grimpé à 30% lors du scrutin de 1973 puis à 41% en 1976.

### René Lévesque au pouvoir

La formation d'un gouvernement dirigé par le chef fondateur du Parti québécois, René Lévesque, en novembre 1976, a changé bien des choses au Québec. Le français y est devenu la langue officielle, en vertu d'une Charte de la

langue française (communément appelée "loi 101", en référence au numéro du projet de loi de 1977 dont elle est issue). La province du Québec a bientôt été dotée des lois les plus égalitaires d'Amérique du Nord, pour l'époque, le nouveau gouvernement ayant haussé le salaire minimum et les prestations d'aide sociale, accru la progressivité de l'impôt, "humanisé" le droit du travail et adopté diverses autres mesures d'inspiration sociale-démocrate. Le gouvernement a, enfin, entrepris de "renforcer" la démocratie.

Parmi les réformes destinées à renforcer la démocratie, les plus remarquées visaient la gestion des élections. Ainsi, une nouvelle loi a interdit aux entreprises et autres organisations d'accorder des "dons" aux partis et de participer aux débats lors des campagnes électorales. Cette loi a même imposé la publication des noms et adresses des électeurs ou électrices qui font des dons substantiels aux partis (le maximum autorisé étant fixé à 3 000 dollars). La démocratisation a aussi mené à l'adoption d'une loi relative aux référendums, qui a

été utilisée une première fois en 1980.

Effectivement, le 20 mai 1980, par le truchement d'un référendum tenu au Québec seulement, le gouvernement du Parti québécois a voulu savoir si la

majorité, dans l'électorat, approuvait son projet de "négocier" une nouvelle entente avec le reste du Canada, entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples, en vertu de laquelle le Québec aurait obtenu le pouvoir exclusif de faire ses lois (autrement dit, la souveraineté) tout en conservant son association économique et monétaire avec le reste du Canada. Ne croyant pas à la possibilité d'une "association" advenant l'accession du Québec à la "souveraineté" ou craignant les changements annoncés, quelque 59% des votants ont refusé le projet du gouvernement.

Peu après, en 1981, les Premiers ministres des provinces autres que le Québec et le Premier ministre du Canada (Pierre Elliott Trudeau, à l'époque) se sont mis d'accord pour ajouter, à la Constitution du Canada, un long texte dont plusieurs sections déplaisaient aux autorités provinciales du Québec.

Cette addition à la Constitution du Canada, entrée en vigueur en 1982, n'a pas été acceptée par l'Assemblée nationale du Québec, car elle permet (et a permis) de restreindre la portée de la Charte de la langue française adoptée en 1977 (et celle d'autres lois provinciales) et parce qu'elle a rendu plus complexe, sur le plan juridique, une éventuelle émancipation politique du Québec (pour être "légal", cette émancipation devrait être acceptée, à tout le moins, par le Parlement fédéral du Canada).

La morosité des souverainistes après les rebuffades subies en 1980, 1981 et 1982, une conjoncture économique défavorable, qui a mené à des décrets impopulaires adoptés par le gouvernement du Premier ministre René Lévesque, en 1982 et 1983, et diverses autres circonstances ont finalement entraîné un véritable bouleversement au sein du Parti québécois. Vieilli, René Lévesque a pris sa retraite de la vie politique et il a été remplacé, à la direction du parti et à la tête du gouvernement, par un jeune ministre, Pierre-Marc Johnson, mais celui-ci a ensuite connu la défaite lors des élections provinciales de décembre 1985. Le chef du Parti

### Résultats des élections provinciales récentes au Québec

Année	Parti québécois		Parti libéral du Québec		Autres partis	
	Sièges	Votes	Sièges	Votes	Sièges	Votes
1970	7 sur 108	23%	72 sur 108	46%	29 sur 108	31%
1973	6 sur 110	30%	102 sur 110	55%	2 sur 110	15%
1976	71 sur 110	41%	26 sur 110	34%	13 sur 110	25%
1981	80 sur 122	49%	42 sur 122	46%	0 sur 122	5%
1985	23 sur 122	39%	99 sur 122	56%	0 sur 122	5%
1989	29 sur 125	40%	92 sur 125	50%	4 sur 125	10%
1994	77 sur 125	45%	47 sur 125	44%	1 sur 125	11%

# marche souverainiste



La Saint Jean Baptiste le 24 juin.

libéral du Québec, Robert Bourassa, ancien Premier ministre (de 1970 à 1976), a été appelé à former le nouveau gouvernement.

L'éloignement du pouvoir, suite à la défaite électorale de 1985, a facilité le ressuscitement du Parti québécois. En 1988, Jacques Parizeau, un "souverainiste" de 1968, a remplacé Pierre-Marc Johnson à la tête du Parti québécois et les souverainistes ont, peu après, bénéficié d'un regain de popularité.

Ce regain s'est fait sentir en 1989 et, surtout, en 1990, lors de débats suscités par un projet de modification de la Constitution du Canada, qui aurait accordé au Québec un statut de "société distincte". Ce projet, désiré par Robert Bourassa, avait été arrêté en avril 1987, lors d'une réunion des Premiers ministres au lac Meech, près d'Ottawa (on l'appelait "Accord du lac Meech"). Pour devenir loi, il devait être adopté par chacune des institutions législatives de la fédération ; or, quelques-unes d'entre elles avaient fait savoir qu'elles le désapprouvaient. Le refus d'entériner le projet, c'était "l'Échec du lac Meech".

## La création du Bloc québécois

L'Échec du lac Meech, consommé en juin 1990, a entraîné la création d'un parti fédéral "souverainiste" pour "mieux représenter le Québec" à Ottawa. Dirigé par un ancien ministre du gouvernement fédéral, Lucien Bouchard, ce nouveau parti, le Bloc québécois, allié au Parti québécois, s'est vite acquis l'appui de la majorité au Québec.

La première confrontation majeure impliquant le Bloc québécois s'est produite en 1992, à l'occasion d'un référendum tenu dans l'ensemble du Canada pour connaître l'avis de l'électorat au sujet d'une nouvelle proposition de modification de la Constitution du Canada (appelée "Entente de Charlottetown"). Cette proposition déplaisait au Bloc québécois et au Parti québécois parce qu'elle accordait au Québec bien moins que l'Accord du lac Meech, qu'elle était censée remplacer. Inversement, hors Québec, cette proposition était condamnée par divers adversaires des souverainistes sous prétexte, notamment, qu'elle "cédait" encore trop au Québec. Finalement, lors de ce référendum de 1992, 56,6% des votants du Québec se sont rangés du côté du Bloc québécois et du Parti québécois ; l'Entente de Charlottetown est devenue caduque.

L'année suivante, en 1993, à l'issue des élections fédérales, à la faveur d'une profonde division de l'électorat de l'Ouest du Canada, le Bloc québécois est devenu le deuxième plus important parti de la Chambre des communes du Canada, avec 55 sièges sur 295.

Peu après, en septembre 1994, à l'issue des élections provinciales au Québec, le Parti québécois a obtenu 77 des 125 sièges de l'Assemblée nationale (et 44,7% des suffrages exprimés). Nommé Premier ministre du Québec, Jacques Parizeau a entrepris d'obtenir, grâce à un nouveau référendum, un mandat autorisant l'Assemblée nationale du Québec à proclamer la souveraineté du Québec, après avoir proposé au reste du Canada un partenariat économique. Ce référendum, dernier épisode important de l'histoire politique du Québec, a été tenu le 30 octobre 1995 ; 2 308 360 bulletins ont favorisé les "souverainistes", 2 362 648 ont favorisé leurs adversaires.

S'il avait l'appui d'une "forte majorité", au Québec, le projet des "souverainistes" pourrait sans doute être accepté, pacifiquement, ailleurs au Canada. C'est ce qu'espère l'actuel Premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, qui a pris la succession de Jacques Parizeau à la tête du Parti québécois en janvier 1996. C'est en tout cas ce qu'il souhaite voir à l'issue d'un nouveau référendum, si possible avant l'an 2 000.

André BERNARD

## repères

**21 avril 1968** : dernier jour du congrès de fondation du Parti québécois.

**5 octobre 1970** : début de ce qu'on a appelé "la crise d'octobre", entraînée par l'enlèvement, la veille, d'un diplomate britannique, James Cross, par des membres du Front de libération du Québec, une organisation clandestine.

**15 novembre 1976** : les élections donnent la majorité parlementaire au Parti québécois dont le chef, René Lévesque, devient Premier ministre du Québec.

**20 mai 1980** : lors d'un référendum tenu au Québec, 59% des votants refusent d'accorder au gouvernement le mandat de "négocier" une nouvelle entente avec le reste du Canada, entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples, en vertu de laquelle le Québec aurait obtenu le pouvoir exclusif de faire ses lois (autrement dit, la souveraineté) tout en maintenant avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie.

**17 avril 1982** : acte de proclamation de la Loi constitutionnelle de 1982 (une addition à la Constitution du Canada), qui comporte une Charte des droits et libertés, restreignant les compétences des institutions législatives, et qui définit une procédure applicable à tout futur amendement constitutionnel,

lequel pourra se faire sans la participation du Parlement du Royaume-Uni.

**23 juin 1990** : date-butoir fixée pour la ratification d'un projet de modification de la Constitution du Canada appelé "Accord du lac Meech", visant à reconnaître au Québec le statut de "société distincte", projet qui devient caduc faute d'avoir été adopté par les assemblées de deux provinces, le Manitoba et Terre-Neuve.

**26 octobre 1992** : lors d'un référendum tenu dans l'ensemble du Canada, 56,6% des votants du Québec refusent d'endosser une nouvelle proposition de modification de la Constitution du Canada (appelée "Entente de Charlottetown"), qui offrait moins au Québec que l'Accord du lac Meech, qu'elle était censée remplacer.

**25 octobre 1993** : à l'issue des élections fédérales, le Bloc québécois devient le deuxième plus important parti de la Chambre des communes du Canada, avec 55 sièges sur 295.

**30 octobre 1995** : lors d'un référendum tenu au Québec seulement, le projet de faire du Québec un pays souverain est refusé par un tout petit peu plus que la moitié des personnes qui se sont exprimées.

**29 janvier 1996** : Lucien Bouchard, précédemment chef du Bloc québécois, prend la succession de Jacques Parizeau à la tête du Parti québécois et devient Premier ministre du Québec.



**Luc BERNIER**

professeur depuis 1991 à l'École nationale d'administration publique après avoir enseigné à l'Université Concordia.

a participé à de nombreux ouvrages sur l'analyse des politiques publiques et des réformes administratives.

a publié en 1996 "De Paris à Washington, la politique internationale du Québec" (Presses universitaires du Québec).

co-auteur de "L'administration publique" avec Carolle Simard, etc.

Si on exclut la création du bureau du Québec à New York, les activités du Québec à l'étranger ont véritablement commencé au début des années soixante avec la visite de Jean Lesage à Paris, le Québec s'engageait dans un effort de modernisation et cherchait à rompre son isolement culturel. Le Québec a développé des activités internationales parce que la France a fourni un élément essentiel : un interlocuteur prêt à s'engager dans une relation officielle. Sans l'apport de la diplomatie française, le Québec aurait entretenu des relations commerciales comme se contentent de faire les autres États non-souverains. Avec le soutien français, il a fait plus et depuis plusieurs années alors que l'Écosse ou la Catalogne débutent présentement sur la scène internationale.

Par une seule envolée oratoire en juillet 1967, le général de Gaulle a révélé au monde la question québécoise. Il força

*"Une partie importante de la politique internationale du Québec fut une réponse à ce que la France offrait."*

du même coup le Québec à intensifier ses relations internationales jusqu'alors limitées à une passerelle au-dessus de l'Atlantique. Ce qui demeure important de noter c'est moins le démarrage sur les chapeaux de roue que la continuité des relations France-Québec depuis lors, et ce, malgré les efforts faits d'une part par le gouvernement canadien pour les réduire, et, d'autre part par la multitude d'intérêts auxquels une puissance comme la France doit veiller. (Lire l'histoire de la relation France-Québec p. 68-69)

## Sur la scène francophone

Le Québec avait absolument besoin de l'aide de la France pour entrer dans le monde des relations diplomatiques multilatérales, ce qui débuta dans la Francophonie. Les premiers pas du Québec dans le monde des relations multilatérales furent sa participation en 1961 à la mise sur pied de l'Association des Universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) dont la conférence de fondation eut lieu à Montréal. L'étape suivante fut en février 1968 alors que le Québec prit part à la conférence des ministres de l'Éducation d'Afrique et de Madagascar tenue à Libreville, au Gabon. Ce début de l'engagement du Québec au sein de la francophonie fut une source de grande tension entre Ottawa, Paris et Québec même si en théorie, l'éducation est une juridiction exclusivement provinciale au Canada.

Après les deux sommets de Niamey, en 1969 et en 1970, Québec est devenu un "gouvernement participant" au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). L'appui français fut aussi précieux en 1970 pour que le Québec participe aux conférences de l'ACCT et puisse signer les accords conclus vu l'opposition renouvelée d'Ottawa. Pour la première fois, le gouvernement du Québec était un membre à part entière d'un organisme multilatéral. Son manque de légitimité fut résorbé, après des années d'attente causée par la difficulté de définir la forme que prendrait la participation du Québec, lors du premier Sommet de la francophonie en février 1986. L'entente conclue en novembre 1985 entre Québec et Ottawa prévoit, selon une

forme adaptée à partir de l'exemple de l'ACCT, que le Québec sera invité directement aux Sommets francophones mais fera partie de la délégation canadienne tout en pouvant intervenir librement sur les questions relevant de sa compétence. Sans l'aide de la France, dans ce cas également, il n'est pas évident que le Québec y aurait participé.

La francophonie, la France en tête, demeure l'axe le plus organisé de la politique internationale du Québec. C'est aussi dans ce domaine que la reconnaissance de la place et du rôle du Québec dans les affaires internationales est reconnue. Le ministre Paul Gobeil en voulait pour preuve dans son discours sur la création du Ministère des Affaires internationales que premièrement, depuis 1971 le Québec participe à l'ACCT, que deuxièmement, le 8 novembre 1984, le Premier ministre du Canada reconnaissait publiquement la légitimité des relations directes et privilégiées

du Québec avec la France et que finalement, l'entente intervenue entre Ottawa et Québec prévoit désormais que le Premier ministre du Québec participe à la Conférence des Chefs d'États et de gouvernement des pays ayant en

commun l'usage du Français aux côtés du Premier ministre canadien. Ces trois exemples sont liés au domaine de la francophonie même si son intérêt premier était l'économie.

Le Québec a deux relations privilégiées, l'une étant composée des liens étroits de nature culturelle et politique avec la France, l'autre d'une relation aussi privilégiée que tacite, est celle qu'il a avec son seul voisin étranger, les États-Unis. Cette dernière est pragmatique et commerciale. Comme la France fut la porte d'entrée du Québec dans la Francophonie, les États-Unis sont la porte d'entrée des exportateurs québécois vers le Mexique, l'autre partenaire du traité de libre-échange nord-américain et vers le reste de l'Amérique latine. Le mode réactif de développement de sa politique internationale initié dans la relation avec la France cause des difficultés de mise en œuvre de cette politique internationale aux États-Unis où le Québec est souvent à la remorque de ses interlocuteurs.

Les Américains n'ont pas spontanément de sympathie pour le projet de souveraineté québécois qui leur rappelle moins leur indépendance qu'un épisode plus récent et plus douloureux de leur histoire : la guerre civile. Il est aussi probable que la visibilité de la relation québécoise avec la France n'est pas forcément bien vue à Washington. En revanche, la conjoncture internationale a changé avec la fin de la guerre froide. Pour employer une expression qui a connu un certain succès, le Québec ne peut plus devenir un second Cuba au Nord.

## LE QUÉBEC DANS LE MONDE



# tre Paris et Washington

Le Québec a des intérêts économiques de par le monde mais surtout aux États-Unis dont dépend sa prospérité relative. C'est tout aussi vrai pour le Canada tout entier qui n'a guère d'ennemis et dont la sécurité est assurée autant par la géographie que par l'évolution de la politique mondiale. Les États-Unis demeurent pourtant un domaine négligé des relations internationales du Québec et du Canada. Les diplomates québécois préfèrent les relations avec l'Europe et les charmes de la francophonie.

On peut expliquer le manque d'intérêt des Québécois par le fait que la pratique des relations Québec-États-Unis est faite de dossiers prosaïques.

Le Québec exporte environ l'équivalent de 40% de son PIB, et plus de 80% de ce chiffre s'en va sur les marchés américains. L'importance du marché américain pour les exportations québécoises va en augmentant. Les exportations vers les États-Unis représentaient 58% du total en 1970, 60% en 1975, 76% en 1985. En 1993, les exportations du Québec ont connu une hausse de 19,8%, atteignant ainsi 32,6 milliards de dollars, dont 79,4% sont destinés aux États-Unis. En 1995, les États-Unis demeuraient le principal client du Québec en achetant 81% des exportations record de 48,2 milliards (une hausse de 17,7% sur 1994). fait à noter, la France devenait le deuxième marché extérieur du Québec, devant cette année-là, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon.

## Le traité de libre-échange

On comprend pourquoi le gouvernement québécois a démontré beaucoup d'intérêt pour le libre-échange d'abord avec les États-Unis et ensuite avec le Mexique. Le Québec comme l'ensemble du Canada devait se prémunir contre le protectionnisme américain puis éviter que le Mexique et les États-Unis signent un traité de libre-échange sans le Canada. Il fallait éviter que le marché américain se ferme aux produits et services québécois.

La diversité des échanges entre le Québec et les États-Unis, les sociétés et les groupes américains est effarante. Il est peut-être encore plus étonnant de constater que ce n'est qu'après 20 ans de politique étrangère québécoise que l'on s'est aperçu que les relations avec les États-Unis devaient constituer une priorité. C'est après l'élection du parti québécois en 1976 que fut créée une direction États-Unis, que le bureau de tourisme fut créé à Washington et que les mandats des délégations furent élargis.

C'est aussi sur le marché américain que le Québec doit améliorer son image où un produit, l'électricité, lui a souvent valu une mauvaise presse. L'électricité n'est qu'au huitième ou au neuvième rang sur la liste des exportations québécoises, juste après les vêtements pour dames. L'électricité ne représente que 200 ou 250 millions de dollars sur plus de 20 milliards de dollars d'exportations annuelles du Québec mais est le sujet délicat pour le Québec aux États-Unis avec la politique linguistique.

Au moment où le Québec était rapidement en train de mettre en place son appareil étatique et d'entrer dans la modernité, il eut la chance de trouver en la personne du président de la France un allié. Sans le général de Gaulle, le volet international de la modernisation accélérée du Québec se serait probablement avéré sans grand intérêt. C'est de France qu'est venue la vision la plus claire et la plus constante de ce que le Québec pouvait faire sur le plan

international. Une partie importante de la formulation de la politique internationale du Québec fut une réponse à ce que la France offrait. La participation du Québec dans la francophonie lui a valu de consolider sa place dans le champ des relations internationales.

La France a donné aux relations internationales du Québec une visibilité qui lui aurait autrement fait défaut. Encore aujourd'hui, le véritable mandat du délégué général du Québec à Paris, qui demeure le poste le plus prestigieux dans le réseau, est de donner de la visibilité au Québec sur le plan politique. Bien que le Québec ait longtemps profité du savoir-faire français, André Dufour avait ainsi résumé cette évolution lors de sa nomination comme délégué général du Québec à Paris : *"De quêteux, il y a 20 ou 30 ans, nous sommes devenus partenaires avec la France."*

## repères

- 1943 • Ouverture de la délégation du Québec à New York.
- 1961 • Ouverture de la délégation du Québec à Paris.  
• Création de l'Association des Universités partiellement ou entièrement de la langue française.
- 1963 • Privilèges diplomatiques accordés par Paris à cette délégation du Québec.  
• Premier accord sur la formation technique.
- 1965 • Ouverture de la délégation du Québec à Milan.  
• Signature des premières ententes entre la France et le Québec portant sur l'éducation et la coopération culturelle.
- 1967 • "La" visite du général De Gaulle au Québec.  
• Participation du Québec à la Conférence des ministres de l'Éducation au Gabon.
- 1969 • Ouverture de la délégation du Québec à Chicago.
- 1970 • Ouverture de la délégation du Québec à Los Angeles et à Düsseldorf.
- 1972 • Ouverture de la délégation du Québec à Bruxelles.
- 1973 • Ouverture de la délégation du Québec à Tokyo.
- 1977 • Ouverture de la délégation du Québec à Atlanta.
- 1978 • Ouverture de la délégation du Québec à Washington.
- 1979 • Ouverture de la délégation du Québec à Hong Kong et à Caracas.
- 1980 • Ouverture de la délégation du Québec à Mexico.
- 1983 • Ouverture de la délégation du Québec à Rome.
- 1985 • Ouverture de la délégation du Québec à Singapour, à Stockholm et à Bogota.
- 1986 • Premier Sommet de la francophonie.
- 1987 • Sommet de Québec.
- 1996 • Fermeture des délégations sauf celles de Paris, Londres, New York, Bruxelles, Tokyo et Mexico.

Les difficultés rencontrées dans certaines opérations ne doivent pas faire oublier le succès d'ensemble. Le Québec a obtenu une reconnaissance diplomatique de la part de la France qui fut partiellement suivie dans le reste de la francophonie et possède un accès privilégié au marché américain. Ce sont là les deux grands axes de cette politique internationale qui s'étend à tous les continents. Limiter l'interprétation à l'axe Paris-Washington peut paraître réducteur. Ce que le Québec fait ailleurs autour du monde tient surtout à du développement commercial, sans guère d'originalité et sans aucune commune mesure avec ce qu'il fait aux États-Unis et en France. Il ne faut pas oublier non plus que les pires revers de la diplomatie québécoise sont auto-infligés. La fermeture des délégations du Québec dans le monde, et ce à l'heure de la mondialisation, ainsi que l'échec relatif des formules de délégués itinérants illustrent le manque de conviction québécoise à continuer son ouverture sur le monde.

Luc BERNIER



Pierre MARTEL

a représenté le Québec au comité d'experts en France sur les modifications orthographiques

ancien président du Conseil de la langue française (1988-1990)

enseigne la linguistique à l'Université de Sherbrooke

auteur ou coauteur de plusieurs livres sur "le français québécois" (1996), "la qualité de la langue au Québec" (1995), "Dictionnaire de fréquence des mots du français parlé au Québec" (1992), etc.

Les Québécois appartiennent à part entière à la culture française : depuis plus de trois siècles, ils se sont enracinés en Amérique et sont devenus de véritables Américains parlant français. Longtemps isolés sur un continent anglophone à 98% (au Canada, les anglophones représentent 77% de toute la population), les Québécois ont dû réagir avec force pour éviter de disparaître en tant que collectivité francophone. Cette position fortement minoritaire place en quelque sorte le Québec à l'avant-scène de la francophonie et explique pourquoi les Québécois ont développé des stratégies particulières pour assurer non seulement la survie, mais également la promotion et l'enrichissement du français. À partir des années 1960, les Québécois ont décidé d'aménager leur langue et de se doter d'une **législation linguistique**.

### La crise de Saint-Léonard

En 1969, les Québécois vivent une crise linguistique profonde, appelée la "crise de Saint-Léonard". Une petite localité de la banlieue montréalaise, à majorité française, mais avec une forte minorité de citoyens d'origine italienne. Depuis longtemps, les classes étaient "bilingues" (70% en anglais et 30% en français). Au printemps de 1968, de nouveaux commissaires élus décident que désormais, l'enseignement serait entièrement en français. Des émeutes éclatent et le gouvernement doit rétablir l'ordre public.

Le gouvernement, pour répondre aux récriminations linguistiques des Québécois, crée la *Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*, dite Commission Gendron, dont les travaux vont servir de base à la rédaction des législations linguistiques de 1974 et de 1977.

En novembre 1969, le gouvernement de l'Union nationale, dirigé par Jean-Jacques Bertrand, adopte la loi 63 ou la Loi pour promouvoir la langue française au Québec. Elle donnait aux parents le libre choix de la langue d'enseignement moyennant l'exigence que leurs enfants acquièrent une connaissance d'usage du français. Elle confiait aussi à l'Office de la langue française, organisme gouvernemental existant depuis 1961, le mandat de "conseiller le gouvernement sur toute mesure législative ou administrative qui pourrait être adoptée pour faire en sorte que la langue française soit la langue d'usage dans les entreprises publiques et privées au Québec". (art. 14 b). C'est la première fois qu'apparaît, dans un texte législatif, la question de la langue de travail.

La loi 63, bien accueillie dans les milieux anglophones et allophones du fait du libre choix de la langue d'enseignement, a suscité une vive opposition chez les groupes de pression francophones : outre la liberté de choisir la langue d'enseignement, on lui reprochait de ne contenir aucune mesure concrète pour faire du français la langue de travail.

Si le gouvernement est intervenu par voie législative, c'est qu'il avait de nombreuses raisons. D'abord, la domination de l'anglais dans l'économie : au Québec même, le Canadien d'origine britannique avait un revenu de 35%

supérieur à celui des francophones. Les autres causes sont surtout d'ordre démographique : modification de la structure démographique de la population québécoise, intégration des enfants des immigrants allophones à la communauté anglaise par le biais de l'école.

Dans ce contexte, la crise scolaire de 1969 a fait comprendre à l'ensemble de la population du Québec qu'il n'était pas logique d'obliger les enfants des immigrants à fréquenter l'école de la majorité française si la langue de travail dans l'industrie devait demeurer l'anglais.

À la fin des années soixante, le problème du français au Québec n'était pas uniquement linguistique, mais aussi politique, donc une question de statut du français par rapport à l'anglais. Cela a joué un rôle majeur dans les défaites de l'Union nationale en 1970 et du Parti libéral en 1976, comme dans l'accession au pouvoir du Parti québécois.

En juillet 1974, le gouvernement libéral de Robert Bourassa, adopte la Loi 22 ou la loi sur la langue officielle. Cette loi proclamait le français langue officielle du Québec et contenait diverses mesures pour en faire la langue habituelle du travail dans le secteur privé. La connaissance de la langue officielle devenait nécessaire pour obtenir

un emploi ou une promotion dans la fonction publique ou pour obtenir les permis d'exercer une profession. De plus, la présence du français devenait obligatoire dans les raisons sociales, l'étiquetage des biens de consommation et l'affichage public, sans que cela exclue la présence d'une autre langue. Enfin, point très controversé, étaient admissibles à l'école anglaise tous les enfants - peu importait leur origine ou leur

langue - qui, grâce à un test, démontraient qu'ils avaient une connaissance suffisante de la langue anglaise ; tous les autres élèves devaient fréquenter l'école française.

En août 1977, le gouvernement péquiste de René Lévesque, adopte la loi 101 ou la Charte de la langue française.

La Charte de la langue française couvre un vaste éventail de l'emploi du français dans la société :

- elle proclame "que le français est la langue officielle du Québec" et énumère les droits linguistiques fondamentaux (au nombre de 5) ;
- elle restreint l'accès à l'école anglaise aux seuls enfants dont l'un

*"Il apparaît aux Québécois que le temps est venu d'accepter la diversité dans la norme linguistique. C'est le seul moyen de conserver son identité et de signifier qu'on est de quelque part."*

## repères

### Sept lois sur la langue

- 1969 : loi 63 "pour promouvoir la langue française".
- 1974 : loi 22 "français langue officielle du Québec".
- 1977 : loi 101 "charte de la langue française".
- 1988 : loi 178 sur l'affichage commercial.
- 1992 : loi 34 sur le bilinguisme dans les textes d'application des lois.
- 1993 : loi 86 sur la prédominance du français dans l'affichage.
- 1997 : loi 40 sur le rétablissement de la Commission de protection de la langue française (abolie en 1993).

# té de vivre en français



Le stop  
anglais  
transformé  
en  
101

des parents a reçu son enseignement primaire en anglais au Québec ;

- elle étend les programmes de francisation à toutes les entreprises employant cinquante personnes et plus ;
- elle prescrit que seule la version française des lois est officielle ;
- elle impose l'unilinguisme français dans l'affichage commercial.

Dans les années suivantes, plusieurs modifications à la Charte ont été apportées. Les plus importantes résultent d'articles contestés par le gouvernement fédéral ou par des groupes anglophones, et rendus inconstitutionnels par la Cour suprême en 1979, 1984 et surtout en 1988. La Cour suprême invalide l'article 58 sur l'unilinguisme français dans l'affichage commercial, et quelques semaines plus tard, le gouvernement de Robert Bourassa adopte la loi 178.

D'autres modifications ont été apportées depuis 1988 à la Charte de la langue française. Voici un bref résumé des principales interventions législatives en matière linguistique :

- **1992** (Loi 34) Extension du bilinguisme aux textes d'application des lois (suite à un jugement de la Cour suprême).
- **1993** (Loi 86) - Nette prédominance du français dans l'affichage public et la publicité commerciale ; Refonte du chapitre sur la francisation des entreprises (notamment pour inclure la langue de l'informatique) ; Accès à l'enseignement en anglais : insertion de la clause Canada (pour les enfants dont l'un des parents avaient reçu l'enseignement en anglais n'importe où au Canada) ; Bilinguisme des lois, règlements et textes d'application : remplacement des articles 7 à 13 de la Charte.
- **1997** (Loi 40) - Rétablissement de la Commission de protection de la langue française qui avait été abolie en 1993 par la Loi 86 ; Ajout de garanties au bénéfice des consommateurs, notamment en matière de commercialisation des logiciels.

## "Terminologie" : création québécoise

Parallèlement à cet aménagement du statut du français, la "qualité" de la langue, c'est-à-dire la langue elle-même, a fait l'objet d'interventions conscientes dans le but d'en modifier l'évolution. Dès 1961, le gouvernement du Québec crée le premier Office de la langue française, dont le mandat est de veiller à la correction et à l'enrichissement de la langue parlée et écrite.

En 1969, le mandat de l'Office s'élargit, pour répondre aux besoins de francisation des entreprises. Il s'agissait, pour assurer le passage de l'anglais au français comme

langue de travail, de récupérer la terminologie française déjà disponible, et d'élaborer de nouveaux termes pour répondre au développement technologique.

La production et la diffusion de nombreuses terminologies spécialisées deviennent l'élément central des travaux de l'Office pour effectuer un changement linguistique planifié du monde du travail. Objectif : mettre à la disposition des entreprises québécoises la terminologie française dont elles ont besoin.

Les Québécois ont tenté d'aménager la langue elle-même, dans son usage général et quotidien.

La prise en compte de la variation linguistique remet en cause la notion même de la langue française. Depuis la Révolution française, en effet, la notion de la langue française est intimement liée à celle de la langue nationale : le français est la langue nationale de la France et, en conséquence ce qui n'est pas dans l'usage national de la langue n'est pas français.

Mais une autre conception du français s'élabore dans les communautés hors de France : le français est la somme de tout ce qui est commun à tous les francophones, à l'exclusion des traits particuliers à chaque communauté. Par ailleurs, un consensus s'établit à l'heure actuelle pour affirmer que différents français standard existent à l'intérieur de la francophonie. L'aménagement de la langue française est particulièrement important afin d'aider les francophones de la périphérie à entretenir un sentiment positif envers une langue qui leur appartient en totalité.

Les Québécois désirent s'aligner le plus possible sur le français international tout en voulant conserver leurs particularités linguistiques sans lesquelles ils ne pourraient nommer leur environnement américain à leur quotidien. Devant cette évolution à double pente, d'une part celle d'un rapprochement du français québécois sur celui de Paris et d'autre part, celle d'une divergence sensible à propos de pans entiers du vocabulaire, on peut se demander comment envisager l'avenir linguistique des Québécois ? Il est difficile de le prédire exactement, mais on peut penser que les Québécois choisiront définitivement le **français standard d'ici**. Ils parleront la même langue que les Français mais sans nécessairement employer toujours les mêmes mots.

En ce qui a trait à la variation linguistique, il apparaît de plus en plus aux Québécois que le temps est venu d'accepter la diversité de la norme, les variétés comme un facteur d'enrichissement et de cesser d'évaluer nos différences à l'aune d'une norme uniforme et monotone. C'est le seul moyen de conserver son identité et de signifier qu'on est de quelque part.

Sur le plan international, il va sans dire que la francophonie n'existerait pas sans la France et sans la volonté ferme de cette dernière de la promouvoir. A l'échelle mondiale, c'est le seul pays qui puisse faire contrepoids à la prédominance de l'anglais, qui puisse faire quelque chose d'utile. Cela veut dire que la France, de concert avec le Québec et les autres pays francophones, a un rôle de tout premier plan à jouer face à l'utilisation et à la promotion du français ; le concours des autres pays francophones ne peut être que complémentaire et consécutif aux actions de la France.

Pierre MARTEL

## L'affaire de l'affichage

Un commerçant anglophone (chaussures Brown) affirmait que la Charte brimait sa liberté d'expression garantie par la Charte canadienne des droits et libertés. Dans son jugement de 1988, la Cour suprême admet que le français, étant une langue menacée au Canada, nécessitait une protection législative, à titre de droit collectif, et qu'il était légitime de la part du gouvernement du Québec de l'imposer dans l'affichage public, mais que ce dernier ne pouvait empêcher l'utilisation d'une autre langue. Devant l'attachement des Québécois à la Charte (plus de 20 000 manifestants à Montréal malgré un froid sibérien), le gouvernement québécois a, pour tenter de satisfaire les anglophones, permis le bilinguisme dans l'affichage à l'intérieur des commerces, reconnaissant ainsi la liberté d'expression, et pour tenter de satisfaire les francophones, il a maintenu l'unilinguisme dans l'affichage extérieur des magasins ou sur les affiches vues de l'extérieur. Pour maintenir cet unilinguisme, le gouvernement devait avoir recours à la clause dérogatoire ou dite "nonobstant", une disposition de la Constitution de 1982, permettant à un gouvernement de refuser, exceptionnellement, certaines applications de la Charte canadienne. Les réactions à la loi 178 furent véhémentes, surtout dans la population anglophone. Deux ministres anglophones du cabinet Bourassa ont alors démissionné.



Denis BEDARD

professeur  
associé  
à l'École  
nationale  
d'adminis-  
tration  
publique

ancien secré-  
taire général  
du Conseil du  
Trésor du  
Québec

ancien  
Délégué  
général du  
Québec à  
Düsseldorf  
(1992-1995)

membre du  
Conseil d'ad-  
ministration  
de l'AIEQ

**D**urant les deux décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, l'économie québécoise comme le reste de l'économie canadienne a connu une croissance exceptionnelle. L'accroissement de la production a été alors favorisé par la demande des matières premières pour la reconstruction de l'Europe et par l'augmentation de la demande de biens de consommation sans avoir encore à subir fortement la concurrence étrangère.

En 1946, l'économie du Québec présentait déjà les caractéristiques d'une économie post-industrielle. L'emploi dans le secteur tertiaire totalisait en effet 56,9% par rapport à 8,2% dans le secteur primaire et 34,9% dans les industries manufacturières et la construction.

À partir du début des années soixante-dix, l'économie allait connaître des changements structurels très importants causés par des facteurs internes et externes. Le premier a été la baisse de la croissance démographique, passée de 2,6% durant les années cinquante à moins de 1% après 1970.

Le marché du travail a commencé à la fin des années soixante-dix à se ressentir de cette baisse du taux de croissance de la population. Mais le phénomène le plus important a été les changements dans les taux d'activité : celui des hommes a diminué de 80% à 72,5% de 1961 à 1995, celui des femmes a plus que doublé, de 26,5% à 54%, ce qui fait passer le taux d'activité global de 53% à 62%. Par l'effet combiné de la baisse de la croissance démographique et de la hausse du taux d'activité, l'augmentation annuelle de la population active a diminué de plus de moitié, passant de 2,7% durant les années soixante à environ 1,0% actuellement.

Il y a trente ans, si on avait pu prévoir cette évolution du marché du travail, on se serait alors attendu à l'élimination éventuelle du chômage structurel et au plein emploi permanent. C'est le contraire qui est arrivé. Sauf durant deux courtes périodes de bonne conjoncture, le taux de chômage a augmenté et il est resté supérieur à 10% depuis 1977.

La hausse du chômage reflète le ralentissement tendanciel de la croissance économique. Comme le montre le tableau I, le taux de croissance du PIB réel, qui était au-dessus de 5% durant les années soixante, est graduellement descendu

au niveau de 2%. Entre 1990 et 1995, le ralentissement fut encore plus prononcé au Québec et au Canada, et plusieurs en imputent la cause aux politiques monétaires restrictives qui ont prolongé inutilement la récession de 1990-1991.

Cette hausse du chômage au cours des années soixante-dix a coïncidé avec une inflation de plus en plus élevée en grande partie alimentée par la montée abrupte des prix du pétrole qui s'est traduite par un transfert massif de revenus des régions consommatrices

vers les régions productrices de pétrole. Cette évolution des prix relatifs de l'énergie à toute fois été bénéfique à long terme pour le Québec puisqu'elle a permis de rentabiliser les investissements énormes qui ont été faits pour accroître la production hydro-électrique. La construction des barrages et des centrales de la Baie-James au cours de la décennie 1975-1985 a ainsi servi de locomotive à la croissance économique (investissement de 15 milliards \$) et la disponibilité de l'énergie électrique a ensuite entraîné au cours des années quatre-vingts des investissements importants dans la production des métaux non ferreux, notamment l'aluminium dont le Québec est devenu un leader mondial.

## Le rôle de l'État québécois

Le secteur de l'électricité sous la responsabilité de la société d'État Hydro-Québec, illustre le rôle joué par le secteur public pour accélérer le développement économique au cours des trente dernières années. Si l'économie du Québec au début des années soixante était déjà entrée dans la période post-industrielle dominée par la prépondérance du secteur tertiaire, elle souffrait par ailleurs d'un certain nombre

de déséquilibres et de problèmes qui ont été à l'origine de mesures qui ont fait du gouvernement du Québec un des gouvernements les plus impliqués dans le développement économique en Amérique du Nord.

Le premier de ces problèmes concernait l'emploi, avec un taux de chômage inférieur à celui d'aujourd'hui mais supérieur à la moyenne canadienne. De plus, l'emploi manufacturier était concentré dans des industries à forte main-d'œuvre qui étaient sensibles aux fluctuations conjoncturelles et à la concurrence étrangère. Enfin, le Québec avait pris du retard dans le développement des infrastructures de communication, de transport et de production d'énergie.

L'économie du Québec faisait donc face à plusieurs problèmes structurels amplifiés par des disparités régionales. Pour corriger ces problèmes, il fallait accélérer la croissance économique et donc augmenter le niveau des investissements, notamment industriels. Or, les centres de décision économique importants échappaient presque totalement aux Québécois francophones et les principaux pôles de développement industriels avaient été le fait d'investissements étrangers ou canadiens, notamment dans les secteurs reliés aux richesses naturelles et les secteurs de biens intermédiaires (pétrole et chimie).

Au début des années soixante, la priorité du Gouvernement a été tout d'abord de développer les services publics et principalement le secteur de l'éducation. Ensuite, pour créer le plus rapidement possible de nouveaux pôles de développement, il fonda une série d'entreprises publiques dans les domaines de l'exploitation des richesses naturelles et du développement industriel. L'intervention la plus importante fut bien sûr la nationalisation des compagnies d'électricité qui se fit autour d'Hydro-Québec qui opérait déjà depuis 1940 dans la région de Montréal.

Pour compléter l'action des sociétés d'État, les ministères sectoriels utilisèrent de nombreux programmes d'aide et de

*"Au début des années 1960, les centres de décision économiques importants échappaient presque totalement aux Québécois".*

Tableau I

Variation annuelle moyenne du PIB réel Québec, Canada et Pays de l'OCDE (pourcentage)

	1961/1969	1970/1979	1980/1989	1990/1995
Québec	5,5	3,9	2,4	1,1
Canada	5,7	4,7	3,1	1,3
Pays de l'OCDE	5,2	3,4	3,1	2,0

(Source : Ministère des Finances du Québec)

# neurship du Québec Inc.

soutien aux entreprises, financés en partie par le Gouvernement fédéral dans le cadre de ses politiques de développement régional. Ainsi les Québécois avaient décidé d'utiliser le pouvoir de l'État pour accélérer leur passage vers la modernité. Cette évolution du secteur public s'échelonne sur une période de vingt ans jusqu'au milieu des années quatre-vingts. A l'échelle du Québec, ce fut une période de réalisations remarquables qui se fit dans un cadre de consensus social et de partenariat avec le secteur privé. Ce fut l'époque du Québec Inc., expression qui fut alors utilisée pour donner l'image d'une économie qui fonctionnait comme un grand holding.

## Le repli du secteur public

Un des thèmes importants de la politique industrielle, véhiculé durant cette période, concernait la mise en valeur des ressources naturelles, leur intégration à la structure industrielle, de même que la production stratégique de certains produits de base comme la chimie minérale et la sidérurgie. C'est en référence à ce modèle que le Gouvernement décida d'investir dans les industries du fer et de l'amiante afin d'accroître à la fois, la production minière et la transformation en produits intermédiaires ou finis. L'objectif était intéressant, mais les investissements furent malheureusement faits au moment où les conditions de marché allaient devenir défavorables. La stratégie de développement de ces deux secteurs fut rapidement transformée en stratégie de repli et par la suite la plupart des investissements industriels contrôlés par le Gouvernement furent privatisés.

Ce revirement représente non seulement la fin d'une forme d'industrialisation révolue mais ce fut aussi une prise de conscience des limites du rôle du secteur public dans le processus de développement. Le changement d'orientation coïncida de plus avec la détérioration de la situation financière des gouvernements. La récession qui frappa brusquement l'économie canadienne en 1981-1982 poussa alors le déficit québécois à un niveau (3,2% du PIB) qui devint critique par rapport à la capacité de payer de l'économie.

La longue période d'expansion après 1982 a donné un certain répit aux Gouvernements du Québec et du Canada, mais la nouvelle récession en 1990 a accentué l'ampleur du redressement budgétaire nécessaire.

## Tertiarisation et haute technologie

La croissance économique des trente dernières années s'est traduite par un changement important de la structure de l'économie du Québec. Tout d'abord, le processus de tertia-



Photo Georges Poirier

Le sommet économique de 1996. Unique en Amérique du Nord.

risation s'est poursuivi et même accéléré puisque l'emploi dans le secteur tertiaire est passé de 56,9% en 1966 à 73,5% en 1995. Comme le montre le tableau 2, la création d'emplois durant la période est venue totalement du secteur tertiaire.

On remarque parallèlement que l'emploi dans le secteur secondaire est resté stable en chiffres absolus (737 000) ce qui se traduit par une diminution de son importance relative de 34,9% à 23%. L'évolution comparative des secteurs secondaire et tertiaire s'explique toutefois en grande partie par l'impact des nouvelles technologies de traitement de l'information et de communication qui ont modifié les processus de production industrielle et qui ont entraîné le développement rapide de plusieurs industries tertiaires qu'on qualifie de tertiaire moteur.

Les changements technologiques se reflètent également dans la structure de production des industries manufacturières. La part des industries traditionnelles dans l'emploi manufacturier est passée de 42,0% en 1976 à 31,6% en 1995. Les nouveaux pôles de croissance industrielle sont maintenant l'aérospatiale, le matériel électronique et de communication, de même que les produits pharmaceutiques.

Les changements dans la structure manufacturière ont été possibles grâce au succès des produits québécois sur les marchés internationaux et cette tendance a été particulièrement marquée après la signature en 1989 de l'Accord de libre échange avec les États-Unis et le Mexique.

Le bilan de la croissance économique du Québec au cours des trente dernières années est très encourageant. La structure industrielle s'est modifiée de façon favorable avec l'émergence de fortes industries de haute technologie. Ces industries ont montré qu'elles avaient le potentiel pour relever le défi de la mondialisation grâce au dynamisme du nouvel entrepreneurship québécois qui a connu un essor extraordinaire au cours de la période, que ce soit dans la production primaire, le secteur manufacturier ou le domaine des services. Le Québec dispose maintenant de réseaux de communication, de transport et d'énergie. Le principal défi à court terme est l'équilibre financier du secteur public et le Gouvernement du Québec s'est donné comme objectif d'y parvenir en 1999-2000. À moyen terme, il faudra résoudre le problème de chômage en espérant une croissance économique qui combinerait croissance de la production et de l'emploi.

Denis BEDARD

	1966	1995	1966	1995
	<i>en milliers</i>		<i>en pourcentage</i>	
<b>Sect. pri.</b>	173	112	8,2	3,5
<b>Sect. sec.</b>	736	737	34,9	23,0
<b>Sect. tert.</b>	1 199	2 355	56,9	73,5
<b>Total</b>	2 108	3 204	100,0	100,0

(Source : Direction de l'Analyse de la conjoncture industrielle, ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie du Québec)


**Fernand HARVEY**

professeur et titulaire de la chaire Fernand-Dumont sur la culture INRS-culture et société

auteur de "La Nouvelle culture régionale" (avec Andrée Fortin, IQRC, 1995)  
"Le mouvement ouvrier au Québec" (Boréal Express 1980)  
"Les idéologies au Québec 1900-1930" (avec Fernand Dumont et autres, PUL, 1973)  
etc.

a travaillé sur "les pays du Québec", "les espaces culturels régionaux", les régions périphériques en France et au Québec, etc.

Remonter 30 ans en arrière nous ramène à l'année 1968 qui évoque pour la France les échos de Mai 68. L'effervescence de cette époque s'était traduite au Québec par une agitation étudiante notoire dans les nouveaux Cégeps, ces Collèges d'enseignement généraux et professionnels qui venaient de prendre la relève des anciens Collèges classiques, lieu traditionnel de formation des élites québécoises et canadiennes-françaises depuis les débuts du 19<sup>ème</sup> siècle. En cette année 1968, le Québec achevait la première phase de sa Révolution tranquille amorcée dans les milieux intellectuels au cours des années 1950, et même avant, et officialisée en 1960 avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral de Jean Lesage. Les grandes réformes de la Révolution tranquille sont bien connues. Il suffit de les rappeler au passage : réforme du système d'éducation au niveau secondaire et collégial, création d'un ministère de l'Éducation et d'un ministère des Affaires Culturelles, nationalisation de l'électricité et constitution d'un capitalisme d'État avec la création de grandes sociétés d'État telles que la Société Générale de Financement, la Caisse de dépôt (fonds de pensions) et le développement d'Hydro-Québec.

Parallèlement à cette mise en œuvre des grandes politiques de l'État québécois dont une partie appréciable s'inspirait alors du modèle français, on avait pu assister à une profonde mutation culturelle : rejet de l'influence traditionnelle de l'Église catholique et refus des contraintes morales, explosion de créativité dans le domaine des arts, des lettres et plus spécialement en poésie, s'inspirant d'une nouvelle "québécoïtude" en rupture avec la culture canadienne-française. La référence à la nation s'en trouvait en même temps bouleversée : au nationalisme canadien-français traditionnel à caractère culturel et à dimension pan-canadienne incluant les minorités françaises hors Québec se substituait progressivement au sein des élites intellectuelles et politiques un néo-nationalisme à caractère géopolitique axé sur le seul territoire du Québec. Mais cette nouvelle définition territoriale qui s'esquisse au milieu des années 1960 laissait entière la question de l'avenir du Québec au sein de la fédération canadienne, compte tenu de la division de l'opinion publique québécoise au cours des années qui allaient suivre...

A première vue, les années 1970 semblent en rupture avec la Révolution tranquille de la décennie précédente. En réalité elles en sont le prolongement logique, pourrait-on dire, dans la mesure où les rapports sociaux qui se manifestent alors s'inscrivent toujours dans le cadre d'une culture de l'État mise en place à la faveur des grandes réformes des années 1960. Comment donc caractériser cette nouvelle décennie ? Par un climat de contestations de l'État-providence alors en voie d'atteindre son apogée dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale, de même que dans celui de l'aménagement du territoire et du développement économique. Une telle omniprésence de l'État n'était pas tellement différente de celle observée alors dans la plupart des autres sociétés industrialisées. C'est dans ce contexte qu'entrent en scène les grands mouvements sociaux de l'époque : syndicalisme, féminisme, luttes linguistiques en faveur de l'unilinguisme français,

sans oublier la montée du mouvement souverainiste avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en 1976 sous la direction de René Lévesque.

On assiste donc au cours des années 1970 à un chassé-croisé entre des revendications à caractère nationaliste et d'autres à caractère social sans que les deux courants ne coïncident tout à fait. Les revendications syndicales dans le secteur public, par exemple, ont souvent dégénéré en affrontements avec l'État-employeur, y compris avec le gouvernement Lévesque dans le cas des enseignants. Un radicalisme de gauche d'inspiration néomarxiste alimentait alors bien des discours au sein des syndicats et des mouvements populaires. Politiciens et technocrates étaient pris à parti par leurs opposants issus de ces mouvements dans le cadre d'une même culture de l'État.

Mais d'autres forces travaillaient également la société québécoise au cours de ces mêmes années. Les luttes linguistiques qui ont vu apparaître le "Bill 63", la loi 22 et finalement la loi 101 en 1977 consacrant la primauté du français au Québec posaient le problème complexe de l'intégration à la société québécoise francophone des immigrants par le

biais de l'école, du milieu de travail et de l'espace public par le biais de l'affichage. Le Québec se voyait donc confronté pour la première fois de son histoire, à l'aménagement du pluralisme culturel, tant de la part de l'État que de la société civile. On optera alors pour une idéologie de l'intégration culturelle à la majorité francophone, en s'ap-

puyant sur l'appartenance à un même territoire, plutôt que de se rallier à la politique du multiculturalisme à la canadienne.

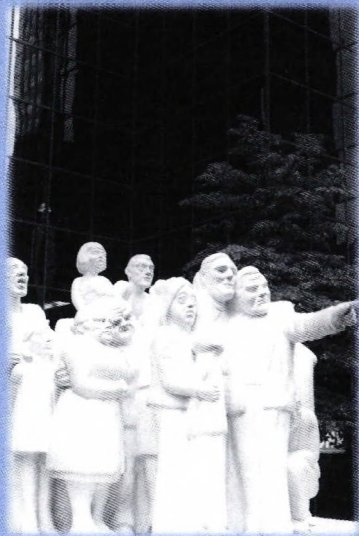
Dans le domaine de la culture, les années 1970 accélèrent le mouvement de créativité déjà amorcé précédemment. A titre d'exemple, le service du dépôt légal de la Bibliothèque nationale recevait en 1968 un total de 653 livres publiés au Québec ; ce nombre atteint 4 232 titres en 1981. Les troupes de théâtre et de danse se multiplient, de même que les expositions en arts visuels. D'une façon générale, le secteur culturel commence à se diversifier et l'expression culturelle s'oriente dans diverses directions. Parmi celles-ci, il faut mentionner l'important courant des créations collectives et féministes dans le secteur du théâtre, jusqu'à la fin de la décennie. Quant à la référence à la nation, très présente chez les artistes et les écrivains au cours des années 1960, elle a tendance à s'estomper progressivement par la suite au profit de démarches plus personnelles ou plus universelles ; ce qui n'empêche pas des manifestations de solidarité ponctuelles, plus particulièrement lors du référendum de 1980 sur l'avenir du Québec.

## Les enjeux du néolibéralisme

A bien des égards, le début des années 1980 annonce une rupture tout aussi importante que celle des débuts de la Révolution tranquille. Même si le recul nous fait défaut pour juger de l'ampleur de ce changement, il n'est pas exagéré de penser qu'une nouvelle révolution sociale et culturelle a affecté le Québec. Cette révolution à la fois néolibérale et postmoderne tient à la fois à des éléments internes à

# révolution à l'autre

Photo Georges Poirier



Dans le centre de Montréal, symbole d'un peuple qui se serre les coudes.

la société québécoise et à des éléments reliés au contexte international.

Au Québec, l'émergence du néolibéralisme correspond à la remise en question de l'État-Providence et de l'État-Entrepreneur dans un contexte de crise des finances publiques et d'accélération du mouvement de continentalisation et de mondialisation de l'économie. On se rend ainsi compte que l'État ne peut satisfaire à tous les besoins de ses citoyens et qu'il ne peut non plus intervenir efficacement en matière de développement économique, notamment dans les régions en difficulté. Au cours des années 1980 et 1990, on voit donc se construire un nouveau discours qui préconise la prise en charge du développement régional par les milieux sociaux eux-mêmes, l'État se contentant d'accompagner leur démarche. Du même coup, nombre d'organismes communautaires qui étaient financés par l'État se voient couper les vivres et disparaissent. L'heure est à l'individualisme et à l'esprit d'entreprise.

## L'éthique sociale

Cet esprit d'entreprise, il se manifeste avec l'émergence d'une nouvelle classe d'entrepreneurs et de gestionnaires francophones qui se réclament de l'entreprise privée après avoir fait leurs classes, dans bien des cas, au sein des entreprises d'État. Du coup, les grands débats idéologiques et les lieux d'affrontement des années 1970 perdent leur légitimité et le rôle des intellectuels s'en trouve marginalisé. L'intégration continentale de l'économie canadienne à celle des États-Unis et du Mexique à la suite de la mise en œuvre de l'ALÉNA, ne fera que relativiser encore davantage le rôle de l'État dans le développement économique. La lutte contre le déficit budgétaire, érigée en dogme au cours des années 1990, contribuera à affaiblir encore davantage le rôle de l'État en matière sociale et culturelle.

Malgré ce retour au néolibéralisme, l'opinion publique québécoise continue de manifester son attachement à certains grands principes de l'État-providence, tout en découvrant le rôle stratégique, mais relativement négligé depuis la Révolution tranquille, de la société civile. Les nouvelles préoccupations qui se font jour depuis quelques années font

état de la nécessité de retrouver les voies de la solidarité et de lutter contre l'exclusion sociale dont souffrent les victimes de ce que d'aucuns ont appelé le "nouvel ordre mondial". Mais en même temps que s'accroissent l'appauvrissement de la classe moyenne et l'incertitude quant à l'avenir des jeunes, on a pu observer un intérêt nouveau pour l'éthique sociale et une redécouverte des valeurs familiales, sans pour autant que cette tendance se traduise par un conservatisme social analogue à celui qu'on a pu observer aux États-Unis depuis l'époque Reagan.

Quant aux transformations de la vie culturelle, elles sont également considérables et ne semblent pas avoir trop souffert de la révolution néolibérale ; bien au contraire. Depuis les années 1980, la diversité de la vie littéraire et artistique est telle au Québec qu'on peut difficilement en rendre compte dans le détail, comme c'était le cas au cours des décennies antérieures. Tout se passe comme si la culture québécoise avait atteint un seuil de maturité lui permettant de soutenir en art et en littérature les courants les plus diversifiés tout en assurant son rayonnement à l'étranger, notamment dans le domaine de la danse, du théâtre, de la chanson et du roman, sans oublier le multimédia. De plus, le métissage culturel et la participation des cultures migrantes à la vie culturelle du Québec, qui demeurait une vue de l'esprit au début des années 1970, s'imposent maintenant comme une nouvelle réalité incontournable dans la région de Montréal, particulièrement en littérature.

En somme, la société québécoise a beaucoup changé depuis 30 ans. Le rôle de l'État, considéré comme central à l'épanouissement de la collectivité à la fin des années 1960, a été depuis relativisé avec l'avènement du néolibéralisme, sans que les préoccupations pour de nouvelles formes de solidarités sociales aient pour autant disparu. Du côté de la culture, par ailleurs, artistes et écrivains ont acquis une large autonomie en élargissant les horizons de leur création à l'échelle continentale et internationale.

Fernand HARVEY

## repères

- 1960 • Début de la Révolution tranquille.
- 1962 • Nationalisation des compagnies privées d'électricité.
- 1964 • Création du ministère de l'Éducation.
- 1966 • Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.
- 1967 • Expo 76 à Montréal.
- 1968 • Grève générale des étudiants dans les cégeps.
- 1969 • Loi fédérale sur les langues officielles (Ottawa).
- 1970 • Crise d'Octobre au Québec et apogée du Front de Libération du Québec (FLQ).
- 1971 • Échec de la conférence constitutionnelle de Victoria.
- 1972 • Grève générale du Front commun intersyndical et emprisonnement des trois chefs syndicaux.
- 1974 • Loi 22 ; le français langue officielle du Québec.
- 1976 • Victoire du Parti québécois de René Lévesque Jeux olympiques à Montréal. Grève du Front commun intersyndical.
- 1977 • Charte de la langue française (loi 101).
- 1978 • Livre blanc du gouvernement du Québec sur le Développement culturel.
- 1980 • 1<sup>er</sup> référendum sur l'avenir du Québec : le Non obtient 60% des voix.
- 1981 • Politique du Québec à l'égard des communautés culturelles (intégration des immigrants).
- 1982 • Rapatriement unilatéral de la constitution canadienne de Londres sans l'accord du Québec ; adoption d'une nouvelle constitution et d'une Charte canadienne des droits et libertés.
- 1987 • 2<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie à Québec. Accord du Lac Meech (statut particulier pour le Québec).
- 1988 • Accord de libre-échange canado-américain.
- 1990 • Échec de l'Accord du Lac Meech (rejet par certaines provinces) Crise amérindienne d'Oka (près de Montréal).
- 1992 • Accord de Charlottetown (août) ; rejeté lors d'un référendum pancanadien (octobre).
- 1995 • 2<sup>e</sup> référendum sur l'avenir du Québec ; le non l'emporte par une faible marge.



Jules DUFOUR

professeur de géographie à l'Université du Québec à Chicoutimi

commissaire à la Commission de toponymie du Québec

membre de la Commission mondiale des parcs nationaux

auteur de publications sur les ressources naturelles, l'environnement et les peuples autochtones

a participé au festival international de géographie à St Dié (Vosges, 1996)

Depuis les années 60, des efforts considérables ont été déployés en vue de mieux connaître la réalité autochtone au Québec. Le savoir s'est enrichi grâce à de nombreux programmes de recherche ou d'études dans les universités et dans les unités de recherche et d'intervention des ministères québécois. C'est ainsi que notre vision plutôt folklorique de l'amérindien et de l'inuk s'est peu à peu transformée pour les considérer désormais comme des citoyens appartenant à des nations à part entière vivant à l'intérieur des frontières du Québec moderne. Cette reconnaissance s'est concrétisée peu à peu grâce à des ententes sur l'utilisation des ressources du territoire et par la mise en place des services publics pouvant répondre aux aspirations et aux besoins fondamentaux des autochtones. Les faits marquants de cette reconnaissance sont notoires (voir repères).

Les publications scientifiques ou littéraires concernant la vie des peuples autochtones au Québec se comptent par milliers. Les grands projets d'aménagement hydroélectrique dans le Nord, en particulier ceux de la Grande et de la Grande Baleine, ont nécessité des travaux de recherche très importants qui ont duré pendant des décennies. À titre d'exemple, l'étude d'impact environnemental du projet Grande Baleine se compose de 33 volumes totalisant plus de 5 000 pages et a exigé des travaux s'échelonnant sur une quinzaine d'années. Des revues sont consacrées exclusivement à ce champ d'études telles que *Recherches amérindiennes au Québec* et *Études inuit*. Plusieurs revues qui diffusent les résultats de recherches conduites dans un cadre plutôt disciplinaire, s'intéressent aussi à l'environnement autochtone telles que les *Cahiers de Géographie du Québec*, *Géographie physique et quaternaire* et *Recherches sociographiques*. Une revue d'information, *Rencontre*, est publiée par le gouvernement du Québec.

Nous présentons, ici, brièvement un aperçu de l'éventail des contributions faites à la connaissance du fait autochtone au Québec au cours des trente dernières années. Il faudrait voir ces propos comme tout simplement une illustration tout à fait partielle de cet important patrimoine du savoir qui est mis désormais à la disposition des Québécois et de tous ceux qui s'intéressent à la survie et au développement des peuples autochtones dans le monde.

## Les barrages, source d'études

Les textes rédigés par Jacques Rousseau en 1964 intitulés "*Le Nouveau-Québec. Contribution à l'étude de l'occupation humaine*" sont parmi les premiers à offrir une description générale de la biogéographie et de l'ethnobiologie de la péninsule Québec-Labrador dans son ensemble. L'auteur analyse l'évolution de la culture indigène de la péninsule en fonction des conditions du milieu, la forêt coniférienne tempérée avec l'Amérindien chasseur, son habitation, ses vêtements, ses moyens de subsistance ainsi que sa vie intellectuelle, religieuse et sociale. Puis, sont décrits l'environnement de l'Amérindien chasseur de la taïga, le Naskapi, celui de la zone hémiarctique ou toundra forestière et, enfin, celui des Inuit de la zone arctique ou toundra (J. Rousseau, 1964). Cela s'avérait le résultat d'une démarche entreprise au cours de la décennie précédente par plusieurs

chercheurs des universités de Laval et McGill, démarche qui devait aboutir plus tard à la fondation de Centres de recherche nordiques, de groupes d'étude sur le Nord et de stations de recherche dans le nord. Il convient de souligner ici les travaux nombreux et fort à propos sur la géographie du Nord réalisés, à partir des années 50, par L.-E. Hamelin, fondateur et premier directeur du Centre nordique de l'Université Laval (Hamelin, 1967 et 1975).

Au début des années 60, la mise en place de la Direction générale du Nouveau-Québec au sein du ministère des Richesses naturelles, marque le début d'une ère d'exploration des milieux nordiques. Les travaux d'aménagement

## Pour une meilleure compréhension du mode de vie, des valeurs et des aspirations des peuples autochtones au Québec.

hydroélectrique de la rivière la Grande sont envisagés et l'on cherche, alors, à dresser un premier portrait des composantes bio-physiques du territoire, de la nature des formations rocheuses, des modalités de mise en place du matériel de surface et des manifestations périglaciaires, de

la nature des formations végétales et des caractéristiques de l'écoulement des eaux. Des études anthropologiques, sociographiques, archéologiques et ethnographiques sont aussi menées dans les communautés amérindiennes et inuit. Mentionnons celle de Asen Balikci sur les Inuit (Balicki, 1961), de Pierre Désy sur les Montagnais et les Naskapis (Désy, 1963) et de Patrick Plumet sur les peuplements préhistoriques (Plumet, 1977).

## repères

**1963** : Création de la Délégation générale du Nouveau-Québec ;

**1969** : Obtention du droit de vote aux élections provinciales ;

**1973** : Adoption par le gouvernement du Canada de la première politique en matière de revendications territoriales des peuples autochtones ;

**1973** : Jugement de la Cour suprême du Canada (Calder) confirmant l'existence des droits territoriaux des Autochtones au Canada ;

**1973** : Jugement de la Cour Supérieure du Québec reconnaissant aux Cris et aux Inuit des droits sur les territoires que le Canada a cédés au Québec par les lois sur l'extension des frontières en 1898 et 1912 ;

**1975** : Signature de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois ;

**1978** : Signature de la Convention du Nord-Est québécois ;

**1983** : Adoption par le Conseil des ministres de 15 principes qui établissent les fondements de la politique du Québec dans le domaine des affaires autochtones ;

**1985** : Adoption d'une motion par l'Assemblée nationale du Québec portant sur la reconnaissance, en principe, des droits des Autochtones ;

**1986** : Nomination d'un ministre délégué aux affaires autochtones ;

**1987** : Création du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) ;

**1990** : Nomination d'un ministre chargé exclusivement des affaires autochtones ;

**1991** : Acceptation par le Conseil des ministres du Québec du principe de l'élaboration d'une politique en matière autochtone ;

**1993** : Tenue de la commission royale sur les peuples autochtones.

# meilleure compréhension

Au cours des années 70, les enjeux qui entourent le projet La Grande donnent une occasion privilégiée aux chercheurs de mener de nouvelles études et elles seront très nombreuses. L'intervention plus importante de l'État dans les territoires nordiques commande une réflexion approfondie sur les modes d'opérer sans mettre en péril le mode de vie traditionnel des Autochtones (Collectif, 1976). La mise en application de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois dans tous les domaines du développement conduit à des études sur les conditions de vie dans les communautés ainsi que sur l'état de la démographie, de la santé et de l'éducation.

À la fin de cette décennie, l'Office de Planification et de Développement du Québec (O.P.D.Q) entreprend un inventaire des connaissances sur le Nord-du-Québec qu'il publie sous la forme d'un atlas régional (Québec, 1983). Le Gouvernement fédéral, quant à lui, rédige des monographies de villages afin de mieux saisir la réalité concrète des Autochtones. Les communautés situées dans le sud de la province sont, quant à elles, au début d'un processus de prise en charge de plusieurs services et donc de mise en place de structures gouvernementales locales.

À partir du début des années 80, les travaux de recherches dans le nord et dans les communautés autochtones s'intensifient. Les projets de développement se multiplient et les services municipaux sont progressivement implantés dans toutes les communautés. Les enjeux entourant la mise en valeur des ressources forestières, minières, fauniques et hydroélectriques revêtent une importance cruciale non seulement à cause des projets eux-mêmes (Chartrand et Thériou, 1992, CAM, 1992 et J. Dufour, 1996), mais aussi à cause de la conscience accrue des Autochtones qui entreprennent des négociations avec les gouvernements en vue de faire reconnaître leurs droits ancestraux, de disposer d'un territoire suffisamment étendu pour leur permettre de poursuivre leurs activités traditionnelles et également de disposer des institutions et leviers nécessaires à un développement politique et économique viable (Dufour, 1993).

C'est au début de cette décennie que le Secrétariat des activités gouvernementales en milieu autochtone et inuit (SAGMAI), devenu plus tard le Secrétariat aux Affaires autochtones, est créé en vue d'assurer la coordination des interventions du gouvernement du Québec en milieu autochtone. Dans tous les domaines, des ententes de partenariat sont conclues. Dans le domaine forestier, par exemple, la participation des Autochtones à la gestion forestière s'est concrétisée par une entente spéciale. En effet, les Algonquins, les Attikameks, les Cris et les Montagnais ont conçu, avec l'appui financier des gouvernements, une banque de données sur les connaissances traditionnelles autochtones concernant la forêt (Québec, 1997).

## Enjeux et défis

Les exercices aériens militaires à basse altitude au-dessus du territoire traditionnel du Nitassinan (Québec et Labrador), à partir de 1986, et surtout les enjeux entourant le projet d'établissement d'un Centre d'entraînement de chasse tactique pour l'OTAN ou projet Goose Bay, ont commandé l'acquisition de connaissances considérables sur l'environnement, la dynamique des habitats fauniques

et les modes traditionnels d'occupation par les Innus (Canada, 1995).

Le Nord du Québec correspondant à l'*Eeyou Astchee* ou territoire traditionnel de la nation Crie, au *Nunavik* des Inuit et au *Nitassinan* des Montagnais ou Innus, depuis les premiers moments de la conquête, à l'instar de l'ouest américain, a toujours été vu comme un immense territoire inhabité, inorganisé et plein de richesses naturelles qu'on pouvait utiliser à volonté pour le développement.

Au cours des dernières années cependant, avec le projet de mise en valeur pour des fins énergétiques et l'exploitation forestière et minière et les nombreuses répercussions qu'ils exercent sur l'environnement physique et social et la vie des autochtones, on a commencé à considérer le nord non plus comme un réservoir de ressources qu'on peut manipuler à sa guise, mais comme un espace culturel et vital pour plusieurs peuples et, notamment, pour les Innus, les Montagnais, les Naskapis, les Cris et les Inuit.



La recherche de ces peuples et des autres nations situées plus au sud d'une reconnaissance internationale de leurs droits ancestraux sur le territoire et ses ressources et de leurs droits à l'autonomie politique et à l'auto-détermination est un enjeu majeur qui ne pourra être résolu que par la négociation d'une entente globale qui reconnaîtra ces droits et qui fera désormais du Québec une terre aux ressources et usages partagés dans la paix et l'harmonie. C'est à cette tâche que l'on devra travailler avec acharnement avec ceux dont "les préoccupations relèvent de la justice, de l'équité et des droits et libertés autour du monde" (Grand Conseil des Cris du Québec, 1995). Les études autochtones seront dorénavant conduites davantage dans le but de promouvoir ces droits et d'assurer une utilisation durable des ressources des grands espaces de la forêt boréale et de la toundra ainsi que des écosystèmes marins qui les entourent.

Portraits édités par le Musée de Bretagne lors de l'exposition sur le Québec des premières nations

Jules DUFOUR

## En revue

### Maintien des quotas de chansons

L'Assemblée nationale du Québec a voté à l'unanimité une résolution de la ministre Louise Beaudouin pour maintenir un quota de 65% de chansons francophones sur les ondes des radios québécoises de langue française.

### Une politique de la lecture et du livre

Louise Beaudouin, ministre de la Culture, a présenté fin mars un projet politique de la lecture et du livre, première du genre au Québec. Son document "Le temps de lire, un art de vivre" est fondé sur deux axes principaux : accessibilité et sensibilisation. Un budget de 25 millions de dollars est prévu sur trois ans. Le prix unique du livre n'est pas retenu. L'adoption définitive du projet est prévue en juin.

### Un Français à la tête d'un musée

Le Français Guy Cogeval va diriger la Musée des Beaux-Arts de Montréal en remplacement de Pierre Théberge nommé à la tête du Musée des Beaux-Arts d'Ottawa. Agé de 42 ans, Guy Cogeval était conservateur en chef du patrimoine en France depuis deux ans. Il avait participé à l'équipe internationale de l'exposition "Paradis perdus : L'Europe symboliste", présentée en 1995 au Musée des Beaux-Arts de Montréal.

### André-Philippe Gagnon avec Céline

L'imitateur québécois André-Philippe Gagnon assurera la première partie de la prochaine tournée internationale de Céline Dion.

### Les Boys 2 tourné en France

Gros succès au Québec pour "les Boys" de Louis Saia, une histoire de hockeyeurs amateurs. Ce film devient le premier pour les recettes, mieux que "Cruising Bar" en 1989. Si bien qu'une suite est envisagée. "Les Boys 2" sera même tourné à partir de la mi-mai en France dans les Alpes.

### Starmania bientôt à l'écran

Depuis vingt ans sur scène, l'opéra-rock de Luc Plamondon et Michel Berger va être porté à l'écran. "J'aurais le droit de veto sur le cinéaste", précise le parolier qui suit toutes les adaptations en cours de "Starmania", notamment aux Etats-Unis et en Espagne. Trois millions de spectateurs ont déjà vu "Starmania" et plus de cinq millions de disques ont été vendus.

### Une salle Paul-Emile Borduas

Le Musée des Beaux-Arts de Montréal a ouvert une salle permanente dédiée à Paul-Emile Borduas, le plus célèbre représentant du mouvement automatiste et co-auteur du manifeste "Refus global" voici juste cinquante ans.

## Visibilité

### Le Québec invité du Salon du livre de Paris en 1999

Le Québec sera l'invité d'honneur du Salon du livre de Paris du 12 au 17 mars 1999. L'annonce en a été faite le 25 mars lors de la conférence de clôture du Salon 1998. Ce dernier fut un véritable succès, notamment en raison de la présence du Brésil en tant que pays honoré. Ce sera donc au tour de la littérature québécoise de jouir d'une grande visibilité l'année prochaine. Cet événement cadra d'ailleurs dans les activités du "Printemps du Québec"; un ensemble de manifestations culturelles qui fera rayonner le Québec à partir du mois de mars.



Serge Eyrolles, président du Syndicat national de l'édition et du Salon du livre, entouré de Catherine Trautmann ministre de la Culture, et de Michel Lucier, délégué général du Québec.

Photo Bertrand Sylvain-DGQ.

## Classique

### Stages à Charlevoix

Entre montagne et fleuve, l'Académie de musique et de danse du Domaine Forget offre chaque été, depuis vingt ans, des sessions de formation musicale. Ses maîtres prestigieux viennent du monde entier. De plus le festival du Domaine Forget présente trente concerts de musique classique et de jazz.

Renseignements :

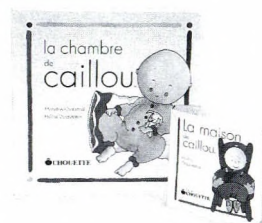
L'Académie de musique et de danse du Domaine Forget, 398 chemin Les Bains, Saint-Irénée, Québec G0T 1V0.

Tél : 418-452-8111.

Télécopie : 418-452-3503.

Internet : [www.cite.net/~dforget](http://www.cite.net/~dforget)

## Bambins



### Des livres-carton pour bébé

Les Editions Chouette viennent de rééditer, dans une nouvelle présentation Cerf-volant, conçue pour aider bébé, à partir de 9 mois, à se familiariser avec son premier univers. On retrouve également le petit bonhomme Caillou dans une nouvelle collection Grain de sable. D'un format minuscule ces livres tout carton tiennent dans la main et sont d'un appui idéal pour l'acquisition du langage. Présents au salon du livre.

Editions Chouette, Collection Cerf-volant, le livre 30F ; collection Grain de sable, le livre 23F.

## Francofolies

### Avancées à Montréal

D'habitude, les Francofolies de Montréal se tenaient début août. Mais il était parfois difficile de mobiliser des artistes français. Les dixièmes Francofolies montréalaises auront donc lieu du 18 au 27 juin, avec une interruption pour les célébrations de la fête du Québec les 23-24 juin. Le spectacle d'ouverture sera signé Michel Legrand avec dix-sept musiciens. Parmi les cinquante spectacles annoncés, ceux des Québécois Claude Gauthier, Luce Dufault, Kevin Parent, Mario Pelchat, celui du Louisianais Zacharie Richard, et les Français Juliette Gréco, Patricia Kaas, Nicole Croisille, Claude Nougaro, Julien Clerc, Pierre Bachelet, Mc Solaar, etc. En final, le 27 juin, un "Salut à Léo Ferré".

## Poche

# La Bibliothèque québécoise a dix ans

La désormais fameuse *Bibliothèque québécoise* constituait un défi en 1988. D'abord parce que, sur le plan commercial, le marché québécois ne peut qu'être limité, compte tenu de la taille de la population, surtout comparé au marché des USA ou à certains marchés européens. Ensuite, parce que la collection est née d'une alliance stratégique entre trois maisons d'édition : Fidès, Hurturbise, HMH et Léméac. Les éditeurs ont beau tous aimer la littérature, ils sont tout de même concurrents...

C'est le roman de Laure Conan, "*Angéline de Montbrun*", qui donnait le coup d'envoi à cette grande collection de poche. En 1994, la collection franchissait le cap du centième titre. Une cinquantaine de nouveaux livres sont venus, depuis, enrichir ses rayons. La *Bibliothèque québécoise* accueille aussi bien des ouvrages du domaine public que des livres qui appartiennent aux fonds d'autres maisons d'éditions intéressées à profiter du «véhicule» exceptionnel que représente la collection.

Aujourd'hui, le catalogue de la bibliothèque québécoise compte plus de 150 titres. De nombreux romans (Philippe Aubert de Gaspé, Jacques Poulin, Germaine Guèvremont, Félix-Antoine Savard, Yves Thériault, Michel Tremblay...); des contes et récits (Honoré Beaugrand, Alain Grandbois, Madeleine Ferron, Marie-Claire Blais...), de la poésie (Emile Nelligan, Saint-Denys Garneau), de la chanson (Félix Leclerc, Gilles Vigneault), du théâtre (Anne Hébert, Antonine Maillet...), des essais (Fernand Ouellette, Pierre Vadeboncoeur...) et une édition critique (celle de l'ensemble de l'œuvre d'Hubert Aquin), à prix populaire...

Par sa diversité et son prix populaire, La Bibliothèque québécoise constitue sans nul doute un phénomène à part dans l'univers des collections de poche.

(Diffusée en France par les Editions du Cerf)

## BR AVO

### CINÉMA

"*Les Mots magiques*" de Jean-Marc Vallée, grand prix international du 20<sup>ème</sup> festival du court-métrage de Clermont-Ferrand, début février.

"*La Conciergerie*" du Québécois Michel Poulette, prix du public au festival international du film policier à Cognac, début avril.

"*Clandestins*" des réalisateurs Denis Chouinard (Québec) et Nicolas Wadimoff (Suisse) a reçu une mention spéciale "interprétation collective" pour ses acteurs lors du festival du film de Paris le 5 avril.

### DISQUE

"*Notre-Dame de Paris*" est devenue disque d'or au Québec dès mars avec 60 000 exemplaires vendus en cinq semaines.

### LITTÉRATURE

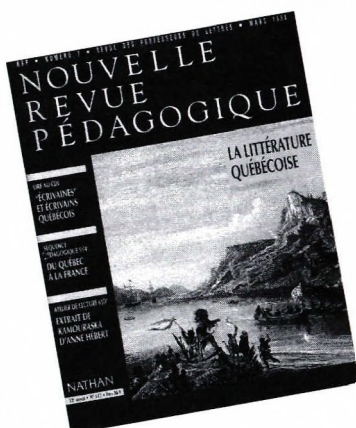
"*Opéra*", roman de Jean-Jacques Nattiez, s'est vu décerner le 9 avril le prix Québec-Paris (Ed. Leméac).

## Parution

### La Nouvelle revue pédagogique : "La littérature québécoise"

N° 512, Éd. Nathan, mars 1998, 36 F.

Ce numéro spécial, consacré à la littérature québécoise, avec la collaboration de Gisèle Tuaille, membre du Conseil d'administration de France-Québec et ancienne présidente de Franche-Comté-Québec, n'est pas seulement à l'usage des enseignants.



## Agenda

### JAZZ

Ray Charles participera le 5 juillet au 19<sup>ème</sup> festival de jazz de Montréal organisé du 1<sup>er</sup> au 12 juillet. Annoncés aussi le trompettiste Wynton Marsalis et une "Africa fête".

### SCULPTURE

Le Musée de Québec présentera 133 œuvres d'Auguste Rodin, du 4 juin au 6 septembre, en collaboration avec le Musée Rodin de Paris.

### PEINTURE

Les coups de cœur de Jean-Paul Riopelle au domaine Cataract à Sillery, près de Québec, du 23 juin au 13 septembre.

### FRANCOFOLIES

Les dixièmes Francofolies de Montréal avancées cette année du 18 au 27 juin.

### HOCKEY

Nouvelle exposition au Musée de la Civilisation à Québec jusqu'au 11 avril 1999, intitulée "Fou de hockey". Un sport et une passion ancrés dans la vie québécoise.

### EUROQUÉBEC

Premier festival de ce nom à St Cosme-en-Vairais (Sarthe) les 22, 23 et 24 mai.

## Théâtre

### Avant-garde

Quatre troupes de l'avant-garde théâtrale française participent à la quatrième édition du Carrefour international du théâtre de Québec du 19 au 31 mai. Plusieurs spectacles sont consacrés à des auteurs et metteurs en scène d'aujourd'hui notamment Didier Bezace, Eugène Durif et Jean-Luc Lagarde. La troupe Anomalie Crique présente, par exemple, le "Cri du caméléon", spectacle sans paroles inspiré du mime, de la danse et du cirque.

LE FESTIVAL  
INTERNATIONAL DU  
**DOMAINE**  
*Forget*

Du 20 juin au 23 août 1998

Offrez-vous  
une expérience musicale  
exceptionnelle

398, ch. Les Bains, St-Irénée (Québec) G0T 1V0  
Tél.: (418) 452-8111 - Fax: (418) 452 3503

# Le Paris d'une Québécoise



**Est-ce que je te dérange ?**

Anne Hébert

*Le Seuil, 1998, 138 pages*

**I**l est ainsi des questions sans réponse parce que celui qui la pose en fait d'avance une affirmation. Cela peut relever de la convention sociale comme lorsqu'on demande : "comment ça va ?". Mais cela peut aussi, comme dans le cas de l'héroïne de ce roman, traduire une incapacité à s'intéresser aux autres pour eux-mêmes soit par égoïsme soit par incapacité à communiquer. Dans le cas de Delphine, on peut employer le terme d'autisme.

Seule dans la vie depuis la mort de sa grand-mère qui l'avait recueillie lorsque ses parents, à la naissance de leur quatorzième enfant, avaient réalisé qu'ils ne pouvaient plus s'occuper d'elle, Delphine, avec le petit magot laissé en héritage par sa grand-mère, était partie sur les routes sans trop savoir où aller, sans chercher d'ailleurs à se poser la question. Sans plus aucun lien affectif, n'ayant jamais travaillé, habituée par sa grand-mère à ne s'occuper de rien dans la maison, elle s'abandonna complètement à une vie d'errance, étrangère à tout.

C'est dans un état de complète prostration que Stéphane et Edouard la rencontrent un jour à Saint-Sulpice assise

dans une complète immobilité au bord de la fontaine. Son attitude est si étrange, elle semble à ce point perdue, qu'ils décident de l'emmener au domicile d'Edouard sans qu'elle oppose la moindre résistance. Elle se mettra à parler toutefois. A travers ses longs monologues, ils finiront par savoir ce qui lui est arrivé sans jamais parvenir à comprendre son attitude, ses sautes d'humeur, ses fuites. Stéphane qui en est tombé amoureux, court comme un fou à travers Paris, visite toutes les gares pour la retrouver et lui dire qu'il l'aime. On la retrouvera mais toujours aussi enfermée dans son univers, seulement préoccupée par son état de jeune femme enceinte. Le père est un homme marié qu'elle poursuit inlassablement mais qui, de son côté, considère cette aventure comme une erreur, voire une faute.

L'histoire se poursuit de façon surprenante. En dire plus serait couper court à la curiosité du lecteur mais surtout ce serait faire passer au second rang ce qui fait la force de ce récit poétique.

Il se dégage de ce texte une description en touches légères mais suggestives de Paris, de ses parcs, du fleuve, de son atmosphère particulière en été, qui reflète les longues années passées à Paris par Anne Hébert qui, après une enfance vécue au Québec décida de s'installer à Paris. Et pendant tout ce temps passé à Paris, elle a su garder le

regard de celle qui ne se lasse pas et qui ne se laisse pas envahir par la monotonie du quotidien.

Il faut dire un mot de l'introduction dans le roman de la description de la villa Anthelme où Delphine est recueillie quelques jours. C'est un hospice pour vieillards et en quelques touches rapides, Anne Hébert parvient à nous communiquer non seulement un sentiment d'angoisse face à la mort mais aussi et surtout à nous faire comprendre qu'au-delà d'un certain seuil de vieillissement, nous cessons d'appartenir à l'espèce humaine, adoptant des comportements étranges et inquiétants, prémisses de notre prochaine entrée dans un autre univers qui nous demeure inconnu.

A l'origine de ce roman, je me suis laissé dire qu'il y avait un regard échangé entre Anne Hébert et une jeune femme assise dans l'escalier conduisant à son appartement parisien. De ce simple échange est né ce roman dont on ne peut saisir la profondeur qu'en prenant le temps de le lire autrement qu'en diagonale. C'est un roman dense dans la mesure où il conduit à de nombreuses interprétations sur la solitude, sur la mort, sur l'exclusion et surtout sur la difficulté à porter secours à des êtres que la vie a broyés et qui ne peuvent plus saisir la main qui leur est tendue.

**Gilbert PILLEUL**

## ANTHOLOGIE

### Québec Acadie Rêves d'Amérique

Romans et nouvelles choisis et présentés par Jean-Paul Bouchon, Alain Quella-Villéger et Dominique-Anne Villéger.

*Ed. Omnibus, 1998, 1 052 pages.*

Dans la collection "une autre façon de voyager", les éditions

Omnibus dont la présentation rappelle quelque peu la collection "Bouquins" chez Laffont, publie un ouvrage intitulé **Québec Acadie Rêves d'Amérique**. Il s'agit d'une anthologie de textes littéraires qui retracent l'épopée francophone en Amérique du Nord, et invitent à rêver sur les récits aventureux et tragiques de personnages qui ont constitué des moments forts de l'histoire du Canada français. Certes, le titre peut créer une confusion

dans l'esprit du lecteur à l'égard du Québec d'aujourd'hui qui ne saurait être réduit à l'image touristique des grands espaces, des cabanes à sucres et des caribous. Plus urbain, plus cosmopolite, il propose aussi une littérature plus contemporaine dans ses thèmes et son écriture. Le propos de ce livre est autre. Les auteurs de l'anthologie ont choisi des textes de Français et de Canadiens qui ont contribué à inscrire sur le nouveau

continent l'histoire d'une francophonie nord-américaine. On retrouvera ou découvrira avec plaisir *Maria Chapdelaine* de Louis Hémond, *Menaud, maître-draveur* de Félix-Antoine Savard, des nouvelles de Marie Le Franc, Maurice Genevoix, Henri Queffelec et aussi *Evangéline*, l'épopée tragique sur le Grand Dérangement des Acadiens, du poète américain Longfellow.

**Yannick RESCH**

---

Librairie du  
**QUÉBEC**

---

Vous désirez visiter le Québec ?  
Votre première escale : la Librairie du Québec !  
Vous aimeriez faire de ce voyage une aventure enrichissante ?  
Découvrez d'abord et avant tout les livres du Québec !

**Les meilleurs guides de voyage sur le Québec**  
à la fois culturels et pratiques

**Les livres illustrés**  
pour vous donner le goût d'explorer le Québec en toutes saisons

**Les ouvrages d'histoire et les essais**  
pour mieux comprendre ce qui fait du Québec une société distincte

**Les dictionnaires d'expressions québécoises**  
pour retrouver cette langue ancienne  
qui s'est mise au goût de l'Amérique

**La littérature québécoise**  
pour découvrir cette jeune culture  
à la fois si semblable et si différente

**La musique québécoise**  
celle que vous appréciez déjà  
et celle que vous auriez aimé connaître avant



La Librairie du Québec, c'est un coin du Québec  
à découvrir au cœur de Paris  
avant votre départ, pour bien préparer votre voyage  
et à votre retour, pour garder le contact

**Du lundi au samedi, de 9 h. 30 à 19 h.**  
**Nocturne le jeudi jusqu'à 21 h.**

---

30, rue Gay Lussac, 75005 PARIS  
Tél. : (1) 43 54 49 02 • Fax : (1) 43 54 39 15

# La grande compilation



De plus, 15 compilations sont proposées. Les deux spectacles "1 fois 5" et "J'ai vu le loup...". Plus Bigras, Charlebois, Corcoran, Dufresne, Ferland, Forestier, Laure, Léveillé, Réno, Rivard, Séguin, Thibeault, Workman.

Le point jeté sur l'Atlantique entre la France et le Québec a assurément creusé ses fondations dans la chanson. Cela ne date pas d'hier. Le répertoire de la chanson québécoise a pris du coffre dans les années 50, avec la reconnaissance d'un certain Félix Leclerc, à Paris comme à Montréal. Il faudra cependant attendre les deux décennies suivantes par que la chanson de là-bas explose chez nous, sous l'impertinence d'un Charlebois, la poésie d'un Vigneault, la passion de Pauline Julien, les mélodies de Claude Léveillé, la puissance de Ginette Reno... La fameuse Belle Province entre ainsi dans l'imaginaire de nombre de

Français qui découvrent que notre langue a aussi la parole en Amérique, poussée avec d'autant plus d'aplomb qu'elle est chantée. Ces artistes ont été appelés chansonniers. Cette compilation signée Arcade présente leurs plus grands succès.

Piliers de la culture québécoise, ils ont préparé un terreau fertile à la vague suivante. C'est le temps de l'éclosion de Beau Dommage avec Michel Rivard, et de l'étonnante Diane Dufresne. Les années 80 sortiront encore d'autres noms de la loterie des notes et des beaux mots. Quand Daniel Lavoie chante "ils s'aiment", la France danse tendrement, comme elle s'enthousiasme sur "le blues du busi-

nessman" de Claude Dubois et l'aventure Starmania.

Mais les Québécois seront finalement assez peu à avoir la chance ou la patience de vivre une carrière hexagonale. Pas une raison d'oublier pour autant Paul Piché, Nanette Workman ou Richard Séguin, grandes stars dans leur pays.

Aujourd'hui, Jean Leloup en rock et Dan Bigras en blues assurent la toute nouvelle transition d'une toute nouvelle génération à la voix généreuse. Ces nouvelles voix du Québec s'appellent Claire Pelletier, Marie-Jo Thério, Nancy Dumais, Rudeluck ou Eric Lapointe. Comme leurs aînés, ils dévoilent un style, des idées, un accent, et une voix de celles qui font vibrer la langue pour qu'elle nous secoue l'échine de frissons de bonheur. (*Arc 333, CD 3034542*).

## Les voix du Québec d'aujourd'hui



E. Le Gresley

La scène québécoise s'est prodigieusement diversifiée ces dernières années, de la chanson aux musiques nouvelles. Le rap a exploré avec les excellents Dubmatique, alors que, dans un autre style, les furieux de Basta mélangent allègrement rock, pop, et musiques électroniques. Cette scène québécoise a aussi vu mûrir des talents comme Marie-Jo Thério et Kashtin, inspirés par leurs racines acadiennes et amérindiennes. Elle s'est fait plaisir avec des personnalités aussi singulières que Claire Pelletier ou Elisabeth Diaga. Bref, sous l'aile de ses aînés, elle a grandi, avec toujours la particularité unique de présenter inlassablement de grandes voix. En voici onze, en solo ou en groupe. Ce sont les jeunes voix du Québec.

**Claire Pelletier.** - Cette jeune femme à la belle voix claire s'impose, dès son premier album, comme un grand talent de la chanson francophone. Légèreté des mélodies, beauté des textes inspirés de légendes et plus généralement du Moyen-Âge. Une vraie découverte.

**Eric Lapointe.** - En quelques années, Eric Lapointe s'est imposé sur les FM québécoises avec un rock puissant et carré qu'il sait adoucir de ballades, chantées d'une voix juste assez voilée pour les rendre craquantes.

**Elisabeth Diaga.** - Inspirée par une mère cantatrice et un père sculpteur, Elisabeth Diaga s'essaie d'abord à la danse et au

théâtre avant de se découvrir une voix qu'elle a travaillé sur les scènes rugueuses des bars. Entre chanson et rock, entre fougue et impertinence, elle s'est bâti un univers bien à elle.

**Dubmatique.** - Dans la mouvance du rap francophone, les Québécois de Dubmatique tracent une ligne Montréal-Paris-Dakar. La voix principale est jeune mais parfaitement dans le ton d'un discours bien affûté, sur des tempos souples, de délicieux chœurs soul ou quelques chants africains.

**Basta.** - Leur premier disque est impressionnant : au carrefour de la chanson, de la pop et du rock, picoté de guitares saturées et traversé d'un maelstrom de sons électroniques, sous des paroles parfaitement furieuses. Très "exciting" !

**Nancy Dumais.** - Une petite voix pop et fraîche qui rappellerait bien l'ac-

tuel univers d'Elsa si des soubresauts électriques ne la rendait plus rockeuse et douloureuse, plus vraie quoi... D'autant que sa plume a l'agilité des auteurs pas vraiment en mal d'inspiration.

**Ivon Rioux.** - Jean-Louis Foulquier lui a donné un coup de pouce en l'invitant aux Francofolies de La Rochelle. A 33 ans, Rioux canalise ses bleus à l'âme dans un folk-rock un peu rapeux, aux belles qualités mélodiques, chanté d'une voix éraillée plutôt séduisante.

**Sylvain Cossette.** - Les années 70 reviennent en force, et Sylvain Cossette a ce petit côté Dave ou Mike Brant qui fait frissonner les jeunes filles amoureuses. Elles devraient apprécier ses slows très efficaces.

**Marie-Jo Thério.** - Elle promène avec insolence une belle voix, au délicieux accent, dans ce premier disque aux mille cou-

leurs où elle montre de grandes qualités d'écriture et de composition. Sans jamais oublier son Acadie, l'accordéon et le chiac (mélange français-anglais) en toile de fond. Une des grandes chanteuses de la nouvelle génération.

**Kashtin.** - Comment oublier ce duo amérindien qui avait séduit la France il y a quelques étés ? Kashtin a aujourd'hui grandi, mélangeant leur langue innu au folk nord-américain sans perdre cette légère et séduisante fêlure dans les voix, leur sens de la mélodie, et une immense mélancolie.

**Hart-Rouge.** - Le plus grand groupe vocal du Québec est d'abord une histoire de famille, celle de Suzanne, Michelle et Paul Campagne, trois voix superbes planant sur un folk doux. Voix, guitares, percussions, et beaucoup d'émotion.

Michel TROADEC



## "Liste noire" ... in french\*

Le premier long métrage de Jean-Marc Vallée "Liste noire" appartient à une catégorie très rare dans la production cinématographique québécoise : le cinéma de genre et, plus précisément, le film policier. Réalisé en 1995 et présenté pour la première fois en France au festival du cinéma québécois de Blois de la même année, cette œuvre qui a rencontré un certain succès au Québec, aura mis près de trois ans pour arriver sur nos écrans.

Le personnage pivot de cette sombre histoire de chantage et de manipulation est une prostituée de luxe appelée Gabrielle Angers. Elle organise son arrestation afin de remettre à un juge la liste de ses clients les plus

*Sorti fin avril  
sur les écrans français*

célèbres. Dans un pays où la prostitution est toujours illégale et où le puritanisme sévit encore, ce genre de révélation peut ruiner des carrières politiques ou judiciaires. Aussi, quelques-unes des personnes figurant sur cette liste noire décident d'agir brutalement pour empêcher que leurs noms ne soient communiqués à la presse.

Dans un style plutôt classique, Jean-Marc Vallée réalise un



Geneviève  
Brouillette

agréable film de divertissement dont le suspense fonctionne presque jusqu'au bout. Il a su s'entourer d'excellents comédiens dont le toujours remarquable Michel Côté dans le rôle d'un juge et la jeune et belle Geneviève Brouillette dans la peau très menacée de Gabrielle. A noter que, parmi les acteurs de **Liste noire**, figure également Jean-Louis Roux, futur ex-Gouverneur général du Québec

dont la démission, quelques mois après sa nomination, fit pas mal de bruit.

*Sylvain GAREL*

(\* Donner un titre anglais à un film québécois francophone il fallait oser. Les distributeurs français de LISTE NOIRE n'ont pas hésité et ont rebaptisé le film de Jean-Marc Vallée BLACK LIST !

## L'œil noir du héros blasé

Dans son quatrième album, tout récemment sorti, Luc de Larochellière poursuit son introspection des tares de notre



société, sur des musiques pop-rock.

Il a un peu plus posé sa musique, tempo lent-moyen, ce qui lui permet une voix plus harmonieuse. Le ton reste toujours un peu blanc, un brin blasé, sur la guitare électrique grinçante. Il y a chez Luc de Larochellière, dont le "Cash city" avait réussi un carton au Québec, et connu une belle carrière en France (150 000 exemplaires), une espèce de déprime existentielle. L'auteur-compositeur donne ainsi l'impression de l'exorciser dans toutes ces chansons-rebelles ou titres-constats.

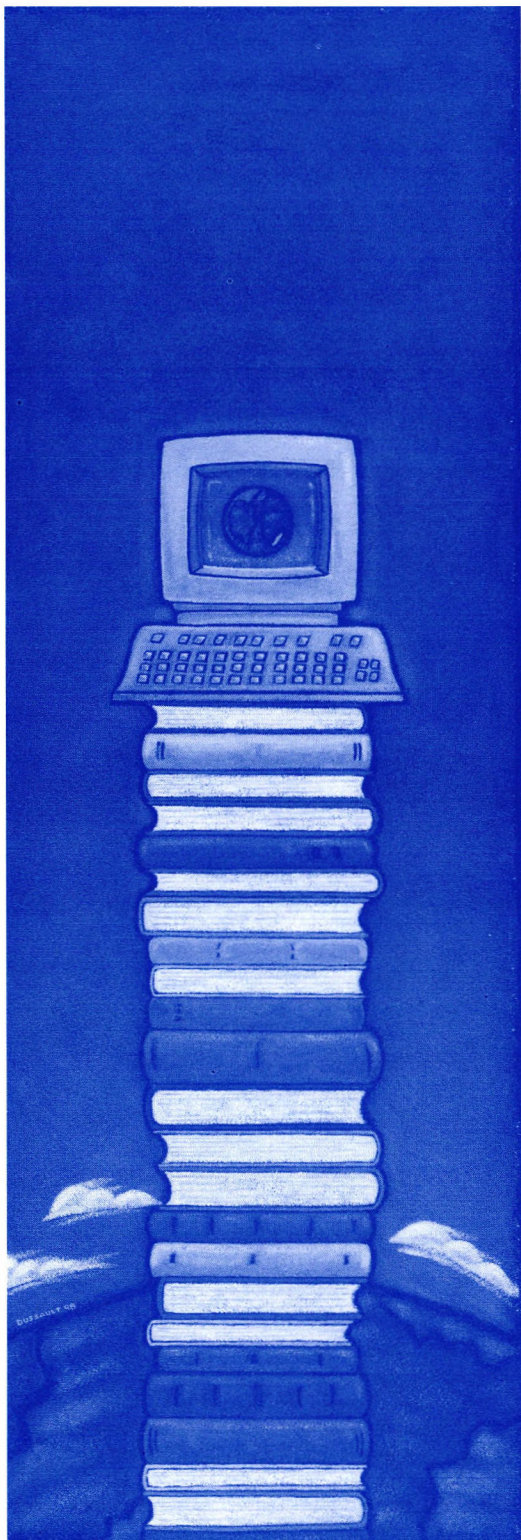
Sur ce nouveau CD, il propose par exemple "Personne ne nous le donnera" où il égrène nos sois-disant rêves nés justement à Cash city... Des grands jardins, des vies comme un beau

roman, un grand festin, des rêves de gloire... A la boîte de vitesse du cynisme, il enclenche directement la quatrième avec "Payez maintenant", fric et conséquences. Il présente, dans la foulée, "Monsieur D.", l'homme riche et enfoiré, et "Les nouveaux héros", dans le même style. "Un peu plus" parle de génération sacrifiée, etc.

Voilà un album obsédant par sa grisaille auquel il manque peut-être, dans sa froideur, une sensibilité qu'il laisse pourtant passer dans "Claudel", le prénom de sa fille, dernière chanson du disque. Une petite perle.

*Michel TROADEC*

"Les nouveaux héros". Trema/Sony.



L'accès en français aux sources du savoir universel est un besoin fondamental pour les Québécois et les Québécoises. C'est la condition de leur épanouissement individuel et collectif en tant que francophones vivant en Amérique du Nord.

Pour élargir et faciliter encore plus cet accès au savoir en français, le Québec vient de se donner deux moyens privilégiés : une Politique de la lecture et du livre et une Politique de l'autoroute de l'information. Chacune, à sa façon, fera en sorte que l'ensemble des citoyens puissent tirer le meilleur profit d'une ère où la lecture, la formation continue et la diffusion des connaissances sont au coeur de la vitalité des sociétés.

En mars 1999, le Québec sera l'hôte d'honneur au Salon du livre de Paris en même temps que fleurira, dans la capitale française, *Le Printemps du Québec*.

Puisse l'écrit sous toutes ses formes, qu'elles soient d'hier, d'aujourd'hui ou de demain, multiplier et resserrer davantage encore les liens entre le Québec et la France !



Jacques ALLARD

professeur titulaire  
à l'université  
du Québec  
à Montréal

directeur  
littéraire  
des Éditions  
Québec-  
Amérique

ancien  
chroniqueur  
de littérature  
québécoise  
au "Devoir"

auteur,  
notamment,  
de "Le  
Roman  
mauve",  
Microlectures  
de la fiction  
récente  
au Québec"  
(Québec-  
Amérique  
1997)

On ne le sait guère en France mais depuis une trentaine d'années la littérature du Québec a atteint la maturité que donnent la qualité et la diversité des œuvres. Une trentaine de romanciers (dont plusieurs immigrants) fait maintenant le poids, à défaut de toujours faire l'événement. Ont aussi une œuvre plusieurs dramaturges et un nombre toujours considérable de poètes. Les écrivains occupent désormais tout leur champ, incluant celui de la jeunesse et des ouvrages spécialisés. La maturité ? Il serait juste de dire : une souveraineté, quel que soit le degré d'indépendance qu'on accorde à cette littérature.

Bâtie sur une patiente conquête de la modernité, de 1900 à 1965, elle s'est ensuite faite postmoderne, se pressant de faire éclater les formes et le sens à peine acquis. Comment cela s'est-il produit ? Quels sont les discours, dites-vous encore, les thèmes et les formes qui font l'époque ? Par quels écrivains peut-on entrer dans ce nouveau domaine des lettres françaises ? Je vous suggérerais de passer par le roman, genre devenu prédominant. La poésie ne s'est-elle pas mise à la narration et le théâtre à l'audio-visuel ?

### Anne Hébert : une œuvre-synthèse

L'œuvre exemplaire porte la signature d'Anne Hébert. Non pas qu'elle ait beaucoup publié. Pas dix-huit ou vingt romans depuis 1968, comme chez Victor-Lévy Beaulieu, le plus prolifique du genre, mais battu, sur ce plan quantitatif, par le poète Claude Beausoleil (une quarantaine de titres). Anne Hébert vient d'un autre temps : seulement sept romans ! Mais son œuvre ciselée rassemble beaucoup de traits fondamentaux de l'écriture actuelle. Elle est justement passée de la poésie au roman, comme tant d'autres, en lui apportant une langue de passion, aussi rigoureuse que remuante. Allez voir. Une neige tragique crisse dans *Kamouraska* (1970) qui vaut bien celle du Docteur Jivago. La mer terrible des vieux contes bat à mort les *Fous de Bassan* (1982). Et puis toutes ces histoires murmurées aiment frôler l'Histoire, comme la narration du Québec depuis 1980. L'œuvre hébertienne accuse encore sa postmodernité quand elle ébranle l'autorité narrative, rendant suspecte, voilée ou venteuse, la voix qui narre.

Elle s'adonne en effet, - c'est typique du discours récent - plus au réalisme intime et fantastique qu'au réalisme canonique. Avec un vieux fonds canadien, comme une tache originelle qui souvent suinte à la surface du texte. Anne Hébert ou la synthèse du Québec. La jeunesse des formes sur les remous de l'âme canado-québécoise. Aimée et reconnue comme la plus grande contemporaine, elle est parmi les plus imités ou cités.

### Des inventeurs de formes

L'autre qui, avec feu Gaston Miron et Michel Tremblay, domine le texte québécois, inspirant cette fois davantage les théoriciens, se nomme Hubert Aquin. Faux "nouveau romancier", - il rêvait d'égaliser Joyce et de dépasser Nabokov plutôt que Robbe-Grillet -, il continue de fasciner,

comme l'ont fait auparavant, et autrement, les poètes Nelligan et Saint-Denys Garneau. Aquin reste très présent, autant par ses essais (dont la toujours actuelle *Fatigue culturelle du Canada français* - de 1962) que par son terrorisme romanesque. Voyez la confession cryptée de *Prochain épisode* (1965) ; l'anamorphose nommée *Trou de mémoire* (1968) ou encore sa *Neige noire* (1974), superbe simulacre cinématographique et dernier roman paru avant son suicide, en 1977. C'est l'écrivain tragique de l'époque, le plus savant et le plus critique. L'ami de Roland Barthes, l'artiste du non lisible.

S'impose ensuite à l'esprit Gérard Bessette, beaucoup moins cité : s'est-il trop moqué du milieu (avec *Le Semestre*, 1979) ? Celui dont l'œuvre paraît close depuis *Les Dires d'Omer Marin* (1985) illustre aussi cette facette. Difficiles à pénétrer, ses *Anthropoïdes* (1977) restent inégalés dans le récit des origines, celle des hommes mais surtout celles des langages parlé et narratif. Toutes ses œuvres sont d'ailleurs une expérimentation des formes traditionnelles et récentes : réalisme et unanimité ; "nouveau roman" à la Claude Simon et postmodernisme.

Du côté de ces prospecteurs, il faut donner sa place à Nicole Brossard, théoricienne du texte et du féminisme, venue de la rigueur poétique jusqu'à ce récent *Baroque d'aube* où elle questionne l'art, la représentation, la mise en fiction du réel d'une façon qui aurait plu à ses aînés. D'autres parutions, récentes ou d'auteurs plus jeunes seraient ici à mentionner : de Monique Proulx (*Homme invisible à la fenêtre*), Anne-Élaine Cliche (*La Sainte famille*) et Lise Bissonnette (*Choses crues*). Ce sont des exemples du roman "mauve", ce roman artiste qui se raconte jusque dans sa structure. Voyez aussi le récent *Soifs* (1995) de Marie-Claire Blais. Sans être aussi sophistiqué, mais c'est parfois assez subtil, on avait déjà, entre bien d'autres, *les Grandes marées* (1978) de l'écrivain minimaliste Jacques Poulin. Jamais auparavant le roman québécois n'a autant pensé et dit l'esthétique.

En ce thème de l'écriture se jumelait parfois au thème social bien avant 1968. Mais c'est, depuis, avec un humour plus affiché. *D'Amour, P.Q.* (Jacques Godbout, 1972) l'illustre qui saisit l'ambiance "peace and love" vécue à Montréal, après mai 1968 et octobre 1970. Plus que chez Réjean Ducharme (*L'Hiver de force*, 1973). C'est dans l'histoire de Thomas D'Amour que la québécoité d'alors s'est le mieux écrite et parlée. De fait, souvent tenue à distance par la critique dominante, l'œuvre godboutienne constitue un excellent corpus pour traverser toute l'époque sociale récente. Godbout sait voir et entendre pour ensuite styliser en souriant. Cela commence avec *Salut Galarneau !* (1968) et se boucle avec le *Temps des Galarneau* (1993), allant de la crise intime à la fuite dans les espaces inter-sidéraux !

Serait-ce la trajectoire par excellence du Québécois imaginaire ? Qui a des doutes ferait bien de se souvenir du *Libraire* (Bessette, 1960) et d'aller ensuite lire François Barcelo dont l'œuvre attrape bien encore le branleur éternel de nos provinces, un dénommé Benjamin Tardif qui se promène, la culotte baissée, aux États-Unis (*Nulle part au Texas*, 1989 ; et autres titres). La satire sociale se faisait bien

# ttérature souveraine

sieurs sont aussi des écrivains au sens fort du terme : Noël Audet, Yves Beauchemin, Michel Tremblay et Louis Caron dont les œuvres plus universellement acceptées, développent, en face des plus nombreux récits mauves, de vrais romans d'action.

Ainsi va le Québec littéraire, vu à travers le roman. Outre celui de l'écriture même, les thèmes majeurs sont : la femme émancipée ou accusatrice, l'artiste et le pionnier, l'Amérindien et autres migrants (récents mais aussi natifs...). Et plus récemment celui des familles reconstituées par l'amitié. Quant à celui de la ville, Montréal demeure mais bien d'autres, modestes, se pointent avec les régions : gaspésienne, abitibienne, saguenayenne... On le voit bien chez les plus jeunes comme Louis Hamelin, fidèle à sa Mauricie avec *Cowboy* (1992).

Il y a aussi l'Amérique, l'espace du mythe, qui revient comme dans le magnifique *Frontières, ou Tableaux d'Amérique* (N. Audet, 1995). En fait, c'est au monde entier que cette souveraine voudrait parler. A commencer par la France et la francophonie. Il y a là encore beaucoup à faire. Mais cela, c'est une autre affaire. Un autre chapitre du roman franco-québécois.

Jacques ALLARD

Photo Pascal Quittemelle



Le salon du livre de Montréal.

sûr dès le *Ciel de Québec* (1968) de Jacques Ferron ou *La guerre, yes sir !* de Roch Carrier, et l'on s'amuse avec *Gisèle et le serpent* (Jacques Benoit, 1981) et bien d'autres personnages, plus proches, de Noël Audet, Antonine Maillet ou Dany Laferrière d'origine haïtienne.

## Les voix migrantes

Avec ce dernier auteur, celui de *Comment faire l'amour à un nègre sans se fatiguer* (1985), glissons de ce côté des écrivains néo-québécois dont le regard donne généralement des tableaux plus durs ou sérieux : brésilien avec Sergio Kokis ; polonais avec Alice Parizeau ; égyptien avec Mona Latif-Ghattas ; chinois avec Ying Chen. Entre autres. Les aînés, plus prolifiques, comme Naïm Kattan (venu d'Irak et de France) et Jacques Folch-Ribas (d'Espagne et de France) ont une œuvre plus riche et vont évidemment plus loin dans la représentation du pays d'accueil. Dans le débat identitaire qui a cours, les voix migrantes ont une assez grande audience.

D'autres, plutôt "pure laine" (indigènes), rayonnent dans le grand public avec des romans dits populaires, proposant, comme ailleurs, des sagas familiales ou aventurières. Souvent diffusées à la télévision ou adaptées au cinéma. A côté d'Arlette Cousture (championne de l'audience), plu-

## repères

En 1996, le magazine québécois *l'Actualité* avait demandé à vingt personnalités du monde littéraire québécois quel était, à leurs yeux, le livre québécois qui résume le mieux le Québec. Voici la liste des vingt choix émis :

**Les Anciens Canadiens**, Philippe

Aubert de Gaspé

**Mémoire**, Jacques Brault

**La Guerre, yes sir**, Roch Carrier

**Les Perdants magnifiques**, Leonard Cohen

**Les Filles de Caleb**, Arlette Cousture

**L'hiver de force**, Réjean Ducharme

**L'Amélanquier**, Jacques Ferron

**Le Ciel de Québec**, Jacques Ferron

**Le Saint-Élias**, Jacques Ferron

**L'œuvre de Saint-Denys Garneau**

**L'Écrivain de province**, Jacques Godbout

**Les Têtes à Papineau**, Jacques Godbout

**Salut Galarneau !**, Jacques Godbout

**Maria Chapdelaine**, Louis Hémon

**Ode au Saint-Laurent**, Gatién Lapointe

**L'Homme Rapailé**, Gatien Miron

**Les Aurores montréalaises**, Monique Proulx

**Bonheur d'occasion**, Gabrielle Roix

**La Dalle-des-Morts**, Félix-Antoine Savard

**Albertine en cinq temps**, Michel Tremblay



Danielle TREMBLAY

enseigne la musique et fut chargée d'un cours sur la chanson québécoise à l'université du Québec à Trois-Rivières

coordinatrice depuis 1995 avec Yves Laneville du site inforoute "La chanson du Québec et ses cousines" [www.mlink.net/~49e/chanson/chanson](http://www.mlink.net/~49e/chanson/chanson)

création musicale au sein du Trio vocal Jennifer Allen

a participé de 1988 à 1994 à des recherches sur la chanson québécoise auprès de Robert Giroux à l'université de Sherbrooke

Se rappelle-t-on des conditions qui ont vu naître la chanson québécoise contemporaine ? Dès la fin des années 50, le Québec s'agit d'une effervescence culturelle qui fait partie de ce qu'on appellera la "Révolution Tranquille". Différentes stratégies de promotion d'une culture spécifique, de plus en plus francophone, laïque et libérale, se créent autour des médias électroniques. Le traitement des valeurs et des objets de notre culture québécoise en sera profondément changé.

Une génération d'artistes, "élevés" dans les cabarets, apparaît à la télévision : par exemple les fantaisistes Les Jérolas (Jean Lapointe et Jérôme Lemay) et la première idole pour adolescentes "fabriquée maison": Michel Louvain. Les auteurs-compositeurs-interprètes plus lettrés, les futurs "chansonniers", réussissent à se donner un territoire visible. Les publications en feuilles des artistes gagnent du terrain grâce à la maison d'éditions Archambault (qui deviendra distributeur de disques) et grâce à ses ententes avec divers éditeurs et producteurs français. Le mouvement "chansonnier", rappelons-le, a trouvé sa consécration dans l'extraordinaire présence parisienne de Félix Leclerc en 1951 aux Trois Baudets. Rare symbole du "Canadien" qui réussit sans se compromettre. Il a ouvert définitivement la voie à bien d'autres.

### Les boîtes à chanson

Toutes ces énergies mènent à la création des premières boîtes à chanson, dont la plus célèbre demeure "chez Bozo", fondée en 1959. Durant ces années, Aglaé (Josette France), Monique Leyrac, Clémence Desrochers, Les Jérolas, Jean-Pierre Ferland, Pauline Julien, Georges Dor, Claude Gauthier, Gilles Vigneault, le très productif Raymond Lévesque, contribuent à la vitalité d'une chanson influencée autant par la variété française ou américaine que par les folklores de chez nous, dans des fusions de plus en plus originales. Les années 60 sont le théâtre d'une joyeuse guerre entre les "chansonniers", tenants d'une variété centrée sur le texte, et les compositeurs populaires, tenants d'une variété musicale sans prétention. Les adaptations de chansons françaises au Québec sont rapidement rattrapées par les versions de chansons américaines et anglo-saxonnes qui, avec le phénomène historique du rock, vont donner le ton à toute la culture populaire occidentale pour les générations à venir.

Chanson poétique et chanson américaine traduite du yéyé vont trouver une espèce de terrain d'entente vers la fin de la décennie à la faveur d'un grand "entrepreneurship" politique et culturel qui culmine dans l'Exposition universelle de 67. Le rôle de l'État s'accroît aussi considérablement dans les affaires culturelles, encourageant une kyrielle de producteurs, de publications et de représentations à l'étranger. Les différentes chansons populaires se recouvrent toutes d'un certain vernis "respectable", dans le remodelage général des valeurs par le nationalisme et l'utopie politique.

On ne compte plus les voyages des Jean-Pierre Ferland et Claude Léveillée. Ils ne sont pas les seuls à partager l'essor du spectacle québécois. Pêle-mêle, il y a Gilles Vigneault, grand conteur de Natashquan, les premiers monologues de Clémence, des groupes comme Les Slinners, influencés par



Chapeau, Messieurs !

le jeune rock américain mais proches de nos aspirations libertaires, les réminiscences folkloriques des Feux-Follets ; la réunion du commerce des variétés et de la distinction nationale avec Ginette Reno et, enfin, l'expérience décisive du bouillon de culture musicale de "l'Osstidcho" avec Robert Charlebois, Mouffe, Louise Forestier et Yvon Deschamps.

Cette recherche, confuse mais riche, d'une identité franco-américaine nous amène vers les années 70, porteuses d'espoir et de contradictions. Les appareils sociaux et culturels mis en place par l'État ont provoqué de nouvelles exigences et de nouvelles revendications de la part des artistes et des agents culturels qui les supportent et en tirent profit. Les artistes sont tentés par la prospérité, mais aussi par le syndicalisme et les différentes luttes sociales et nationales. Les fêtes populaires nationales (la Saint-Jean-Baptiste) et internationales (la super-Franco-Fête de 1974), les manifestations des travailleurs, des étudiants, des femmes des différentes communautés culturelles, ainsi que les rassemblements sur la question de la langue et de la souveraineté politique sont autant d'occasions de visibilité pour les créateurs de chansons. De plus, la structuration progressive de l'industrie de la musique et des arts du spectacle trouve un peu son point culminant dans l'organisation de la Chant'Août à l'été 75. Les artistes, aiguillonnés par ces initiatives, se penchent sérieusement sur la prise en charge de leurs droits d'expression à partir de 1975-1976.

### Jazz et Joual

Trois grands pôles se dessinent : le mouvement folk-traditionnel, l'underground et le pop. Plusieurs artistes appartiennent à plus d'un courant, et même, ont vogué d'un courant à l'autre selon leurs valeurs et leurs besoins respectifs. Robert

Charlebois a choisi une performance verbale et musicale formée des énergies des idiomes musicaux américains (rock-blues-jazz) et d'une langue parlée "joual" manipulée par les écrivains à des fins poétiques. Parmi les synthèses très réussies : le "folk

urbain" du groupe Beau Dommage, le "folk libertaire" de Richard et Marie-Claire Séguin, la chansonnette iconoclaste de Plume Latraverse et les "variétés pop francophones" de Luc Plamondon, associé au Français Michel Berger pour la saga "Starmania" qui a fait reconnaître un grand nombre d'artistes, dont Fabienne Thibeault.

Du côté du folk plus accroché aux traditions, le mouvement "trad" va du duo Breton-Cyr à la progressiste Bottine Souriante, en passant par le folk "électrifié" de Garolou. Ces groupes véhiculent un nationalisme juvénile plein de clins d'œil attendris aux vertus des pionnières.

# ité franco-américaine

La tendance à l'américanité est marquée par le groupe Offenbach, qui intègre une poésie "joui" ou plus française aux accents du gospel et du rythm'n'blues ; par Pierre Flynn et le groupe Octobre qui mêlent davantage encore le jazz et le rock à un style de chanson lyrique ; par Lucien Francoeur, qui rejoint le mouvement poétique "underground" dans ses collages de textes qu'il récite à l'intérieur d'une musique rock déchaînée, presque improvisée.

Du côté des interprètes, l'inspiration et l'adaptation québécoise de la culture américaine ont trouvé une représentante admirable en Diane Dufresne, qui réussit à créer des personnages féminins parmi les plus vigoureux et les plus vulnérables de la réalité québécoise et nord-américaine, sans aucune nostalgie du terroir. Une autre tentative d'appropriation française du pop nous vient de l'auteure-compositeure Diane Tell, qui a fait sa marque au Québec - et en France au début des années 80 - en faisant couler ses textes et sa voix sur des rythmes latins et afro-cubains.

Les représentants plus "purs" de l'underground s'adonnent à d'autres recherches musicales. Des gens comme Raoul Duguay et le groupe Conventum s'inspirent aussi bien des musiques traditionnelles d'ici et d'ailleurs que du "free jazz" et des structures de la musique "sérieuse" contemporaine.

## L'Industrie culturelle québécoise

Les années 80 sont bouleversées par des récessions économiques successives, un chômage grandissant et de nombreux défis, sans parler du méli-mélo politico-constitutionnel entre le Québec et le Canada. Chaque industrie culturelle doit faire la preuve de la "santé" de ses investissements sous peine de se voir refuser les meilleurs crédits. Au début de la décennie 80, l'industrie du disque et du spectacle est extrêmement conservatrice. Les Québécois, pour un temps, perdent confiance en leur force économique et en la viabilité commerciale de leurs aspirations culturelles. La télévision, dans sa course aux cotes d'écoute, doit compter avec les canaux spécialisés via le câble. À partir de 1984 environ, les Québécois ont droit à un bain musical anglo-saxon d'abord, puis de plus en plus diversifié, avec les nouvelles chaînes de télé payante qui exploitent au maximum la vidéo.

Cette "indigestion d'images" prépare le terrain pour un retour en force de notre identité culturelle, qui cherche à s'adapter cette fois aux exigences du virage technologique et médiatique. L'espoir des industries culturelles québécoises réside dans de "petites et moyennes" entreprises fondées à la fin des années 70, rompues dans les années 80 à de nouvelles techniques d'auto-gestion et à un marché plus compétitif. Exemple : la compagnie polyvalente Spectra/Spectel, qui s'est investie dans l'organisation des festivals de jazz de Montréal et de plusieurs événements sur la scène du Spectrum. Elle s'adjoindra les volets de production de disques et de vidéos pour devenir la compagnie Audiogram.

L'évolution de la chanson francophone du Québec est orientée maintenant par ces compagnies écloses dans les années 80, qui développent des alliances autonomes avec les équipes de production et de gérance des artistes, les médias et les distributeurs de disques et de spectacles outremer. Les retours fulgurants de Michel Rivard ("*Un trou dans les nuages*"), de Richard Séguin ("*Double vie*" et "*Journée d'Amérique*"), de Daniel Lavoie ("*Tension attention*"), de

Louise Forestier ("*La Passion selon Louise*"), sont le fait d'un mûrissement et d'un ajustement aux conditions actuelles. De nouvelles figures s'épanouissent aussi : Luc de Laroche, Laurence Jalbert, Jean Leloup, Marie Philippe, Marie-Denise Pelletier, Joe Bocan, Sylvie Tremblay, etc. Les Francofolies de La Rochelle et de Montréal ont fait connaître également Richard Desjardins, Dan Bigras, Daniel Bélanger, Jean Leloup etc... Toutefois l'instabilité du marché du disque ne favorise pas tous les nouveaux venus, qui se font souvent les dents comme producteurs indépendants de disques et de spectacles : comme French B, groupe fétiche de l'underground musical des années 90. La musique underground québécoise a changé en débordant vers les jeunes vagues techno-industrielles, rap, multi-ethniques : un éclairage plus violent en somme du "village global" en musique. Des réseaux parallèles de diffusion et de concours sont en voie d'organisation.

## repères

**1968** - L'"*Osstidcho King Size*", provoque le milieu musical québécois avec Robert Charlebois, Louise Forestier, Mouffe et Yvon Deschamps.

**1974** - Gilles Vigneault, Félix Leclerc et Robert Charlebois triomphent ensemble sur la scène de la Super-Franco-Fête à Québec.

**1977** - Lancement du disque de la compagnie musicale "*Starmania*" (Luc Plamondon-Michel Berger) avec sa première distribution québécoise et française dont Fabienne Thibault, Daniel Balavoine, France Gall, Claude Dubois et Nanette Workman.

**1980** - Plume Latraverse gagne le Grand Prix international de la jeune chanson en France pour l'ensemble de sa production.

**1988** - Michel Rivard gagne le Grand Prix de l'Académie Charles-Cros pour son disque "*Un trou dans les nuages*" et chante au méga-spectacle "*Human Rights now*" pour Amnistie Internationale au stade Olympique de Montréal.

**1990** - Roch Voisine est élu pour la meilleure chanson francophone de l'année ("*Hélène*") au concours "*Notre chanson*" de la Communauté radiophonique des programmes de langue française.

**1995** - Le disque "*Deux*" de Céline Dion, écrit, composé et réalisé par Jean-Jacques Goldmann, remporte un succès phénoménal.

**1996** - Lynda Lemay est lauréate de deux prix au 13<sup>e</sup> Tremplin du Chorus des Hauts-de-Seine et présente son spectacle "*y*" pendant 5 jours au sentier des Halles à Paris.

**1998** - Lara Fabian est sacrée par le public français Révélation de l'année.



Robert Charlebois

D'autres médiums, notamment le disque compact et ses applications CD-ROM, et le réseau internet, influencent producteurs, distributeurs et artistes en modifiant insensiblement la forme de diffusion de la musique et, partant, le matériel musical lui-même.

Dans la dernière décennie parmi les meilleurs vendeurs dans la francophonie, produits de cette nouvelle effervescence, on compte trois exemples très différents : le chanteur et auteur-compositeur Roch Voisine, d'origine acadienne ; la diva pop Céline Dion de par sa collaboration avec le Français Jean-Jacques Goldman ; l'auteure-compositeure-interprète Lynda Lemay, qui connaît le succès en France, presque un demi-siècle après Félix Leclerc.

Danielle TREMBLAY



Sylvain GAREL

enseigne  
le cinéma  
québécois  
à l'université  
Paris 7,  
Jussieu

préside  
l'association  
"Les Amis  
du cinéma  
québécois"

membre  
de  
Paris-Québec

Le cinéma québécois est véritablement né avec la Révolution tranquille, au début des années 60. La première tentative d'implantation d'une production cinématographique remonte toutefois au milieu des années 40. Malgré quelques succès (*La Petite Aurore*, *l'enfant martyr* pour n'en citer qu'un) et le catholicisme rigide et conservateur de ses initiateurs en phase avec l'idéologie de l'époque Duplessis, la greffe n'a pas pris.

Il faut attendre l'implantation de l'Office National du Film (ONF) à Montréal en 1956 et l'émergence d'une équipe française dans cet organisme fédéral jusqu'à alors largement dominé par des anglophones, pour qu'apparaisse une création cinématographique originale. Cette période, riche et intense, marque les premiers pas de nombreux grands cinéastes québécois : Pierre Perrault, Michel Brault, Gilles Carle, Denys Arcand, Arthur Lamothe, Jean-Claude Labrecque les regrettés Claude Jutra et Gilles Groulx... Petit à petit, au cours des années 60 et au début des années 70, la plupart d'entre eux quittent l'ONF, pour bâtir les fondations d'une production québécoise autonome.

Fort justement, Yves Lever, dans son imposant et important ouvrage intitulé *Le Cinéma de la Révolution tranquille* (1), date la fin de cette première période en 1969. Et plus précisément avec la sortie de *Valérie* de Denis Héroux, le premier film érotique fabriqué au Québec. Le cinéma québé-

cois a fait sa révolution tranquille. Mais il est rapidement rattrapé par l'Histoire.

Les tragiques événements d'Octobre 70 (2) marquent profondément les Québécois et tout particulièrement la communauté cinématographique. Alors qu'il n'existe aucun long métrage de fiction québécois (ni canadien d'ailleurs) sur des épisodes aussi importants de l'histoire des francophones d'Amérique du Nord que la déportation des Acadiens (1755), la bataille des plaines d'Abraham (1759) ou les émeutes contre la conscription (1918) et, à ce jour (3), un seul sur la Révolte des Patriotes (1837-38), les événements de l'automne 1970 inspirent plus ou moins directement plusieurs œuvres

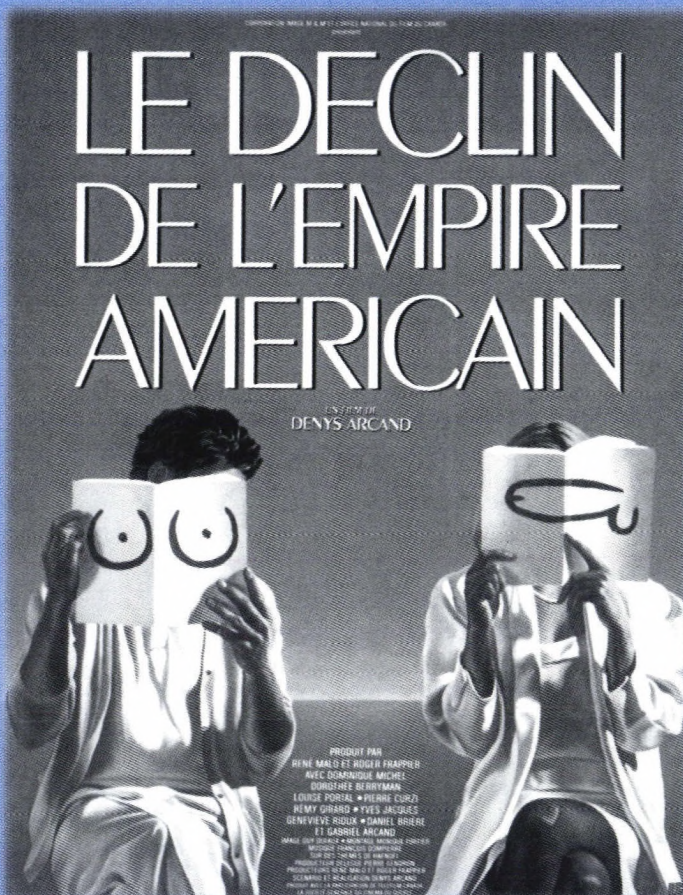
importantes : de *Bingo* de Jean-Claude Lord (1974) à *Octobre* de Pierre Falardeau (1994) en passant par *Les Années de rêve* de Jean-Claude Labrecque (1984) ou *Les Ordres* de Michel Brault (1974). La violence politique de FLQ met à mal la réputation de tolérance de l'ONF où travaillent encore plusieurs cinéastes québécois de premier ordre. Comme l'expose fort bien Caroline Zéau dans un récent mémoire (4), plusieurs films sont totalement (*Cap d'espoir* de Jacques Leduc, *On est au coton* de Denys Arcand, *24 heures ou plus* de Gilles Groulx...) ou partiellement censurés par l'Office. Pire, pendant les rafles d'Octobre 70, l'armée canadienne saisit et fait disparaître les rushes de *Sombreros inutiles*, une fiction que Pierre Harel avait tournée quelques mois plus tôt. Dans ces conditions, on comprend qu'au Québec, comme dans de nombreux pays occidentaux, le cinéma soit fortement engagé au début des années 70.

*"Une véritable nouvelle génération de grands cinéastes se fait attendre".*

## A la conquête du monde

Un de ces films contestataires, *Les Ordres* de Michel Brault, remporte le Prix de la mise en scène au Festival de Cannes 1975. Cette même année, après de nombreuses démarches et de multiples actions de protestation, les artisans du cinéma obtiennent la création d'un Institut Québécois du Cinéma (IQC). La création de cet organisme arrive au milieu d'une décennie où cette cinématographie connaît un réel succès à l'exportation. (*Les Mâles*, *La Vraie nature de Bernadette*, *La Mort d'un bûcheron* qui révèle Carole Laure...). Ces œuvres ont pour point commun de militer en faveur d'une révolution sexuelle tournant résolument le dos aux principes moraux de l'Église catholique.

D'autres films traversent l'Atlantique à cette époque. Ils sont signés Denys Arcand, Jean-Pierre Lefebvre, Jean Beaudin, Francis Manciewicz ou du jeune André Forcier qui réalise *L'Eau chaude*, *l'eau frette* en 1976, l'année où



L'affiche du film québécois le plus vu en France.

# Québec sort de l'ombre

le Parti québécois arrive au pouvoir à Québec. C'est ce premier gouvernement indépendantiste, largement soutenu par les cinéastes, qui développe les activités de l'IQC. Mais, l'euphorie sera de courte durée.

Des difficultés économiques, l'échec du premier référendum sur l'indépendance (5), une certaine sclérose créative sont les principales raisons avancées pour expliquer les difficultés rencontrées à l'intérieur comme à l'extérieur par le cinéma québécois au début des années 80. Cette crise n'empêche toutefois pas l'émergence d'une nouvelle génération de cinéastes plus hétérogène et plus féminine que la précédente (Léa Pool, Micheline Lanctôt, Tahani Rached, Frédéric Back, Paul Tana, Jean Beaudry, François Bouvier, Yves Simoneau, Jean-Claude Lauzon, André Melançon...).

## Deux difficultés majeures

Le succès international du *Déclin de l'empire américain* (1986) suivi de celui de *Jésus de Montréal* (1989), deux films de Denys Arcand, relancent le cinéma québécois à la fin des années 80. Ils font même miroiter à certains la possibilité pourtant très hypothétique, de mettre sur pied une production commercialement rentable et capable de s'exporter dans le monde entier. Les nombreux échecs financiers de la présente décennie ont largement remis en question cette théorie qui a fait plus de mal que de bien au cinéma québécois. Cette cinématographie, largement francophone (6), est toujours très dynamique. Malgré d'importantes difficultés économiques, le Québec continue de produire environ une centaine de courts métrages chaque année. Plusieurs manifestations ponctuelles ou récurrentes lui sont en partie ou en totalité dédiées au Québec et à l'étranger.

Mais, elle fait face à deux difficultés majeures. Tout d'abord, la génération des bâtisseurs (Pierre Perrault, Michel Brault, Gilles Carle, Denys Arcand, Jean-Claude Labrecque, Arthur Lamothe...), toujours active, arrive en fin de carrière. Une relève est nécessaire. Tout le petit monde du cinéma québécois en parle depuis plusieurs années. Quelques jeunes talents apparaissent. Mais une véritable nouvelle génération de grands cinéastes se fait attendre. La tragique et prématurée disparition du prometteur Jean-Claude Lauzon (*Un zoo la nuit*, *Léolo*), l'été dernier, augmente encore l'urgence de découvrir de nouveaux réalisateurs capables de reprendre le flambeau du cinéma québécois au début du prochain millénaire. D'autre part,

dans un contexte international marqué par une inflation délirante des coûts de production (7), les artisans du cinéma québécois ont bien du mal à trouver des moyens à la hauteur de leurs ambitions. Toujours, largement financé par des organismes fédéraux (Téléfilm Canada) ou provinciaux (SODEC Québec), le cinéma québécois a été, comme d'autres secteurs, frappé de plein fouet par les coupures budgétaires décidées depuis plusieurs années par les différents paliers de gouvernement.

## repères

### TRENTE ANS, DIX FILMS \*, DIX CINÉASTES

1971 <b>Mon oncle Antoine</b> de Claude Jutra.	1986 <b>Anne Trister</b> de Léa Pool.
1972 <b>La vraie nature de Bernadette</b> de Gilles Carle.	1986 <b>Le déclin de l'empire américain</b> de Denys Arcand.
1974 <b>Les Ordres</b> de Michel Brault.	1992 <b>Léolo</b> de Jean-Claude Lauzon.
1975 <b>Les Vautours</b> de Jean-Claude Labrecque.	1994 <b>Octobre</b> de Pierre Falardeau.
1976 <b>L'Eau chaude l'eau froide</b> d'André Forcier.	
1980 <b>Les Bons débarras</b> de Francis Manckiewicz.	

\* Uniquement des longs métrages de fiction québécois sortis en France.

Pour mettre fin à cette dangereuse situation qui pourrait, à terme, totalement asphixier le cinéma québécois, la meilleure solution consisterait, sans doute à taxer tous les billets de cinéma pour alimenter un fond qui subventionnerait la production locale. Réalisateurs, producteurs, techniciens acteurs sont largement d'accord avec cette mesure étudiée depuis longtemps par le Ministère de la Culture du Québec et qui est en œuvre en France et dans d'autres pays européens. Il reste à l'imposer à la puissante Motion Picture of America, le très influent groupe de pression des studios d'Hollywood. Ce sera tout sauf facile...

Sylvain GAREL

(1) Yves Lever : Le Cinéma de la Révolution tranquille, de Panoramique à Valérie (1991) Publié par l'auteur.

(2) En octobre 1970 le Front de Libération du Québec (FLQ) enlève deux personnalités politiques. Le Gouvernement canadien décrète l'état "d'insurrection appréhendée". Près de 500 personnes sont arrêtées et mises en détention arbitrairement. Un des deux otages est assassiné par le FLQ.

(3) Deux films sont en préparation sur ce sujet. Michel Brault vient de terminer le tournage d'un long métrage sur la Révolte des Patriotes et Pierre Falardeau mène un difficile mais vigoureux combat pour obtenir de Téléfilm Canada les moyens de tourner son *15 février 1839* (lire précédent numéro de France-Québec).

(4) Caroline Zéau : Détournements et projets de censure : Les conditions d'évolution de l'équipe française de l'ONF de 1958 à 1971 (1997) Université Paris 8, Vincennes à Saint-Denis.

(5) En mai 1980, seuls 40% des votants se prononcent en faveur de la souveraineté du Québec.

(6) Il existe aussi une production québécoise anglophone. Elle est l'œuvre d'anglo-québécois ou, de plus en plus souvent, de francophones ayant décidé - comme certains réalisateurs français - de tourner en anglais pour tenter de s'exporter plus facilement.

(7) Les coûts de production et de promotion de Titanic avoisinent les 300 millions de dollars US (environ 1,8 milliards de francs !).

## En revue

### Montréal peu dispendieuse

La vie à Montréal est plutôt moins "dispendieuse" que dans nombre de grandes villes au monde. La métropole québécoise n'est qu'au 138<sup>e</sup> rang des villes les plus chères selon une étude du Corporate Resources Group. Londres est 14<sup>e</sup>, Paris 29<sup>e</sup>, New York 38<sup>e</sup> tandis que Tokyo, Hong-Kong et Moscou forment le tiercé de tête.

### Nouveau classement des hôtels

Le ministre David Cliche a lancé en février un nouveau programme de classifications des hôtels québécois. "Un virage qualité" qui se traduira jusqu'à l'automne par un état des lieux de 1900 hôtels et leur classement de 5 étoiles à aucune étoile.

### Nettement moins de festivals

Depuis trois ans, le nombre de fêtes et festivals a diminué du tiers au Québec. Les 325 promoteurs de festivals et d'attractions touristiques, réunis début mars, entendent privilégier les événements bien ancrés.

### Ceinture bouclée sur Air Canada

Depuis le 16 avril, les passagers d'Air Canada doivent garder leur ceinture de sécurité attachée tout le temps où ils sont assis dans leur siège. Ce qui était une recommandation est désormais une obligation pour éviter les accidents corporels lors des turbulences subites. Air Canada devient la première compagnie à imposer cette règle qui pourrait être adoptée par d'autres cet été.

### Le funiculaire de Québec remarque

Le funiculaire entre la rue du Petit Champlain et la ter- rasse Dufferin à Québec fonctionne à nouveau depuis le 30 avril. De 7 h. 30 à 23 h. 30. Le 12 octobre 1996, la chute de ce funiculaire avait fait deux morts et quatorze blessés.

### Les bélugas seraient en hausse

Suite au dernier inventaire par photos aériennes, les chercheurs des Pêches et Océans pensent que la population des bélugas du Saint-Laurent est à la hausse. Selon un indice appelé "d'abondance", qui n'est pas un recensement, on en dénombrerait 705 exemplaires blancs contre 525 en 1992.

### Cinq routes dangereuses

Le numéro de mars de "Sélection du Reader's Digest" a établi une liste des cinq routes les plus dangereuses du Québec (en nombre d'accidents et de décès) :

- l'autoroute 20 à l'intersection de Woodland dans l'ouest de Montréal.
- l'autoroute 55 entre Sherbrooke et Drummondville.
- la route 138 dans Charlevoix et sur la Côte Nord.
- la route 175 qui traverse la réserve faunique des Laurentides.
- le Boulevard Sainte-Anne entre Boischatel et Beauport, près de Québec.



Photos J.D. Schnell

## Regard

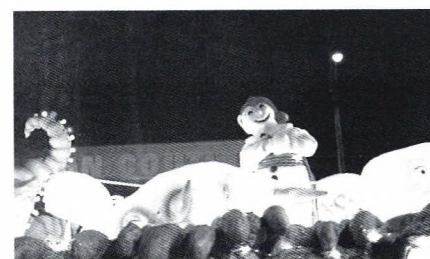
### Le Carnaval de Québec

La sculpture réalisée par l'équipe de France.

**Les sculptures sur glace.** On en trouve devant de nombreux commerces de la vieille ville. Parallèlement se déroule un concours avec un volet canadien et un volet international. 19 pays étaient représentés cette année. Sélectionnée sur projets, chaque équipe, composée de trois sculpteurs, a cinq jours pour réaliser une œuvre éphémère à l'aide de 60 mètres cube de neige et uniquement des moyens manuels comme pelles, scies... La France représentée par une équipe de Châlons-en-Champagne a remporté le cristal d'excellence du carnaval de Québec, l'équivalent de la troisième place. La plus grande sculpture de toute la compétition avec une œuvre mesurant cinq mètres de haut et ayant pour thème un missile supporté par une femme figurant la mort. L'équipe champenoise était composée de Juan-Carlos Camillo, sculpteur professionnel aidé de Gérard Bresson, dentiste et de Brigitte Milonas, bibliothécaire. En 1997, la France se classe seconde et en 1996 première.

**En 1999, la 45<sup>ème</sup> édition.** L'an prochain, le carnaval de Québec s'annonce exceptionnel pour sa 45<sup>ème</sup> édition du 29 janvier au 14 février 1999. D'ici là vous pourrez découvrir tous les aspects du plus grand carnaval d'hiver au monde sur internet : [www.carnaval.qc.ca](http://www.carnaval.qc.ca)

Jean-Daniel SCHELL



### Les voûtes chez Ti'Père

Les voûtes chez Ti'Père sont une institution du Carnaval de Québec. Depuis 1957, Ti'Père alias Lionel Faucher était l'un des animateurs du programme non officiel du carnaval. Prometteur de l'authentique caribou (une boisson alcoolisée titrant 28°), Ti'Père avait aménagé les voûtes de sa cave de la rue Ste Thérèse en lieu convivial pour faire déguster son caribou et pour introniser

de nombreuses personnalités dans l'Ordre de Ti'Père dont le but est d'assurer la promotion du caribou. Grace de Monaco, Pierre Elliot Trudeau et bien d'autres furent intronisés par lui jusqu'à sa mort en 1990. En 1995, l'un de ses fils, Serge Faucher décidait de le remplacer. Les voûtes chez Ti'Père déménagèrent place de Paris, derrière la place royale. Un peu à l'écart du circuit tradi-

tionnel des carnavales, les voûtes sont depuis cette année situées au parc de l'artillerie, 2 rue d'Auteuil à l'angle de la rue St-Jean, près de la place d'Youville. Beaucoup plus spacieuses que les précédentes voûtes, 25 000 personnes défilent dans ce qui est devenu un musée du carnaval et dégustent le vrai caribou dont la recette est tenue secrète. Contact : (418) 687-5757

## Parution

### Le Québec 98-99

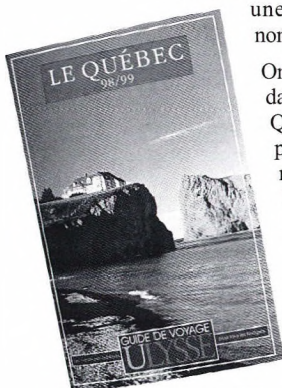
Guide de voyage Ulysse, 1998, 715 pages, 129F

Un premier voyage au Québec ? Une deuxième visite ? Seul guide publié au Québec, celui-ci apporte une information précise sans cesse remise à jour, riche en renseignements pratiques.

Dans cette nouvelle édition, une centaine d'auberges et de restos de charme ; des sections "Activités de plein air", entièrement revues et considérablement augmentées ; deux fois plus de cartes ; une couverture détaillée du Grand Nord ; une mise en page dynamique agrémentée de nombreuses illustrations et de cahiers de couleurs.

On trouvera ainsi quelque 1500 attraits regroupés dans 55 circuits couvrant toutes les régions du Québec, avec un système de cotation par étoiles permettant de repérer rapidement les incontournables ; la description de plus de 1200 restos, hôtels, boîtes de nuit et boutiques, dans toutes les catégories de prix ; un portrait historique et socioculturel complet pour bien saisir la réalité du Québec d'aujourd'hui ; des sections en couleurs sur des thèmes comme la faune et la flore, le Québec autochtone, la nature et l'architecture. Enfin, plus de 85 cartes régionales et plans de ville permettent au voyageur de tracer des itinéraires à sa guise.

Diffusion en France par Vilo, en Belgique par Vander, en Suisse par l'OLF.



### Gîtes du passant au Québec 98-99

Fédérations des Agricotours

Ed. Ulysse, 1998, 270 pages, 85F



#### Aussi Forfaits touristiques

- Moto-neige
- Chasse et pêche
- Traineau à chiens
- Journée bleuets
- Excursion nature
- Tours guidés

Ghislaine Ouellet et  
Jean Claude Villeneuve

Tél.: (418) 672-2172 / Fax: (418) 672-6622

925, Rang 9, St-Ambroise de Chicoutimi  
Québec, Canada, G7P 2A4

Pour découvrir le Québec tout en vivant près des Québécois, ce répertoire propose quatre formules d'hébergement, et plus de 600 endroits dans toutes les régions touristiques du Québec. Véritable "bible" du voyageur, ce guide comporte des descriptions détaillées, des cartes touristiques, des croquis et des photos couleurs des maisons, des conseils judicieux, ainsi qu'une vaste sélection pour tous les goûts et tous les budgets. Cette nouvelle édition propose 123 nouvelles inscriptions : des victoriennes, manoirs, maisons de notables, maisons classées... richesses du patrimoine québécois.

Marquées du sceau "Qualité confort", toutes les maisons font régulièrement l'objet de visites de contrôle et répondent aux normes de qualité édictées par la Fédération des Agricotours du Québec. Une tradition de qualité qui se maintient depuis 23 ans.



## LES SEPT-CHUTES

### Laissez-vous emporter par une cascade d'émotions...

Venez visiter un site naturel spectaculaire incluant un complexe hydroélectrique des plus anciens de la province de Québec (1916-1984).

Sur présentation de cette annonce, obtenez 1\$CAN de rabais sur notre tarif régulier.

#### Informations

Téléphone : (418) 826-3139  
Courriel : septchutes@carpediem.qc.ca  
www.carpediem.qc.ca/septchutes  
4520, av. Royale, Saint-Ferréol-Les-Neiges  
(Québec) Canada, G0A 3R0

## TRAJECTOIRE



## CANADA

Départs des principales villes de Province

# MONTRÉAL 2 200 F

hors taxes d'aéroport, dernier retour possible 26 Juin 1998

### Nos "Spéciaux" du Printemps :

°° vols + auto à partir de 2 950 Francs

Vol régulier, voiture catégorie Compacte 4 portes, kilométrage illimité, LDW, taxes locales sur la base de 4 adultes, départ avant le 26 Juin 1998 pour une semaine.

°° vols accueil à partir de 2 990 Francs

Vol régulier, 2 nuits d'hôtel à l'arrivée au CANTLIE ou similaire Base Chambre Double.

°° canoë camping à partir de 7 790 Francs

Programme de 14 jours tout compris. Base Double.

°° location de maison à partir de 2 740 Francs

Maison pour 6 personnes à Bromont.

## TRAJECTOIRE CANADA

9, Rue Jacques Cœur - 75004 PARIS

Tél. : 01.42.74.30.20 - Fax : 01.42.74.08.62

LIC. 075 95 0075 - Caution : A.P.S

## ABITIBI

### 1 La route des prospecteurs

Comme l'a écrit le poète Raoul Duguay, l'Abitibi est un "pays qui a un ventre en or". La route des prospecteurs vous plonge donc dans l'histoire récente mais toujours fascinante de la ruée vers l'or. Découvrez le Village minier de Bourlamaque et sa Cité de l'or, le Musée Régional des mines, la Maison Dumulon et l'entreprise Métallurgie Noranda, Fonderie Horne qui, tour à tour, expliquent le passé et le présent. L'Abitibi, c'est aussi, de part et d'autre du chemin de fer transcontinental qui court d'est en ouest, la route des Défricheurs.

*Société de développement économique, Maison DUMULON, 191 av. du Lac, CP 242, J9X 5C3, Rouyn-Noranda Tél. (819) 797-31-95.*

## LAURENTIDES

### 2 Le lac Nomingue

La nature à l'état pur. Situé à 40 mn de Tremblant, Nomingue est d'abord un lac de 84 km de périphérie doté d'une très belle plage et d'innombrables possibilités de balades. Mais son territoire situé à proximité de la réserve faunique Papineau-Labelle donne aussi accès à une piste cyclable de 200 km et regroupe plus de 60 lacs dont certains communiquent entre eux... Ici la nature est fascinante répondant parfaitement à sa dénomination algonquienne, "Nomingue" était "le pays où l'on revient"...

*Association touristique des Laurentides, 14 142 rue de la Chapelle, R.R. n° 1, St Jérôme, J7Z 5T4.*

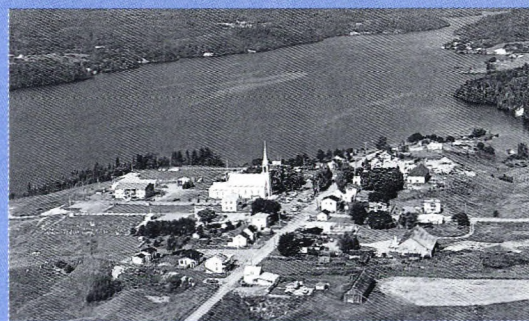
## LANAUDIÈRE

### 3 Le Festival international

Reconnu comme le festival le plus important au Canada, la 21<sup>ème</sup> édition aura lieu de la fin juin au début août. L'orchestre symphonique de Montréal, des ensembles de

musique baroque ainsi que les meilleurs interprètes et les espoirs les plus sûrs s'y retrouvent chaque année. Les représentations données dans des lieux d'une richesse architecturale exceptionnelle donnent encore plus de valeur à la manifestation.

*Festival international de Lanaudière, Joliette, Tél. (514) 759-7636 / 759 5013, 1-800-363 1975.*



Saint-Charles-de-Bourget

## SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN

### 4 Le Haut-Saguenay

Les municipalités rurales du Haut-Saguenay vous proposent la fraîcheur de l'eau avec le magnifique plan d'eau du Lac-Kénogami et de la rivière Saguenay, la saveur de la terre avec les terres agricoles et la nature omniprésente, la senteur des bois avec les Monts Valins qui offrent une aventure hivernale incomparable (ski, chien de traîneau et moto-neige). Entrez vite la fenêtre sur le Haut-Saguenay. (Information : 1-800-561-9196).

*Maison du Tourisme - Association touristique du Saguenay, 198 rue Racine Est, bureau 210, Chicoutimi, G7H 1R9.*

## LA MAURICIE

### 5 Arts et traditions populaires

Le Musée des arts et traditions populaires du Québec propose la découverte de la culture québécoise grâce à une imposante collection d'objets sur la civilisation traditionnelle du Québec : jouets, textiles, outils, meubles, articles domestiques... Voyagez dans le temps avec la collection d'archéologie préhistorique amérindienne. En tout, six salles d'expositions. Traversez ensuite dans la Vieille Prison de Trois-Rivières et revivez les 164 ans d'histoire de cette institution. Le seul centre d'interprétation de la vie carcérale au Québec.

*Musée, 200 rue Laviolette, CP 1420, Trois-Rivières, G9A 5L2, Tél. 819-372-0406. Télécopie : 819-372-9907.*



Gilles Roux

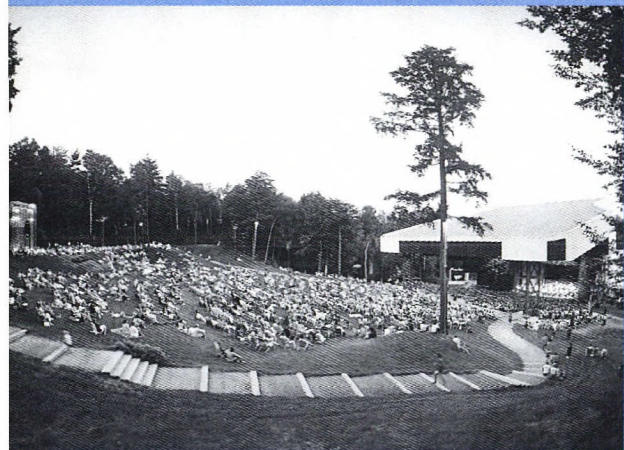
## OUTAOUAIS

### 6 Le musée des Civilisations

Il surgit de la rivière des Outaouais, évoquant la naissance du continent aux formes sculptées par le vent, les cours d'eau et les glaciers. La Grande Galerie présente six nations amérindiennes de l'Ouest et abrite la plus riche collection de mâts totémiques au monde. Dans la Salle du Canada revivent 1 000 ans d'histoire. Expositions spectaculaires, musique, danse, animation théâtrale... le musée bourdonne d'activités tout au long de l'année.

*Le Musée, 100 rue Laurier, Hull, Tél. : 819-776-70-14. Ouvert de 9 h. à 18 h. avec quelques nocturnes.*

Dossier coordonné par **Christiane CALONNE** avec le concours de régionales de Québec-France et des guides des associations touristiques régionales du Québec



# d'aimer le Québec

G. Poirier



## VALLÉE-DU-RICHELIEU

### 7 Suivre la vallée...

Suivant le cours de la rivière, la Vallée-du-Richelieu s'étend sur près de 130 km, du lac Champlain au sud, jusqu'aux Îles de Soul au nord. Appelée aussi la "Vallée des Forts", elle conserve intacts quelques beaux exemples d'architecture militaire. Le "Fort Chambly" de style Vauban du XVII<sup>ème</sup> siècle, le "Fort-Lennox" avec son originale structure en étoile et le "Blockhaus de Lacolle" témoignant de l'occupation britannique au XIX<sup>ème</sup> siècle. Avec le temps, la Vallée-du-Richelieu est devenue un axe économique privilégié.

Association touristique régionale de la Montérégie, 989 rue Pierre-Dupuy, Longueuil, J4K 1A1, Tél. (514) 674-55-55.

## HAUTE-YAMASKA

### 8 Le jardin zoologique

Site enchanteur où évoluent quelque 1 000 animaux de 225 espèces (dont plus de 85 menacées de disparition), le zoo de Granby présente une variété de mammifères africains, de félins, d'oiseaux exotiques, de reptiles et d'amphibiens. Il faut y voir les démonstrations de vols d'oiseaux de proie, la petite ferme, la caverne et ses animaux nocturnes et la montagne des ours. A voir et à revoir de A à Zèbre.

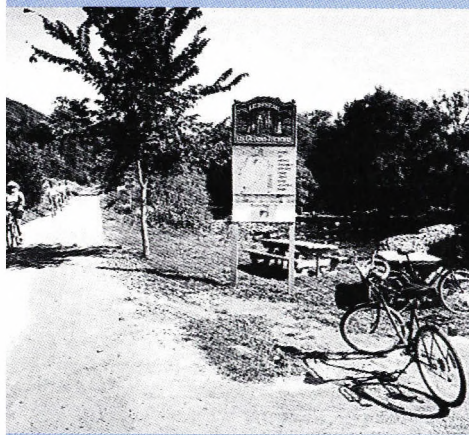
Zoo de Granby, autoroute 10, sortie 68 ou 74 et suivre signalisation. Tél. (514) 372-91-13.

## SHERBROOKE

### 9 Les pistes cyclables

Le Réseau "Les Grandes Fourches" représente un concept unique puisque le tracé est une boucle de 42 km qui met en valeur le paysage champêtre et permet d'en découvrir les multiples attraits naturels et historiques. La piste longe, entre autres, les rivières Magog, St François et Massawippi, permet de croiser de pittoresques ponts couverts, de sillonner des champs en fleurs, des coins de forêt et d'admirer une multitude de panoramas inoubliables.

Bureau touristique de la région sherbrookoise, 48 rue du Dépôt, Sherbrooke, J1H 5G1, Tél. (819) 564-83-31/1-800-561-83-31.



## CÔTE-DU-SUD

### 10 Grosse Ile

Grosse Ile fait partie des 21 îles de l'Archipel de l'Île aux Grues. Longtemps interdite d'accès et entourée de mystère, l'île de la Quarantaine a reçu au moins 4 millions d'immigrants européens. Pendant 105 ans les contrôles de santé y tentaient de diminuer la propagation des épidémies. Un siècle et demi n'a pas réussi à effacer le souvenir du désespoir des uns et du dévouement des autres. En 1984, Grosse Ile est devenue un lieu historique, enfin ouverte au public.



Corporation pour la mise en valeur de Grosse Ile, 6 rue Bernatchez, Montmagny, G5V 1H2. Tél. 418-248-4832.

## CENTRE DU QUÉBEC

### 11 Le Village Québécois d'antan

Du 1<sup>er</sup> juin au début septembre, ce site fait revivre l'époque des années 1810 à 1910. Des figurants en costume d'époque animent 25 demeures et 18 ateliers d'artisans. Meubles, outils, objets, instruments font renaître le XIX<sup>ème</sup> siècle. Pour les amateurs de bonne chère, une auberge sert, à l'année, des mets typiquement québécois.

1425 Montplaisir, Drummondville, J2B 7T5.



## MONTÉRÉGIE

### 12 Le Mont Saint-Hilaire

Ce culot volcanique, le plus important de la région est devenu un centre de la nature. A travers la forêt, on peut emprunter l'un des sentiers et grimper au sommet culminant à 411 m ou accéder toujours à pied au lac Hortel niché sur le flanc de la montagne. La petite localité, du même nom, blottie entre le mont et la rivière Richelieu possède bien des charmes. Lieu de résidence de beaucoup d'artistes, Mont St-Hilaire compte plusieurs centres d'exposition dédiés à l'art.

Centre de Conservation de la Nature du Mont St-Hilaire, 422 chemin des Moulins, J3G 4S6, Tél. (514) 467-17-55.



# Sites : trente façons d'aimer le Québec

## QUÉBEC

### 13 La Place Royale



Les Productions Prac Inc.

C'est à Place Royale que naît la civilisation française en Amérique du Nord. En 1608, au pied du Cap Diamant, Samuel de Champlain entreprend la construction de son "habitation" fortifiée. C'est le premier établissement permanent en Nouvelle-France. De riches marchands s'installent. En 1686, on érige un buste du "Roi Soleil", Louis XIV et la place du marché devient place Royale. Aujourd'hui, ses rues étroites et l'architecture de ses maisons rappellent quatre siècles d'histoire. Durant l'été, Place Royale bourdonne d'activités.

Centre d'information de Place Royale, 215 rue du Marché Finlay, Québec, G1K 8R5, Tél. (418) 643-66-31.

### 14 Le Petit Champlain

Le Quartier du Petit Champlain est aujourd'hui un coquet village au bord du fleuve. Ses rues étroites sont animées de musiciens, clowns et jongleurs. Restaurants et boutiques d'artisanat courent le long des ruelles donnant sûrement autant de vie qu'en 1608 lorsque s'implanta à cet endroit un petit village portuaire doté de postes de traite et d'élégantes habitations. A cette époque, à marée haute, le fleuve montait jusqu'aux seuils de celles-ci.

Quartier du Petit Champlain, Tél. (418) 692-26-13, Maison du Tourisme de Québec, 12 rue Ste Anne (en face du Château Frontenac).

## LES SEIGNEURIES

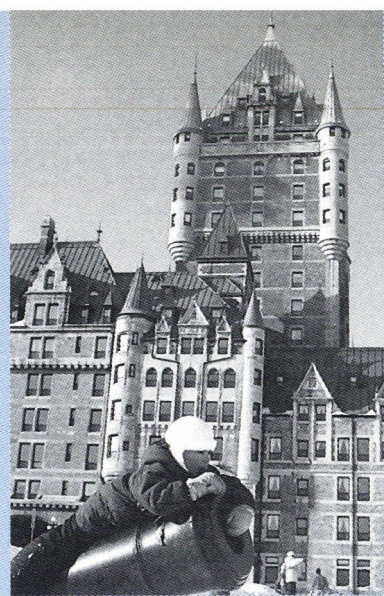
### 15 Le Chemin du Roy

Reliant Montréal à Québec depuis 1734, le Chemin du Roy fut la première route carrossable du Canada. Le long a été conservé un habitat aménagé à l'origine sous le régime seigneurial. Dans le Comté de Portneuf, le Chemin du Roy traverse six municipalités. A Portneuf, la "première avenue" offre un coup d'œil sans pareil sur le Saint-Laurent.

Office du tourisme de Portneuf, 135 route 138, Cap-Santé. Tél. 418-285-4616.



Deschambault  
-1713-



G. Poirier

### 16 Le château Frontenac

A droite de la place d'Armes, imposant et majestueux, se dresse le Château Frontenac. Cet hôtel, le plus photographié au monde, a célébré son centenaire en 1993. Il doit son nom au Comte de Frontenac, illustre gouverneur de la Nouvelle France. Inaugurée en 1893, cette imposante construction a été complétée d'une tour centrale en 1925 et fut le décor de deux conférences historiques en 1943 et en 1944. De nombreuses personnalités y ont séjourné. Pourquoi pas vous ?

Visites guidées au Château Frontenac. Information et réservations Anne Géry, Tél. (418) 691-21-66.

### 17 Le Musée de la Civilisation

Situé au cœur du Vieux-Port, à proximité de la place Royale, le musée de la Civilisation présente plus de dix expositions thématiques à la fois dont trois permanentes : "Mémoires" (une vision de l'histoire du Québec), "Objets de civilisation" (de magnifiques pièces provenant des collections du musée) et la "Barque" (la plus vieille embarcation mise au jour sur le continent nord-américain). Les autres expositions temporaires et internationales sont le reflet de l'aventure humaine.

85 rue Dalhousie, CP 155, Succ B, Québec, G1K 7A6, Tél. (418) 643-21-58.

## RIVE DROITE DE QUÉBEC

### 18 Lévis

Comment parler de Lévis sans évoquer le traversier ? Cette navette qui relie Québec à Lévis, est, sans aucun doute, le meilleur moyen de découvrir la région sous un angle unique. Lévis est une des plus anciennes villes du Québec, dont le patrimoine, historique et architectural, est important : les résidences de la rue Déziel, Fraser, Bégin, ainsi que la maison d'Alphonse Desjardins, fondateur des caisses populaires. De la Terrasse de Lévis, inaugurée en 1939, on domine le fleuve, la vue allant du Vieux-Québec, la région des Laurentides au Mont-Anne en passant par l'Île d'Orléans.

Association Touristique Chaudière-Appalaches, 800 autoroute Jean Lesage, St Nicolas, G7A 1CA, Tél. (418) 831-44-11.

[suite p. 54]

**Domaine**

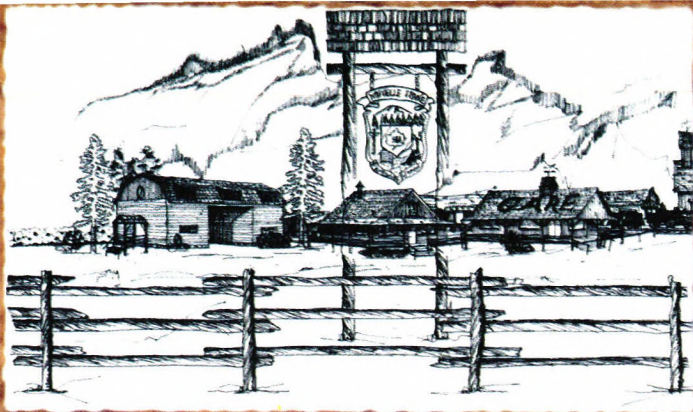
**de**

**NOUVELLE ~ FRANCE**



**QUÉBEC ~ CANADA**





# Village commercial du Domaine de Nouvelle-France

## Ouverture saison été 98/99



L'ambiance de "l'Ouest" vous séduit ?  
L'envie de vivre et travailler dans cet  
univers unique vous tente ?



Une vingtaine de bâtisses commerciales s'offrent à vous

Attention quantité très limitée, offre pouvant être annulée sans préavis.



\* **Avis** \*

Aux investisseurs malins !

## Profitez de nos services, nous pouvons vous aider à réussir !

-**Simple investisseurs en capital: Particuliers ou participations d'Entreprises.**

-Placement sur 3 à 5 ans rémunérés de 6 à 8% l'an avec un minimum de 50.000 FF.

-Placement sur 4 à 6 ans rémunérés de 8 à 10% l'an avec un minimum de 250.000 FF.

-Placement sur 5 à 7 ans rémunérés de 10 à 12% l'an avec un minimum de 500.000 FF.

-Acquisition, location d'une habitation, d'un fond de commerce pour louer ou exploiter.

**Correspondant officiel au Canada:** courtier Roger Duriez

Tour de la Banque Nationale-600, de la Gauchetière Ouest,

bureau 1900 Montréal H3B 4L8.

Téléphone: 001 (514) 878-2691. Télécopie: 001 (514) 878-2127.



# D.N.F. destination Québec

Vos prochaines vacances d'été !

Découvrez ou retrouvez l'Amérique du Nord Francophone



## Situation

Installé dans la région des "Laurentides", dans le triangle magique Montréal, Mont-Tremblant & Ottawa.

## Localisation :

Aéroport Mirabel 50km  
Aéroport Dorval 90km  
Montréal 95km Sud-Est  
Ottawa 130km Sud-Ouest.  
A proximité de tout, pour plus de commodités.



## Description

Vaste Domaine privé d'une surface supérieure à 70 hectares, le paysage est semi-montagneux avec lacs et rivières. L'ensemble recouvert à plus de 80% d'arbres matures tels que: grands conifères, érables à sucre et bouleaux.



## Pour que rêve devienne réalité et l'authentique autrement !

Exemples de prix par personne en FF à partir de Juillet 98 sur une base de 7 jours & 7 nuits. Profitez de notre ouverture dès le 1er Juillet 1998 (tarifs privilèges maintenus au plus tard jusqu'au 31 Mai 1998 dans la limite des places disponibles).

- Chalets "STANDARD" ↗ 2.490 F situés à proximité des lacs, accès plages de sable et bien plus...
- Chalets "DELUXE" ↗↗ 3.990 F en arrière bord des lacs, canoë compris, plage de sable privée et bien plus...
- Chalets "PRESTIGE" ↗↗↗ au bord des lacs, incluant voiture cat.A, canoë, plage de sable privée, pension complète, activités au choix, animations, navettes aéroport et certaines promotions saisonnières. 10.935 F par adulte sur une base de deux, compris enfants gratuits jusqu'à 12 ans et 50% au delà.

"AUBERGE DE JEUNESSE" ➡➡➡ 630 F "TIPIS INDIEN" ➡➡ 1.413 F Beaucoup de loisirs pour les enfants. Si les billet(s) d'avion sont acheté(s) chez "TRAJECTOIRE CANADA" 5% de rabais: 01.42.74.30.20 code DNF

### NOS SERVICES D'EXCEPTIONS

- A votre convenance notre navette vous transporte jusqu'à l'aéroport dès votre arrivée et pour votre retour.
- Possibilité de réserver votre véhicule sur le Domaine.
- (Sous réserve des disponibilité, il est conseillé de le prévoir lors de votre réservation). Notre "Auberge du Trappiste" vous fera découvrir le délice de ses petits déjeuners, ses buffets rapides et ses menus traditionnels pour les gourmets.

Bon pour recevoir sans engagement de ma part (✂ à découper).

F/Q108-98

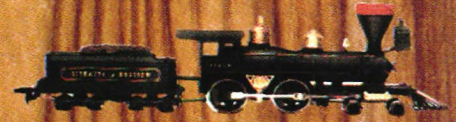
Mr & Mme  Mme  Mlle  Mr  Sté  Prénom.....  
Adresse..... Ville..... Code postal.....

- (A) Je désire recevoir votre documentation "TOURISTIQUE AVEC TARIFS" ci-joint 50FF pour frais d'envoi.
- (B) Je désire recevoir également votre dossier "PLACEMENTS FINANCIERS" ci-joint 150FF pour (A)+(B)
- (C) Je désire recevoir en complément votre dossier "INVESTISSEURS" ci-joint 200 FF pour (A) + (B) + (C).
- Je désire une facture et prend en compte que cette somme sera déduite pour toute réservation ou opération éventuelle à venir.
- Je désire uniquement la brochure sélectionnée et renonce au tirage au sort de votre jeu concours.
- Titre de paiement libellé à l'ordre de : DOMAINE DE NOUVELLE-FRANCE Inc. (CANADA).
- Correspondance: M. V. Sécurité & Associés, 49 Bis Avenue Médéric, 93160 Noisy-le-Grand. ☎01.49.31.05.42.

**Grand jeu concours, D.N.F. DESTINATION QUEBEC.**  
 Sans obligation d'achat. Nombreux lots à gagner dont plusieurs séjours au Domaine de Nouvelle-France.  
 Clôture de réception des coupons réponses le 31 Mai 1998. Règlement du concours sur demande.  
 Tirage devant Huissier entre le 8 et le 13 Juin prochain. Seuls les coupons retournés avec une commande de documents seront valide pour participer au tirage des gagnants.

# L'UNIQUE

L'Authentique - Autrement  
en Amérique du Nord Francophone



Traverser le temps du 19ème siècle au 21ème siècle, voulez-vous en faire l'expérience ?  
Imaginez une nature généreuse, un paysage sauvage et montagneux, écoutez le silence.  
Éclatant de mille reflets, un lac immense vous invite aux plaisirs de l'eau.  
En vacances ou pour y vivre, qui n'a jamais rêvé d'habiter son idéal !



Plus loin tranquille un pêcheur est fier de sa prise, un castor s'active sur une  
branche de bouleau à quelques pas d'un "original" qui se désaltère.  
Sur un chemin de graviers des cavaliers se dirigent au trot vers la vieille  
cabane à sucre en passant par la "vallée des bisons" et le village Indien.



De l'autre côté des enfants sortent de leur maison construite toute de "bois ronds"  
comme celle des trappeurs et des bûcherons d'autrefois: ils sont heureux.



Bientôt la neige de son blanc manteau recouvrira pour plusieurs mois cette belle nature sauvage.  
Alors les plaisirs d'un véritable hiver vous donneront rendez-vous pour la plus grande joie des petits  
et des grands. Le paysage boréal sera traversé par des traîneaux à chiens et chevaux, les randonneurs  
en raquettes pourront bien à l'abri auprès d'un feu de bois, lier d'amitié avec skieurs et autres amateurs  
de motoneiges, venus se restaurer à l'auberge du "Trappeur".



La nuit tombée, une féerie de lumières multicolores illuminera l'ensemble des chalets et le village,  
votre regard en sera émerveillé. La senteur âcre des fumées de bois sortant des cheminées, s'élèvera  
dans le froid glacé d'un ciel étoilé, où seuls la chouette des neiges et le loup s'aventureront.




Non ceci n'est pas un rêve c'est le **Domaine de Nouvelle - France**

Domaine touristique privé situé dans les LAURENTIDES. A 1 heure au Nord de Montréal, 30 minutes de l'aéroport de Mirabel & 45 de Dorval.  
Location et vente de maisons en bois ronds, pour: tourisme, loisirs, sports, détente et découverte, dépaysement total garanti.

Représentation: **M.V Sécurité & associés**, 49 bis Av. Médéric, 93160 Noisy-le -Grand. Tél:0149310542 Fax: 0149310372  
Site Internet: <http://perso.wanadoo.fr/mvs.nouvelle-france.quebec> et adresse e-mail: [mvs.nouvelle-france.quebec@wanadoo.fr](mailto:mvs.nouvelle-france.quebec@wanadoo.fr)

Gîte touristique  
**Tapioca**  
 Bed & Breakfast

Grande maison victorienne vouée  
 aux métiers d'art. Cinq magnifiques  
 chambres avec salles de bain privées.  
 Situé à North Hatley, joyau de l'Estrie.  
 Studio d'artiste sur les lieux.  
 Gîte sans fumée.



680, ch. Sherbrooke, c.p. 496  
 North Hatley Qc JOB 2C0  
 Téléphone et fax : (819) 842-2743  
 www.tapioca.qc.ca  
 tapioca@multi-medias.ca



3065, rue Rolland  
 Sainte-Adèle  
 Québec, Canada J0R 1G0  
 450.229.2225  
 www.petit-train-du-nord.com  
 info@petit-train-du-nord.com

**Dans les Laurentides, près de St-Sauveur et Tremblant**  
 À partir de 260 \$ par nuit pour 2 personnes, petit déjeuner inclus

Charmes  
 d'autrefois

Les Jardins de La Gare



Chambres  
 avec vue  
 sur le lac

**B&B**

Maison historique de 1908 - Terrain enchanteur de 2 acres  
 Face au lac - Canot, pédalo, vélo et plage privée.

1790, 7 Avenue, Val-Morin, Qc Canada J0T 2R0 Tél.: 1-819-322-5559  
<http://pages.infinit.net/racetr/jardin.html>

**Auberge de jeunesse L'Alternative du Vieux-Montréal**



15\$/nuit Mai-Oct  
 12\$/nuit Nov-Avr

Accueil super sympa, déco top du top,  
 aucune Alternative, c'est clair !  
**Emilie Flesch, Paris, France**  
 Plus le fun que ça, tu meurs.  
**Denis Tremblay, Loc St-Jean, Qc**  
 Une auberge de jeunesse 5 étoiles.  
**Elle Anderson, Brisbane, Australie**

Chacun a droit à son opinion !

**358, rue Saint-Pierre, Vieux-Montréal, Québec, H2Y-2M1**  
**(514) 282-8069 <http://www.auberge-alternative.qc.ca>**

## PASSEZ VOS PROCHAINES VACANCES AU QUÉBEC ET OFFREZ-VOUS LE CONFORT D'UNE RÉSIDENCE PRIVÉE



Envie de savourer l'authenticité de nos  
 "cousins" d'Amérique ?

Besoin de vivre intensément des vacances en  
 toute liberté et dans un cadre magique ?

Allez jusqu'au bout de vos désirs, en louant  
 l'une de nos maisons, comme par exemple,  
 cette ravissante résidence ancestrale située  
 en bord de mer, en Gaspésie.

De nombreuses demeures, réparties sur  
 l'ensemble de la Belle Province, vous attendent  
 dans notre catalogue Résidences-Vacances  
 édition 1998, avec notamment une nouvelle  
 sélection de maisons.

Pour recevoir le catalogue gratuit des maisons à louer, envoyez-nous ce coupon dûment complété à  
 l'adresse indiquée ou contactez l'agence de voyages *Trajectoire Canada* à Paris au 01 42 74 30 20.



51, rue Des Jardins, bureau 302  
 Québec (Québec) Canada G1R 4L6  
 Tél. : 00 - 1 - 418 - 692 58 58  
 Fax : 00 - 1 - 418 - 692 55 46  
 E-mail: [rvacance@mercure.net](mailto:rvacance@mercure.net)

NOM : .....

ADRESSE : .....

VILLE, PAYS : .....

CODE POSTAL : ..... Tél : .....

✂ Etes-vous déjà venu au Québec ?  OUI  NON

# Sites : trente façons d'aimer le Québec



G. Poirier

## MONTREAL

### 19 La Place Jacques Cartier



Journal de marché vers 1890 (William Notman et Son, impression sur papier salé, don anonyme).

L'occupation de la place commence au début du 18<sup>ème</sup> siècle avec l'aménagement du château du marquis de Vaudreuil, gouverneur de Montréal de 1699 à 1703. Une construction contemporaine à celle d'autres édifices, tel la résidence de Claude de Ramezay. L'espace libre au cœur de ces ensembles constitue une place où se rencontrent ceux qui entrent ou sortent de la ville fortifiée. Dès la première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, est créé le Marché neuf sur sa partie principale. Le nouvel Hôtel de ville de Montréal est construit de 1872 à 1878. A partir des années 1960, le déménagement des activités d'échanges de produits

agricoles au marché central ainsi que les activités de revitalisation du Vieux-Montréal ont réveillé le lieu comme place publique.

Musée du Château Ramezay, 280 est, rue Notre-Dame, Montréal, H2Y 1C5. Tél. 514-861-71-82. Téléc. 514-861-8317.

### 20 La ville souterraine

La réputation de Montréal en tant que grand centre de la mode internationale et du magasinage n'est plus à faire. Son réseau piétonnier intérieur, qui s'étend sur 29 km, est une réponse originale au climat parfois capricieux. Inaugurée dans les années 60, la ville souterraine donne maintenant accès, sans devoir sortir à l'extérieur, à 1 700 boutiques, grands magasins, restaurants, cinémas, théâtres et salles d'expositions, à sept grands hôtels, à 1 615 unités de logement et à des milliers de bureaux. Une ville sous la ville à visiter au moins pour son architecture diverse et intéressante...

Les stations de métro qui desservent cet "underground" sont Mc Gill, Peel, Bonaventure, Place des Arts.

## RECOLLET

### 21 Le Quartier olympique

Ce secteur de la ville témoigne de l'esprit créatif et d'avant-garde des montréalais. Le parc olympique, le Biodôme, le Jardin botanique et le parc Maisonneuve forment un ensemble que l'on pourrait qualifier de véritable cité du sport, du loisir et de l'environnement. Situé au nord du quartier Hochelaga-Maisonneuve, qui fut au début du siècle une ville autonome et fortement industrialisée, ce pôle touristique offre 188 ha de loisirs. Et n'oubliez pas la tour du Stade Olympique est la plus haute tour inclinée au monde !

Parc Olympique, Tél. 514-252-86-87, métro Viau de 10 h. à 18 h., 10 à 21 h. du 15 juin au 2 septembre. Le Biodôme, Tél. 514-868-30-00, métro Viau ouvert du lundi au dimanche de 9 h. à 18 h., 20 h. en été. Jardin Botanique, Tél. 514-872-14-00, métro Pie IX ouvert tous les jours de 9 h. à 18 h., du 22 juin au 2 septembre -> 20 h.

G. Poirier

### 22 Le parc du Mont-Royal

Dominant le paysage montréalais, le Mont-Royal est communément appelé "la montagne". En réalité trois sommets dont le plus haut s'élève à 232 m essayent de rivaliser avec les gratte-ciel. Ce splendide parc conçu par l'architecte-paysagiste Frederick Law Olmsted, concepteur émérite de plusieurs grands parcs américains, est ouvert au public depuis 1876, mais aussi à une quantité incroyable de petits animaux. Véritable poumon vert de la ville, le parc du Mont Royal abrite de grandes institutions religieuses dont l'Oratoire Saint Joseph, deux universités, ainsi que les municipalités de Westmount et d'Outremont.

Parc du Mont-Royal, voie Camilien Houde à partir de l'est ou chemin Remembrance à partir de l'ouest, Tél. (514) 844-49-28. \* Mont-Royal-Autobus 11.

### 23 L'été des Festivals

Ils fleurissent tout l'été. Tout commence par le festival international de Jazz, un des cinq plus importants au monde. Plus de 350 spectacles présentés. Vient ensuite le festival Juste pour rire, cette fois le plus important festival d'humour au monde avec plus de 300 spectacles sur rue et en salle. Pour finir, le festival des films du monde fait briller de nombreuses étoiles. Les Francofolies, elles, sont avancées d'août à fin juin.

Jazz, Tél. 514-871-18-81. Juste pour rire, Tél. 514-845-31-55. Francofolies, Tél. 514-525-77-32. Films, Tél. 514-848-99-33.

## LAVAL

### 24 Le Centre de la Nature

Ce Centre de la Nature est reconnu comme un exemple exceptionnel de réhabilitation de carrière. Il propose aux visiteurs une gamme d'activités récréatives et éducatives. Pour le plaisir des amateurs d'astronomie, un observatoire a ouvert ses portes en 1996. De plus le Parc de la Rivière des Mille-Iles offre une oasis de verdure à proximité des Centres Urbains. C'est le point de départ d'excursions écologiques en canot, kayak ou rabaska, grand canot pouvant accueillir une dizaine de personnes. Restez aux aguets, la faune et la flore y sont de véritables trésors.

Parc de la Rivière des Mille-Iles, 345 bd Ste Rose, Laval, Tél. (514) 622-10-20. Centre de la Nature, 901 av. du Parc Laval, Tél. (514) 662-49-42.

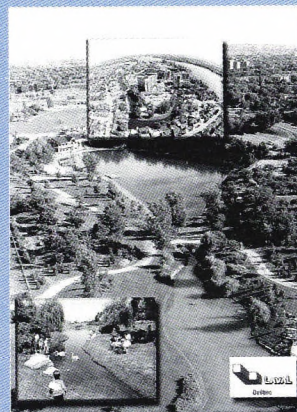


Photo Jacques Graton (Crée spécialement pour France-Québec)

[suite p. 56]

# ANNE HÉBERT



U. Andersen



Entre songe  
et réalité,  
ce récit poétique  
nous livre les  
mécanismes de  
la fascination  
et de l'obsession.

Editions du Seuil



## LE PLUS GRAND RÉSEAU DE CHAMBRES D'HÔTES AU QUÉBEC



Plus de  
600 adresses  
partout  
au Québec!

Victorienne, Montréal

Pour découvrir le Québec  
tout en vivant près des québécois,  
procurez-vous la toute nouvelle édition 1998-99  
**LES GÎTES DU PASSANT AU QUÉBEC**<sup>MD</sup>  
des Éditions ULYSSE.



*Le seul guide québécois qui répond aux exigences  
et aux besoins des voyageurs.*

- Descriptions complètes et illustrations des maisons
- Itinéraires d'accès
- Tarifs (prix moyen par nuit / 2 pers. 220 FF.)
- Périodes d'ouverture et de réduction
- Précisions sur les services sanitaires (privés/partagés)
- Localisation sur des cartes touristiques
- Conseils pour vos réservations, etc.

En vente dans toutes  
les bonnes librairies  
au prix de 85 FF.



FÉDÉRATION DES AGRICOTOURS DU QUÉBEC  
Tél. : (514) 252-3138  
Fax : (514) 252-3173  
Internet : <http://www.agricotours.qc.ca>  
E-Mail : [agricotours-q@sympatico.ca](mailto:agricotours-q@sympatico.ca)

# Sites : trente façons d'aimer le Québec

## BAS SAINT-LAURENT

### 25 Le Parc de l'Aventure basque

Inauguré en 1996, ce site rappelle l'histoire de la pêche à la baleine par les Basques à la fin du XVI<sup>ème</sup>, début du XVII<sup>ème</sup> siècle. Dans cet ensemble, on peut y trouver le fronton (réglementaire) de pelote basque, une aire de jeux, une exposition interactive, un atelier éducatif, un centre de documentation et de généalogie informatisé, un cyber-café, une boutique, tout ce qu'il faut pour s'instruire et décompresser.

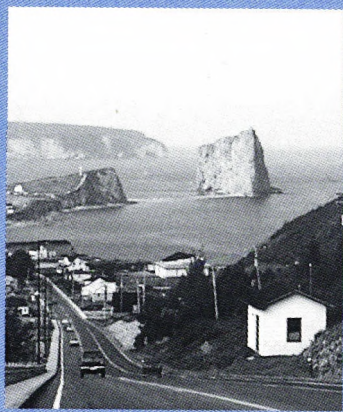


Photo Gilles Gaudreau

*Excursions à l'Île aux Basques, Marina Trois Pistoles, CP 1954, Trois Pistoles, G0L 4K0, Tél. (418) 851-12-02, courriel : paba@quebecetel.com*

## GASPÉSIE

### 26 Le Rocher-Percé-Bonaventure



G. Poirier

Ce site privilégié attire les voyageurs depuis les années 30, lorsqu'il s'y activait un foyer culturel très intense. Les artistes y venaient nombreux, charmés par le pittoresque des pêcheurs et le magnétisme du site. L'omniprésence du fameux rocher et de l'île Bonaventure avec ses milliers de Fous de Bassan et ses goélands fera partie de vos plus beaux souvenirs.

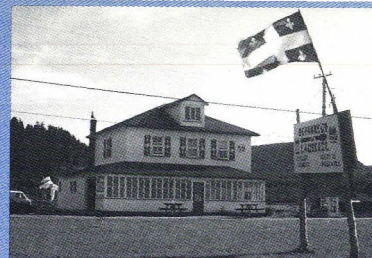
*Centre d'interprétation du Parc de l'Île Bonaventure et du Rocher Percé, Rang de l'Irlande, Percé G0C 2L0, Tél. (418) 782-27-21. Horaire : début juin à mi-octobre, tous les jours de 9 h. à 17 h.*

## BAIE DES CHALEURS

### 27 Carleton

Carleton fut fondée en 1756 par des réfugiés acadiens. Ses paysages grandioses de mer et de montagnes ainsi que le doux climat ont contribué au fil des ans, au développement d'infrastructures hôteliers et de services que l'on trouve en nombre et en qualité. Le barachois de Carleton constitue un excellent site pour l'observation des oiseaux de rivages tels les grands hérons bleus ou encore une importante colonie de "sternes pierregarins" nichée à l'extrémité sud du banc de Carleton. Des sentiers pédestres permettent d'avoir, du sommet du mont (555 m) une vue impressionnante sur toute la baie.

*Association touristique de la Gaspésie, 357 route de la mer, Sainte-Flaire, G0J 2L0, Tél. (418) 775-22-23.*



G. Poirier

## SEPT-ÎLES

### 28 Le Vieux Poste

Les Montagnais fréquentent déjà le site quand les Français y établissent un poste de traite important au début de la colonisation. Ce poste a été reconstruit en 1967 d'après les plans du 18<sup>ème</sup> siècle. Une reconstitution du magasin de la compagnie de la Baie d'Hudson et des expositions rappellent l'histoire de la culture montagnaise et du poste de traite.

*ATR de Duplessis, 312, avenue Brochu, Sept-Îles, G4R 2W6. Tél. 418-962-0808. Tél. 418-968-2070. Ouvert de fin juin à fin août de 9 h. à 17 h.*

## HAVRE SAINT-PIERRE



G. Poirier

### 29 L'Archipel des Mingan

Havre Saint-Pierre donne accès à la réserve du parc national de l'Archipel des Mingan. Des randonnées d'île en île, à travers les monolithes de calcaire spectaculaires, que façonnent, à leur gré, vent et marées, vous permettront d'admirer les baleines, les colonies d'oiseaux marins et de vous émerveiller devant une flore diversifiée et surtout assez rare. Un monde insulaire hors du commun.

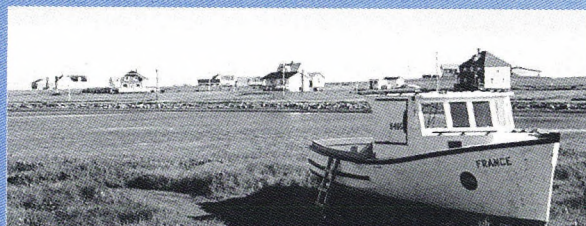
*Centre de Recherches et d'Interprétation de la Linganie (CRIM), 625 rue du Centre, Longue-Pointe-des-Mingan G0V 1V0.*

## ILES-DE-LA-MADELEINE

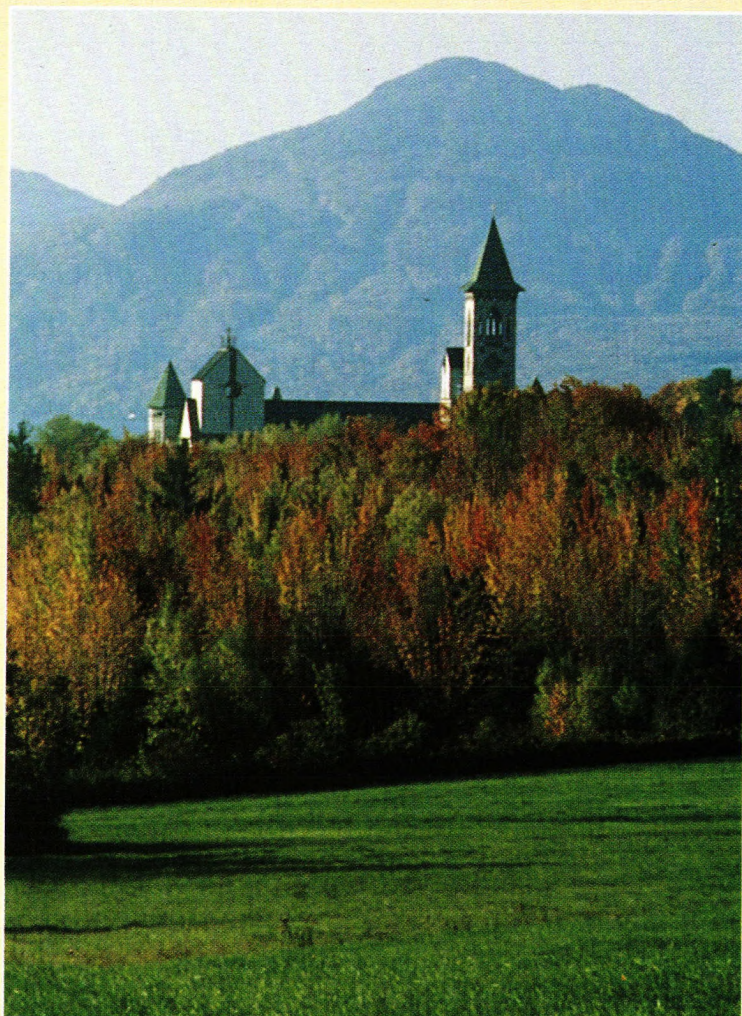
### 30 La Grave

Ce site rempli d'histoire a tout pour plaire. Rencontrez des artistes et artisans, savourez un cappuccino au café, visitez une saline, imprégnez-vous de l'histoire des îles, au Musée de la mer, découvrez les espèces marines à l' Aquarium, baladez-vous sur la promenade, admirez les voiliers, payez-vous un spectacle au Vieux Treuil, parlez de tout et de rien avec le dépanneur, attendez le coucher de soleil ou le lever de lune et vous verrez vous y passerez vos plus belles vacances !

*La Grave, Île du Havre Aubert. Association Touristique des Îles de la Madeleine, 128 chemin Debarcadère, C.P. 1028 Cap-aux-Meules. Îles de la Madeleine, Québec G0B 1B0, Tél. 418-986-22-45.*



G. Poirier



# *Le Québec, c'est Géant!*

Chaque saison découvre un visage nouveau,  
inédit du Québec. Balades estivales le long  
du Saint-Laurent sur une route chargée d'histoire,  
promenades automnales en forêts aux couleurs  
flamboyantes, découvertes des grandes étendues  
immaculées de l'hiver en motoneige ou en  
raquettes. Et en tout temps, l'accueil légendaire  
des Québécois. Séjours urbains ou de villégiature,  
vacances actives ou vacances détente, toutes  
les formules sont bonnes pour découvrir  
le Québec. En toutes saisons.



## *Le Québec, c'est Géant!*

*Pour plus de renseignements ou obtenir  
une documentation sur les vacances au Québec :*  
Tourisme Québec  
Centre de distribution Woehl  
BP 25 - 67161 Wissembourg Cedex - France

**APPEL GRATUIT\***  
**N° Vert 0 800 90 77 77**

\* sauf à partir des mobiles. Depuis la France.

*(tous les jours de 15 h à 23 h, le mercredi de 16 h à 23 h)*

Internet : <http://www.tourisme.gouv.qc.ca>  
Minitel : 3615 QUÉBEC

# Coopération Cousinage Québec

## En revue

### Jospin en juillet au Québec

Le Premier Ministre Lionel Jospin devrait se rendre au Québec du 9 au 11 juillet selon des informations publiées dans la presse québécoise fin avril. Le ministre Bernard Kouchner a effectué, lui, une visite officielle les 5 et 6 mai.

### De Gaulle et Pearson : les archives parlent

Les archives nationales canadiennes ont rendu publics début avril les procès-verbaux du cabinet du Premier ministre fédéral Lester Pearson à l'époque du "Vive le Québec libre". Lors d'une réunion de son gouvernement le 21 septembre 1967, Lester Pearson a déclaré : "Il a maintenant été clairement prouvé que le Général de Gaulle avait planifié une campagne délibérée pour la séparation du Québec du Canada et la destruction de la Confédération Canadienne. On pouvait observer cela dans le défilé constant de visites ministérielles et dans les déclarations provocantes concernant les relations entre le Québec et la France". Le document précise que "le gouvernement fédéral devrait adopter une ligne d'action pour contre-attaquer les activités dangereusement malveillantes venues du Québec et de la France". Autre précision : un ministre sans portefeuille, Jean Chrétien, prône une ligne dure dans la réponse d'Ottawa.

### Mulroney reçu à l'Élysée

Le Québécois Brian Mulroney, ancien Premier ministre du Canada (1984-1993), de passage à Paris le 27 mars, a été reçu une bonne heure par le président Jacques Chirac. Un "entretien privé très amical" selon l'Élysée.

### D'Ajaccio à... Ottawa

Après l'assassinat du Préfet de Corse, le président Chirac a déclaré à Ajaccio : "La France est unie et indivisible. Certes, elle est faite de régions, de provinces différentes les unes des autres, avec chacune ses habitants, ses coutumes, son histoire et parfois sa langue. C'est particulièrement vrai de la Corse dont l'identité et la spécificité sont reconnues de tous. La France est diverse et c'est notre richesse mais il n'est qu'une France. Il n'est qu'un territoire national, soumis partout à la même loi et au même droit". Ce texte a été repris, tel quel, le 11 février, sans préambule, à la Chambre des Communes d'Ottawa, par le ministre canadien des Affaires intergouvernementales Stéphane Dion, interpellé par un député libérale. Sans autre commentaire, le ministre Dion s'est ensuite assis, fortement applaudi par les députés fédéralistes mais hue par les "souverainistes" du Bloc québécois.

### La course La Malbaie-Brest annulée

Ce devait être la première transat pour les voiliers de 6,50 m. Le départ de cette "Malbrest" était prévu le 14 juin à La Malbaie (Québec) et 42 équipages (tous Européens sauf un Québécois) étaient engagés. Le principal commanditaire, Loto-Québec, a estimé l'impact trop ténu et la course a été annulée début avril. Elle pourrait être reportée à l'an 2000.

## Commémoration

### Une médaille à défaut du timbre

Lors d'une cérémonie à l'Institut de France, fin mars, en présence de l'ancien Premier ministre Pierre Messmer, a été dévoilée une médaille rappelant le trentième anniversaire de la visite du Général de Gaulle au Québec. Elle est la réplique exacte, hormis le changement de date, de celle qui avait déjà été frappée par la Monnaie de Paris lors du vingtième anniversaire. D'un coût de 230 F, la médaille fait apparaître le Général de Gaulle devant un drapeau québécois stylisé et de l'autre côté le Colbert à

bord duquel le Général fit le voyage ainsi que le bateau de Jacques Cartier à Gaspé en 1534. Pas de quoi susciter des polémiques.

"Le timbre aurait été fait dans le même esprit, nous ne cherchions pas à faire de la provocation", souligne Pierre-Louis Mallen, président de l'association pour la commémoration de la visite historique du Général de Gaulle. Le projet de timbre, l'an dernier avait provoqué un tollé dans le Canada anglophone. "Ça n'excuse pas la scandaleuse intervention



Photo B. Sylvain-DGQ.

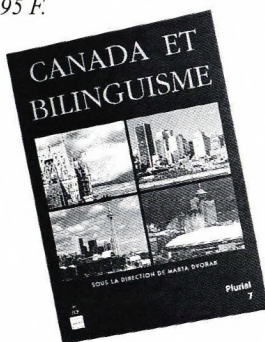
du gouvernement du Canada ni la faiblesse coupable des autorités françaises dans cette affaire", poursuit Pierre-Louis Mallen. "Mais l'injure est réparée".

## Parution

### Canada et bilinguisme

Sous la direction de Marka Dvorak

Presses Universitaires de Rennes, 1997, 235 pages, 95 F.



Le choc des politiques linguistiques au Canada et au Québec, la diglossie québécoise, la fransaskoise, l'enseignement du français en Acadie... ce sont quelques-uns des thèmes abordés par une quinzaine d'universitaires des deux côtés de l'Atlantique qui prolongent une journée d'études organisée à Rennes. Un ouvrage de référence sur les multiples dimensions de la question des langues.

### Indicateurs sociosanitaires (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Québec, Royaume-Uni, 1980-1994).

La Documentation Française, Les Publications du Québec, 1998, 310 pages.

Concrétisation de l'accord de coopération signé au printemps 97, cette étude a été réalisée grâce à la collaboration du ministère français de l'Emploi et de la Solidarité et du ministère de la Santé et des services sociaux du Québec. Avec la contribution financière de la Commission permanente franco-québécoise.

Plus d'une centaine d'indicateurs mettent en lumière les faits majeurs, sur cette période de quatorze ans, dans le domaine de la santé : essor de la génétique médicale, développement des nouvelles techniques en matière d'exploration fonctionnelle, évolution des pratiques médicales, apparition des nouvelles maladies et des affections dues à l'environnement.



Les auteurs (quatorze spécialistes de France et du Québec) n'ont pas voulu répondre directement à la question que ne manquera pas de se poser le lecteur : y a-t-il un système meilleur que les autres ? Mais celui-ci pourra se faire sa propre opinion grâce à l'abondance des tableaux et aux classements figurant à la fin de certains chapitres.

Social

## Un voyage de journalistes

L'Association des Journalistes d'Information Sociale (AJIS) a organisé fin janvier, avec l'aide de la Délégation Générale du Québec, un voyage d'étude d'une semaine à Montréal et Québec. Dix journalistes y ont participé, représentant l'AFP, Le Monde, Challenges, L'Événement du Jeudi, Espace Social Européen, Protection Sociale Information, La Tribune, Les Echos, Centre Info et CFDI Magazine.

Deux thèmes figuraient plus particulièrement au menu de ce voyage : l'emploi et le système de santé. Les journalistes ont ainsi pu rencontrer plusieurs ministres du Québec : Louise Harel (Emploi et Solidarité), Jean Rochon (Santé et Services sociaux) et Roger Bertrand (Industrie). Ils ont aussi rencontré de nombreux responsables du système de santé québécois (notamment dans un CLSC et à la Régie d'Assurance Maladie du Québec), et eu un entretien fort intéressant avec Henri Massé, secrétaire général de la FTQ, l'un des deux grands syndicats de la Province. Le voyage s'est terminé par une visite, guidée par Tourisme-Québec, à la station du Parc du Mont-Tremblant.

Stéphanie TISSEROND

Région

## Un plan d'action Auvergne-Québec



Photo J.-P. Leyrit

Pierre Maître, Michel Lucier et Michèle Mazard.

Michel Lucier, Délégué Général du Québec en France, a signé le 27 février à Clermont-Ferrand avec Michèle Mazard, Vice-présidente déléguée de l'Agence Régionale de Développement d'Auvergne un Plan d'Action économique Auvergne-Québec.

Ce Plan d'Action est l'aboutissement de relations entre le Québec et l'Auvergne au cours des dernières années et

marque le début d'une intensification des interventions dans divers secteurs de l'économie.

Le tourisme et l'hôtellerie est un des dossiers retenus, suite à l'entente signée récemment entre l'institut de Tourisme et d'hôtellerie du Québec et l'Association Auvergne-Québec.

Le Plan d'Action vise "une augmentation des échanges commerciaux et industriels bilatéraux et des actions menées au profit des PME". Il prévoit la diffusion des renseignements sur les économies respectives et l'organisation d'activités de promotion comme, à titre d'exemple, la participation du Québec à la Convention GBM à Vichy et la présence d'intervenants d'Auvergne à une mission qui aura lieu au Québec en juin au salon Hopitex. La contribution du Biopôle Auvergne Technologies a été soulignée.

Certains secteurs ont été déclarés prioritaires et feront

l'objet d'un développement suivi : l'équipement médical, les biotechnologies, les matériaux composites (notamment l'extrusion plastique), les transports dont l'aéronautique, le secteur automobile et la sous-traitance et finalement le multimédia.

Les deux signataires ont confirmé leur satisfaction et ont particulièrement souligné que l'accès privilégié offert par chacune des deux parties à son partenaire ainsi que la volonté ferme de faire de ce Plan d'Action un soutien concret aux entreprises sont des garanties de succès. Les résultats pourront être mesurés au cours des prochaines années.

Lors de leurs interventions, Michel Lucier et Michèle Mazard ont souligné "le travail extraordinaire de promotion" effectué depuis plus de dix ans par l'Association Auvergne-Québec et son président Pierre Maître.

Complicité

## "Histoire de cousins" à Poitiers

Dans le cadre de l'année de la francophonie en Poitou-Charentes, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vienne organisait début décembre, à Poitiers, la semaine "Acadie, Poitou-Charentes, Québec, Une histoire de Copusins !" sur les thèmes de la francophonie, de la généalogie et du tourisme.

Une délégation de quatorze Acadiens et Québécois étaient présents afin d'évoquer à travers des rencontres avec le grand public poitevin le souvenir de leurs ancêtres communs, partis en pionniers de la Nouvelle-France au 17<sup>ème</sup> siècle.

Ainsi Gilles Villemure, avec l'humour qu'on lui connaît, ouvrait la semaine en proposant un cours d'histoire aux Poitevins. Marcel Fournier animait par la suite deux conférences, la première sur la recherche généalogique avec les participations des généalogistes québécois et acadiens Normand Robert et Stephen A. White, et la seconde sur le tourisme généalogique des Canadiens en France. Enfin, la semaine se ponctuait par une table ronde sur les langues françaises d'Amérique du Nord suivi d'un dîner aux saveurs de Poitou-Charentes. Québec et Acadiens partagèrent avec

les entreprises régionales venues présenter leurs produits un héritage commun de choix : la gastronomie.

Par ailleurs cinq expositions furent présentées pendant le mois dont deux provenaient spécialement du Québec, "Ma généalogie, Une histoire à découvrir" de Mme Langlois-Martel et "Le notaire, élément de dynamisme et de culture de la société québécoise" de Mme Lafortune. Pour l'occasion Paulette Coussot, présidente de Châtelleraul-Québec-Acadie inaugura son exposition sur l'Acadie contemporaine.



Photo Centre-Press

Artisans

## Un pont Québec-Réunion



CNARM

La coopération va bon train entre le Québec et la Réunion. Récemment, Michel Vachon, responsable de formation à l'école des métiers et occupations du Québec, en route vers la Réunion, a fait halte à Paris au CNARM (Comité national d'accueil et d'actions pour les Réunionnais en mobilité). Accueilli par le président Guy Ethève, Michel Vachon s'est félicité de la collaboration qui se poursuit entre son école et la chambre des Métiers de la Réunion, dans le cadre d'un transfert de technologie en matière de constructions à ossature bois. Cette opération, entamée après un stage d'artisans réunionnais à Québec, va s'étendre sur deux ans et doit aboutir sur la construction à la Réunion d'une maison québécoise. Depuis 1995, le CNARM est à la pointe de ces échanges. A ce jour, près de 80 jeunes réunionnais ont pu apprécier le Québec et certains s'y installer. Ajoutons que la solidarité avec les Québécois y est très forte (lire p. 10) et qu'une régionale de France-Québec vient de se créer à La Réunion (lire p.92).

# De nouveaux défis

**S**i l'année qui vient de se terminer peut être qualifiée d'année charnière, riche en actions de concertation et en bilans pour la coopération franco-québécoise, cette dernière doit maintenant faire face à de nouveaux défis.

Ce constat se dégage de la 56<sup>ème</sup> session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise qui se tenait à Paris les 15 et 16 janvier sous la présidence de Pierre Brochand, directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des Affaires étrangères et de Michelle Bussièrès, sous-ministre au ministère des Relations internationales.

La coopération franco-québécoise a atteint, au fil des ans, un degré de maturité qui a permis le développement de liens étroits et multiples entre acteurs de la vie sociale, éducative et économique du Québec et de la France. Ces rapports s'étendent aujourd'hui au-delà de la coopération institutionnelle et ont débouché sur un véritable partenariat.

Toutefois, comme les premiers ministres de France et du Québec l'ont constaté en septembre dernier à l'occasion de leur rencontre, bien que la coopération bilatérale soit très fructueuse, elle doit s'adapter au nouveau contexte international et voir son mode

de fonctionnement rénové. Ils ont suggéré, en particulier, un regroupement des activités autour de projets conjoints et une réforme de l'édifice institutionnel allant dans le sens d'une plus grande souplesse et d'une efficacité accrue.

## Des objectifs communs

Cette 56<sup>ème</sup> Commission permanente amorçait donc le passage à une coopération de type nouveau, se traduisant par la présentation d'engagements communs. Ainsi, la France et le Québec ont arrêté six objectifs qui déterminent les projets et les programmes à réaliser en 1998, soit :

- la mise en valeur des pôles d'excellence scientifiques et technologiques ;
- l'accompagnement des intérêts économiques ;

- le rayonnement culturel et la promotion de la langue française ;
- le développement des autoroutes de l'information et des technologies connexes ;
- le développement des compétences et le soutien à l'emploi ;
- la modernisation de l'État et l'adaptation des politiques publiques.

Les présidents ont également convenu de maintenir le niveau des moyens alloués à la coopération franco-québécoise pour assurer la mise en œuvre de ces objectifs.

La prochaine Commission permanente se tiendra au Québec d'ici la fin de l'année ; il s'agira, par ailleurs, de la dernière réunion annuelle, les Commissions permanentes devenant bisannuelles par la suite.



Pierre Brochand  
(France)  
et  
Michelle Bussièrès  
(Québec)

Photo B. Sylvain - DGQ

## La 56<sup>e</sup> commission permanente

## Le soutien

# aux organismes franco-québécois

Voici les recommandations et soutien émis cette année par la commission permanente :

### Comité de Coopération Inter-universitaire Franco-Québécois

La C.P. maintiendra son soutien au fonctionnement du CCIFQ.

Elle invite le CCIFQ à poursuivre le bilan et la mise en valeur des recherches et colloques soutenus depuis cinq ans. S'agissant des études québécoises, la Commission encourage la mise en réseau des chercheurs français associés aux

études québécoises. De plus, la C.P. invite le CCIFQ à dresser un bilan commenté des accords existants entre les établissements d'enseignements supérieur de France et du Québec et en faire rapport au président en cours d'année.

### Office Franco-Québécois de la Jeunesse

Les parties maintiennent leur appui financier à l'OFQJ. Elles demandent à l'OFQJ de soutenir le Comité d'action politique franco-québécois, auquel la C.P. allouera les crédits correspondants. La C.P.

demande à l'OFQJ qu'un bilan des actions du CAP-FQ lui soient dorénavant présenté. La C.P. se félicite des orientations prises par l'OFQJ en matière de formation et d'insertion professionnelle des jeunes, enjeux prioritaires dans nos deux sociétés, et l'invite à poursuivre dans cette voie.

### Association France-Québec et Québec-France

La C.P. salue le travail des partenaires et acteurs de la société civile que sont les Associations France-Québec et Québec-France et les

échanges de plus en plus nombreux qu'elles génèrent et qui se traduisent, notamment, par des jumelages et pactes d'amitié entre villes françaises et québécoises. La C.P. continuera d'apporter une contribution en moyens financiers et en personnel à chacune des sections. De même, cette contribution tiendra compte de la nécessaire concertation de leurs dirigeants. Enfin, la Délégation Générale du Québec à Paris soutiendra les activités menées dans le cadre du 30<sup>e</sup> anniversaire de France-Québec.

# La mémoire vivante

*Empêcher l'oubli... Telle est la mission de la Commission franco-qubécoise des lieux de mémoire.*

La Commission permanente de coopération franco-qubécoise a décidé, en 1996, la création d'une "Commission binationale sur les lieux de mémoire communs".

Ceci à l'initiative de Marcel Masse, alors délégué général du Québec en France, avec pour objectif "de rassembler Français et Québécois sur un sujet qui se trouve au fondement même de leur identité".

Pourquoi cette démarche, pourquoi cette décision ?

Depuis les "retrouvailles" des années soixante, l'accent a été mis, à juste titre, sur ce qui pouvait faire qu'entre les deux peuples des courants s'établissent et des liens multiples se tissent. Ainsi est née et s'est développée dans un contexte de changements profonds, ici et là, une coopération étroite dans les domaines de l'économie, du social, de la science, de la culture, des échanges de personnes.

Comme on le sait, les pères de cette coopération multiforme étaient puissamment animés par le souvenir d'un passé commun, celui des siècles durant lesquels nous avons été un même peuple (comme sont éloquentes la généalogie et la toponymie), ainsi que par la volonté de faire de ce passé le socle de relations uniques tournées vers l'avenir.

## Deux co-présidents

Les **co-présidents** de la commission franco-qubécoise des lieux de mémoire sont - pour le Québec, **Marcel Masse**, ancien Ministre ancien Délégué général du Québec à Paris - pour la France **Henri Réthoré**, ancien Ambassadeur, ancien consul général de France à Québec.

Chaque coprésident est assisté d'un comité d'orientation composé de représentants des institutions ayant compé-

tence en matière de patrimoine, et de personnalités partageant les préoccupations des deux gouvernements s'agissant des racines communes.

Le Secrétariat général de la Commission est assuré par le Conseiller culturel du Consulat

Le temps passe cependant et avec lui le risque se fait sentir, dans un monde où les remises en question affluent, où s'annonce le "choc des civilisations", de voir les nouvelles générations, formées autrement, oublier, au moment où ce sera essentiel pour le maintien de leur identité, ce passé fondateur de nos sociétés.

La Commission binationale des lieux de mémoire a pour mission d'empêcher l'oubli... Elle doit, pour ce faire, "favoriser une meilleure connaissance de notre passé, contribuer à améliorer notre compréhension mutuelle et renforcer la perception de notre identité partagée" (Marcel Masse).

## Mobiliser les compétences

Deux principes ont été retenus s'agissant de l'action de la Commission :

✓ elle a pour tâche principale d'animer, de proposer, d'initier des projets, mais surtout, sans se substituer à eux, de coopérer en réseau avec les organismes, universités, collectivités locales, mouvements associatifs, entreprises culturelles, etc... qui agissent dans ce domaine des lieux de mémoire.

✓ elle propose une gestion de la mémoire vivante des lieux et non pas uniquement leur conservation matérielle.



Photo B. Sylvain - DGO

général de France à Québec et par le Conseiller culturel de la Délégation générale du Québec à Paris.



La Commission s'emploie actuellement à mobiliser les compétences et à définir ses méthodes de travail comme ses modes d'intervention. Ses premiers projets à l'étude concernent l'organisation d'un colloque sur la notion de lieux de mémoire et de modernité, qui pourrait se tenir en 1999, l'inventaire des lieux de mémoire, la commémoration d'anniversaire proches, tel le 300<sup>ème</sup> de la mort de Louis de Frontenac, Gouverneur de la Nouvelle-France, le 400<sup>ème</sup> de la naissance de Marie de l'Incarnation, l'organisation de parcours de lieux de mémoire en France et au Québec, l'encouragement à des travaux universitaires, une exposition d'archives diplomatiques...

La Commission binationale des lieux de mémoire souhaite apporter aux Français et aux Québécois d'aujourd'hui et de demain des motifs supplémentaires d'être fiers de leur passé commun. Elle veut les renforcer dans la conviction que les liens qui en découlent sont exceptionnels et qu'à l'aube du XXI<sup>ème</sup> siècle, leur très nécessaire solidarité est fondée sur des bases profondes.

Elle espère bien bénéficier du concours de toutes celles et ceux qui "se souviennent" et pour qui "la mémoire est la vie" (Pierre Nora).

Henri RÉTHORÉ

1998

300<sup>ème</sup>  
anniversaire  
de la mort  
de Louis de  
Frontenac

1999

400<sup>ème</sup>  
anniversaire  
de la  
naissance  
de Marie de  
l'Incarnation

# Le ministre André Boisclair

## "Immigrer, c'est un projet de vie"

Vous voulez augmenter le nombre d'immigrants français, mais votre chômage est égal à celui de la France. Ne craignez-vous pas de provoquer quelques désillusions ?

Il faut d'abord savoir que 83% des Français établis au Québec sont encore là dix ans après leur arrivée. On peut donc dire que pour la très grande majorité des immigrants français, l'intégration est réussie. Cela illustre la pertinence de nos critères de sélection.

La clé d'une immigration réussie réside pour beaucoup dans la préparation sérieuse du projet d'immigration. A cet égard, je dois souligner que 3/4 des candidats sélectionnés sont déjà venus au Québec, y ont des amis ou de la famille. Ces personnes connaissent bien le Québec et

les impacts du vieillissement de la population.

**Que comptez-vous faire pour faciliter l'accueil des immigrants français par la population québécoise ?**

Les Québécois et les différentes familles politiques québécoises sont d'avis que l'immigration est un facteur d'enrichissement de notre société et d'ouverture sur le monde. Il existe un consensus généralisé au sein de la population sur cette question. Un sondage récent révèle en effet que trois Québécois sur cinq sont favorables au maintien ou à l'accroissement des niveaux actuels d'immigration. Cela n'a rien de surprenant, car l'État québécois a toujours eu une politique active dans ce domaine. Une famille sur trois compte dans ses rangs un immigrant.

Pour ce qui est des Français, ils sont connus et aimés des Québécois. Plus de 400 000 touristes viennent au Québec chaque année et environ 175 000 Québécois font de même en France. Les échanges entre nos deux sociétés ne font qu'enrichir les relations privilégiées que nous avons et favorisent la pérennité du fait français en Amérique.

Par ailleurs, nous entretenons d'autres relations dans une multitude d'activités professionnelles impliquant chaque année des milliers de Français et de Québécois. Nos artistes sont largement reconnus en France tout comme les Français le sont chez nous. Bref, je connais bien peu de sociétés étrangères où un Français pourra émigrer dans les conditions qu'offre le Québec.

Mais au-delà des liens d'amitié qui nous unissent, le critère déterminant de la réussite de l'intégration, c'est la possibilité de travailler. C'est pourquoi le Québec offre aux immigrants francophones de s'inscrire à une

session d'information d'une durée de 20 heures donnée par nos services et principalement axée sur la recherche d'emploi. D'autre part, l'entente avec l'Office des migrations internationales (OMI) a permis l'établissement d'un bureau de l'OMI à Montréal, dont la fonction principale est d'aider les Français à se trouver du travail à leur arrivée au Québec. Enfin, nous aidons tous les nouveaux arrivants dans leur démarche d'intégration générale au Québec, y compris le travail.

**Que comptez-vous faire face au blocage de certaines corporations professionnelles québécoises ?**

Nous sommes conscients de cette question qui se pose depuis de nombreuses années. Il y a 43 ordres professionnels reconnus par le Code des professions du Québec. Vingt-trois d'entre eux concernent des professions à champ d'exercice exclusif. Ce sont surtout ceux-là qui peuvent faire problème puisqu'il faut en être membre pour y œuvrer. Or, de ces 23 professions, 16 font partie de notre liste de professions inadmissibles, ce qui signifie que les candidats qui les pratiquent ne seront pas sélectionnés.

Par ailleurs, le Gouvernement du Québec travaille étroitement avec les ordres professionnels pour aplanir le plus possible les difficultés d'accès aux professions et pour bien informer les candidats à l'immigration des conditions d'admission à toutes les professions régies par le Code québécois. C'est dans cette perspective que nous avons formé avec tous nos partenaires, dont l'Ordre des Professions du Québec, une table de concertation sur la formation scolaire acquise en dehors du Québec. Cette table a déposé en décembre dernier son rapport qui formule des recommandations visant à faciliter l'accès aux professions. Le Ministère examine présentement ces recommandations.

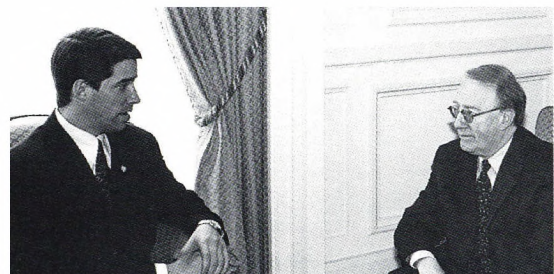
**Sur le taux de retour des immigrants, des chiffres divers circulent. Certains affirment que plus d'un sur deux revient en France. Qu'en est-il réellement ?**

Comme je l'ai dit tout à l'heure, 83% des Français qui s'installent au Québec y sont encore après 10 ans. Nous avons voulu en savoir plus sur les raisons qui poussent les autres à repartir. Nous avons donc procédé à une enquête auprès de ceux qui seraient revenus en France. Les résultats préliminaires nous indiquent qu'une bonne part de ceux-ci transitent entre la France et le Québec. Nous observons donc que nous avons affaire à des personnes particulièrement mobiles qui partagent leur vie entre les deux continents. Une conclusion s'impose : ils sont donc plus de 83% à garder le Québec comme patrie d'adoption. Quant à ceux qui sont revenus en France, la plupart l'auraient fait pour des raisons familiales.

**Quels conseils personnels donneriez-vous à un candidat français à l'immigration ?**

Immigrer, c'est d'abord un projet de vie qui doit être mûri avant d'être mis à exécution. Malgré tout ce qui nous unit, nous formons une société nord-américaine à laquelle il faudra s'adapter. Dans toutes nos réunions d'information, nous rappelons cet élément fondamental aux candidats qui songent à s'installer au Québec. Le projet d'immigration doit aussi être préparé de façon pratique. Nous recommandons fortement un ou plusieurs voyages de reconnaissance, des contacts avec d'éventuels employeurs et des Québécois de sa profession. Enfin, un projet réaliste et sérieux suppose que l'individu a les moyens financiers de subvenir à ses besoins pendant les trois premiers mois de son installation.

*Propos recueillis par  
Georges POIRIER*



André Boisclair

son marché du travail. Voilà qui explique ce fort taux de réussite.

Pour revenir à la question du chômage au Québec, il se situe à 10,6% et la tendance de l'emploi est à l'amélioration depuis maintenant plusieurs mois. Ceci dit, j'admets qu'un taux de chômage supérieur à 10% est trop élevé. Mais ce ne sont pas tous les secteurs de l'économie qui sont touchés puisque certaines entreprises, notamment en informatique, font état de nombreux postes vacants. Je dirais encore que, dans les faits, l'immigration participe au développement du peuple québécois tant sur le plan économique et culturel que démographique. Sur ce plan, parce qu'elle représente un apport direct et immédiat de population jeune et active, l'immigration contribue à atténuer

P. Archambault

# LE QUÉBEC VEUT RECEVOIR PLUS D'IMMIGRANTS FRANÇAIS

Le ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration (MRCI) souhaite augmenter graduellement, au cours des trois prochaines années, le nombre d'immigrants et accueillir jusqu'à 32 000 nouveaux arrivants en l'an 2000, dont une large part de francophones.

Le Service d'Immigration de la Délégation générale du Québec à Paris est au cœur de ce projet avec pour objectif la sélection de plus de 5000 personnes en France, dès 1998. Pour le moment, un peu moins de 2 500 français s'installent chaque année au Québec.



## Travailleurs

Afin d'atteindre cet objectif, le MRCI privilégie une approche visant la sélection d'individus capables de s'insérer rapidement au marché du travail et de s'adapter efficacement à ses transformations de plus en plus accélérées. Dans cette perspective, le Ministère recherche principalement deux types de travailleurs :

- ceux dont la profession ou le métier est en demande sur le marché du travail québécois ;
- ceux qui ont un potentiel de mobilité professionnelle ainsi qu'un profil pouvant correspondre à différentes combinaisons des caractéristiques suivantes :
  - être principalement âgé de 23 à 35 ans ;
  - être francophone (la connaissance de l'anglais constitue un atout additionnel) ;

- posséder une bonne formation (niveau et/ou polyvalence) ;
- détenir une expérience minimale de travail de six mois (en y incluant les stages) ;
- avoir une bonne connaissance du Québec.

## Entrepreneurs

Le Québec manifeste aussi beaucoup d'intérêt pour ceux qui souhaitent s'établir sur son territoire afin d'exploiter une entreprise. Les exigences de base sont alors la possession d'un actif minimum de 800 000 francs ainsi qu'une expérience de gestion liée, au moins en partie, au secteur d'activité visé. Chaque année, plusieurs dizaines de commerçants, d'artisans ou d'exploitants industriels et agricoles font le saut.

## QUELQUES PROFESSIONS EN DEMANDE

- audiologiste et orthophoniste
- diététiste et nutritionniste
- ergothérapeute
- analyste de systèmes informatiques
- programmeur scientifique
- programmeur d'applications
- ingénieur informaticien
- ingénieur spécialiste en cellule d'aéronef
- ingénieur spécialiste en télécommunications
- ingénieur spécialiste en réingénierie des méthodes et procédés
- technicien et mécanicien d'instruments industriels
- technicien spécialiste en automatisation
- technicien en génie mécanique ou électromécanique
- technicien en chimie appliquée spécialiste en agro-alimentaire
- ouvrier-ajusteur
- réglleur-conducteur de machines-outils
- designer industriel
- professionnel des services aux entreprises de gestion, spécialiste en analyse des méthodes et procédures
- spécialiste des ventes techniques, vente en gros
- rédacteur technique, traducteur, interprète de conférence (avec maîtrise du français et de l'anglais)

## LISTE DES PROFESSIONS INADMISSIBLES

- |   |                             |
|---|-----------------------------|
| • architecte  | • médecin                   |
| • géomètre - topographe                             | • pharmacien                |
| • avocat et notaire                                 | • dentiste                  |
| • expert-comptable et auditeur                      | • denturologiste            |
| • huissier  | • optométriste              |
| • enseignant (maternelle - primaire - secondaire)   | • infirmier diplômé         |
| • ingénieur (civil - pétrolier - géologue - minier) | • sage-femme                |
|   | • acupuncteur               |
|   | • chiropraticien            |
|   | • podologue - pédicure      |
|   | • technologue en radiologie |
|   | • vétérinaire               |

Pour de plus amples informations, consultez le Minitel

**3615 Québec**

ou naviguez dans le site Internet du MRCI

<http://www.immq.gouv.qc.ca>

**IMMIGRER  
ET S'ÉTABLIR  
AU QUÉBEC**

Québec ::

Pour obtenir un formulaire de demande d'immigration, écrivez-nous :

**Service de l'immigration du Québec – 87/89, rue la Boétie – 75008 Paris**

(Insérez une enveloppe préadressée - format 21 X 29,7 - et accompagnée d'un timbre de 6 F 70)

La féminisation... un problème ??  
Le Québec n'apprécie pas le conservatisme de l'Académie française.

# Le Québec contre l'Académie

Elles ont osé. Les ministres françaises ont défié le code grammatical et "proclamé" la féminisation de leur titre. Ainsi, devrait-on désormais dire madame La ministre. Au Québec, cela fait déjà plus de 20 ans qu'une ministre a droit à son "genre". Lise Payette, qui a accédé en 1976 au Conseil des ministres, l'exigeait. L'Office de la langue française, alors consulté par le gouvernement, approuva la féminisation puisqu'elle ne remettait pas en cause le système grammatical de la langue française.

Cependant, même deux décennies plus tard, l'Académie française voit dans la demande de ses ministres "une affaire qui dans les hauteurs de l'État, porte atteinte à la langue française". Plus encore, le secrétaire perpétuel de l'Académie, Maurice Druon, demande, dans une lettre adressée au président de la République, d'"user" de son autorité pour "rappeler chacun au respect dû à notre langue". Pour les académiciens, "On peut regretter que cédant à des influences démagogiques, certains de nos amis québécois incitent à écrire : une auteure, une professeure, une écrivaine".

Ces propos incisifs n'étaient pas les premiers émanant de l'Académie. Un journaliste québécois, Christian Rioux, rappelait dans l'édition du 15 février



Louise Beaudoin

Photo Bertrand Sylvain - DGO

du *Journal du dimanche*, que Maurice Druon avait été plus direct en juillet dernier lorsqu'il écrivait : "Nos amies québécoises n'en sont pas à une naïveté près en ce domaine".

La ministre québécoise de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Charte de la langue française au Québec, Louise Beaudoin, réagissait donc, le 24 janvier dans le quotidien *La Presse*, aux propos tenus par Maurice Druon. "Au Québec, on estime qu'il est légitime qu'une femme qui occupe une fonction veuille porter un titre au féminin. Pour au moins deux raisons. La participation des femmes à l'activité sociale, dans tous les domaines et dans toutes les fonctions, devient ainsi visible et ne disparaît pas derrière un lexique le plus souvent au masculin, surtout lorsqu'il s'agit de poste prestigieux. (...) D'autre part, du point de vue de la langue, qu'une femme porte un titre au féminin permet d'assurer la cohérence du discours lorsqu'elle parle d'elle-même et de sa fonction. Au sujet d'une femme ministre, faudrait-il écrire : "Le ministre s'est déclaré heureux de la rencontre", accord grammatical correct, mais incongruité par rapport au

réal. Puis, qu'en sera-t-il lorsque "le" ministre accouchera ?".

Madame la ministre semble être destinée à faire face à l'"incompréhension" de la France en cette matière. En 1983, alors qu'elle était à la tête de la Délégation générale du Québec à Paris, Louise Beaudoin voulait que son titre reflète à la fois sa fonction et le fait qu'elle est une femme. Elle était donc devenue la Déléguée générale du Québec à Paris. Et, elle relate : "Au Québec, ce choix a été jugé normal et comme allant de soi ; en France, il a provoqué une minirévolution diplomatique au point que, des années plus tard, au moment de me décerner la Légion d'honneur, Laurent Fabius, alors Premier ministre, a préféré utiliser la désignation masculine de ma fonction tout en s'excusant de son conservatisme vieille garde".

Bref, les "relations" que les Québécois entretiennent avec leur langue pourraient être qualifiées d'"évolutives" alors que pour les Français, elles sembleraient davantage "respectueuses"... Pour Louise Beaudoin "La langue française doit être vivante. Elle doit permettre d'exprimer l'évolution de la société, donc l'arrivée massive des femmes dans des fonctions autrefois occupées exclusivement par des hommes. (...) La langue française doit être moderne et innovatrice. Face au travail colossal de maintenir à flot la langue française en regard de la langue anglaise omniprésente, les Québécoises et les Québécois voudraient que les Françaises et les Français adhèrent au même objectif et soient un soutien puissant à notre propre action".

**Chantal GAGNON**

Un guide existe pour la féminisation des titres au Québec. Si vous aimeriez en savoir un peu plus sur le sujet nous vous conseillons... "Pour un genre à part entière" (guide pour la rédaction de textes non sexistes) publié par le Gouvernement du Québec ministère des Communications, Bibliothèque administrative.

## Deux mots

Jean-Claude CORBEIL (linguiste) :

"Monsieur Druon défend des thèses rétrogrades. On ne met pas une langue en danger en ajoutant cinq mots ! Mais ce qui me choque le plus, c'est son mépris à l'égard des femmes. Il doit souffrir d'une misogynie profonde. Cose certaine, son coup de sang en France constitue un anachronisme au Québec".

Marie-Eva de VILLIERS (linguiste, auteure du Multidictionnaire de la langue française) :

"De ce côté de l'Atlantique, nous assistons, amusés à cette singulière guerre des genres dont on ignore toujours l'issue. Parions que le bon sens finira par l'emporter. Pour nous, cette question appartient déjà à l'histoire ancienne".

# Un Club

## Nord-Pas de Calais/Québec

C'est à l'initiative de la Chambre de Commerce française au Canada qu'est née l'idée du club d'affaires : soumise à l'Agence régionale de développement, elle a été concrétisée par ces deux structures avec le soutien de la Délégation générale.

Tout est parti d'un constat : sur les 17 000 emplois représentés par des entreprises québécoises en France, près de 4 000 sont situés dans le Nord-Pas de Calais. Trois groupes emblématiques de la Belle Province sont installés dans la région avec au total quatre usines : le constructeur ferroviaire Bombardier, le papetier Cascades et l'imprimeur Québecor. "60 à 70% des emplois industriels québécois en France sont dans le Nord-Pas de Calais" précise même Bernard Habart, responsable de l'antenne nordiste de la Chambre de Commerce française au Canada.

Les entreprises du Nord ne sont pas en reste : de Castorama, qui a investi plusieurs centaines de millions de francs pour racheter la chaîne de bricolage Reno-Dépôt, aux PME-PMI de l'agro-alimentaire, de la mécanique ou de la transformation, elles sont une trentaine à s'être installées au Québec. Le plus bel exemple régional est Hibon SA, numéro 2 européen des équipements industriels de mise sous vide ou sous pression, présent depuis dix ans au Canada.

Être un outil d'information, de concertation et d'échange d'expérience, tel est l'objectif du club Nord-Pas de Calais-Québec. Il réunit déjà une dizaine d'entreprises régionales et une quinzaine d'institutionnels impliqués dans les relations économiques franco-québécoises. "Nous espérons passer rapidement de 25 à 35 adhérents", explique Bernard Habart.

Le club se réunit toutes les six à sept semaines. Officiellement constitué le 7 octobre dernier, en présence de Lucien Bouchard, il avait participé à cette visite du Premier ministre québécois dans le Nord et avait organisé au même moment un séminaire "environnement". La Belle Province et la région nordiste ont en effet en commun un lourd passé industriel, d'où découlent des problèmes comme les sols pollués ou les friches industrielles. Un colloque sur ce même sujet doit d'ailleurs se tenir l'automne prochain au Québec. Le club va aussi s'impliquer dans l'organisation des rencontres inter-industrielles sur d'autres thèmes, comme il l'a fait sur les énergies renouvelables en décembre.

Autre projet en cours : l'édition d'un document permettant d'évaluer la présence du Nord-Pas de Calais au Québec et inversement et d'apprécier la démarche à suivre pour dynamiser les échanges.



Présidé par Daniel Panne, directeur de la société d'ingénierie Pingat (groupe SNC-Lavalin), le Club a déjà fait des ému-

les : l'Auvergne, l'Alsace, les Pays de Loire et la Vendée sont en train de mettre en place des structures similaires. A la grande satisfaction de Jean Duquette, premier conseiller aux affaires économiques de la Délégation générale. Quant aux initiateurs du club Nord-Pas de Calais-Québec, ils réfléchissent à la création d'une section Nord-Pas de Calais au sein de la Chambre de Commerce française au Canada.

Valérie LION

Contact : Didier Decoupigny, Agence Régionale de Développement, 185, boulevard de la Liberté, BP 2027, 59013 Lille Cedex. Tél : 03 20 14 44 92.



BANQUE DU DÉVELOPPEMENT DES PME



SOFARIS

DES OUTILS AU SERVICE DE LA  
COOPÉRATION ÉCONOMIQUE  
FRANCE / CANADA / QUÉBEC  
POUR LES PME

La Banque du Développement des PME facilite le financement des projets à chaque étape de la vie d'une entreprise en partageant le risque sous forme de cofinancement et / ou de garantie avec le banquier de l'entreprise.

Pour aider les PME françaises à élargir leurs marchés vers l'Amérique du Nord, la Banque du Développement des PME dispose de solides partenariats au Canada / Québec.

La Banque du Développement des PME est au coeur de l'ensemble de ces dispositifs :

- tant au niveau du Canada avec :  
la Banque de Développement du Canada,
- qu'au niveau de la Province du Québec avec :  
la Société de Développement Industriel du Québec et le Réseau Franco-Québécois pour le Développement des PME, réunissant sept institutions françaises et québécoises.

La Banque du Développement des PME  
est en relation privilégiée avec  
le CFME-ACTIM, pour la mise en oeuvre  
du programme ACTIM-QUEBEC.

Banque du Développement des PME  
27-31 avenue du Général Leclerc  
94710 Maisons-Alfort cedex

Contact : M. Dominique ANDRE  
Tél : 01 41 79 80 05 - Fax : 01 41 79 80 32



Réseau Franco-Québécois  
pour le Développement des PME



Banque  
de développement  
du Canada

# Venus du Yukon

En partage

Né au Maroc de parents français, Yann Herry a suivi ceux-ci tout naturellement lorsqu'ils partirent s'installer à Québec. Il y vécut 11 ans. Ses études de géographie à l'Université Laval, le conduisirent à voyager dans tout le Canada et lui firent connaître le Yukon, en 1981. Il y fonda une famille... "Mais je reviens régulièrement avec femme et enfants à Poitiers où vit toujours ma grand-mère."

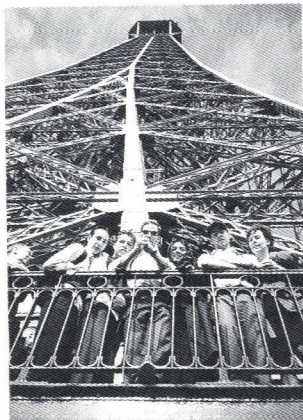
Le Yukon est un territoire du Canada, au 60<sup>ème</sup> parallèle Nord, peuplé de 30 000 habitants alors que le territoire est presque aussi grand que la France. Whitehorse, la capitale compte à elle seule 26 000 Francophones. Cette population francophone est originaire du Québec, du nouveau Brunswick, du Manitoba, à laquelle s'ajoutent quelques Français.

C'est dans le cadre de ses activités de conseiller pédagogique à l'école française de Whitehorse qu'il est amené à organiser échanges et voyages scolaires. "Les parents tiennent énormément à cette école « Emilie Tremblay », née il y a deux ans et qui va de la maternelle à la terminale. Elle est

l'unique chance pour leurs enfants de conserver l'usage du français dans un environnement entièrement anglophone.»

**Lors de la semaine de la Francophonie, cinq élèves du Yukon ont découvert la France, accompagnés de leur professeur.**

L'aventure pour cinq jeunes de 17 ans a commencé le 12 mars. "Le voyage a été très long. Il fallait passer par Vancouver et Londres. Le décalage horaire de 9 heures par-dessus, vous imaginez... Mais ça valait le coup. Découvrir Paris, Versailles, trois châteaux de la Loire, pour ces élèves, c'était un rêve. Nous avons pris notre temps, beau-



coup marché le long des quais de la Seine, et, visité des lieux un peu insolites, comme les Catacombes... Nous avons aussi participé à la semaine de la francophonie : réception au Sénat, à l'Hôtel de ville ..."

Mais le voyage était cher, 3 500\$ par élèves, alors... "Notre école étant doté d'une cuisine, nous avons proposé nos services, comme traiteurs, à la communauté francophone" 5 repas à 500\$ ont été donnés et, la participation financière de l'Ambassade de France à Ottawa aidant, le coût du voyage a été ramené à 2 200\$. Les élèves n'ont pas été déçus de ce séjour qui a duré 12 jours. Au contraire, même si le rythme des parisiens les a déconcertés et s'ils étaient un peu choqués de s'entendre répondre en anglais lorsqu'ils s'adressaient aux gens..."

Yann Herry, qui est président de l'association franco-yukonnaise et dirige un journal francophone *L'aurore boréale*, ne veut pas en rester là : "J'ai déjà pris contact avec un collègue de Poitiers afin d'organiser des échanges..."

Monique PONTAULT

## Echanges scolaires francophones

L'Association Échanges internationaux de Paris a profité de la 6<sup>ème</sup> Semaine internationale de la Francophonie pour créer une section au Québec.

Les Échanges internationaux dont le Président est Jean-Pierre Bertho, ont été créés il y a 30 ans en France dans le but de développer des relations fraternelles entre les jeunes des différents peuples (en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe) par des rencontres, des partenariats entre établissements scolaires, des stages et de la correspondance...

L'association propose également des sessions de formation aux enseignants et tient périodiquement des colloques ouverts au grand public.

La création de cette section québécoise, a permis à son président Jean-Paul Létourneau, ancien trésorier de Québec-France et à Margot, sa compagne, d'être accueillis une semaine durant au Liban avec comme objectif la promotion d'un concours international de poésie francophone. Autre exemple d'activité : dans le cadre d'un jumelage entre l'école Notre-Dame de Sion de

Paris et l'école Antoine-Girouard de St-Hyacinthe, un échange, via internet, de cours de littérature française pour les Québécois du secondaire V et de cours de littérature québécoise pour les Français de Terminale, sanctionné par un examen.

• Association québécoise d'échanges internationaux Maison de la Francophonie, 150, boul. René Lévesque, Est Québec, G1R 2B2, Tél et Téléc. (418) 285-3201, Tél. (418) 646-9117, Téléc. (418) 644-7670.

• Échanges internationaux, 227, rue St-Jacques, 75005 Paris, Téléc. 01 43 25 07 49.

**PRÉSIDENT:** L'ambassadeur Bernard Dorin, co-fondateur de France-Québec, a été élu président des Amitiés Acadiennes, succédant au regretté Philippe Rossillon.

**SYNDICALISME:** Jean Saint-Denis, issu de la CEQ (Centrale de l'Enseignement du Québec) est le nouveau secrétaire général du CSFEF (Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation).

**DICTIONNAIRE:** Hachette et l'AUPELF-UREF ont lancé un "Dictionnaire universel francophone" avec un recensement des expressions de "tout le français du monde".

**ENTENTE:** Le Québec et le Maroc ont ratifié une entente de coopération bilatérale en matière de formation professionnelle et de promotion de l'emploi.

**PRIX:** Les historiens québécois et français Denis Vaugeois et Jean-Marie Fonteneau ont reçu à Paris le prix Samuel de Champlain créé par l'Institut France-Canada pour leurs livres respectifs "La fin des alliances franco-indiennes" (Éd. Septentrion) et "Les Acadiens, citoyens de l'Atlantique" (Éd. Ouest-France).

## Parution

Géopolitique de la Francophonie

Jacques Barrat

Éd. PUF, coll. "Politique d'aujourd'hui", 1997, 184 pages, 120 F.

Pour s'initier à la Francophonie, un ouvrage pédagogique volontairement court et simple, préfacé par Pierre Messmer, écrit sous la direction de Jacques Barrat qui enseigne la géopolitique des médias à l'université Panthéon-Assas-Paris II et fut secrétaire général de l'OFQJ de 1994 à 1997. Le lecteur s'y familiarisera avec l'aventure historique d'un concept, sa problématique culturelle, ses différentes instances et ne pourra qu'être séduit par les valeurs humanistes qui lui sont associées.

## CLAMECY-GRANDE PILES

## Deux pays de flottage

Fin mai, une vingtaine de Québécois de Grande-Piles viendront participer à la signature du jumelage avec Clamecy (Nièvre). Ce sera l'occasion d'une belle semaine d'animation franco-québécoise. L'histoire fluviale a réuni les deux villes lorsque les Québécois de la région de Trois-Rivières, célèbre pour ses "pitounes" sur la rivière Saint-Maurice, ont participé aux huitièmes Rencontres internationales du flottage en 1995 à Clamecy, qui a connu une belle époque de flottage sur l'Yonne. Si la tradition du flotta-

ge est à l'origine du jumelage, la rencontre entre le maire de Clamecy, Bernard Bardin, président du conseil général de la Nièvre, et les élus québécois ont fait le reste. En 1996, lors des rencontres de flottage à Trois-Rivières cette fois, le jumelage a été signé avec Grandes Piles. La signature-retour est donc prévue cette fois en France. Les élus de Grandes-Piles et de Clamecy se rendront ensuite ensemble aux rencontres des villes de flottage organisée cette année sur la Durance, à Embrun (Hautes-Alpes).

Une semaine québécoise  
du 25 mai au 3 juin

Voici les grandes lignes de la semaine québécoise organisée à Clamecy (Nièvre) du 25 mai au 3 juin :

- **Expositions** : peintures et gravures de Guy Langevin et Jo Ann Lanneville (Trois-Rivières), photos de Grandes Piles et de ses habitants, photos Horizon Québec, photos d'art "Le Bout du Fleuve" de Régis Perrot.
- **Conférences** : "Les Amérindiens" par Roselyne Boulard, contes et légendes québécoises avec le violoncelliste Emmanuel Tremblay.

- **Cinéma** : courts-métrages du réalisateur franco-québécois Frédéric Back.

- **Musique** : concert de jazz avec un groupe de trente Québécois.

- **Littérature** : exposition-vente de livres à la Médiathèque.

- **Gastronomie** : une "fin de semaine" québécoise à l'Hôtellerie de la Poste.

Renseignements : 03 86 27 02 51.

## GAMACHES-CAP SAINT IGNACE

## Grâce à l'ancêtre



Du 10 au 18 octobre, le maire, Jacques Pecquery, et une délégation de Gamaches (9 000 habitants, Somme) se rendront à Cap-Saint-Ignace, près de Montmagny, au Québec pour signer le jumelage. A l'origine, deux généalogistes québécoises, Lise et Lisette Gamache qui ont découvert que leur ancêtre, Nicolas de Gamache, marquis de Gamaches, a fondé Cap-Saint-Ignace qui garde comme trace un manoir de Gamache datant de 1744. Les contacts se sont multipliés et les deux Québécoises ont participé aux cérémonies du cinquantième anniversaire de la Libération de Gamaches. La pugnacité de quelques-uns a eu raison de la distance. Une asso-

ciation s'est créée l'an dernier, présidée par Jean-Marie Licé avec pour marraine la Comtesse de Paris attachée à la région. Celle-ci est venue à la première manifestation officielle du comité de jumelage marquée notamment par l'inauguration d'un square Cap-Saint-Ignace. Outre-Atlantique, un square "Le Gamachois" a également été inauguré lors du 325e anniversaire de la fondation de Cap-Saint-Ignace ponctué d'une liaison téléphonique entre les deux maires. Des contacts scolaires sont maintenant envisagés et une exposition de peintures est prévue fin mai.

Renseignements : 03 22 30 35 83



Lyon - Montréal :

## un pont sur l'océan

Transferts d'expériences (espaces publics, services aux citoyens, gestion des aéroports et du patrimoine) ; expositions et spectacles, formation, emplois municipaux pour les étudiants, avec l'association Lyon-Québec ; rapprochement des professionnels de la mode, des professions libérales, des Barreaux ; contacts entre les PME de Lyon - Rhône-Alpes et de Montréal - Québec ; session d'été, à Lyon, de la Chaire Jean Monnet ; Entretiens Jacques Cartier..., entre la deuxième ville de France et la "deuxième ville française au monde", la coopération, depuis près de vingt ans, est comme un pont lancé sur l'Atlantique. Un lien qui se renforce d'année en année.

Direction des Relations internationales  
Tél : 04 72 10 31 34  
dirint@lyon.asi.fr



**Luc BERNIER**

(voir p. 20)

Un lien  
direct  
et  
privilegié

**L**a question qui sous-tend l'intérêt chez les observateurs pour les relations France-Québec demeure la possibilité de l'accession du Québec à la souveraineté qui découle de l'effort de modernisation des années 1960. La France ne peut guère devancer le Québec sur ce sujet. Veut-elle "l'accompagner", "prendre acte", s'intéresser sans s'ingérer, etc., ce sont ces nuances qu'interprètent politiciens et observateurs, en particulier depuis 1967. Les commentateurs et journalistes qui couvrent les visites officielles des Premiers ministres québécois en France ou celles des Premiers ministres français au Canada scrutent à la loupe, depuis lors, la moindre variation dans le ton ou le contenu des communiqués à chacun des arrêts des invités cherchant à deviner si l'intérêt de la France envers le Québec s'estompe.

Les relations France-Québec dépassent la question constitutionnelle. Ces relations couvrent entre autres une dimension économique non-négligeable. Le Québec est un bon client de la France. Il achète bon an mal an le double de ce que la France lui achète. Les investissements français au Québec sont aussi importants. La politique linguistique québécoise a été possible en partie parce qu'elle s'est appuyée sur l'aide française, par exemple les dictionnaires spécialisés qui ont permis de traduire les manuels techniques. C'est néanmoins la question constitutionnelle soulevée un soir de juillet 1967 qui fait l'originalité du Québec sur la scène internationale (lire p. 20).

Comme Paul Gérin-Lajoie le relate dans ses mémoires, le général de Gaulle voulait "s'occuper du Québec". Il était le premier, et demeure le seul chef d'État à vouloir établir des relations directes et permanentes avec le Québec. C'est après la visite de De Gaulle au Québec en 1967 que les pressions françaises se sont accentuées pour développer les relations France-Québec. Ces relations ont aussi continué dans une trame symbolique stable accompagnée de la mauvaise humeur du gouvernement fédéral canadien. Un éventuel voyage de Johnson en France à l'automne 1968 avait

été préparé avec un certain luxe protocolaire. Le gouvernement français s'efforça de mettre l'accent sur l'importance de relations stables entre la France et le Québec. En 1967, de Gaulle envoya son ministre de l'Éducation, Alain Peyrefitte, au Québec pour intensifier et élargir la coopération Québec-France. En janvier 1969, lorsqu'une délégation québécoise menée par le ministre de l'Éducation Jean-Guy Cardinal - qui remplaçait le premier ministre Jean-Jacques Bertrand - arriva à Paris, elle fut accueillie à l'aéroport par le secrétaire aux Affaires étrangères de France, avec le protocole habituellement réservé aux chefs d'États. Cardinal rencontra le Premier ministre Couve de Murville, le ministre des Affaires étrangères Michel Debré et le président de Gaulle.

Longtemps après que Charles de Gaulle eut pris sa retraite, la France continua d'apporter un soutien au Québec. En novembre 1977, le Premier ministre René Lévesque alla à Paris recevoir le grade de Grand Officier de la Légion d'honneur. Dix ans après le discours de De Gaulle, l'appui de la France à la cause indépendantiste demeurait fort. Le président de l'Assemblée nationale, Edgar Faure, vanta les efforts que fournissait le Québec pour se débarrasser de la colonisation. Le président français, Valéry Giscard d'Estaing, qui avait déjà reçu Robert Bourassa dans le cadre d'une séance du Conseil des ministres en décembre 1974, réitéra l'appui de la France et sa position de "non-ingérence, mais non-indifférence", adoptée depuis par les dirigeants français. Au cours de cette visite, le gouvernement français se rendit compte que René Lévesque manifestait moins d'enthousiasme que certains de ses adjoints devant la question de l'indépendance. Contrairement à de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre et Alain Peyrefitte décidèrent de renoncer à appuyer la souveraineté du Québec en public avant que les Québécois n'aient fait leur propre choix. La non-ingérence primait alors sur la non-indifférence.

Les irrégulières rencontres "annuelles" entre les Premiers ministres français et québécois sont un signe de l'institutionnalisation de ces relations internationales. Outre les dif-

## repères

**1968** : Fondation de France-Québec et création de l'OFQJ.

**1974** : Accords Bourassa-Chirac qui infléchissent la coopération dans une vaste opération de francisation.

**1977** : Visite officielle de René Lévesque à Paris, accueilli notamment dans l'hémicycle de l'Assemblée. Les rencontres des deux Premiers ministres sont institutionnalisées annuellement.

**1980** : Les deux gouvernements mettent l'accent sur la coopération industrielle, scientifique et technologique.

**1984** : Création du CCIFQ (Centre de coopération inter-universitaire franco-québécoise). René Lévesque inaugure la Maison du Québec à Saint-Malo.

**1987** : Voyage du président Mitterrand, vingt ans après celui du Général de Gaulle.

**1991** : 50<sup>ème</sup> session de la commission permanente franco-québécoise.

**1992** : Pour le 350<sup>ème</sup> anniversaire de Montréal, une "forêt des Montréal de France" est plantée au Jardin botanique.

**1993** : 101 personnalités québécoises signent un manifeste s'inquiétant du "risque de colonisation linguistique et culturelle de la France".

**1995** : La France prend acte des résultats du référendum et rappelle qu'elle entend conserver "un niveau privilégié" de relations "directes" avec le Québec.

**1996** : Accord-cadre de reconnaissance mutuelle des diplômes.

**1997** : "L'affaire du timbre" met en ébullition le Canada anglais.



"Le Devoir" 1-10-1997

# Les deux côtés des Québécois



Photo Georges Poirier

## Le Consulat général de France à Québec.

difficultés lors de la visite au Québec de Raymond Barre en 1979, ces visites ont été souvent reportées, comme ce fut le cas avec Michel Rocard, Edith Cresson puis Pierre Bérégovoy. Jacques Chirac, dans la tradition gaulliste, a déploré en 1991 que le principe de ces rencontres ne soit pas respecté. Alors maire de Paris, il disait regretter de voir "des liens qui sont ceux de l'amitié réciproque se distendre".

Seul François Mitterrand, continuant sur le sujet son opposition habituelle à la politique de De Gaulle, fut plus distant quoiqu'il ait toujours reçu les représentants québécois avec les mêmes égards que ses prédécesseurs et facilité la participation du Québec aux Sommets francophones. Il passe généralement pour avoir été en faveur d'un Canada uni et ami de Brian Mulroney. Ce n'est pas forcément de son côté que le refroidissement fut le plus marqué. Vingt jours après son assermentation comme Premier ministre, Daniel Johnson Jr. faisait une visite officielle à Paris entre Davos et Londres, première visite d'un Premier ministre québécois en France depuis 1989 si on exclue la présence du Premier ministre Robert Bourassa au "Sommet de Chaillot" de novembre 1991. Il en profita pour affirmer que l'appel du général de Gaulle à Montréal en 1967 ne serait pas le bienvenu aujourd'hui puisque les conditions ont bien changé.

Avec le retour au pouvoir du Parti québécois, les relations avec la France semblent s'être réactivées au niveau des visites des Premiers ministres québécois qui entraînent

encore aujourd'hui des soubresauts du côté de l'ambassade canadienne, comme ce fut le cas lors d'un passage de Jacques Parizeau à Paris au début de 1995. Après l'échec référendaire de 1995, le ministre Bernard Landry fut à nouveau accueilli chaleureusement par les milieux officiels français sur le chemin du sommet francophone. Il fut alors reçu entre autres par le président Jacques Chirac et le ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charette. La presse québécoise y a vu un signe que la défaite serrée au référendum n'avait pas desserré les liens entre la France et le Québec.

Luc BERNIER

Ce texte complète celui sur les relations internationales du Québec p 20-21

## Le commerce franco-québécois

Quatrième pays d'origine des importations québécoises et deuxième destinataire des exportations québécoises, la France était, en 1996, le troisième partenaire commercial du Québec, après les États-Unis et l'Allemagne. L'importance du commerce interprovincial canadien et l'ampleur des flux commerciaux avec les États-Unis forcent à placer les échanges franco-québécois dans une plus juste perspective : si l'on tient compte des exportations interprovinciales et internationales, on peut estimer que les exportations vers la France ne représentent qu'environ 1,9% des exportations totales, et les importations 4,5% des importations totales du Québec.

Le Québec affiche un déficit commercial avec la France, et l'on peut noter que les exportations françaises vers le Québec sont beaucoup plus diversifiées que leur contrepartie québécoise. En revanche, depuis 1990, les exportations québécoises vers la France ont considérablement augmenté - plus de 58% d'augmentation entre 1990 et 1995. Le commerce des services entre la France et le Québec connaît également une croissance sans précédent et sa valeur dépasse maintenant les 1,6 milliards de dollars (6,4 milliards de francs). Autre fait significatif, le nombre de touristes français qui se rendent au Québec a grimpé en 20 ans : ils étaient 400 000 en 1996 contre 85 000 en 1985.

La faiblesse des flux commerciaux entre la France et le Québec ne doit cependant pas faire oublier l'importance stratégique de la France comme partenaire économique du Québec. Bien que la France ne soit pas le premier partenaire commercial du Québec en Europe, l'importance des relations politiques et l'ampleur des réseaux de coopération établis entre les deux sociétés plaident en faveur d'un accroissement considérable des échanges économiques franco-québécois. Difficilement quantifiable, il existe une solide tradition de partenariats stratégiques et d'échanges technologiques entre la France et le Québec, en particulier dans les secteurs de pointe.



Lucien Bouchard en octobre dans le Nord (Photo B. Sylvain. DGQ)

(extrait de "Pile et face", OFQJ, 1997)

*Pendant la tempête de glace qui a paralysé Montréal au mois de janvier, Gérard Divay n'a pas chômé. Agé de 53 ans, la voix douce et la barbe grisonnante, le directeur général de la ville de Montréal est à la tête des 11 500 employés. La métropole compte un million d'habitants. Ancien coopérant, Gérard Divay est arrivé au Québec en 1969, à l'âge de 24 ans, avec un passeport français.*

### Un Mayennais directeur général de la ville de Montréal

Gérard Divay

**Qu'est-ce qui vous a poussé à venir au Québec ?**

Je suis venu pour faire un doctorat en sciences sociales à l'Université Laval. Je m'intéressais au développement régional. Pendant mes études en France, j'avais rencontré des Québécois qui m'avaient parlé d'une expérience très intéressante de développement régional en Gaspésie. J'étais donc venu étudier cette dynamique.

**Vous avez ressenti un choc culturel ?**

Au contraire ! Je viens d'un tout petit village au nord de la Mayenne, dans lequel le patois se pratiquait encore couramment. J'ai eu un choc culturel bien plus important quand j'ai quitté mon village à douze ans pour rejoindre l'internat d'un collège. Là, dans les premières semaines, un professeur a dit à mes camarades : "Apprenez lui à parler français !" Ça ne m'a pas empêché d'obtenir tous les premiers prix en français par la suite ! Plus tard, j'ai étudié les sciences politiques à Paris, et ça a été un deuxième choc culturel. Je me suis senti spontanément plus à l'aise au Québec.

**Qu'est-ce qui vous mettait à l'aise, au Québec ?**

Je ne sais pas, peut-être cette façon de parler français de manière différente... J'ai été séduit par quantité de choses. Dès la première année, j'ai eu la chance énorme de parcourir toutes les régions du Québec pour mon travail. L'Abitibi, le Saguenay, la Côte-Nord, l'Estrie... j'ai été à même d'apprécier les attraits extraordinaires des paysages. Mais pour moi, ce n'était pas là l'attrait principal. C'était d'avoir trouvé une société francophone extrêmement ouverte, qui n'avait absolument pas peur d'expérimenter dans toutes sortes de domaines avec des clivages sociaux moins prononcés qu'en France. Toute la machine étatique ne suivait pas le modèle extrêmement lourd et hiérarchique de la France. Ça m'a beaucoup séduit. Voilà pourquoi j'ai préféré travailler au Québec. À l'époque je trouvais différents secteurs de la société française un peu "sclérosés".

**Vous avez poursuivi vos études à Laval pendant combien de temps ?**

Très peu de temps ! Au bout de trois mois, je suis passé du statut d'étudiant à celui de coopérant au ministère des Affaires municipales. Pendant mes premières années

d'études, je travaillais sur les questions de collaboration entre municipalités. Il y avait des projets de regroupement municipal et on a fait appel à moi pour donner un coup de main. Au bout d'un an, certains dossiers n'avaient pas abouti. Je suis allé travailler à l'INRS (Institut national de la recherche scientifique), quelques mois encore comme chercheur. D'abord à Québec, puis à Montréal de 1971 à 1982. J'étais à la fois chercheur sur les questions de développement urbain, de services publics, d'habitation, et je donnais des cours à l'Université de Montréal. J'ai eu la nationalité canadienne très rapidement.

**Comment passe-t-on de l'université à l'Hôtel de ville ?**

Ça n'a pas été un passage direct. La première rupture s'est faite en 1982. J'ai accepté d'aller au ministère de l'Habitation, comme sous-ministre adjoint. En 1984, je suis devenu sous-ministre adjoint à l'Environnement. Je me suis occupé des autorisations gouvernementales de construction de barrages, de lignes électriques, alumineries... Et aussi d'un dossier qui m'a particulièrement intéressé : les autorisations environnementales dans le Nord du Québec, le Nouveau-Québec, dans les milieux Cris et Inuit. C'est une toute autre facette du Québec. En 1989, j'ai accepté un poste de directeur de la planification des territoires à la Communauté urbaine de Montréal. En 1997, j'ai été nommé directeur général de la ville de Montréal.

**Directeur général d'une ville comme Montréal, c'est une responsabilité énorme...**

C'est le premier fonctionnaire de la ville. Je travaille dans des domaines très diversifiés. Questions d'environnement, de travaux publics, de participations des citoyens, questions d'habitation, de loisirs, de culture... Je peux réaliser la synthèse de tout ce que j'ai acquis comme expérience. Montréal est une ville fascinante où se forge le Québec de demain. Il y a deux caractéristiques majeures à cette ville. La première, c'est l'importance de l'immigration, une richesse unique. 160 langues sont parlées à Montréal. En terme économique, l'avenir est aux villes-régions interdépendantes. Une autre dimension, c'est que Montréal est depuis des décennies dans un processus de reconversion économique majeure, difficile. Il y a un taux de chômage important. Mais on sent la présence de plus en plus affirmée de ce qu'on appelle les nouveaux créneaux de l'économie : aérospatiale, biotechnologies, multimédia... Tout ça dans un climat de forte créativité.

**Vous étiez en première ligne pendant la tempête de verglas. Vous n'avez pas du beaucoup dormir ?**

Non pas vraiment. Je ne pensais pas qu'on pouvait s'habituer à dormir si peu pendant une aussi longue période ! La Ville a dû prendre un certain nombre de mesures d'urgence, concernant le déglacage des rues, l'aide aux sinistrés, les centres d'hébergement... Ça a été deux ou trois semaines d'effervescence. Les services de la Ville ont fait preuve d'une grande débrouillardise et d'une grande efficacité.

**Quand vous vous levez, le matin après presque 30 ans passés au Québec, vous vous sentez Québécois ou Français ?**

Je n'ai jamais été très fort sur les drapeaux, quels qu'ils soient. C'est une question que je ne me pose jamais. Je me sens partie intégrante du milieu dans lequel je vis et je travaille. Je vais en France tous les deux ans, pendant deux ou trois semaines. Comme d'autres vont en Floride...

# au Québec depuis 30 ans

*De son confortable bureau perché au 16<sup>e</sup> et dernier étage du pavillon des Sciences de l'éducation, François Tavenas embrasse le campus de l'Université Laval. Nommé recteur de l'université en mai 1997, il a sous sa responsabilité 33 000 étudiants, répartis en 17 facultés. Le recteur avait fait ses débuts à Laval en 1970, comme coopérant français. C'est en 1968 que François Tavenas, à peine âgé de 24 ans, arrive à Montréal avec femme et enfants.*

**Qu'est-ce qui vous a poussé, en 1966, à franchir l'Atlantique ?**

Je venais de terminer mon doctorat en génie civil et j'avais encore mon sursis de l'armée française. A ce moment là, le Québec était le paradis du génie civil. Je suis venu comme ingénieur civil, avec femme et enfants. Je suis resté à Montréal jusqu'en 67. Le bureau d'Ingénieur-conseil pour lequel je travaillais à Montréal a fermé. Un des partenaires de ce bureau m'a donné du travail à Québec. Je suis venu m'y installer en 67. En 68, l'armée française m'a rappelé que j'avais un service militaire à faire, mais j'ai été assez chanceux de pouvoir le faire comme coopérant à l'Université Laval. J'étais professeur à la faculté de génie civil. C'est comme ça que ma carrière universitaire a commencé.

**Et après deux ans de coopération, vous avez décidé de rester à l'université...**

En 70, le système universitaire était en pleine expansion, l'Université du Québec venait juste d'être créée, l'université m'a offert de rester comme professeur. Je me suis très rapidement impliqué dans les activités de recherche. Ma carrière de prof s'est déroulée très rapidement. J'ai pris la nationalité canadienne assez vite, en 70, quand j'ai décidé de faire ma carrière ici. J'ai été pendant très longtemps professeur, chercheur et consultant. A partir de 72-73, j'ai développé des collaborations avec la France, avec l'Ecole des Ponts et Chaussées en particulier. Ça a permis de faire beaucoup de choses. En 1985, je suis devenu doyen de la faculté des Sciences et du génie. C'était assez amusant, parce que j'étais en fait en année sabbatique à Paris, à l'Institut français du pétrole. Les collègues ont commencé à m'écrire, à m'appeler, pour me demander de me porter candidat comme doyen. Ce que j'ai fait. Et j'ai été élu pour quatre ans. Quand j'ai fini ce mandat, l'Université anglophone Mc Gill, se cherchait un vice-président, responsable de la planification des systèmes informatiques. J'ai posé ma candidature, et ils m'ont choisi ! J'ai été le premier francophone à occuper ce poste à Mc Gill. J'y suis resté huit ans. Je suis revenu à Laval au mois de mai 1997, comme recteur. Ça a été un concours de circonstances. Je me suis trouvé aux bons endroits aux bons moments.

**Qu'est-ce qui vous a frappé dans la société québécoise, quand vous êtes arrivé ?**

Ce qui m'a le plus surpris les premiers mois, c'est la langue. Les gens parlaient français sauf qu'à tous les détours de phrases il y avait des mots bizarres. J'ai eu bien des difficultés. L'autre chose qui m'avait surpris, c'était la télévision. En France, dans les premiers temps, elle était quand même d'assez haut niveau culturel. Ici, les temps forts, c'étaient la partie de hockey du samedi soir et les télé-romans, qui n'étaient pas tous des chefs-d'œuvres.

**Vous êtes arrivé en pleine révolution tranquille. Vous avez vu la société québécoise se transformer, se moderniser ?**

Ce qui me frappe le plus dans l'évolution de la société québécoise, c'est l'affirmation du Québec francophone dans le monde économique. Jusque vers les années 75, le modèle "Québec Inc", dont on a beaucoup parlé, n'existait pas encore. L'économie était fortement contrôlée de l'extérieur. On a vu toute la montée en puissance d'Hydro-Québec, de Desjardins, de Québecor, Bombardier... Toute la prise de contrôle par les Québécois des instruments de l'économie s'est faite dans cette période là. Ça a été aussi la période des débats linguistiques. De ce côté là, je dirais qu'ils ont été très productifs jusqu'à l'énoncé de la Loi 101. Je les trouve moins porteurs d'avenir depuis quelques années. Le débat linguistique était alors un débat d'affirmation, tourné vers l'avenir. Aujourd'hui, il est plus porteur de fermeture, de conservatisme... Les diplômés de Laval restent majoritairement, aujourd'hui, des unilingues francophones. Dans le monde actuel, ça n'est pas une qualité. C'est une faiblesse. Il faut qu'on corrige ça.

**Là, en tant que recteur, vous avez une responsabilité...**

Oui, une des très grandes priorités de mon rectorat va être l'internationalisation de l'Université Laval. Nous sommes bien placés dans la francophonie, mais on est loin d'occuper la place qu'on devrait occuper sur la scène internationale. Un diplômé universitaire aujourd'hui, de Laval ou d'ailleurs, doit parler au moins deux langues. Quand on confond débat linguistique et débat politique, dans le monde moderne, on rate le bateau. J'en parle en toute connaissance de cause : je

## Un Grenoblois recteur de l'Université Laval

**François Tavenas**



suis Français d'origine, marié à une Allemande, Canadien d'adoption, je parle trois langues et je regrette de ne pas en parler quatre.

**Le fait d'être Français vous a joué des tours à l'époque ? Est-ce que vous êtes toujours vu comme "le Français de service" ?**

Non, je ne pense pas. Dans la région de Montréal, au moment où je suis arrivé, il courait pas mal de blagues sur les Français. Dans le style "C'est quoi la différence entre un Français et un bateau ? Le bateau repart..." De Gaulle n'a pas changé substantiellement cette situation. Comme vous pouvez le constater, je n'ai plus un accent français typique. Je me suis adapté en terme de langage, de mode de vie. Mais ça ne s'est pas fait de façon consciente.

*Propos recueillis par  
Grégoire ALLIX*

**D**epuis 30 ans, l'OFQJ poursuit la mission que lui a assignée le protocole l'ayant créé : œuvrer au rapprochement entre la France et le Québec, donc à la mise en place d'une coopération durable entre deux communautés francophones ; et, à cette fin, mener auprès des jeunes des deux pays un travail de formation par l'échange international.

Si le cap n'a pas varié, en revanche de constants ajustements ont fait évoluer l'outil pour mieux l'adapter à des priorités nécessairement changeantes. Marquons à gros traits cette évolution :

◆ **des formules plus pointues** : les voyages de découverte ont rapidement cédé la place à des voyages d'études moins généraux, à des séjours d'immersion, à des formules plus individuelles. Le regard porté sur l'autre est moins chargé d'affectivité, plus tourné vers l'avenir que vers des retrouvailles.

◆ **des projets communs** : la dimension franco-québécoise, le corollaire de la réciprocité deviennent peu à peu des signes de l'activité de l'OFQJ, la marque d'une véritable coopération. La part croissante des ententes bilatérales est à cet égard révélatrice : les échanges se font en majorité entre établissements de formation de France et du Québec (Cegeps / IUT ou lycées professionnels), entre organismes professionnels homologues, entre des structures associatives et communautaires partageant des démarches et des expériences voisines. C'est certainement l'une des principales fiertés de l'OFQJ que d'avoir accompagné et stimulé la formation de ces réseaux de part et d'autre de l'Atlantique.

◆ **la diversité** : le domaine d'action semblait, au départ, limité par les textes fondateurs aux échanges en matière de "jeunesse, sport et loisir". Dès la première année cependant, jouant sur la portée immense des besoins des jeunes, ces



Une aventure franco-québécoise en rabaska.

limites ont été repoussées. L'OFQJ s'est mis "à l'écoute" des besoins se faisant jour dans les deux communautés : il devenait un capteur apte à déceler des courants de préoccupation et à anticiper sur le moment où ces préoccupations se convertiraient en thèmes majeurs et incontournables. Signalements, pour illustrer ce propos d'un simple exemple, que l'OFQJ s'est intéressé dès les années 1970 à l'autonomie des personnes handicapées au Québec ou aux problèmes de santé et sécurité des travailleurs en France...

◆ parmi les **publics** visés, la route n'a pas été rectiligne :  
- les premières années, des efforts précis ont été faits pour toucher les jeunes travailleurs afin que l'Office ne se limite pas à l'échange d'étudiants,  
- par la suite, notamment dans les années 1990, l'allongement de la scolarisation et l'élévation du niveau de formation ont donné aux étudiants un statut plus favorable et l'OFQJ leur a attribué une part hégémonique dans ses échanges.

Un travail  
de  
formation  
par  
l'échange  
international

## Quelques jalons

**1968** (9 février) protocole intergouvernemental, à la suite du voyage au Québec du Général de Gaulle.

**1970** mise en place du cycle pédagogique d'échange  
— avant : réunions programme avec chargé de mission du pays d'en face...

— pendant : conférence Gilles Villemure sur la société québécoise et la relation France-Québec  
— après : dossier retour...

**1974** début d'une série d'échanges touchant les cadres et adhérents des foyers de jeunes travailleurs sur l'accès à l'emploi des jeunes, la for-

mation des jeunes exclus du système scolaire

**1978** colloque franco-québécois sur l'animation, l'information et la participation dans les coopératives agricoles, point de départ d'échanges ultérieurs de jeunes professionnels de la coopération agricole de France et du Québec

**1982** entente entre les deux Ministres co-présidents, permettant à 100 jeunes Français et 100 jeunes Québécois ayant décroché un contrat de travail dans l'autre communauté d'obtenir l'autorisation de travail correspondante. Le programme mobilité des jeunes travailleurs était né

**1984** Cap sur l'avenir : 600 jeunes de France et du Québec vivent à bord du Mermoz une expérience unique de communication, entre Québec et St Malo, 450 ans après Jacques Cartier

**1985** • Ariane/Baie James : concours franco-québécois organisé

— en France autour de l'espace (séjour des lauréats en Guyane)

— au Québec autour de l'environnement (séjour des lauréats à la Baie James)

• démarrage des stages pratiques individuels en

milieu de travail qui vont progressivement supplanter les voyages d'études de groupes comme forme dominante des échanges OFQJ

**1986** Vêpres de la Vierge. Le Québécois Gilles Tremblay compose cette œuvre sacrée, présentée par des musiciens québécois et un chœur français à l'Abbaye de Sylvanès puis, l'année suivante, au Festival de Lanaudière et au Domaine Forget

**1987** début du jumelage du lycée professionnel de Marmilhat (Auvergne) avec l'ITA de St Hyacinthe : 10 ans d'échanges réguliers d'étudiants et de

◆ l'attention croissante apportée aux problèmes de l'emploi est un phénomène qu'impose à l'OFQJ la pression de la crise et de la montée du chômage des jeunes contre lequel l'OFQJ a mobilisé toutes ses ressources :

- c'est dans cette perspective que se sont développés sur une grande échelle les stages pratiques en milieu de travail qui visent à accroître la qualification professionnelle de ceux qui éprouvent le besoin de compléter leur formation académique,

- dans le même sens a été introduit récemment le programme formation et emploi, le programme déjà existant de mobilité des jeunes travailleurs va enfin être mieux articulé par rapport aux activités précédentes.

## Des pistes pour l'avenir

On se bornera enfin à mentionner - pour être bref - des repères d'actions futures :

• donner à la culture une place qu'elle a sans doute perdue au fil des années alors qu'il s'agit là d'une dimension inhérente à la relation entre nos communautés francophones,

• accentuer la netteté du dessein par la définition de thématiques prioritaires à l'intérieur des différents secteurs d'activités. Par exemple, émergent aujourd'hui dans le domaine de l'environnement différents projets qui touchent l'aménagement du territoire dans le cadre de l'espace rural,

• réfléchir à la représentation des divers groupes sociaux au sein de nos échanges dans la perspective d'un éventuel rééquilibrage entre étudiants et jeunes travailleurs,

• résoudre l'apparente contradiction entre l'atout que constituent les ententes bilatérales dans les relations franco-québécoises et la gêne que peuvent entraîner ces mêmes ententes lorsque leur reconduction régulière et leur extension

à de nouveaux interlocuteurs aboutissent à saturer la plus grande partie des échanges de l'OFQJ. Pour éviter de bloquer la machine, il faudra soit adopter des règles de rotation entre les différents partenaires soit explorer des sources extérieures susceptibles de les prendre en charge,

• face à la réduction ou au non-accroissement prévisible des ressources budgétaires reposant sur la subvention de l'État, la recherche de financements complémentaires devient indispensable auprès de différentes structures de la communauté européenne et des collectivités territoriales (régions, départements, villes...).

## Projets spéciaux pour 1998

- missions commerciales croisées, en France et au Québec, d'étudiants en commerce international, pour le compte d'entreprises françaises et québécoises
- animation d'un espace "jeunes créateurs" dans le cadre du prochain Marché international des infomates et du multimédia (Montréal, mai)
- sessions de formation, dans le cadre d'une Université européenne d'été à Lyon, de participants québécois et européens sur le droit européen des affaires ; l'Europe (Union européenne, villes et régions d'Europe) ; le développement économique régional et urbain ; la formation continue et l'emploi
- Université d'été franco-québécoise sur le patrimoine (Poitiers et Montréal)
- contribution à la préparation des prochaines Olympiades des métiers (Montréal, 1999)
- échanges entre plusieurs "banlieues du monde", dans le cadre de la Coupe du monde de football (St Denis, juin-juillet)
- bourses de résidence d'artistes québécois et français
- animation de la Place Royale de Québec par des activités liées au cirque (juillet)

## ur la route de l'OFQJ

personnels et de partenariat avec les organismes professionnels du milieu agricole et agroalimentaire

**1988** Grand prix de l'aventure au Québec, dont quatre éditions successives mettront en valeur des expéditions sportives dans un contexte de nature et de grands espaces

**1989** Rallye franco-québécois évoquant Paris et la Révolution de 1789

**1990** début de la programmation d'activités culturelles à la Maison du Québec à St-Malo. L'OFQJ parraine également une jeune scène franco-québécoise aux Francofolies de Montréal et de La Rochelle

**1991** Les voyages de quartier : 100 jeunes partent de 10 banlieues autour de projets en rapport avec l'insertion sociale et professionnelle et en liaison avec de jeunes Québécois

**1992** • Rabaskas : un tour de l'île de Montréal en grands canots de voyageurs est organisé, 350 ans après la fondation de Montréal

• l'orchestre franco-québécois pour la jeunesse réunit 70 élèves des conservatoires de Montréal et de Lyon. Cette formation crée des œuvres symphoniques écrites pour l'occasion par de jeunes compositeurs des deux pays

**1995** création au Québec et en France du programme *Formation et emploi* à l'intention des jeunes professionnels

**1996** • lancement du programme partenaires bénévoles par le Parc de la rivière Jacques Cartier pour de jeunes Français en démarche d'insertion auprès des missions locales sur l'initiative de la Délégation interministérielle à la ville

• organisation d'une Université internationale d'été sur l'environnement et le développement durable

**1997** • envoi au Québec de délégations françaises à deux événements significatifs

touchant l'environnement :  
— le Congrès Nikan consacré aux applications locales du développement durable

— le Forum francophone Planet'ERE sur l'éducation relative à l'environnement

• formation à la communication inter-culturelle mise en place par les universités de Sherbrooke, Munster et Lille en liaison avec l'OFQJ

• mise en place du concours Talents 97 grâce à un partenariat entre les Boutiques de gestion et les organismes québécois spécialisés dans l'entrepreneuriat jeunesse

• 1<sup>re</sup> Université d'été québécoise sur la ruralité.



Yannick RESCH

enseigne  
à l'IEP  
d'Aix-en-  
Provence  
et à Paris IV

directrice  
du Centre  
Saint-Laurent

représente  
la France au  
conseil  
d'administra-  
tion  
de l'AIEQ

administratrice  
du CCIFQ,  
de Terres-de-  
Provence-  
Québec

auteur de  
"La littérature  
québécoise"  
(Aupelf-UREF -  
1994)

Pour tous ceux qui en France, s'intéressent à la société et à la culture québécoises, il ne fait pas de doute que la perception que l'on peut avoir du Québec aujourd'hui n'est plus tout à fait la même que celle d'il y a trente ans. Mais pour la plupart des Français peut-on vraiment parler de changement ? D'évolution dans leur connaissance de la Belle Province ?

Certes, le tourisme s'est développé pour cette partie francophone d'Amérique du Nord et a proposé des voyages attrayants en toute saison. Certes, ceux qui reviennent charmés par les paysages et l'accueil des Québécois sont de plus en plus nombreux. Quant à ceux qui ne sont pas partis, ils ont eu, entre les grandes périodes référendaires, pour se représenter le Québec, quelques occasionnels entrefilets dans les journaux et les voix des chanteurs qui rappellent qu'il existe au moins entre les deux populations une communauté de langue. Il est des secteurs cependant où se sont consolidés les liens entre la France et le Québec et où s'est approfondie la connaissance de la société québécoise. Un de ces secteurs est, sans un aucun doute, l'Université.

Dans le domaine qui est le mien, l'enseignement de la littérature, il est certain qu'il a suivi l'évolution d'une société qui s'est progressivement affirmée au sein de discours dont on ne mesurait pas au départ la spécificité nord-américaine. Au tournant des années soixante-dix, le Québec faisait connaître sur les scènes internationales ses artistes. Chanteurs et comédiens révélaient, au-delà des images traditionnelles sur les cabanes à sucres, les étendues neigeuses, les Indiens et autres clichés, un pays qui affirmait une identité francophone, au sein d'un territoire réduit aux frontières du Québec.

Ce vouloir vivre en français n'allait pas sans tiraillement. Pour les uns, conscients d'appartenir par l'histoire à une société qui avait été dominée et qui avait développé un fort sentiment de minorité, il s'agissait de dénoncer l'aliénation économique et linguistique qui avait pesé sur les Canadiens-français. Pour les autres, les mutations engendrées par la Révolution tranquille avaient propulsé le pays au niveau des sociétés les plus avancées, et développé en eux la certitude d'appartenir non plus à une minorité mais à une collectivité majoritaire qui s'affirmait sous le nom de québécoise.

## Un sang neuf

Pour la plupart d'entre nous c'était, à travers l'explosion de ce mouvement nationaliste, la soudaine prise de conscience d'une identité française, extrêmement vivante en Amérique du Nord. Gilles Vigneault, Robert Charlebois dans le domaine de la chanson, Gilles Carle dans celui du cinéma sensibilisaient le public au parler québécois tandis que sur les scènes parisiennes et de la périphérie se mettait timidement en place un répertoire de pièces québécoises. Ces voix innervaient le français d'un sang neuf. Pas toujours comprises, parfois critiquées pour leur accent, elles révélaient au-delà de l'exotisme, l'origine géographique de la langue française. Les Québécois n'étaient-ils pas des Français d'Amérique ? Nous en retrouvions quelques-uns sur le banc

des universités, partageant avec les étudiants français un même intérêt pour les études en littérature française, souvent achevées par l'obtention d'un doctorat d'université. Zola, Hugo, Malraux, Giraudoux, Colette furent, parmi d'autres grands classiques, l'objet de lectures québécoises approfondies.

C'est à la même époque qu'à certains d'entre nous qui avions séjourné au Québec ou dans d'autres provinces du Canada, fut donnée la possibilité de créer un enseignement sur cette littérature française d'Amérique, que l'on commençait à appeler québécoise. Cet enseignement n'allait pas sans difficulté. On ne trouvait qu'un nombre très restreint d'ouvrages d'auteurs québécois dans les librairies et les bibliothèques. C'étaient généralement ceux publiés par les maisons d'édition française (Gallimard, le Seuil, Grasset). Les étudiants se mirent à lire Anne Hébert, Jacques Godbout, Réjean Ducharme, Marie-Claire Blais, Jacques Brault, Michel Tremblay. Ils pouvaient apprécier à travers la diversité des

styles, la richesse et l'originalité d'une littérature qui ne subissait point l'influence de la littérature française et dont les rapprochements, si l'on voulait à tout prix les trouver, conduisaient plutôt vers Lautréamont, Queneau, Vian ou Beckett, que vers les maîtres du roman psychologique ou du nouveau roman français.

## "Décoloniser la langue"

Commencé dans le cadre du DEUG, cet enseignement apportait aux étudiants l'ouverture sur une autre société que les problèmes d'identité fascinaient d'autant plus qu'ils ignoraient tout de son histoire. Nos étudiants manquaient de repères mais ils découvraient avec enthousiasme "une littérature en ébullition", en train de se faire, comme disaient là-bas les critiques Gérard Bessette et Gilles Marcotte. Des romans : comme *la Guerre, yes sir !* de Roch Carrier, *Trou de mémoire* de Hubert Aquin, *Salut Galarneau !* de Jacques Godbout, *l'Avalée des Avalés* de Réjean Ducharme, *Une Saison dans la vie d'Emmanuel* de Marie-Claire Blais, entraînaient bien des questions. Il en fut de même en poésie avec les textes de Anne Hébert et Gaston Miron.

Cette littérature exprimait la révolte tant sur le plan de la fiction que de la narration. Les anciennes valeurs de la religion, de la famille, étaient renversées ; le discours traditionnel, mis en cause, la langue noble du français écrit transgressée au profit d'une langue populaire, vernaculaire. Le jolal trouvait sa place dans les livres et sur les scènes de théâtre avec *les Belles-sœurs* de Michel Tremblay. Sur un mode burlesque ou parodique des écrivains refusaient toute censure linguistique. Il s'agissait de "décoloniser la langue" et travailler à la constitution d'une littérature nationale. Aussi n'était-il pas étonnant que la recherche portât d'abord sur les rapports qu'entretenaient le littéraire et le social. La littérature était étudiée moins comme un discours spécifique que comme discours révélant la problématique d'une collectivité en quête de libération.

Au fil des ans, ces enseignements permirent d'élargir la

# ature québécoise en France

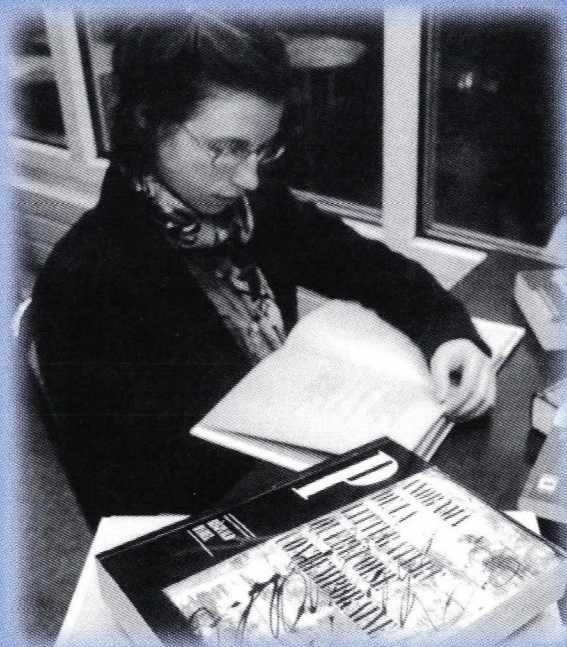


Photo Bertrand Sylvain - DQG

La Bibliothèque des services culturels à la Délégation générale du Québec à Paris.

connaissance du Québec et de sa littérature. La création de cours dans tous les cycles conduisit les étudiants jusqu'au DEA, entraînant des recherches plus spécifiques, des analyses plus formelles qui sortaient la littérature québécoise de sa spécificité nationale, de sa marginalité ou de son "exotisme" par rapport à la littérature de l'Hexagone. Cela se faisait d'autant plus aisément que la question identitaire se posait différemment et apparaissait dans un contexte plus général de société marquée par l'ouverture sur le monde et le pluralisme. Les années quatre vingt nous ont fait mesurer la prégnance américaine dans l'imaginaire des écrivains qui séjournèrent aussi volontiers aux États-Unis qu'en France.

## Une absence de visibilité

Parallèlement aux cours, la création des premiers centres d'études canadiennes au sein de ces universités (Bordeaux, Paris, Rouen, Dijon, Grenoble, Lyon), comme à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence, a grandement contribué à sensibiliser les générations d'étudiants à la complexité de la réalité canadienne et à la place particulière qu'y occupait le Québec. Que ce soit par leurs fonds documentaires, leurs manifestations scientifiques et artistiques ou que ce soit par leur politique de recherche et de publications. Ces centres ont, par ailleurs, donné l'occasion aux chercheurs français de se retrouver lors de colloques et de réfléchir ensemble aux problèmes soulevés par l'absence de visibilité de cette littérature auprès du grand public.

Nous pouvons nous réjouir que depuis vingt-cinq ans des milliers d'étudiants l'ont découverte, cette littérature, et étudiée avant même d'aller au Québec, soutenus par des organismes comme le Centre de Coopération Interuniversitaire Franco-Québécoise et l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse qui ont œuvré pour faciliter les

échanges d'étudiants et augmenter les bourses d'études. Mais pour que le nombre de lecteurs et surtout de jeunes chercheurs continue de croître, il faudrait cependant que l'enseignement des auteurs québécois sorte du cadre universitaire. Il faudrait que ceux-ci soient lus dans les établissements scolaires et que l'un d'entre eux soit proposé au programme des concours afin qu'il prenne sa juste place au sein de la littérature française.

Quant à la question que je posais au début de ce texte, à savoir si la connaissance du Québec et de sa culture avait ou non évolué au cours de ces dernières décennies, je crois qu'il faut se résoudre en ce qui concerne la littérature, à une réponse négative. Bien peu d'auteurs québécois hormis les habitués des éditions françaises (et encore !) ont franchi le cercle des initiés. Il reste beaucoup à faire dans le domaine institutionnel (maisons d'édition, librairies) et celui des médias pour que la culture québécoise qui franchit si bien les frontières à travers la chanson, s'impose aussi magistralement à travers ses écrits. L'ouverture de la Librairie du Québec à Paris est un premier pas.

Yannick RESCH

## Littérature du Québec

Yannick Gasquy-Resch

*Edicef/Aupelf, coll. universités francophones, 1994, 288 pages*

Cet ouvrage s'adresse en priorité à un public francophone hors du Québec, soucieux de découvrir comment et pourquoi une littérature, qui lui est proche par la langue, lui échappe par sa problématique. Il offre un tableau historique et général de la littérature québécoise en insistant sur les grands débats d'idées qui ont fondé et consolidé l'existence de la société québécoise dont le vouloir vivre s'est progressivement identifié à un vouloir dire l'Amérique en français.

Œuvre d'universitaires français et québécois, ce Précis de Littérature du Québec, conçu, coordonné et revu par Yannick Gasquy-Resch, exprime une vision commune dans le respect de la personnalité de chaque auteur. Le plan de l'ouvrage, le choix des écrivains et des œuvres, les thèmes ont été arrêtés en commun. Sur cette trame unique, la variété des perspectives, l'originalité des analyses, la diversité des écritures et notamment les particularités de la langue française du Québec (féminisation des mots...) ont été

préférées à une harmonisation rigide et appauvrissante.

Divisé en quatre parties, Fondations (1630-1930), Identifications (1930-1960), Révolutions (1960-1980), Orientations, ce manuel fait référence à des textes qui situent le fait littéraire dans son champ le plus large, soulignant ainsi l'importance que peuvent prendre, dans une jeune littérature, des écrits journalistiques, des pamphlets, des manifestes, à côté de textes s'affirmant comme littéraires. Pour chaque partie, des figures d'écrivains ont été choisies, qui illustrent chacune à leur façon les contraintes et les défis qui ont marqué les moments-charnières au cours desquels la littérature québécoise a signalé et sa vulnérabilité et sa spécificité.

La littérature du Québec est une invitation à découvrir que la langue française continue à être un espace infiniment dynamique où peuvent se croiser et se mêler des cultures, quand elle est choisie comme langue d'écriture.



Jacques ALLARD

professeur titulaire à l'université du Québec à Montréal

directeur littéraire des Éditions Québec-Amérique

ancien chroniqueur de littérature québécoise au "Devoir"

auteur, notamment, de "Le Roman mauve, Microlectures de la fiction récente au Québec" (Québec-Amérique 1997)

**M**ontréal, janvier 1998. Je rentre de Bordeaux. Après deux mois de travail, comme professeur invité, je reste encore tout imprégné par des lieux de belle et haute convivialité. Le pays de Montesquieu, de Mauriac et de Sollers. M'habite encore la ville et son université Michel de Montaigne. Surgissent les amis proches, les étudiants si curieux devant le texte québécois. Comme, auparavant, ceux de Paris et d'Aix.

Tant d'échanges, si empressés, chaleureux. Si souvent stimulants. Il y a longtemps que je séjourne en France. Bientôt trente ans que je cours d'un bout à l'autre de l'Atlantique. Les images de ces traverses ataviques affluent. Avant Bordeaux, il y eut Verson, dans la Normandie de l'ascendance. C'était en 1977, à l'Espace Senghor où j'ai initié des bibliothécaires à l'histoire littéraire du Québec. Puis ce fut Aix-en-Provence pour étudier, en 1986-1987, les sources européennes de l'œuvre d'Hubert Aquin. Et surtout : Paris, de 1968 à 1970, lointaine époque déjà, par où tout a pu commencer alors que fier boursier de l'État français, je débarquais d'Orly pour faire un doctorat à la nouvelle université de Vincennes, Paris VIII. Sur l'œuvre de Zola, sous la direction d'Henri Mitterrand, un maître qui m'honore maintenant de son amitié.

Ne suis-je pas devenu, sans trop le savoir, un coureur de la transat France-Québec ? J'ai donc un peu sauté sur l'invitation de l'Association emblématique. Pour faire un constat : le cousinage de la tradition s'est transformé dans et par des recherches maintenant communes. Se souvient-on encore de la moquerie d'Hubert Aquin, en 1966, après une rencontre organisée par France-Canada ? Avec "Nos cousins de France" (*Point de fuite*, p. 67-70), il renversait assez crûment la perspective colonialiste. Depuis lors, le discours scientifique a recouvert le parental et le colonial. Mais sans la francité des origines, coloniale ou autre, où serait l'internationalité franco-québécoise ? J'en aurais un peu long à dire là-dessus mais je vais au fait.

*"A quand ces études comparées de toute l'expression française d'Europe et d'Amérique ?"*

### L'interdiscours franco-québécois

Car, après le cousinage, il y a maintenant ce terrain nouveau où se tiennent nos références et nos différences. Un interdiscours francophone où travaillent écrivains, professeurs, fonctionnaires, politiques et gens d'affaires... Les libertés prises par les intervenants québécois sur la féminisation des titres illustrent certains des débats qui montent. La langue touche au cœur des problèmes identitaires et la France, pays révolutionnaire et patrie universelle des hommes, a là-dessus une idéologie que le Québec n'a pas. Mais avant ces manifestations d'affranchissement linguistique, il y a eu l'autonomisation de l'écriture comme je l'ai montré ailleurs en ces pages (pages 38-39).

Depuis le début des années 1960, la pratique littéraire québécoise n'a cessé de se développer, d'inventer ses formes et sa langue, tout en se distanciant de l'intelligentsia de Paris. La fidélité aux modèles français, même contemporains, est devenue toute relative. On ne s'appuie sur elle que pour aller voir ailleurs... Une découverte y aura puissamment contribué, vers 1966, celle de la vague des Québécois momentanément célèbres à Paris : ils ont vu que la lecture



Photo Georges Poirier

A la tribune, notamment, Gilbert Pilleul (France-Québec), Michel Tétu (Université Laval), Claude Roquet (DGQ), Bruno Roy (UNEQ), Stelio Farandjis (HCF), Edmond Jouve (ADELF).

française ne va pas de soi. Et ils sont rares maintenant ceux qui la recherchent vraiment. Tout le monde sait aussi que si Anne Hébert, Jacques Godbout, Michel Tremblay et Jacques Poulin ont des éditeurs hexagonaux, c'est au Québec d'abord que, sauf exceptions (prix Goncourt et autres), se trouvent leurs lecteurs. La tendance actuelle consisterait plutôt à viser le vaste auditoire anglophone contemporain. André Vanasse le rappelait récemment en annonçant une initiative de sa maison XYZ. De toute façon, il s'agit maintenant de parler au monde entier. La Rencontre

internationale québécoise des écrivains dit d'ailleurs, depuis plus de vingt-cinq ans, ce désir d'un dialogue vraiment universel. Plus précisément celui d'une francophonie mondiale. En ce sens, les écrivains d'ici pratiquent depuis longtemps l'interdiscours francophonique.

De leur côté, pendant ces trois décennies, un bon nombre de chercheurs et universitaires de France n'a cessé de développer en France les études canado-québécoises. Les formules ont été assez variées, dont les définites chaires de littérature des années 1970 et les actuels Centres d'études francophones, canadiennes, québécoises ou même académiques. Se sont ainsi peu à peu constituées des amitiés, puis des équipes de recherches qui ont construit et installé un objet d'études propre. La réciprocité alors offerte et pratiquée a été tout à l'honneur de la France officielle, gouvernementale et universitaire.

Le réseautage en cours de recherches libres, ou encadrées par des Centres, ne peut que croître. J'ai à l'esprit des exemples éloquentes : trois colloques qui ont donné naissance à autant d'ouvrages : *Marseille et Montréal, centres culturels cosmopolites* (L'Harmattan 1991) ; *La Recherche littéraire au Québec. Objets et méthodes* (XYZ-Paris VIII, 1995) ; et *Les littératures autobiographiques de la francophonie* (L'Harmattan 1996). Le premier, sous la direction de Yannick Resch-Gasquy, a mis en vedette des métropoles culturelles qui ont rompu l'exclusivité parisienne. Avait-on besoin d'être plus clair ? Le deuxième, à l'initiative de Claude Duchet, a été l'occasion d'une indéniable reconnaissance française de la recherche québécoise. L'ouvrage

# du cousinage au maillage

(co-édité par XYZ et Paris VIII) vient d'être réédité. C. Duchet avait auparavant ouvert les pages de la prestigieuse revue *Littérature* (1987, n° 66) à des "Recherches québécoises". Le troisième exemple, sous la responsabilité de Martine Mathieu (Bordeaux III), a de même montré la place originale de la deuxième littérature de langue française sous l'angle de l'autobiographie dans le monde francophone (non européen).

## Des moyens modestes et instables

Autre événement significatif, pour conclure : la fondation, en 1995, par Hélène Noiroit (U. de Limoges) et Anna Giauffret (Gênes) de l'Association des jeunes chercheurs européens en littérature québécoise. L'avenir passe-t-il par ces jeunes Européens fascinés par l'Amérique française ? Sans nul doute. Mais obtiendront-ils facilement un poste dans des départements de français ou d'études francophones ? On pourrait alors y retrouver l'intertexte premier : celui d'une grande culture aussi vue dans sa périphérie belge, suisse et québécoise. A quand ces études comparées de toute l'expression française d'Europe et d'Amérique ? Nous en avons besoin pour la simple survie de la langue française dans un monde anglo-unifié. Je sais qu'il y a l'Afrique et l'Asie. Mais ne pourrait-on pas commencer par la francophonie culturellement développée pour être mieux utile ensuite à toute la francophonie ? Bien sûr, la France ne trouve pas ses ressources premières en Belgique ou au Québec et n'y vend guère ses avions... Il faudrait pourtant qu'elle cesse de noyer la francophonie dans une majorité si tragiquement démunie qu'elle commande bien d'autres objectifs et des moyens énormes. Il faudrait aussi ne plus faire semblant qu'il existe cent cinquante millions de personnes de langue et de culture française dans le monde. Oublier ce gargarisme.

Il y a bien désormais un nouvel espace scientifique que ne pourront que renforcer Internet et les autres branchements à venir. Depuis une bonne vingtaine d'années, ce sont des équipes de chercheurs qui font avancer les échanges. Alors, pourquoi les moyens sont-ils si modestes et instables ?

L'équipe de recherche mise sur pied (par Claude Duchet et moi) dans les années 1980 entre Paris VIII et l'UQAM a été dûment lâchée par la Coopération France-Québec après quelques modestes missions de lancement. Les priorités

## "Marseille-Montréal, centres culturels cosmopolites"

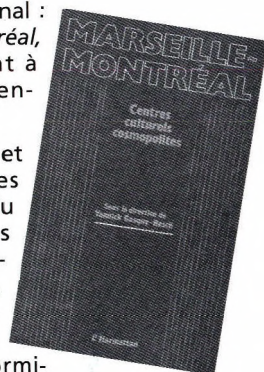
sous la direction de Yannick Gasquy-Resch  
Ed. L'Harmattan, 286 pages, 1991

Ce sont les actes du colloque international : La métropole culturelle : *Marseille-Montréal*, organisé par le Centre Saint-Laurent à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence, les 27, 28 et 29 avril 1990.

La réflexion s'est portée sur Marseille et Montréal. Le choix de ces deux villes correspondait d'une part, à la volonté du Centre Saint-Laurent de favoriser les échanges entre les Universités d'Aix-Marseille et du Québec, et d'autre part, au sentiment que l'identité culturelle de ces villes ne saurait se définir sans la prise en compte du formidable métissage culturel qui les traverse.

Historiens, géographes, littéraires, acteurs culturels et politiques ont réuni leurs réflexions pour proposer une lecture des villes dans leur personnalité culturelle.

- Participation belge : **Marcel DEPREZ**.
- Participation française : **Claude DOMENACH, Jean-Michel GUIRAUD, Jean-Michel LACROIX, Renaud MOUILLAC, Jacques NEEFS, Yannick RESCH, Guy SAEZ, Pierre SANSOT, Émile TEMINE, Jean VIARD, Maurice WOLKOWITSCH.**
- Participation québécoise : **Jacques ALLARD, Louise DUPRÉ, Jean-Cléo GODIN, Simon HAREL, Yvan LAMONDE, Jacques MICHON, Gilles MOREL, Gilles SÉNÉCAL, Carole SIMARD.**



n'étaient pas littéraires, disait-on à Québec. Alors que sans les littéraires, le Québec ne saurait bientôt plus parler que la langue utile, bientôt le *basic french* ! A ce sujet, il faudrait plus et mieux faire pour assurer la mise en réseau des études françaises américano-européennes. La grande autoroute électronique pourrait permettre ainsi à la langue commune de continuer d'évoluer sans trop de particularismes. Qui, au Québec, voudrait inventer une nouvelle langue comme on l'a fait en Haïti ? On parlera anglais bien plus rapidement.

J'aurais aimé m'attarder à nos amours fictives. J'inviterai tout simplement les lecteurs à découvrir *Sur la piste de Jolicœur* (Pierre Léon, VLB Éditeur, 1993), la meilleure fable que j'aie lue sur le déjà vieux couple France-Québec. Se déroulant en pays chinonais, il est dédié "Aux plus maudits des maudits Français, mes bons cousins chinonais, frans buveurs ripailleurs et joyeux drilles". Allez écouter celle qui parle, Julie, une institutrice de Chicoutimou (Chicoutimi...). Une féministe très sensuelle qui vous amènera avec son Joseph, au cœur de la France tourangelle. Pour voir des cousins et... se retrouver en colloque !

Voici venu aussi le temps de rire ensemble, de Chicoutimi à Chinon, de Bordeaux à Montréal. En passant, bien sûr, par toutes les capitales que l'on voudra. L'humour habite dorénavant l'espace franco-québécois.

Jacques ALLARD



Au colloque d'Aix en 1994, "Être écrivain francophone ?". Autour de Yannick Resch, des écrivains québécois Noël Audet, Claude Beausoleil et Naïm Kattan, les Africains Amadou Kourouma et Tierno Monemembo, l'Algérien Nabile Farès, l'Haïtien Jean Netellus, le Belge Werner Lambersy, ainsi que Yves Broussard (revue Sud), et Jacques Chevrier (Paris IV).

30  
ANS

# Jumelages : le partenariat

**S**i les premiers jumelages entre villes françaises et québécoises ont été paraphés dans les années soixante, le mouvement s'est surtout accéléré ces dix dernières années. La revue France-Québec en témoigne : une cinquantaine de jumelages recensés en 1986, 80 en 1990, plus de 150 dans le n° 100 en 1996. "La réalité foisonnante des jumelages est une source d'oxygène pour la coopération institutionnelle", dira le Délégué général du Québec Claude Roquet au colloque d'Annecy en 1995.

*"Redécouverte mutuelle, conscience de racines communes, intérêt socio-économique, développement du tourisme américain pour les Français, rapprochement des niveaux de vie et abaissement des coûts des voyages sont certainement un ensemble de raisons qui ont déclenché ce nouvel engouement"*, souligne, en 1995, à l'issue d'une enquête, une élue d'Annecy (jumelée avec Sainte-Thérèse depuis 1990), Marie-Thérèse de Nomazy.

Impossible d'ailleurs de satisfaire toutes les demandes françaises de jumelages. Il n'y a plus guère de grandes villes québécoises à "marier" par exemple. Et même des villes françaises que l'histoire porte naturellement vers le Québec ne trouvent pas de jumelles. S'y ajoute aussi une différence de "culture" municipale, en matière de jumelage. Plutôt

récente au Québec, cette pratique s'inscrit en France dans un mouvement bien enraciné.

C'est en France, en 1957, à Aix-les-Bains, que fut fondée la FMVJ (Fédération mondiale des villes jumelées) devenue FMCU (Cités Unies). Au début des années cinquante, Jean-Marie Bressand a lancé "le monde bilingue" franco-anglais

## Assurer la pérennité

*"Avec les Québécois, cela démarre au quart de tour pour l'amitié, affirme Jacques Leroussaud (Angoulême), mais on peut aller vers de grosses difficultés si nous ne nous comprenons pas sur les objectifs". Au-delà de l'élan de l'amitié, il convient donc de donner du contenu et de se donner des garanties suffisantes. "Nous sommes dans du vivant. Il n'y a rien de pire dans les relations internationales que de susciter la déception".*

Cités Unies préconise "la présence de citoyens qui garantit au jumelage une continuité au-delà des changements politiques". D'autant que les mandats municipaux au Québec sont de quatre ans et que de nombreux élus ne font pas plus de deux mandats. "L'initiative municipale favorise le démarrage mais tout doit être fait pour qu'il y ait relais, que l'échange devienne multiple, qu'il échappe à la seule maîtrise publique", note Marie-Thérèse de Normazy (Annecy).

La pérennité doit aussi être assurée au-delà des passions personnelles de tel ou tel. Jacques Leroussaud suggère "d'encourager des partenariats entre institutions locales (exemple : des hôpitaux). Cela assure une double pérennité".

entre anciens alliés. Il y a eu aussi les contacts entre villages lorrains et alsaciens avec des communes "de l'intérieur".

## "La coopération décentralisée"

Plusieurs "générations" de jumelages vont se succéder au fil des décennies. D'abord les "jumelages de réconciliation", après-guerre, entre villes de France et d'Allemagne surtout. Des liens de peuples à peuples en recherche de paix. Cette même aspiration affleure en pleine guerre froide qui a figé les relations internationales en "blocs". Une seconde génération de "jumelages de paix" naît entre villes de l'Ouest et de l'Est pour tisser des liens entre populations et briser la course effrénée vers un nouveau conflit. Un exemple resté célèbre : le jumelage de Dijon, dirigé alors par le chanoine Kir, avec Leningrad. "Les jumelages établissent des ponts si les politiques d'État obéissent à d'autres règles du jeu", remarque l'universitaire Jacques Leroussaud, président du comité des jumelages d'Angoulême et membre du conseil national de Cités Unies.

Une troisième génération de jumelages apparaît dans les années 70-80 : les "jumelages-coopération" en faveur de

## repères

**1969** : fondation des jumelages Angoulême-Chicoutimi, Grand-Quévilly-Lévis.

**1977** : le maire de Granby (jumelée avec Saint-Etienne depuis 1963) entre au collège présidentiel de la FMVJ avec les maires de Leningrad, Liège, Tunis et Turin, autour du président Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux (jumelée avec Québec depuis 1962).

**1979** : pacte d'amitié Lyon-Montréal.

**1984 (24-28 septembre)** : congrès de la FMVJ-Cités Unies à Montréal. Le maire de Lille, Pierre Mauroy succède ensuite, comme président mondial, au maire de Madrid. La priorité est donnée aux "jumelages-coopération".

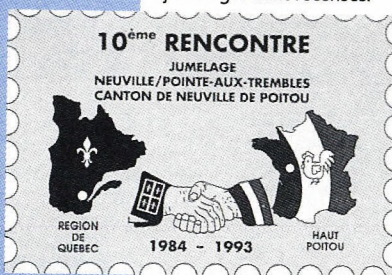
**1986 (18-19 octobre)** : première rencontre, à La Roche-sur-Yon (jumelée avec Drummondville) des représentants de vingt-deux villes françaises jumelées à des communes québécoises. La FMVJ-CNJ, la DGQ, l'OFQJ et France-Québec participent à la rencontre. Une cinquantaine de jumelages sont recensés.

**1987** : un groupe de travail franco-québécois travaille dans l'année sur les échanges scolaires et économiques. On y retrouve notamment le CNJ-FMVJ (avec Jacques Leroussaud, président de la commission Ouest-Ouest), France-Québec (représentée par le vice-président Jean-Michel Hercourt), plusieurs villes jumelles et des comités de jumelages qui sont en même temps régionales de France-Québec (Grand-Quévilly, Laval...), l'OFQJ...

**1990** : la revue France-Québec publie une liste de 84 jumelages franco-québécois. Leur nombre s'accroît presque chaque mois.

**1995 (11 mars)** : colloque des "villes partenaires françaises et québécoises" de la région Rhône-Alpes organisée par la ville d'Annecy et Alpes-Léman-Québec avec la participation d'élus locaux, du maire québécois de Sainte-Thérèse l'ancien ministre Elie Fallu, du Délégué général du Québec Claude Roquet, du secrétaire général de l'OFQJ Jacques Barrat, du président de France-Québec Georges Poirier, de la directrice des relations extérieures de la FMCU Marion Le Dantec.

**1996** : France-Québec magazine publie une liste de plus de 150 jumelages franco-québécois et crée une rubrique régulière sur l'action des villes jumelées.



# ariat des «réseaux de villes»

échanges et les a rassemblés sous le vocable de "coopération décentralisée".

## La dimension "triangulaire"

Trait d'union entre deux villes et deux populations, un jumelage met donc en relation deux partenaires qui peuvent être situés sur tous les axes géographiques (nord-nord, nord-sud, est-ouest...). La tendance actuelle est toutefois à la multiplication des jumelages multilatéraux, constate Cités Unies. On parle de plus en plus de "réseaux de villes qui peuvent ainsi créer une synergie dans leurs actions". C'est ainsi que se développent actuellement des jumelages "triangulaires" : une

intersolidarité nord-nord conjuguée en direction d'une cité du sud. "Cette forme peut enrichir les relations entre les villes des pays industrialisés et faire émerger de nouvelles pratiques de coopération".

Les jumelages franco-allemands, et plus largement inter-européens, n'attendent plus de "s'essouffler" pour choisir un troisième partenaire dans le tiers-monde. Dans ce nouveau contexte des relations internationales intermunicipales, en sera-t-il de même pour les jumelages franco-québécois qui ont ainsi un rôle à jouer au sein de la francophonie ? Beaucoup en France l'espèrent.

Par exemple, Angoulême, qui a réussi à faire se rencontrer ses jumelles allemande et russe jadis de part et d'autre du rideau de fer, souhaite que ses six jumelles - dont Chicoutimi - "s'intéressent avec nous" à la ville partenaire du Mali. "Ce serait l'idéal" pour Jacques Leroussaud.

4-7 juin 1998  
à Lille

XV<sup>ème</sup> congrès  
de la Fédération  
mondiale  
des Cités  
Unies

Thème :  
"Les collectivités  
locales  
face à  
la mondialisation"

FMCU  
60, rue de la Boétie  
75008 Paris  
Tél. 01 53 96 05 80



Photo Georges Poirrier

### Le congrès mondial de 1984 à Montréal.

pays nouvellement indépendants, africains en particulier. A la vieille relation colonisateur-colonisé se substitue une relation de partenariat fondée sur le développement. Dès 1971, l'Assemblée générale des Nations unies reconnaît à la FMVJ "une compétence incontestable en matière de jumelage-coopération". Cela devient une "priorité absolue" après le congrès de Montréal en 1984. Au milieu des années 80 d'ailleurs ce type de jumelages triple.

Ainsi les relations entre villes se diversifient. Aux traditionnels échanges scolaires, sportifs, culturels, se greffent des échanges de savoir-faire en matière de gestion municipale, gestion urbaine, échanges d'expériences en matière d'insertion des jeunes, de développement social... Naturellement les formes de jumelages (conventions, pactes d'amitié...) se multiplient. En 1992, la loi française a reconnu ces



DORDOGNE

## Périgord-Québec rassemble les jumelages

Les jumelages représentent une des facettes de l'activité de France-Québec et de ses régionales. Ainsi plusieurs comités de jumelages sont en même temps régionales de France-Québec. C'est le cas à Bordeaux, Brive, Cambrai, Grand-Quévilly, Laval, Sainte-Foy-la-Grande...

Ailleurs, des jumelages sont membres es-qualité de la régionale la plus proche. Et lorsqu'un département, comme la Dordogne, compte plusieurs jumelages, la régionale devient le lieu de rencontre et de concertation.

Périgord-Québec, fondé voici vingt ans, a "depuis le début" assuré le lien entre les jumelages franco-québécois de la

Dordogne. Il y en a maintenant sept, très variés : celui d'une ville moyenne Bergerac avec Repentigny ; ceux de petites communes (Le Buisson-Sainte Marcelline, Colombier-Notre Dame de la Merci, Creysse-Saint-Alphonse, Lalinde-Crabtrée, Vergt-Sainte Justine) et celui original du Pays vernois (treize communes) avec le pays du sirop d'érable. Tous ces jumelages, qui ont leur propre autonomie (loi 101) ont automatiquement un représentant au sein du conseil d'administration de Périgord-Québec fort de dix-huit membres. Et, aujourd'hui, le nouveau président de la régionale, Maurice Teulet, est le représentant du jumelage de Creysse.

Cette présence des jumelages au sein du conseil d'administration de Périgord-Québec fut "un choix délibéré", explique l'ancien président Jean-Louis Hervé. "Ce fut essentiel et déterminant. Il y a ainsi une cohésion, autrement il y avait un risque d'éclatement. Or les jumelages de petites communes sont de grandes réussites. Et il y a une potentialité d'adhésion considérable".

Quand on ajoute que Périgord-Québec a un solide pacte d'amitié avec la régionale Québec-France de Lanaudière - et orchestra ainsi l'an dernier le dîner-bénéfice... périgourdin du festival international de Lanaudière -, on a affaire en Périgord à de vrais militants du partenariat franco-québécois décentralisé.



Michel TÉTU

professeur  
à l'Université  
Laval

directeur de  
"l'Année  
francophone  
internationale"

auteur d'une  
vingtaine  
d'ouvrages  
dont : "qu'est-  
ce que la  
francophonie?"  
(Hachette, 1997)

directeur de  
plusieurs  
collections  
littéraires  
au Canada  
et en France

conférencier  
sur les cinq  
continents

À u début des années soixante, le Québec prend les devants dans la mise sur pied d'organismes destinés à réunir à l'échelle de la planète, des spécialistes de tous genres travaillant en français. Après le regroupement des journalistes dans l'UIJPLF (Union internationale des journalistes et de la presse de langue française) à Paris en 1952, l'idée vient à Jean-Marc Léger, rédacteur en chef du *Devoir* à Montréal, de réunir de la même façon les universitaires. En 1961, est créée à Montréal l'AUDEL (Association des universités partiellement ou entièrement de la langue française) dont il devient naturellement le premier Secrétaire général. Le nom peut paraître compliqué ; l'appellation "entièrement ou partiellement de langue française" est due à l'ancien ministre marocain Mohammed El Fasi, qui ne peut accepter pour les universités bilingues de son pays, la seule étiquette "d'université de langue française". L'expression fera fortune pendant plus de vingt ans, jusqu'à ce que l'adjectif "francophone" et le substantif "francophonie" n'effraient plus les bien-pensants et que les hommes politiques donnent à ces deux mots une respectabilité officielle.

En 1968, le Québec s'ouvre officiellement à l'international avec la signature d'ententes importantes. Les accords de coopération franco-québécois consacrent cette orientation après l'Exposition universelle de 1967 et la venue historique du général de Gaulle. Mais en 1968, tandis que le conservateur Daniel Johnson s'affaire à Québec, un autre Québécois, Pierre Elliot Trudeau, élu à la tête du Parti libéral canadien, devient Premier ministre du gouvernement fédéral : pendant 16 ans il va s'évertuer à promouvoir un bilinguisme officiel au Canada, mais en même temps freiner l'accession du Québec à une représentation officielle. Une solution est quand même trouvée en 1969 pour que le Québec et le Nouveau-Brunswick puissent siéger à l'ACCT (Agence de coopération culturelle et technique) créée le 20 mars 1970 à Niamey par 21 pays de langue française. Jean-Marc Léger qui a joué un grand rôle dans la mise sur pied de l'organisme est nommé Secrétaire général.

## L'ACCT et la préparation du sommet

Pendant une quinzaine d'années, l'ACCT se fortifie et lance ses programmes tandis que naissent ou se développent les

associations francophones non gouvernementales comme la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF), le Conseil international de la langue française (CILF), l'Institut de droit d'expression française (IDEF) ou l'Association des parlementaires de langue française (AIPLF). Sous l'égide de l'AUPELF sont regroupés les départements de français des cinq continents dans le cadre d'un comité international des départements d'études françaises (CIDEF) à l'issue d'une première rencontre mondiale à Québec en 1972. Puis en 1974, se tient, aussi à Québec, la Super Francofête où pour la première fois se côtoient tambourineurs du Rwanda, conteurs haïtiens, musiciens malgaches, chansonniers belges ou québécois. C'est un immense succès.

On veut aller au-delà de l'ACCT. L.S. Senghor relance à plusieurs reprises l'idée d'une réunion des chefs d'État francophones, un "Sommet francophone" comme on commence à dire alors. Pour éviter vis-à-vis de la France toute accusation de néo-colonialisme, la langue française ne sera qu'un véhicule pour les discussions sur la politique, l'économie, le dialogue Nord-Sud, le désarmement et autres sujets d'actualité. Senghor pense qu'on doit pouvoir élargir cette réunion aux chefs de gouvernement. Mais la querelle est prise entre Québec et Ottawa. René Lévesque a accédé au pouvoir en 1976 : il entend bien participer aux réunions d'où Trudeau

## "La Francophonie s'étend et se renforce mais ses bases restent fragiles"

tient au contraire à l'exclure, s'en tenant à une rencontre des seuls chefs d'État (même si la langue, la culture et l'éducation sont au Canada du domaine provincial et non du domaine fédéral). La France ne peut abandonner le Québec avec lequel elle a décidé "d'entretenir des relations directes et privilégiées".

Il faut attendre la démission de Trudeau en 1984 pour qu'après l'éphémère gouvernement de John Turner, le conservateur québécois anglophone Brian Mulroney accède au pouvoir et se montre beaucoup plus conciliant. Après de nouvelles discussions et une opération menée rondement, François Mitterrand peut convoquer à Paris, dans d'assez bonnes conditions, la première "Conférence des chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage du français", du 17 au 19 février 1986 : c'est un succès après 15 ans de palabres. Les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick y participent avec la plupart des pays francophones (41 participants). On déplore seulement l'absence de l'Algérie qui refusera définitivement de se joindre au groupe.

## Boutros Boutros-Ghali : "Une Francophonie efficace"

"Je suis persuadé que, dans la période qui s'ouvre aujourd'hui devant nous, la Francophonie porte en elle un message essentiel. Ce message, c'est d'abord de celui de la diversité. car la Francophonie est, pour elle-même, une réponse à la mondialisation à laquelle nous sommes confrontés. La Francophonie est, pour nous tous, une manière de dire que l'université n'est pas la banalisation. C'est un moyen d'exprimer et de célébrer la diversité des peuples et la diversité des cultures... La Francophonie peut déployer, à cet égard, une diplomatie originale et efficace."

## De Paris à Hanoi

Le deuxième Sommet se tient à Québec (2-4 septembre 1987) à l'invitation du gouvernement canadien, du gouvernement québécois et de celui du Nouveau-Brunswick. Une préparation rigoureuse et efficace, une volonté d'œuvrer dans un esprit d'entente et de conciliation en assurent la réussite. Beaucoup de chefs d'État africains en sont à leur premier voyage au Canada. C'est une découverte étonnante que celle de la francophonie nord-américaine tant par sa superficie (la plupart ignorent que le Québec représente 3 fois la France) que par la richesse de son économie et sa vitalité insoupçonnée. Seul le représentant du Burundi, Jean-Baptiste Bagaza, n'a guère le temps d'apprécier le pays : il est renversé par un coup d'État le lendemain de l'ouverture du Sommet et doit regagner précipitamment son pays.

# dynamisme québécois



Photo Georges Poirier

Le sommet de la Francophonie en 1987 à Québec.

Après l'Europe et l'Amérique, c'est le tour de l'Afrique (Dakar 24-26 mai 1985). Comme les participants refusent l'invitation de Motubu à se rendre au Zaïre, le président François Mitterrand offre de nouveau l'hospitalité au palais de Chaillot (19-21 novembre 1991). Le Cinquième Sommet se tient à Maurice (16-18 octobre 1993) et le sixième à Cotonou (2-4 décembre 1995).

## Un virage politique

Peu à peu, la Francophonie se fortifie : elle recrute de nouveaux membres, s'engage sur les voies de l'économie et de l'informatique. On la sent prête à faire un saut d'importance pour devenir une véritable politique.

C'est ce qui est décidé à la conférence ministérielle de Marrakech, à la fin de 1996, où dans un large consensus on adopte la Charte de la Francophonie. Le Sommet de Hanoï (14-16 novembre 1997) est chargé de l'entériner et de nommer un Secrétaire général à la tête du nouvel ensemble pyramidal, ce qui est fait en la personne de Boutros Boutros-Ghali. L'ACCT, devenue Agence de la Francophonie, perd son secrétaire, Jean-Louis Roy, qui a terminé son deuxième mandat. Il sera remplacé par un administrateur général, le Belge Roger Dehaybe.

Le Sommet de Hanoï n'est pas sans soulever plusieurs interrogations. Malgré l'importance de l'Asie dans l'économie mondiale, le choix du Vietnam comme pays d'accueil est discuté en raison du faible pourcentage de la population à utiliser le français (moins de 2%). On retient davantage le fait qu'au moment où la Francophonie prend un virage politique, on peut constater que le Vietnam, malgré sa récente et très positive ouverture, reste encore un régime dur, pratiquant la censure et l'emprisonnement pour des questions de simple divergence politique.

Mais surtout, l'Afrique s'inquiète de voir de nouveaux pays européens peu développés (Albanie, Macédoine, Pologne) rejoindre le club francophone, craignant que cela ne réduise d'autant les parts du gâteau. Quant aux associations non gouvernementales, cheville ouvrière de la Francophonie,

elles voient leur poids diminuer énormément, en dépit des déclarations apaisantes des dirigeants, et elles voient surtout leur financement problématique, malgré sa modicité et l'implication des membres presque bénévoles.

Sans entrer dans les détails, on constate ainsi que la Francophonie s'étend et se renforce, mais que ses bases restent fragiles. Quel sera l'avenir ? On peut compter sur l'imagination des Québécois, si actifs depuis toujours dans la Francophonie, pour trouver quelques solutions nouvelles et originales.

**Michel TÊTU**

## repères

- 1968 - Début de la coopération franco-québécoise.
- 1970 - Création de l'ACCT (Agence de la coopération culturelle et technique). Le Québécois Jean-Marc Léger, Secrétaire général.
- 1974 - Super Francofête à Québec.
- 1977 - Au pouvoir depuis 1976, René Lévesque promulgue la loi 101 (Charte de la langue française); la Suisse et la Belgique s'inspireront de l'attitude linguistique du Québec.
- 1986 - Premier Sommet de la Francophonie à Paris. Le Québec et le Nouveau-Brunswick reconnus gouvernements participants.
- 1987 - Deuxième Sommet à Québec. Création du Forum Francophone des Affaires (FFA).
- 1989 - Le Québécois Jean-Louis Roy, secrétaire général de l'ACCT (jusqu'en 1997).
- 1992 - Lancement de *L'Année francophone internationale* par une équipe Québec-Paris.
- 1997 - Septième Sommet de la Francophonie à Hanoï : un rôle politique dévolu à la Francophonie.
- 1998 - Boutros Boutros-Ghali prend ses fonctions de Secrétaire général de la Francophonie. Nouvelle orientation politique.

Signature

## Entente avec le service d'immigration



Le ministre André Boisclair et le président de France-Québec

Le 25 mars, lors de la venue du ministre québécois de l'Immigration, André Boisclair (entrevue page 62), un protocole de collaboration a été signé entre le service d'immigration du Québec et l'association France-Québec. Il s'agit de mieux faire connaître auprès des Français les possibilités d'immigration vers le Québec. Dans le cadre de la connaissance du Québec, le rôle de l'association est de diffuser l'information en régions, de participer à l'organisation de

rencontres et d'orienter les candidats éventuels. Bien évidemment, le service d'immigration du Québec est seul responsable de l'acceptation ou du refus d'un candidat à l'immigration.

Pour concrétiser cette entente, une réunion publique d'information a réuni 450 personnes le 25 mars à Lyon en présence du ministre. Il a également présidé un déjeuner de travail avec les responsables des régionales d'Auvergne et Rhône-Alpes.



A Lyon, le ministre avec le directeur du service Immigration Jean-Pierre Arsenault (à droite), les présidents d'Alpes-Québec, Alpes-Leman-Québec, d'Auvergne-Québec, Buguey-Québec, et la vice-présidente de Lyon-Québec.

POUR VOS VACANCES AU QUÉBEC

# LOCAR

LOCATION DE VOITURE A COURT TERME

(418) 522-3171

Spéciaux pour les membres de France-Québec et Québec-France

- 5% de rabais sur le prix régulier
- Aucun frais pour un 2e conducteur (21 ans minimum)
- Service de transport gratuit
- Assistance routière gratuite
- Véhicule disponible à Québec seulement
- Possibilité de retourner aux aéroports internationaux de la province

1605, boulevard Henri-Bourassa, Québec, Canada, G1J 3W8

84 SPÉCIAL 30 ANS : histoire et message du président fondateur • 86 témoignages • 88 initiatives des régionales • 92 une nouvelle : Réunion-Québec • 93 ce qui marque le XXX<sup>e</sup> • 94 les animateurs en régions • 96 petites annonces

## Rendez-vous

### A.G. à Quimper à l'Ascension

Cornouaille-Québec donne rendez-vous aux adhérents de France-Québec le 22 et 23 mai à Quimper. L'assemblée générale annuelle se déroulera comme à l'accoutumée, durant la "fin de semaine" de l'Ascension, à la salle du Chapeau Rouge en plein centre-ville.

Le vendredi matin sera consacré aux rapports habituels (moral, d'activités, financier). Après le renouvellement du tiers sortant du conseil d'administration national aura lieu une brève assemblée extraordinaire pour modifier quelques points des statuts. Suivent les ateliers sur le rayonnement des régionales, les échanges, l'économie, la francophonie et les jumelages, la généalogie.

Après la réception officielle à la mairie de Quimper, soirée bretonne

à L'Orangerie de Lanniron avec le groupe Eastiged Ar Strangala.

Le samedi matin, présentation de la "Saison du Québec 99" par son Commissaire général adjoint Sylvain Gagné avant les rapports des ateliers et la clôture de l'assemblée par le Délégué général du Québec Michel Lucier.

L'après-midi, trois excursions sont proposées au choix : Benodet, la remontée de l'Odet et la visite du Vieux Quimper ;

Concarneau et Pont-Aven ; le pays bigouden (Pont-L'Abbé, La Torche, le phare d'Eckmul...). Le soir soirée animée par le groupe de musique cajun et québécoise "Mardi Gras" de Yann Dour.

Une convocation à cette assemblée a été adressée à chaque adhérent début avril.



## Parrainage

Le comité de parrainage de France-Québec compte désormais dans ses rangs :

- Yves Tavernier, député PS, au titre de président du groupe d'amitié France-Québec à l'Assemblée.

- Pierre-André Wiltzer, député UDF, ancien président du groupe d'amitié pendant neuf ans et que le conseil d'administration a sollicité pour demeurer au comité de parrainage à titre personnel désormais.

Par ailleurs, Alain Peyrefitte, ancien ministre et sénateur RPR, a souhaité ne plus figurer dans le comité de parrainage mais apparaître comme président d'honneur. Il fut le premier nommé à ce titre en 1970.

## Courrier

A propos du nouveau graphisme de France-Québec :

François-Xavier de Perier, membre fondateur : "Félicitations pour le nouveau et moderne graphisme de France-Québec. Qu'il soit toujours le témoin de l'idéal qui nous anime aujourd'hui comme hier".

Pierre-André Wiltzer, député et membre du comité de parrainage : "Bravo pour votre nouveau graphisme".

## TARIFS 1998

### PROPOSÉS PAR TRAJECTOIRE CANADA

#### AIR CANADA (vol régulier) "Spéciaux FRANCE-QUÉBEC 1998"

	MONTRÉAL TORONTO	QUÉBEC OTTAWA	VANCOUVER CALGARY
Jusqu'au 26 juin	2600	3100	3400
Du 27 juin au 15 août	3600	4100	4500
Du 16 août au 30 sept.	3100	3600	3950
Du 1 <sup>er</sup> au 15 octobre	2600	3100	3400

**attention** Montréal "Grand Prix F1" du 1<sup>er</sup> au 6 juin : + 550 F

Tarifs nets en francs français hors taxes d'aéroports (compter 210 FRF à ce jour)

**Minimum de séjour** : nuit du samedi au dimanche - **Maximum de séjour** : 90 jours

**Supplément Week-end** : 170 FRF

(Westbound : samedi/dimanche)

**Bébé** : (moins de 2 ans) 90% de réduction

**Enfant** : (moins de 12 ans) 25% de réduction

**Allocation de bagages** : consulter la compagnie

**Type d'appareils** : B747-B767

**Rotations** : quotidien, vols directs

**Frais d'annulation** : 950 FRF par billet

**Modification** : environ CAD100

**Préacheminement Province** : nous interroger

#### CHARTERS à partir de 1900 F "Spéciaux FRANCE-QUÉBEC 1998"

PARIS/MONTRÉAL Roissy T9 - Mirabel	Prix par tronçon	MONTRÉAL/PARIS Mirabel - Roissy T9	Prix par tronçon
<i>Vendredi/Samedi/Dimanche/Lundi</i>		<i>Samedi/Dimanche/Lundi/Mardi</i>	
02 au 15 mai	950 FF	1 <sup>er</sup> au 21 mai	950 FF
16 au 27 mai	1100 FF	22 au 25 mai	1100 FF
30 mai au 02 juin	1100 FF	29 mai au 1 <sup>er</sup> juin	1200 FF
06 au 09 juin	1200 FF	05 au 08 juin	1200 FF
13 au 21 juin	1250 FF	12 au 15 juin	1250 FF
22-23 juin	1200 FF	19 au 29 juin	1200 FF
27 au 30 juin	1300 FF	03 au 13 juillet	1100 FF
04 au 21 juillet	1400 FF	17 au 20 juillet	1300 FF
25 au 28 juillet	1700 FF	24 juillet au 03 août	1450 FF
1 <sup>er</sup> au 04 août	1900 FF	07 au 17 août	1500 FF
08 au 11 juin	1650 FF	21 au 31 août	1700 FF
15 au 18 août	1450 FF	04 au 07 sept.	1500 FF
22 au 25 août	1300 FF	11 au 14 sept.	1300 FF
29 août au 15 sept.	1400 FF	18 au 21 sept.	1350 FF
19 au 22 sept.	1300 FF	25 au 28 sept.	1400 FF
26 au 29 sept.	1300 FF	02 au 05 octobre	1350 FF
03 au 06 octobre	1250 FF	09 au 12 octobre	1350 FF
10 au 13 octobre	1200 FF	16 au 19 octobre	1250 FF
17 oct. au 1 <sup>er</sup> nov.	1100 FF	23 au 31 octobre	1200 FF

Tarifs nets en francs français hors taxes d'aéroports (compter 265 FRF à ce jour)

**Minimum de séjour** : aucun - **Maximum de séjour** : 6 mois

**Supplément Week-end** : 50 FRF par tronçon

(Westbound : samedi/dimanche) Eastbound : vendredi/samedi)

**Vols sur TORONTO** : + 100 FRF par tronçon

**Bébé** : (moins de 2 ans) gratuit

**Allocation de bagages** : 20 kg par passager

**Type d'appareils** : B747-A320-A330

**Frais d'annulation** :

61 jours et + précédant le départ : 10% du tarif

entre 60 et 31 jours précédant le départ : 25% du tarif

entre 30 et 0 jours précédant le départ : 100% du tarif

**P**artie intégrante de la coopération franco-québécoise, France-Québec y occupe une place spécifique. La dimension humaine irremplaçable. Un maillon essentiel des "relations directes et privilégiées" entre les deux pays. Fondée en 1968, l'association s'adresse à tous sans distinction. S'y retrouvent quelque 5000 membres, bénévoles et militants, solidaires des Québécois, défenseurs avec eux d'une langue partagée au sein de la Francophonie.

Les buts, intangibles, de France-Québec : faire connaître et aimer le Québec en France, intéresser les Français à l'évolution du "pays" célébré par Gilles Vigneault et tant d'autres, participer au développement de l'amitié et de la coopération entre les deux communautés francophones.

De l'Alsace aux Antilles, de la Bretagne à la Côte d'Azur, les "régionales" constituent le socle de France-Québec. A l'échelle d'une agglomération, d'un département, d'une région, ces "régionales" organisent des animations fleurdisées, accueillent les amis du "pays d'en face", proposent des échanges, suscitent des pactes d'amitié et des jumelages...

La toile d'araignée ne cesse de s'élargir : 10 "régionales" en 1972, 20 en 1977, 41 en 1982, 50 en 1987, 60 aujourd'hui... La dernière accréditée au printemps : Réunion Québec. Au fil des ans, certes, certaines associations disparaissent, d'autres changent de nom... Il reste que la courbe est un beau signe de vitalité. Fruit de l'action impressionnante, depuis 30 ans, de milliers de bénévoles dynamiques. Cela témoigne aussi du formidable essor des relations franco-québécoises depuis trois décennies. Les "régionales" font vivre, sur le terrain, les "liens directs et privilégiés" dont se félicitent, à juste titre les gouvernements successifs des deux pays, quelles que soient leurs options. Le comité de parrainage de France-Québec illustre ce consensus. L'éventail des activités est infini dans "les régionales". Au gré des initiatives. Chaque "régionale" doit compter un minimum de 25 adhérents la première année (quelques-unes en ont plus de 300 !).



Chaque "régionale" fixe elle-même le montant de ses cotisations et reverse à France-Québec, par adhérent, une "quote-part" (38 F en 1998) votée lors de l'assemblée générale annuelle. Ceci permet à France-Québec, avec la contribution vitale des instances officielles de la coopération franco-québécoise, d'orchestrer actions et activités.

Le siège national, sous la houlette du bureau et du conseil d'administration, coordonne la gestion administrative générale, organise les échanges pour près d'un millier de jeunes français et québécois chaque année, assure les services aux adhérents et le suivi des actions décidées par les instances élues, comme une tournée culturelle annuelle depuis cinq ans. En lien étroit bien sûr avec de nombreux partenaires, notamment la Délégation générale du Québec, Québec-France, l'AG2R, les membres "associés" qui apportent désormais une autre dimension à France-Québec, le voya-

## repères

**1968** : Fondation de France-Québec par Xavier Deniau, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, Michel Bruguière universitaire, Jean-Marie Domenach directeur de la revue "Esprit", Bernard Dorin et Martial de la Fournière diplomates, François-Xavier de Périer chargé de mission à l'Assemblée, Philippe Rossillon rapporteur général du Haut comité de la langue française, Auguste Viatte universitaire et membre correspondant de l'Institut.

**1971** : Création de Québec-France.

**1979** : Premier congrès commun à La Rochelle sur "les relations franco-québécoises" avec les ministres Alain Peyrefitte (F) et Jacques-Yvan Morin (Q.).

**1981** : Début des échanges d'été intermunicipalités. Congrès commun à Québec : "Deux peuples, deux mentalités, une seule langue, un destin commun ?" en présence de René Lévesque.

**1983** : Congrès commun à Saint-Malo : "Dynamisme et développement".

**1985** : Congrès commun à Joliette : "Les régionales, base de nos associations".

**1987** : Création du comité de parrainage. Congrès commun à Cambrai : "Nos associations, des partenaires plus".

**1988** : XX<sup>ème</sup> anniversaire (700 personnes au Sénat).

**1989** : Congrès commun à Jonquières : "Parlez-moi de vous".

**1991** : Congrès commun à Brive : "Un style, une passion avec plaisir".

**1993** : XXV<sup>ème</sup> anniversaire. Première tournée culturelle nationale avec Jean Racine. Congrès commun à Sherbrooke : "Bonjour la visite".

**1994** : Signature d'un partenariat avec l'AG2R, le Mouvement Desjardins et Québec-France.

**1995** : Congrès commun à Versailles : "La belle aventure".

**1996** : N° 100 de la revue qui devient "France-Québec magazine". Ouverture des statuts à des "membres associés".

**1997** : Congrès commun à Carleton : "La belle complicité".

1975

FRANCE  
QUEBEC

1980

France  
Québec

1991

FRANCE  
QUEBEC

1992

FRANCE  
QUEBEC

1998

France  
QuébecUn pont sur l'océan,  
deux pays, deux peuples  
au coude à coude.

# réseau de bénévoles



giste choisi chaque année, etc. De plus, les animateurs québécois du siège se déplacent souvent en régions à la demande des "régionales". Tous les deux ans, enfin, un congrès commun réunit Français et Québécois autour d'un thème de réflexion dans une ambiance de grande convivialité.

France-Québec édite aussi la revue que vous avez entre les mains, une revue qui a pris des couleurs depuis deux ans pour devenir "France-Québec magazine" aux lecteurs de plus en plus nombreux. Ce numéro spécial est tiré à 12 000 exemplaires. Afin de parfaire cette politique de communication, l'association a ouvert fin avril un serveur Minitel 3615 FRANCEQUEBEC. Elle prépare également pour les prochains mois un site Internet. Trente ans ! France-Québec est en pleine maturité. Et n'a pas fini d'exprimer son dynamisme et sa solidarité avec les Québécois.

1994 : Signature du partenariat avec Québec-France, l'AG2R et le Mouvement Desjardins en présence du ministre Bernard Landry.



1994 : Un Amérindien à la Sorbonne, lors de la tournée de Real Mc Kenzie et André Maltais.

## Les présidents

1968-1971  
Xavier Deniau

1971-1977  
Auguste Viatte

1977-1981  
Christian Philip

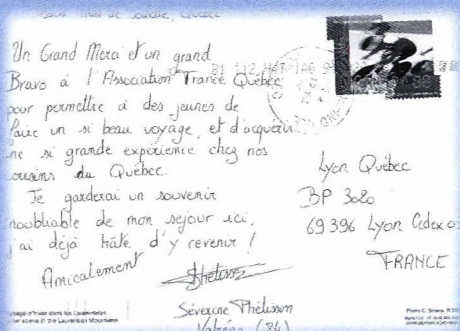
1981-1986  
Paul de Blociszewski

1986  
Maurice Viaud

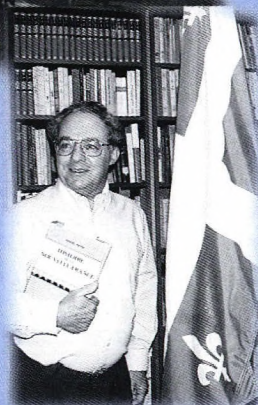
1986-1992  
Louis Thébault

1992  
Georges Poirier

Echanges : Près de 1 000 jeunes traversent chaque été l'Atlantique avec les associations.



1996 : Gilles Villemure. Une tournée record dans 52 villes.



Monsieur le Président,

A l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de France-Québec, je voudrais vous adresser mes félicitations pour le fonctionnement actuel de cette association, que j'ai fondée avec trois autres amis du Québec, il y a déjà une génération.

France-Québec est certainement l'association française, parmi toutes celles qui sont vouées aux relations avec un pays hors de France, la plus nombreuse et la plus prospère.

L'association France-Québec a été formée avec un double but :

- d'une part les relations de coopération renforcées établies par les deux gouvernements devaient être relayées par une prise de conscience des deux populations, et leurs actions d'amitiés,
- d'autre part encourager la création d'un Québec-France qui s'est fait quelques années plus tard, destiné à être l'interlocuteur de nos consuls au Québec à la place de France-Canada.

La façon dont a été conçue et réalisée l'association France-Québec relevait d'une volonté de déconcentration pour la rendre plus proche des habitants ; c'est ainsi qu'ont été créées "les régionales" qui étaient au nombre d'une trentaine quand j'ai quitté l'association pour entrer au Gouvernement et qui sont maintenant une soixantaine avec 5000 adhérents.

Il nous reste à souhaiter que le Québec accède rapidement à l'autodétermination, et choisisse rapidement son statut.

Xavier DENIAU

Un message



Photo François Poche

du président-fondateur

## Nés avec France-Québec

### Ammar BACHIRI (Alsace-Québec)

#### La rencontre d'une Québécoise



Arrivé en France en 1992 pour des études d'ingénieur, Ammar Bachiri, Algérien de naissance, a rencontré en Alsace une étudiante montréalaise. *"J'ai écrit à France-Québec et on m'a envoyé la liste des régionales."* Les activités sont *"l'occasion de rencontrer des gens. J'ai parlé avec des Québécois venus vivre en France. Ils m'ont donné l'idée d'immigrer chez eux. Je connais des Algériens qui se sont très bien insérés là-bas"*. Avec un bac plus 5 en mécanique, il aurait aimé faire un stage au Québec. *"Je me suis adressé à l'OFQJ mais malheureusement, il faut être de nationalité française"*. Maintenant il a un projet commercial en France : *"S'il se réalise, j'envisage de poursuivre cette activité au Québec"*.

### Catherine BOULON (Guadeloupe-Québec)

#### Une expérience enrichissante



Cette Antillaise a adhéré en juin 1997 pour participer au circuit organisé au Québec par la régionale le mois suivant. *"J'ai pu ainsi visiter ce pays pour la première fois. J'ai eu de nombreux contacts avec les Québécois et cette expérience m'a paru tellement enrichissante que je désire la renouveler"*. Catherine Boulon a même *"envie d'être maintenant plus active"* au sein de l'association, *"et notamment prêter mon concours aux manifestations culturelles"*.

### Alain COMBRES (Albigeois-Québec)

#### Une thèse sur les partis québécois



*"Mon enthousiasme pour le Québec ne dépend en rien d'un raisonnement rationnel"*, remarque Alain Combres, qui enseigne le droit constitutionnel à la faculté de droit de Toulouse. *"Certes, je suis attaché à un mode de vie, à des paysages, à une langue, à une littérature ou encore à un certain désir de survivance. Mais y a-t-il d'autres explications que celle de l'élan du cœur ?"* Celui-ci s'est renforcé au fil des ans et des voyages. *"Cette passion m'a amené tout naturellement à essayer de comprendre le peuple québécois et ses aspirations politiques"*. D'où une thèse de doctorat sur les partis politiques québécois et la question linguistique. *"Mon adhésion m'a permis de partager un peu de ma passion et de mes recherches universitaires avec d'autres"*.

### Mathieu CZERWINSKI (Laval-Québec)

#### Mon rêve américain



Administrateur de Laval-Québec, Mathieu Czerwinski dit être *"tombé dedans"* à l'été 1995 en participant à l'échange intermunicipalités entre les deux Laval. *"Neuf semaines de bonheur et depuis une faim jamais entamée de*

*délecter les intonations et la spontanéité communicative des Québécois. S'y ajoute la singularité d'un peuple toujours à la pointe de la modernité mais néanmoins authentique et émouvant dans l'attachement à son patrimoine teinté de France"*. En formation d'animateur socio-culturel, il a co-organisé en 1997 le programme jeunes découverte du pays d'en face de France-Québec. *"Encore deux belles semaines outre-Atlantique, le temps de réaliser que mon rêve américain c'est peut-être bien le Québec"*.

### Isabelle REPAIN (Côte-d'Azur-Québec)

#### Un projet d'immigration



*"On veut partir au Québec l'an prochain"*, explique Isabelle Repain, agent du contentieux à la Mutualité sociale agricole de Nice. *"Nous avons des amis déjà installés là-bas"*. Avec son conjoint, Luis Esposito, originaire du Pérou et artisan dans la moto, elle a passé la sélection des services de l'immigration du Québec. Un voyage de reconnaissance *"a bien plu"*. Et la décision a été prise. *"Qui ne tente rien n'a rien"*. Isabelle, Luis et leurs enfants (4 ans et 10 mois) sont prêts à quitter le soleil méditerranéen pour les grands ciels québécois. En attendant, ils ont adhéré à l'association pour s'informer sur le Québec, notamment *"en lisant la revue"*.

### Benoît SIROUET (Alpes-Léman-Québec)

#### Premier voyage à... un mois



Informaticien, Benoît Sirouet et sa femme Patricia, comptable, sont adhérents déjà depuis dix ans. Héritage : *"Mes parents étaient et sont encore adhérents de la régionale"*. Benoît Sirouet a la double nationalité : *"J'ai suivi mes parents au Québec lorsque j'avais... un mois. J'y suis resté jusqu'à 15 ans. A notre tour, notre fils de quatre ans est déjà allé au Québec"*. Leur seconde patrie. *"J'apprécie surtout les informations que l'association et la revue m'apportent"*. Benoît Sirouet ajoute : *"J'ai souvent l'occasion d'aller au Québec car je m'occupe d'échanges sportifs entre étudiants québécois et français"*.

## Trois fois trente ans



Membre d'honneur de France-Québec, Jeannine Gravelin est entrée à l'association un an après sa création. *"J'avais eu un coup de cœur pour Québec en allant rendre visite à ma sœur dont le mari, Pierre-Louis Mallen, était là-bas depuis 1963 pour organiser une délégation de la RTF"*. Très vite, Jeannine Gravelin a l'idée de rassembler de la documentation sur le Québec. *"Ainsi est née la commission information. Nous avons dans l'idée d'organiser des conférences en province (à cette époque, les régionales n'existaient pas) mais elles n'ont jamais eu lieu"*. En

### Moyenne d'âge des adhérents

45,2 ans

- 26,8% de -30 ans
- 50,4% de -30-60 ans
- 22,8% de +60 ans

### Professions

- 18,9% d'étudiants
- 16,2% milieux culturels
- 13,2% d'employés techniciens
- 12,1% de fonctionnaires
- 10,7% d'entrepreneurs
- 8,9% de cadres
- 7,4% médico-social
- 7,0% divers
- 2,8% d'ouvriers
- 2,3% milieu rural

# ix, trois fois trente ans

30 ans en 1968

**Françoise DEROY-PINEAU (Touraine-Québec)**

## Biographe des pionnières



Françoise DeroY-Pineau et son mari vivent autant à Montréal qu'à Tours. "Le Québec, c'est la moitié de notre vie et peut-être plus. En 1969, mon mari, passionné de formation permanente a été recruté à l'Université de Montréal". J'ai mis au monde deux petits Québécois dont l'aîné est aujourd'hui journaliste à la Presse". Au début, elle donne des cours de sociologie à Montréal. Maintenant, elle écrit surtout des biographies de pionnières du Québec : Marie de L'Incarnation, née à Tours, Madeleine de la Peltrie, Jeanne Mance. En préparation, l'histoire de Jeanne le Ber qui a introduit la broderie au Québec au XVIIe. "Tout naturellement, nous nous sommes inscrits dans le mouvement de France-Québec. Pour que le grand pont ait de plus en plus d'arches, autant de membres que d'arches".

**Jacques FAILLER (Cornouaille-Québec)**

## Garde républicain aux J.O. de Montréal

Récemment en retraite, Jacques Failler a vu ses deux frères aînés émigrer. "C'était après la guerre, à cette époque on disait Canada. Dans le coin, il y en a pas mal qui sont partis. Un voisin encore voici six mois". Jacques Failler, lui, est devenu gendarme, 25 ans, puis agent de sécurité. "Le seul voyage que j'ai fait au Québec remonte à vingt ans. Dix jours fabuleux comme garde républicain aux J.O. de Montréal en 1976. C'était tout neuf, avec aussi le Vieux Montréal, très XVIIIe". Il y a deux ans, Jacques Failler a "vu" qu'il y avait une association : "Je m'intéresse aux échanges de logement. Et j'ai repéré une annonce des France-Québec magazine".

**Alain LE FLOCH (Pays de Brive-Québec)**

## Vingt ans de présidence



"Je ne connaissais pas alors le Québec mais j'y avais une belle sœur..." Voilà comment Alain Le Floch participe, en 1976, à la création de la régionale qu'il préside depuis l'origine. "Nous avons commencé avec onze adhérents, tous

**Jeannine GRAVELIN (Paris-Québec)**

## Notre force, les régionales

revanche naît l'idée d'un bulletin dont le premier responsable est François Dorleau, vice-président de France-Québec et mari de la ministre québécoise actuelle de la Culture Louise Beaudouin. "Peu à peu, ce bulletin est devenu une véritable revue et j'en ai été longtemps rédactrice en chef. J'ai créé un comité de rédaction avec Auguste Viatte car j'attachais une grande importance à cette revue". Toutefois, pour Jeannine Gravelin "le plus grand succès de France-Québec a été cette formidable multiplication des régionales. C'est ce qui fait que l'association est bien implantée. C'est notre force, notre spécificité".

recrutés parmi des amis". Quatre ans plus tard, c'est à Brive que se tient l'assemblée annuelle de France-Québec. "Nous étions une trentaine d'adhérents, cette manifestation nous a fait connaître". En 1991, c'est le congrès international à Brive. Entre temps est né le jumelage Brive-Joliette. "Nous montons des voyages de temps en temps. Et tous les ans nous organisons des échanges d'infirmières. Nous participons aussi aux programmes nationaux. Mais ce qui est resté du début, c'est tout de même l'amitié".

**Guy LINARES (Périgord-Québec)**

## Un jumelage de villages



Lui aussi a "failli" émigrer au Québec. En 1956. "Mon copain d'école est parti. Je l'ai retrouvé en 1993 en allant au congrès de Sherbrooke". Guy Linarès a adhéré en 1991 "en lisant la presse". Cet ancien conducteur de la RATP, retraité en Dordogne, a "plongé" dans l'association. Vice-président de Périgord-Québec, il est aussi adjoint au maire de Colombier (228 habitants). "On cherchait un jumelage. En 1993, en allant signer le pacte d'amitié Périgord-Lanaudière, on s'est arrêté à Notre Dame-de-la-Merci. Ils ont accepté le jumelage. Cela marche très bien". Guy Linarès va désormais tous les ans au Québec. "C'est un peu difficile d'aller partout, j'y ai maintenant beaucoup d'amis, vraiment des amis".

**Raymonde NEYRINCK (Côte-d'Opale-Québec)**

## L'appel du Québec reste



En 1966, Raymonde Neyrinck et son mari font une demande d'immigration au Québec. "L'attrait des grandes forêts, ne peut qu'inciter un menuisier à aller y travailler le bois". Un événement familial déjoue leurs projets. Toutefois, "l'appel du Québec reste". Il refait surface en septembre 1993, à la création de Côte-d'Opale-Québec. La rencontre de Québécois fiers de leurs origines et de la langue française lui "fait découvrir un nouvel aspect du Québec, celui de la culture et de la société québécoise". Alors, "grâce à France-Québec magazine et aux différentes manifestations culturelles ou plus conviviales, je reste en contact avec le pays d'en face".

**Léone VALAT (Seine-Saint-Denis-Québec)**

## Ce pays que j'imagine si beau



Employée de collectivité locale, Léone Valat a adhéré à la régionale dès sa création en 1988 et fut un temps vice-présidente. Elle n'a pas encore pu aller au Québec. "Je ne désespère pas. J'ai toujours été attirée par ce pays qui parle notre langue et que j'imagine si beau, avec quelque chose de mon Berry natal". On ne s'étonnera pas qu'elle soit "admirative" des grands chanteurs québécois. "J'achète des disques, je lis... Je me tiens au courant de l'actualité québécoise par la revue". Elle profite des manifestations de la régionale et, "toujours grâce à l'association, je peux rencontrer des Québécois de passage chez nous. S'ils ont le froid longtemps au cours de l'année, ils portent la chaleur au cœur".

## Centres d'intérêt

(tiercés dans l'ordre des motivations)

### I VOYAGES

- 1 première découverte
- 2 tourisme d'été
- 3 séjours en famille

### II ÉCHANGES

- 1 jumelages
- 2 familles
- 3 intermunicipalités

### III CORRESPONDANTS

- 1 pour du tourisme
- 2 entre familles
- 3 caractère professionnel

### IV CULTURE QUÉBÉCOISE

- 1 histoire-géographie
- 2 chansons
- 3 littérature

### V ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE

- 1 projet d'immigration
- 2 connaissance socio-éco
- 3 contacts PME

### VI PASSIONS

- 1 francophonie
- 2 nature
- 3 généalogie

### VII SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

- 1 autochtones
- 2 patrimoine
- 3 politique

### VIII LOISIRS

- 1 randonnées
- 2 sports de neige
- 3 aventure

### IX FORMATION

- 1 faire une spécialité
- 2 échanges universitaires
- 3 études supérieures

Propos recueillis par **Georges POIRIER** et **Monique PONTAULT**

## Auvergne-Québec

### Un protocole avec l'ITHQ

L'association régionale et l'institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec (ITHQ) ont signé une entente qui concrétise ainsi plus de douze ans de collaboration. Pierre Maître, le président d'Auvergne-Québec a enfin réalisé son projet de permettre à de jeunes Auvergnats et Québécois de partager leurs savoir-faire. Des étudiants de l'ITHQ viendront effectuer des stages dans des établissements scolaires ou des entreprises auvergnates, tandis que ceux d'Auvergne iront parfaire leurs connaissances dans des restaurants et des établissements touristiques du Québec. Cette opération a pour originalité d'être la première à unir une association et un organisme d'État. Auvergne-Québec sera chargée de la coordination des échanges, la recherche d'établissements d'accueil, l'assistance et le suivi des élèves, tandis que l'ITHQ fera la même chose outre-Atlantique. Dès l'automne prochain, il est prévu d'organiser une semaine québécoise en Auvergne, axée sur la gastronomie, l'agroalimentaire et le tourisme.



Le réseau de France-Québec ne manque pas d'idées pour développer la connaissance du Québec et la coopération entre les deux pays, au sein de la Francophonie. Exemples d'initiatives prises ces derniers mois.

## Laval-Québec

### Le site internet d'un jeune

C'est l'un des plus jeunes adhérents de la régionale. A 16 ans, Fabrice Colas, élève en 1<sup>er</sup> S, a découvert le Québec en participant au voyage "Découverte du pays d'en face jeunes" à l'été 97. Il y a découvert Internet dans deux familles d'accueil à Montréal et Havre-Saint-Pierre. "Un déclic". Fabrice devient internaute. "Après avoir accéder au réseau, on est un peu frustré de ne pas avoir son propre site". Aussitôt dit, aussitôt fait, avec le concours d'un ancien professeur de technologie. L'automne fut créatif et le site est né officiellement le 1<sup>er</sup> janvier. Une petite visite s'impose en tapant : [www.citeweb.net/fcolas/](http://www.citeweb.net/fcolas/) Et là on découvre "La Quaval", prononcez "la cavale", un mélange de Québec et de Laval. Quatre thèmes sont développés : la Mayenne, Laval, le football (avec le Stade Lavallois) et le Québec. "Il y a des visiteurs tous les deux jours", remarque Fabrice Colas qui consacre à son site "une heure par jour au moins" et beaucoup plus en fin de semaine. C'est ainsi que l'association a mis, grâce à un voyage, un jeune adhérent sur l'orbite d'Internet.



## Terres-de-Provence-Québec

### L'accueil d'artistes québécois

Pour aller au congrès de Carleton, le groupe de la régionale avait fait un détour par le Saguenay. Là, lors d'un repas-rencontre avec la régionale de Québec-France, des artistes locaux ont exprimé leur désir d'exposer en Provence. L'opportunité est venue de la mairie de Pertuis (Vaucluse), décidée à organiser une semaine québécoise à laquelle Terres-de-Provence-Québec a largement contribué. Sept peintres et sculpteurs du Saguenay sont ainsi venus en février exposer leurs œuvres, hébergés et nourris dix jours dans des familles adhérentes. La régionale leur a aussi organisé un séjour de visites et une rencontre dans une galerie de Marseille. "On a ainsi développé des contacts avec des peintres du coin", souligne la présidente Janine Giraud-Héraud. *Pourquoi ne pas viser un voyage à Baie-Saint-Paul ? C'est, en tout cas, la concrétisation de nos objectifs de créer des liens d'amitié soutenus par des projets culturels et professionnels*".



## Oise-Québec

### Un concours Francophonie

Evelyne Vessemont présidente d'Oise-Québec est fière de son "idée innovante". On pourrait ajouter aussi : persévérante. Les 6 et 7 juin, à l'Espace Saint-Pierre de Senlis se dérouleront les septièmes Journées francophones initiées et orchestrées par la régionale. Des stands sont présentés par de nombreux pays et associations. S'y ajoute maintenant un concours scolaire. L'essai de l'an dernier s'est étendu cette année à dix écoles primaires, quatre collèges et deux lycées. Les classes primaires doivent présenter sur un grand panneau un pays francophone. En collège, des groupes de trois élèves sont invités à réaliser également un panneau sur un pays francophone mais en soulignant la culture et l'importance du français dans la vie de ce pays. Les lycéens, eux, ont dix questions à répondre. L'inspection académique a donné son feu vert à l'initiative d'Oise-Québec et 5 000 F sont consacrés aux prix. Les panneaux réalisés seront, bien sûr, présentés lors des Journées francophones. "Cela avait bien plu aux visiteurs l'an dernier et cela attire les parents vers les stands".

# Regionales ont des idées

## Paris-Québec

### Une exposition philatélique



voyage de 1967, avec le parcours triomphal du "chemin du Roy" et le discours de Montréal. De nombreux documents sont également consacrés au Québec moderne, avec le dynamisme économique et culturel du peuple québécois.

Composée de planches de timbres, de maquettes, de pièces originales philatéliques rares, cette exposition, réalisée par des associations PTT Cartophilie Ile de France et Paris-Québec, peut être demandée par les associations régionales de France-Québec.

**Renseignements : au Siège de Paris-Québec - 5, rue de la Boule rouge, 75009 Paris ou contacter Alain Ripeaux - Tél. 01 42 26 63 92 ; Téléc. 01 42 26 64 46.**

Cette exposition est composée de douze panneaux qui évoquent les grands moments de l'histoire québécoise. Les documents exposés proviennent de collections privées et de celles du musée de La Poste. On peut découvrir l'épopée de Champlain, Paul Chomedey de Maisonneuve, les blasons des principales provinces d'où sont partis les futurs colons et la maquette du timbre représentant la frégate "La Capricieuse" qui, le 13 juillet 1855, entra dans le port du Québec, symbolisant les retrouvailles franco-québécoises. D'autres documents provenant des archives de l'Institut Charles de Gaulle évoquent le célèbre

Une carte postale signée Raymond Pagès et tirée à 2 000 exemplaires



## repères

Les régionales de France-Québec ne manquent jamais d'imagination pour faire "connaître et aimer le Québec". Outre les conférences, les semaines d'animation, l'organisation d'échanges et les activités multiples, voici un éventail de réalisations originales ces cinq dernières années :

**Belfort-Québec** : la création d'un chocolat.

**Bourgogne-Québec** : la création d'un club Québec dans un lycée de Châlons-sur-Saône.

**Bugey-Québec** : échanges et transferts de compétences entre centres de formation d'Oyonnax et Granby.

**Cambresis-Hainaut-Québec** : un concours d'ortographe pour fêter ses quinze ans.

**Champagne-Québec** : un échange d'enfants.

**Guyane-Québec** : une semaine de conférences et d'ateliers d'écriture avec un écrivain québécois.

**Haut-Limousin-Québec** : un jumelage d'élèves en informatique entre un lycée de Limoges et le Cegep de Limoilou.

**La Roche-Vendée-Québec** : la préparation d'un club d'affaires.

**Laval-Québec** : voyage d'expertise sur la prévention de la délinquance et la police communautaire dans la ville jumelle.

**Paris-Québec** : des feux de la Saint-Jean au parc national de Saint-Cloud.

**Pays nantais-Québec** : l'organisation d'un espace Québec de 500 m<sup>2</sup> au milieu du salon de la neige.

**Périgord-Québec** : l'organisation d'un dîner périgourdin de 350 couverts à... Joliette pour le dîner-bénéfice du festival international de Lanaudière.

**Saint-Malo-Québec** : voyage de jeunes en difficulté chez les Innus.

**Seine-Saint-Denis-Québec** : une exposition sur l'art inuit.

## Langres-Montréal-Québec

### Une coordination nord-américaine

La régionale de la patrie de Jeanne Mance a pris, en janvier, l'initiative de réunir les associations d'amitiés nord-américaines de la région Champagne-Ardenne. Autour de la table : France-Louisiane/Champagne, le Comité Marguerite-Bourgeois (Troyes), le Centre culturel Paul Chomedey-de-Maisonneuve (Neuville-sur-Vanne), Troyes-Champagne (France-Canada), Les Amis de Jean Talon (Châlons-en-Champagne) et bien sûr les régionales Champagne-Québec et Langres-Montréal-Québec. Il s'agit de "faire le poids" auprès des autorités, de "mieux se connaître et de faire des

actions en commun". Car il y a "au moins un intérêt commun : la Francophonie". Dans un premier temps, il a été décidé de créer une structure simple, sans existence juridique, appelée A.N.A.C.A. (Les Amitiés Nord-Américaines de Champagne-Ardenne). A l'issue de cette réunion "consensuelle", le président de Langres-Montréal-Québec, Jean-Paul Pizelle, est devenu "coordinateur" pour un an. Une rencontre-déjeuner des adhérents des associations de l'A.N.A.C.A. est prévue le 27 septembre à Troyes suivie d'une visite "sur les pas de Marguerite Bourgeois".

# VOS VACANCES... PRIMATOUR VOUS

La chaleur des gens  
du Nord, une demeure  
de charme, un accueil  
privilégié, c'est...

## "Le Manoir de la Canche" à Hesdin

à partir de **2 560** Frs  
8 jours  
Séjour du 19 août



Au cœur du  
vignoble Alsacien,  
sur les hauteurs  
de la ville de Barr

## "Les Hortensias"

à partir de **2 260** Frs  
8 jours  
Séjour du 21 octobre



Bienvenue dans nos résidences Hôtelières.  
Pour réserver sans vous déplacer, rien de plus simple,  
appelez gratuitement votre conseiller au :

**primatour**  
groupe ag

Agrément tourisme : AG 075 95 00 19

APPEL GRATUIT  
**N° Vert 0 800 207 800**

# C'EST SACRÉ DONNE DES AILES !!!



Face à la mer, un hôtel  
de classe, héritier des  
palaces de la Côte d'Azur  
avec une vue imprenable  
sur la Méditerranée

## "Le Vendôme" à Menton

à partir de **2 790** Frs  
8 jours  
Séjour du 3 septembre



Au cœur de la Provence,  
un village de vacances

## "100% Nature" à Mousquety

à partir de **1 990** Frs  
8 jours  
Séjour du 18 septembre

# À GAGNER !

un séjour de 15 jours  
à Mousquety en Provence  
pour 2 personnes

### GRAND TIRAGE AU SORT le 24 juin 1998

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Tél. ....

A nous retourner à : AG2R - Primatour - 12, rue Edmond Poillot - 28000 Chartres

Les informations mentionnées sur ce coupon seront utilisées conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6/01/78, n° 78/17 (art.27).

# Une nouvelle : Réunion-Québec

Le 4 avril, le conseil national de France-Québec a accrédité une nouvelle régionale Outre-mer : Réunion-Québec. Elle est présidée par Philippe Caussanel entouré d'Alain Lemée secrétaire et Isabelle Talon trésorière. Voici ce qu'écrivait la nouvelle régionale depuis l'Océan Indien : "L'île de la Réunion est bien loin du Québec. Et pourtant ce département français d'outre-mer cultive quelques points communs avec la Belle Province : une présence française vieille de quatre cents ans, une langue souvent imaginée issue du vieux français, une terre francophone dans un environnement de plus en plus anglophone. Nous pourrions vous donner bien d'autres exemples de ce qui nous rapproche du Québec, mais parler et écrire sont une chose, sentir et



découvrir, une autre. Grâce à notre affiliation à France-Québec, nous espérons avoir aussi l'occasion de faire connaître à nos amis "métropolitains" notre belle région...

Quant à nos relations avec le Québec, quels sont nos objectifs concrètement ?

1. Donner l'envie aux Réunionnais d'aller au Québec, et pour cela, organiser des expositions, faire venir un conférencier comme Gilles Villemure...

2. Organiser des manifestations afin de faire connaître la culture québécoise (cuisine, cinéma, littérature...)

3. Aider ceux qui désirent poursuivre une formation professionnelle ou rechercher un emploi. Certains d'entre nous ont bénéficié des services de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse. A notre tour, il nous faut pousser nos amis réunionnais vers le Québec. Ils sont souvent frileux au départ (on les comprend !), mais reviennent très souvent satisfaits d'avoir vécu une expérience si riche.

4. recevoir nos amis québécois et développer des échanges à travers le réseau de France-Québec.

Pour cela, nous avons au sein de l'association des personnes dynamiques, pleines de projets, mais nous serions très heureux de bénéficier de votre expérience, de vos conseils. N'hésitez pas à nous contacter."

Pour commémorer le cinquantième anniversaire du drapeau fleurdelisé (lire p 16), la Délégation générale du Québec a offert un drapeau à chacune des régionales. Plusieurs ont pris ensuite des initiatives. Exemples :

## Le cinquantième anniversaire du drapeau québécois

### Pays-Nantais-Québec



Présentation du drapeau québécois en présence de représentants du conseil municipal et de l'AG2R.

### Dinan-Québec

Le drapeau a flotté dans la cour d'honneur de l'hôtel de ville.

### Langres-Montréal-Québec

Un article, avec photos du drapeau québécois, dans le "Journal de la Haute-Marne".

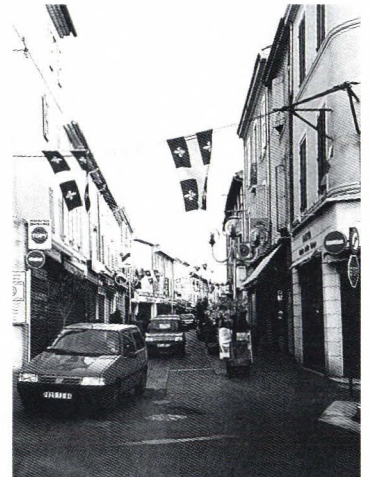
### Val-d'Oise-Québec

Le fleurdelisé a été hissé à côté du drapeau tricolore sur les mâts d'honneur jouxtant l'hôtel de ville de Beaumont-sur-Oise.

### Auvergne-Québec

Le drapeau a été remis au directeur du lycée agricole de Marmithate pour le dixième anniversaire des échanges avec l'institut de technologie agro-alimentaire de Saint-Hyacinthe. Et il a été hissé dans l'enceinte du lycée en présence du Délégué général du Québec et de nombreux invités.

### Terres-de-Provence-Québec



Une vue du centre de Pertuis (Vaucluse) qui a été grandement pavoisée durant la semaine franco-québécoise co-organisée par l'office municipal de la Culture et l'association.

# France Québec

Un pont sur l'océan,  
deux pays, deux peuples  
au coude à coude.

## ► Un nouveau graphisme

Parmi plusieurs projets, le conseil d'administration de France-Québec a choisi, en décembre, ce nouveau graphisme pour identifier l'association et illustrer ses motivations profondes.

## ► Un numéro spécial



100  
pages

## ► La création du prix littéraire France-Québec-Philippe Rossillon

La littérature québécoise est encore trop peu connue en France. A l'occasion de son trentième anniversaire, France-Québec crée donc un prix littéraire en lui donnant le nom de Philippe Rossillon pour rendre hommage à ce membre fondateur et défenseur de la cause québécoise, subitement disparu en septembre 1997.

Il fallait que ce prix soit, tout à la fois, décerné par des professionnels et par les adhérents de France-Québec. Un comité de sélection formé de Nicole de Repentigny, Québécoise directrice de la Bibliothèque de Belfort, Gisèle Tuaille universitaire et administratrice de France-Québec, Robert Beauchamp

directeur de la librairie du Québec et Gilbert Pilleul chroniqueur littéraire de France-Québec-

Magazine et administrateur de France-Québec, a présélectionné quatorze ouvrages :

- Normand de Bellefeuille, *Nous mentons tous, (Québec-Amérique)*
- René Boulanger, *Les feux de Yamachiche, (V.L.B)*
- André Brochu, *Le maître-rêveur, (X.Y.Z.)*
- Dominique Demers, *Maïna, (Québec-Amérique)*
- Christine Frenette, *La terre ferme, (Boréal)*
- Bruno Hébert, *C'est pas moi, je le jure, (Boréal)*
- Claude Jasmin, *L'homme de Germaine, (Lanctôt)*
- Madeleine Monette, *La femme furieuse, (L'Hexagone)*
- Maxime-Olivier Moutier, *Risible et noir, (Triptyque)*
- Madeleine Ouellette-Michalska, *La Passagère, (Québec-Amérique)*
- Elise Turcotte, *L'Île de la merci, (Léméac)*
- Alain Turgeon, *Gode Blessé, (Michalon)*
- Michel Tremblay, *Un objet de beauté, (Actes-Sud/Léméac)*
- Pierre Yergeau, *Ballade sous la pluie, (L'Instant même)*

En mai, trois livres seront finalement retenus par le jury composé de Marie-Andrée Beaudet, professeur de littérature à l'Université Laval ; Jean-Jacques Brochier, rédacteur en chef du "Magazine littéraire" ; Jean Fugère, producteur à Radio-Canada ; Monique Larue, écrivaine ; Dominique Noguès, écrivain ; Yannick Gasqui-Resch, professeur de littérature à l'Université d'Aix-en-Provence ; Gilbert Pilleul, coordonnateur du prix.

Durant l'été, les adhérents des régionales sont invités à lire les trois ouvrages retenus et à voter en septembre. Le lauréat sera proclamé en octobre et recevra un prix de 10 000 F.

## ► 3615 FRANCEQUÉBEC

L'association a ouvert fin avril son serveur Minitel. En tapant 3615 FRANCEQUÉBEC, vous trouverez des renseignements sur l'association, des services et un... quizz. **Un billet d'avion à gagner en jouant avant le 24 juin.**

## ► Un colloque, le 9 octobre

Le vendredi 9 octobre à 14h30. Rendez-vous salle Victor Hugo à l'Assemblée nationale, 101 rue de l'Université, pour le colloque co-organisé par l'association et le groupe d'amitié France-Québec de l'Assemblée. Thème retenu : "Identité et mondialisation : l'exception québécoise". Une conférence et une table ronde sont envisagées. Des précisions sur les intervenants seront annoncées dans les prochains numéros de France-Québec magazine.

## ► Une nouvelle tournée Jean Racine

Il revient ! En 1993, "C'est ma tournée !", lui avait permis de fêter les 25 ans de France-Québec dans trente villes. Il revient de son village de l'Abitibi l'automne prochain. Pendant deux heures, il fera à la demande de France-Québec pour ses 30 ans, le tour des chansons québécoises et françaises. Comme toujours, il va allier chansons et humour, monologues et dialogues, rire et tendresse "avec une débordance d'amour pour les deux pays" qu'il préfère.

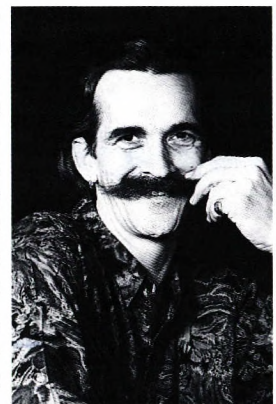


Photo Annie Boudreau

# Les animateurs en régions



## Montpellier-Hérault

Après être intervenu au lycée Jean Monet de Montpellier, Eric Théberge, animateur à France-Québec, a présenté une vidéo sur le Québec et interprété, à la guitare des chansons québécoises, au Conseil général de l'Hérault.



## Gâtinais

Sylvie Hamel, animatrice au siège national est venue raconter l'histoire du Québec aux enfants de l'école de Ferrières et à celle de la Selle, avec, à l'appui, des contes indiens pour les plus jeunes.



## Haut-Limousin

Eric Théberge a animé la soirée de l'Assemblée générale de l'association, le 7 février et Nathalie Houle a présenté : "La découverte du Québec en images", le 14 du même mois.



## Bordeaux-Québec

# Noël québécois

Dans le cadre de l'exposition de 150 crèches venues du monde entier, organisée par la Fédération des commerçants de Bordeaux, du 27 novembre au 4 janvier l'association a accueilli des participants au Noël québécois : sculpteurs sur glace, bûcherons venus du Québec. Bordeaux-Québec a aussi participé à l'animation du chalet de la Librairie du Québec et à celui d'Air Canada. Une soirée fut organisée avec musique, chants et contes, en présence de personnalités locales. Nul doute que les



Québécois qui ont ensuite passé le réveillon dans les familles bordelaises en ont rapporté un merveilleux souvenir, malgré l'absence de neige et l'humidité porteuse de rhumes.

## Sept nouveaux présidents

Plusieurs présidents d'associations régionales de France-Québec ont décidé de passer le flambeau. Qu'ils soient vivement remerciés pour leur dévouement bénévole. On ne dira jamais assez l'engagement mis au service de l'amitié franco-québécoise.

Régionale	Président sortant	Nouveau président
CHATELLERAULT QUÉBEC	Paulette COUSSOT	Roland GAILLON médecin
CORNOUAILLE QUÉBEC	Patrick POCHET	Joseph LE BEC cadre d'entreprise
ESSONNE QUÉBEC	Robert GATELLIER	Serge DUBIEF animateur territorial
PARIS QUÉBEC	Henri RETHORÉ	Gilbert PILLEUL enseignant
PERIGORD QUÉBEC	Hervé DEBATISSE	Maurice TEULÉ ingénieur retraité
SAINT-MALO QUÉBEC	Marie-Agnès CASTILLON	Stéph. RENARD aide-soignant
VAL-D'OISE QUÉBEC	Pierrette LARIDAN	Jacques LEMAIRE ingénieur retraité

### Seine-Saint-Denis



L'exposition philatélique "Le Québec de Jacques Cartier à nos jours" a été présentée au centre culturel André Malraux du Bourget conjointement par la régionale, le club philatélique du Bourget et des environs, la Poste du Bourget et PTT Cartophile Ile-de-France.

### Alsace

Pour la seconde année, la régionale avait son char au carnaval de Strasbourg.



## Un mariage franco-québécois après le congrès de Carleton

Ils se sont connus au dixième congrès international des associations à Carleton en juillet 1997, congrès qui avait pour thème "La belle complicité". Michel Desforges, ancien président de la régionale montréalaise de Québec-France et Isabelle Barelli, adhérente de Terres-de-Provence-Québec, se sont mariés le 9 avril à Lachine.



## Disparitions

**Christiane Guérin**, secrétaire générale de Lyon-Québec, est décédée le jour du printemps après une lutte courageuse contre une terrible maladie. Elle assurait l'accueil à la permanence de la régionale, suivait le fichier des adhérents et collaborait au bulletin de liaison.

**Janine Nortier**, épouse du président d'Orne-Québec, Jacques Nortier, est décédée le 2 avril, à 53 ans, des suites d'une grave maladie. Elle avait été élue au conseil d'administration national de France-Québec de 1987 à 1993 et participait alors au comité de rédaction de la revue.

Leurs amis de France-Québec adressent à leurs familles leurs sympathies attristées.

## Naissance

Ariane est née début mars à Montréal au foyer de Nathaly Isabelle et André Magny qui furent, tous deux, animateurs québécois au siège de France-Québec.

### Maine

Le président Robert Rouleau, avant sa retraite, enseignait la géographie et fut doyen de la faculté de lettres du Mans. Il ne se fait pas prier pour présenter et commenter un diaporama sur les paysages d'automne et d'hiver du Québec. Ce qu'il a fait au Carroi de La Flèche.

### Orne

Une rencontre franco-québécoise a été animée par Eric Théberge autour d'un buffet campagnard. Auparavant, les amis québécois avaient visité l'église Saint-Aubin et le musée de l'émigration percheronne, à Tourouvre, qui commémore le départ de quelque 250 ancêtres.

### Pays-de-Brive-Corrèze

C'est le nouveau nom de la régionale qui, précédemment, s'appelait Pays-de-Brive-Limousin-Québec. En effet, une nouvelle régionale s'est créée l'an dernier à Limoges sous le nom de "Haut-Limousin-Québec".

# Annonces gratuites

## ÉCHANGES DE MAISONS

**Laurentides, résidence** à 85 km ou chalet à 170 km de Montréal (banlieue ou arrière-pays), 3 chambres à échanger contre maison en région (sauf Paris) du 3 au 31 juillet 98. Auto disponible. Contact : Lise Montbleau, 70, Desjardins, Sainte-Agathe-des-Monts, Québec, J8C 3G5. Tél. : 819 326 8561.

**Recherche maison en montagne** ou près de la mer, pas dans une grande ville. L'idéal : un village, une résidence confortable, minimum deux chambres à coucher, plus véhicule récent et en bon état. A échanger contre : résidence de 12 pièces, très lumineuse, au bord de la rivière des Mille-îles et à 40 mn du centre de Montréal, plus voiture climatisée. Période : 3 semaines en juin, juillet, août ou septembre 1998. Contact : Michèle Salvail, 21 terrasse d'Auteuil, CP E2 Laval (Qc), H7L 1K5. Tél. : 514 625 4372. Télécopie : 514 565 2032.

**Couple avec 1 enfant** recherche maison, deux chambres pour une durée de quatre semaines en juillet-août 1998. De préférence région Provence ou Bordelais, mais ouvert à d'autres propositions (sauf villes). En échange, proposons à des non-fumeurs maison toute équipée à Gaspé, grand terrain, vue sur Baie de Gaspé et parc national Forillon. Deux chambres plus canapé-lit dans le salon. Contact : Lucille Gagné, 18, rue Howell, #2293, Gaspé (Qc) G0C 1R0. Tél. : 418 368 1751.

**Près de Québec**, proximité de l'aéroport, maison plus voiture pour échange été 98, contre équivalent de préférence en Roussillon ou Haute-Provence. Contact : Francine Gagnon, 1637, Damiron, Ancienne-Lorette (Qc) G2E 2L6. Tél./Télécopie : 418 872 7334.

**Couple fin cinquantaine**, à la retraite, échangerait maison de 3 chambres, à mi-chemin entre Montréal et Québec, contre maison en Normandie, Bretagne ou Loire, du 30 août au 26 septembre 1998. Voiture incluse si possible. Jean-Louis Lavoie, 2975, 13<sup>ème</sup> avenue, Shawinigan-sud (Qc) G9P 2C1. Tél. : 819 537 1637.

**Saint-Césaire** (45 km à l'est de Montréal), maison de 200 m<sup>2</sup>, 7 pièces, quartier résidentiel paisible, proche commodités, possibilité voiture et vélos, contre maison équivalente en Provence pour le mois de septembre. Même municipalité québécoise, chalet au bord de l'eau, 42 m<sup>2</sup>, équipé, grand terrain boisé, échangerait ou louerait en septembre. Contact : Denis et Renée Bergeron, 1003, rue Nadeau, Saint-Césaire (Qc) J0L 1T0. Tél. : 514 280 4167.

**De préférence en Provence ou Languedoc**, maison à échanger pour un mois, à l'été 1998, quartier résidentiel, 8 km de Montréal, avec voiture, vélos. Convierait à quatre adultes. Contact : Paulette et Gilles Lapointe, 235, Pratt, Longueuil (Qc) J4H 3W9. Tél. : 514 679 7163.

**Couple avec deux enfants** (4 et 8 ans) échangerait maison et auto à Montréal contre maison en Provence ou Rhône-Alpes, 3 ou 4 semaines du 15 juillet au 25 août 1998. Contact : Pierre Verge, 2295, Belgrave, Montréal (Qc) H4A 2L9. Tél. : 514 488 2747. Courriel : vergep02@cam.org

**A Saint-Bruno-de-Montarville**, maison à échanger contre équivalent en Provence à l'automne 1998, ou bien région du Sud de la France. La maison comprend 2 chambres, avec grand jardin. Voiture à discuter. Également chambre d'hôte offerte à l'année contre réciprocité. Contact : Marielle Dumaine et Denis Dorval, 1980, sommet Trinité, Saint-Bruno-de-Montarville (Qc) J3U 6E4. Tél. : 514 653 0669.

**A échanger**, maison à 60 km de Montréal. Salle de séjour, salon, cuisine, 2 chambres plus divan-lit, 2 salles de bains, 2 télévisions, téléphone, terrasse arrière. Située près du centre d'achat. Convierait à 4 adultes et 2 enfants. Voiture à discuter. Aussi possibilité condo en Floride, période septembre/octobre 1998. Nous aimerions une maison dans le sud de la France près de la Côte d'Azur ou autre. André Michon, 975, Sacré-Cœur est, Sainte-Hyacinthe J2S 7J6. Tél. : 514 773 396.

## CORRESPONDANCE

**Micheline, 51 ans**, aimerait correspondre avec dames de son âge ou un peu plus jeunes. But : amitié franche. J'aime la nature, les voyages. A bientôt. Contact : Micheline Dumoulin, 135, Valt, Vaudreuil-Dorion (Qc) J7V 1L6.

**Jeune Québécois, 27 ans**, recherche des correspondantes passionnées de cinéma, nature, voyages, pour lier longue amitié enrichissante. Contact : Christian Picard, 359, route 11 ouest, La Sarre (Qc) J9Z 2X1.

**Québécoise, retraitée de l'enseignement**, 1,69 m, châtaine, yeux pers, recherche correspondants avec affinités : aimant vivre dans la paix, la sérénité, l'harmonie, le dialogue, respect mutuel, amour et humour. Buts à clarifier au cours des échanges. Contact : Jeannine Bordeleau, 3543, Ave. Giroux, Shawinigan, PQ G9N 3C3.

## STAGES

**Fabricant de néon commercial et décoratif** aimerait aller travailler dans un atelier de néon n'importe où en France, durant la saison estivale, afin de parfaire ses connaissances et d'échanger les siennes. Contact : Alain Branchaud, 55, Belvédère nord, #108, Sherbrooke (Qc) J1H 6B2. Tél. : 819 564 6534.

## DIVERS

**Jeune Québécoise avec un chat** cherche hébergement dans la région des Côtes d'Armor, région de Saint-Brieuc. Ferait travaux dans la maison, garderait enfants contre logement, nourriture et petit salaire. Ecrire à Rachel Filiatrault, 654, rue Dollard, Buckingham (Qc) J8L 2S8.

**Professionnelle en massothérapie**, mature, dynamique, aimant les arts, le sport, le cinéma, prévoyant un stage d'étude et de perfectionnement à Paris en septembre 1998, pour une durée de 6 à 12 mois, souhaite hébergement, chambre dans un logement. Pourrait rendre de menus services, espérant développer une belle amitié avec son ou ses hôtes. Contacter Lorraine Bergeron, 535, Principale, #206, La Sarre (Qc) J9Z 2A5. Tél. : 819 333 3356.

**Commune québécoise rurale** à cinq minutes de la magnifique ville de Québec et déjà jumelée avec ville du Poitou souhaite échanges en familles avec autres destinations (histoire, nature et culture) aux quatre coins de la France, via des jumelages déjà existants entre la France et le Québec, sinon en créant de nouveaux. Contacter Paul Lacasse, 815, de Honfleur, Saint-Nicolas (Qc) G7A 3W9. Tél. et Téléc. : 418 826 7048.

# France-Québec Magazine

## OUI, je souhaite m'abonner à France-Québec Magazine

Un an pour 100<sup>F</sup> au lieu de 120<sup>F</sup>

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Je règle par:  Chèque bancaire  Chèque postal

Je désire recevoir une facture justificative au nom de: \_\_\_\_\_ Signature: \_\_\_\_\_

## Bulletin d'abonnement



Renvoyez votre bulletin d'abonnement avec votre règlement à:  
**France-Québec Magazine**  
24, rue Modigliani  
75015 PARIS

Réf. [ ] [ ] [ ] [ ]



24 rue Modigliani (apt. 107)  
75015 PARIS

(ouvert du lundi au vendredi  
de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 17 h. 30)

Tél. : 01 45 54 35 37  
Fax : 01 45 57 69 44

## Un réseau "tricoté serré"

### Dom-Tom

#### Guadeloupe-Québec

Jack AMOUR  
6, cité Bellemont  
97114 TROIS-RIVIÈRES  
☎ 0 590 92 98 66  
Fax : 0 590 92 99 93

#### Martinique-Québec

Frantz RÉMY  
BP 7033  
97233 SCHOELCHER Cedex  
☎ 0 (596) 52 09 43  
ou 76 24 47  
Fax : 0 (596) 75 31 18

#### Guyane-Québec

Thérèse ZULEMARO  
41 Cité Grant  
97300 CAYENNE  
Fax : 0 594 31 87 17

#### Réunion-Québec

Philippe CAUSSANEL  
23 rue de l'Escouble  
97400 SAINT-DENIS  
☎ (222) 20 41 33

### Membres associés

#### Association des Diplômés de l'Université Laval (ADULF)

Jean-François NOËL  
23, rue Liancourt  
75014 PARIS

#### Association des Gagnon de France

Emile GAGNON  
36, av. du Général Leclerc  
45800 ST JEAN-DE-BRAYE

#### Comité d'Action Politique France-Québec (CAP-FQ)

Pierre-Alexandre KROPP  
1, rue Montera  
75012 PARIS

### Bretagne

#### Cornouaille-Québec

Joseph LE BEC  
4 allée Matilias an Dall  
29000 QUIMPER  
☎ 02 98 55 43 65

#### Dinan-Québec

Patrick DIVEU  
3 rue des Rochettes  
22100 LANVALLAY  
☎ 02 96 39 08 62

#### Rennes-Québec

Christiane PERON  
29, avenue de Cork  
35200 RENNES  
☎ 02 99 51 16 22

#### Saint-Malo-Québec

Stéphane RENARD  
Maison du Québec  
Place du Québec  
35400 SAINT-MALO  
☎ 02 99 56 34 32

### Pays-de-la-Loire

#### Pays-Nantais-Québec

Michel PUAUD  
16 boulevard Joliot-Curie  
44200 NANTES  
☎ 02 40 32 87 97  
Fax : 02 40 32 87 97

#### Anjou-Québec

Claire CADIC  
14 bis rue Marie Talet  
49100 ANGERS  
☎ 02 41 48 83 31 (le soir)  
Fax : 02 41 24 19 81

#### Laval-Québec

Guy HUBERT  
Hôtel de Ville  
53000 LAVAL  
☎ 02 43 49 43 00

#### Maine-Québec

Robert ROULEAU  
27 rue Belle Borde  
72200 LA FLÈCHE  
☎ 02 43 94 05 89

#### La Roche-Vendée-Québec

Michel VILLEGIER  
A.T.A.C.  
13 rue de la République  
85000 LA ROCHE-SUR-YON  
☎ 02 51 49 26 78

### Poitou-Charente

#### Brouage-Québec

Michèle OLIVET  
R.D. n° 3 Hiers Brouage  
17320 MARENNES  
☎ 05 46 85 10 04

#### Pons-Sud-Saintonge-Québec

Christiane ROUXEL  
Mairie - Place de la République  
17800 PONS  
☎ 05 46 96 40 85

#### Bas-Poitou-Québec

Claudine GUIVARCH  
12, rue Joseph Cugnot  
79000 NIORT

#### Châtelleraut-Québec

Roland GAILLON  
14 rue Sully  
Hôtel Sully  
86100 CHÂTELLERAULT  
☎ 05 49 23 42 65

### Aquitaine

#### Périgord-Québec

Maurice TEULET  
Leymonie  
24100 CREYSSE  
☎ 05 53 57 42 02

#### Bordeaux-Québec

Jean-Pierre BOURDIER  
10, avenue des Tourelles de Charlin  
33700 MÉRIGNAC  
☎ 05 56 47 42 31

#### Pays-Foyen-Québec

Jean-Claude ALLAIN  
54 avenue du Maréchal Leclerc  
33220 PINEUILH  
☎ 05 57 46 32 13

### Picardie

#### Aisne-Québec

Gérard PRETROT  
4 bis rue Anne Morgane  
02200 SOISSONS  
☎ 03 23 59 38 80

#### Oise-Québec

Evelyne VESSEMENT  
8 rue Grand Pré  
60700 FLEURINES  
☎ 03 44 54 11 29

### Haute-Normandie

#### Grand-Quévilly-Québec

Janine ARSÈNE-LARUE  
16 avenue René Coty  
76120 LE GRAND-QUÉVILLY  
☎ 02 35 69 65 42

### Basse-Normandie

#### Calvados-Québec

Edith COLBERT  
1018 quartier du Grand Parc  
14200 HEROUVILLE ST-CLAIR

#### Orne-Québec

Jacques NORTIER  
La Rosière  
61190 TOUROUVRE  
☎ 02 33 25 60 83

### Centre

#### Eure-et-Loir-Québec

Anne-Marie FICHET  
47 rue de Varize  
28000 CHARTRES  
☎ 02 37 34 56 69

#### Touraine-Québec

Philippe LIMOUZIN  
B.P. 5968  
37059 TOURS CEDEX  
☎ 02 47 54 35 90

#### Sologne-Québec

Michèle BUTTY  
728 rue des Champs Blanchet  
41250 MONT PRÈS CHAMBORD  
☎ 02 54 70 78 80  
Fax : 02 54 70 79 60

#### Gatinais-Québec

Liliane BRISSON  
108 rue des Déportés  
45200 MONTARGIS  
☎ 02 38 85 56 17

### Limousin

#### Haut-Limousin-Québec

Yannick MALARD  
6 rue Jean Le Bail  
87100 LIMOGES  
☎ 05 55 01 18 18

#### Pays-de-Brive-Corrèze-Québec

Alain LE FLOCH  
Impasse Emile MAGNE  
19100 BRIVE  
☎ 05 55 87 50 14

### Midi-Pyrénées

#### Rouergue-Québec

Daniel VALDENNAIRE  
Hôtel Restaurant Saint-Fleuret  
Rue François d'Estaing  
12190 ESTAING  
☎ 05 65 44 01 44  
Fax : 05 65 44 72 19

#### Midi-Toulousain-Québec

Pierre de SAQUI-SANNES  
Hôtel de Ville  
31706 BLAGNAC CEDEX  
☎ 05 61 71 72 00

#### Albigeois-Québec

André LAGRANGE  
Mairie de Marsac  
81150 MARSAC  
☎ 05 63 55 40 47

### Nord-Pas-de-Calais

#### Cambresis-Hainaut-Québec

Frédérique FERTIN  
4 chemin des Marlettes  
59267 PROVILLE  
☎ 03 27 78 38 76

#### Artois-Ternois-Québec

Jean-Paul DOUARD  
25 rue du Faubourg  
62144 HAUTE-AVÈSNES  
☎ 03 21 55 07 45

#### Côte-d'Opale-Québec

Nadine LEDET  
83 rue Aristide Briand  
62200 BOULOGNE-SUR-MER  
☎ 03 21 31 57 40

### Champagne-Ardennes

#### Champagne-Québec

Noëlle BERTON  
C.I.S. - Parc Léo Lagrange  
51100 REIMS  
☎ 03 26 40 52 60

#### Langres-Montréal-Québec

Jean-Paul PIZELLE  
Pelgney  
52200 LANGRES  
☎ 03 25 87 15 91

### Ile-de-France

#### Paris-Québec

Gilbert PILLEUL  
5 rue de la Boule Rouge  
75009 PARIS  
☎ 01 48 24 97 27 (10 h - 13 h vendredi)

#### Versailles-Yvelines-Québec

Erik LINQUIER  
1, rue Richard Mique  
78000 VERSAILLES  
☎ 01 39 54 20 81

#### Essonne-Québec

Serge DUBIEF  
Relations internationales  
Hôtel de ville  
91230 MONTGERON  
☎ 01 69 03 82 41  
Fax : 01 69 83 15 66

#### Seine-Saint-Denis-Québec

Jean-Jacques JENNE  
1 rue Pierre Curie  
93350 LE BOURGET  
☎ 01 48 37 74 64

#### Val-de-Marne-Québec

Christiane BOUVARD  
4 quai du Port  
94130 NOGENT-SUR-MARNE  
☎ 01 43 24 34 66

#### Val-d'Oise-Québec

Jacques LEMAIRE  
15 rue Pierre Brosolette  
95240 CORMEILLES-EN-PARISIS  
☎ 01 34 50 17 72

### Auvergne

#### Auvergne-Québec

Pierre MAITRE  
31 rue de la Garde  
63140 CHÂTEL-GUYON  
☎ 04 73 86 03 71

### Languedoc-Roussillon

#### Gard-Québec

Serge MARZULLO  
20 rue Bachalas  
30000 NÎMES  
☎ 04 66 21 23 63

#### Montpellier-Hérault-Québec

Jean-Pierre GAUBERT  
Aubaygues  
34700 ST-ÉTIENNE-DE-GOURGAS  
☎ 04 67 44 62 69

### Lorraine

#### Lorraine-Québec

Bernard GENOT  
14 rue du Cheval Blanc  
54000 NANCY

### Alsace

#### Alsace-Québec

Jean-Daniel SCHELL  
11 rue Wimpfeling  
67000 STRASBOURG  
☎ 03 88 60 34 74

### Franche-Comté

#### Franche-Comté-Québec

Elisabeth DEPASSE  
6 rue du Porteau  
25000 BESANÇON  
☎ 03 81 61 95 72

#### Belfort-Québec

Dominique COLIN  
Centre Culturel du Mont  
Avenue du Château d'eau  
90000 BELFORT

### Bourgogne

#### Bourgogne-Québec

Jean-Paul MONTHIOUX  
Rue de la Velle  
Reulle-Vergy  
21220 GEVREY CHAMBERTIN  
☎ 03 80 61 40 93

### Rhône-Alpes

#### Bugey-Québec

Didier LORENZINI  
Impasse de Longemare  
01100 OYONNAX  
☎ 04 74 77 00 22

#### Alpes-Québec

Catherine GIRARD  
14, place Saint Bruno  
38000 GRENOBLE  
☎ 04 76 84 98 70

#### Lyon-Québec

Raymond SANCHEZ  
B.P. 3020  
69396 LYON CEDEX 03  
☎ 04 78 60 88 21

#### Alpes-Léman-Québec

Jean-Michel HERCOURT  
5 rue Jules Verne  
74100 ANNEMASSE  
☎ 04 50 92 66 76

### Provence-Alpes Côte d'Azur

#### Côte-d'Azur-Québec

Jean GIRARDOT  
"Les Anthémis"  
35 chemin du Colombier  
06110 LE CANNET  
☎ 04 93 69 84 49

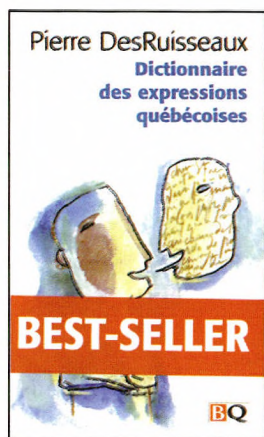
#### Terres-de-Provence-Québec

Janine GIRAUD-HÉRAUD  
Saint-Canadet  
13610 LE PUY-SAINTE-RÉPARADE  
☎ 04 42 61 97 74  
(de 18 h. à 20 h. du lundi au vendredi).

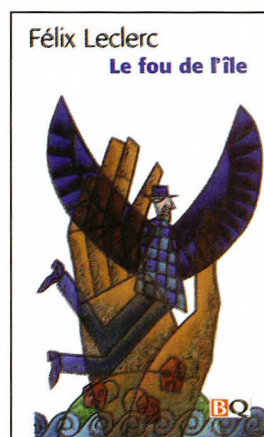
### Corse

#### Corse-Québec

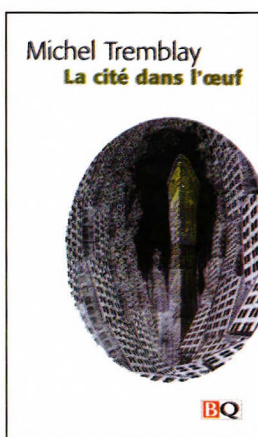
Jacques DONAT-CASANOVA  
B.P. 42  
20166 PORTICCIO  
☎ 04 95 25 12 58



464 p. — 58 FF



200 p. — 48 FF



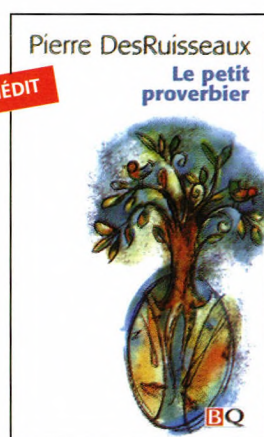
216 p. — 48 FF



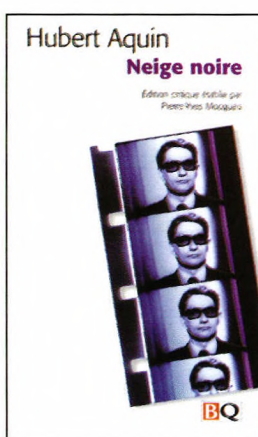
384 p. — 58 FF



270 p. — 48 FF



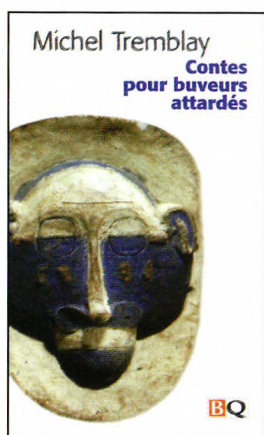
288 p. — 48 FF



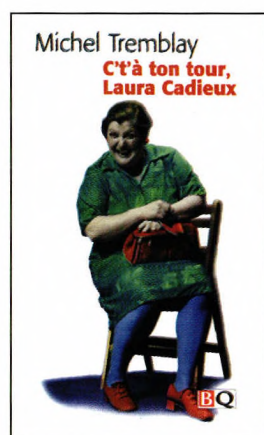
764 p. — 78 FF



240 p. — 48 FF



192 p. — 48 FF



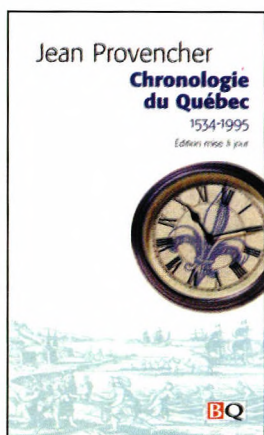
160 p. — 48 FF



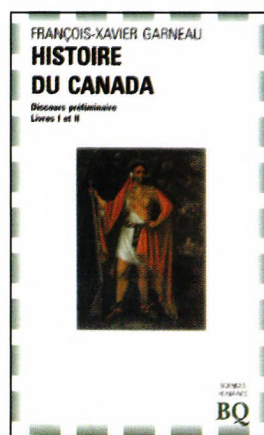
288 p. — 48 FF



120 p. — 38 FF



384 p. — 58 FF



264 p. — 48 FF



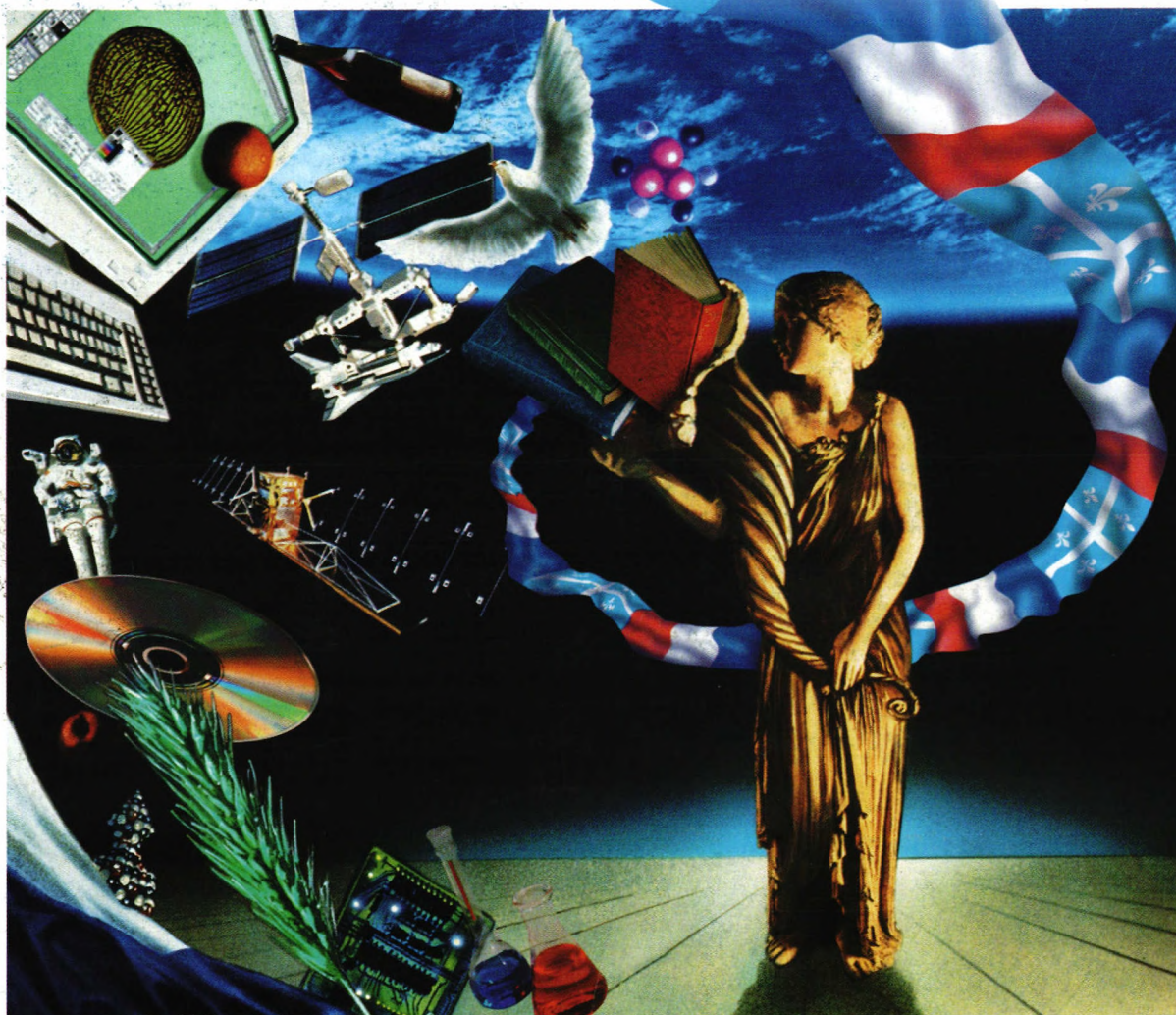
400 p. — 58 FF



248 p. — 48 FF

# France Québec

UNE COOPÉRATION UNIQUE



## UN INSTRUMENT DE MODERNITÉ

Depuis 30 ans, la France et le Québec mettent en commun des compétences, des idées et des projets pour conjuguer le présent et gagner un pari sur l'avenir.



Gouvernement du Québec  
Ministère des Relations  
internationales

Québec 